

cinq pays d'Europe

Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16388 - 7,50 F - 1,13 EURO

JEUDI 28 MAI 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Délinquance financière

Le Monde révèle le contenu d'un rapport de la chancellerie sur le nouveau visage de la délinquance financière. Quatre magistrats, Eva Joly, Laurence Vichnievsky, Renaud van Ryumbek et Bernard Bertossa analysent la mondialisation de cette grande criminalité. p. 8

■ Le Kosovo vers la guerre

En dépit des négociations engagées sous l'égide des États-Unis, les incidents armés se multiplient au Kosovo, comme en témoigne le reportage de notre envoyé spécial. p. 2

■ L'art lyrique renaît à Aix

Aix-en-Provence offre à son Festival d'art lyrique un nouveau théâtre. Stéphane Lissner, directeur général du festival, livre au Monde ses ambitions pour les dix années à venir. p. 26

■ Hausse du revenu des agriculteurs

Après trois années de bons résultats, le revenu moyen des exploitations agricoles a progressé en 1997 de près de 7 % par rapport à 1996. p. 31

■ Mai 68, le roman

Vingt et unième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud. 27 mai 1968 : Georges Séguy se fait huer à Billancourt ; une manifestation publique de soutien à de Gaulle se prépare ; Eric Thévenon portait Marianne sur ses épaules. p. 12 et 13

■ Les Danois et l'Europe

Pour la cinquième fois en vingt-cinq ans, les électeurs danois se prononcent, jeudi 28 mai, par référendum, sur la construction européenne. Cette fois, ils sont appelés à dire oui ou non au traité d'Amsterdam. p. 3

■ Flambée mondiale de la tuberculose

L'épidémie touche essentiellement l'ancien bloc soviétique, l'Afrique et l'Asie, malgré l'existence d'un traitement efficace, peu coûteux mais peu utilisé. p. 22

■ Air France renoue avec les bénéfices

Après sept années de pertes, le groupe public annonce 1,87 milliard de profits. Mais les pilotes maintiennent leur préavis de grève durant le Mondial. p. 16

Abonnement : 3 DM - Belgique-Suisse, 8 F - Autriche, 25 ATS - Espagne, 45 Ptas - Canada, 2,25 \$ CAN - Côte d'Ivoire, 800 F CFA - Danemark, 10 KR - Grèce, 220 Ptas - Grande-Bretagne, 1 £ - Irlande, 450 Ptas - Italie, 1,40 \$ - Italie, 2000 L - Luxembourg, 36 FF - Malaisie, 10 RM - Norvège, 14 KRN - Pays-Bas, 3,60 F - Portugal, 200 Esc - République tchèque, 20 Kcs - Royaume-Uni, 2,20 £ - Suède, 200 F CFA - Suisse, 20 Sfr - Thaïlande, 20 Baht - Turquie, 20 Liras - USA, 2,50 \$ - Japon, 2,50 ¥

M 0147 - 528 - 7,50 F

L'Elysée craint la mise en cause d'Alain Juppé dans l'enquête sur le financement du RPR

Une « cellule de crise » tente de protéger l'ancien secrétaire général du parti gaulliste

L'ENQUÊTE du juge d'instruction Patrick Desmure sur le financement du RPR au travers, notamment, d'emplois fictifs, privés ou publics, pourrait conduire le magistrat à entamer Alain Juppé. L'ancien premier ministre, aujourd'hui maire de Bordeaux, fut, en effet, de 1988 à 1995, secrétaire général du RPR et, de 1983 à 1995, adjoint au maire de Paris, Jacques Chirac, chargé des finances. Il pourrait donc être mis en cause, à ce double titre, pour avoir fait - ou laissé faire - en sorte que des personnes salariées par la Ville travaillaient en fait pour le RPR. Il pourrait même être accusé de prise illégale d'intérêt, certains de ces salariés ayant été placés sous son autorité directe de secrétaire général du parti de M. Chirac.

C'est le cas, notamment, de Patrick Stefani, collaborateur de M. Juppé, puis directeur de la campagne de M. Chirac en 1995, et qui était rémunéré par l'inspection générale de la Ville de Paris, où les enquêteurs n'ont, à ce jour, pu trouver trace d'aucun rapport effectué par lui. Quant à Noredine



Cherkouk, membre du secrétariat national à la jeunesse du RPR de 1990 à 1997 et chargé des déplacements de M. Juppé en province, il a reconnu n'avoir « jamais travaillé » pour l'administration municipale, dont il était pourtant, comme son épouse, un salarié.

Une « cellule de crise » a été constituée, à l'Elysée, sous la direction de Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République et ancien directeur du cabinet de M. Juppé au Quai d'Orsay, pour surveiller la progression de l'enquête et trouver les parades juridiques et politiques. « Il s'agit ni plus ni moins que d'établir, autour d'Alain Juppé, un cordon sanitaire », résume, sous couvert d'anonymat, un député du RPR bien informé.

En outre, l'enquête menée par un autre juge, Eric Halphen, sur le marché public de l'entretien des ascenseurs des HLM de Paris, renforce le soupçon de trafics d'influence liés au financement du parti gaulliste.

Lire page 6

Russie : les marchés redoutent un effondrement financier

LA FUITE des investisseurs de Russie s'est accélérée depuis plusieurs jours. La Bourse de Moscou a perdu 50 % depuis le début de l'année et les taux d'intérêt à court terme ont dépassé, mardi 26 mai, le seuil des 60 %. Faute d'acheteurs, la privatisation du groupe pétrolier Rosneft a dû être reportée. Les experts s'inquiètent du faible niveau des réserves monétaires du pays et de l'ampleur des échéances de remboursements d'emprunts à court terme. Le gouvernement russe cherche à obtenir auprès du FMI une nouvelle tranche d'aide de 700 millions de dollars, bloquée depuis janvier. Nourrie également par la reprise de la crise financière asiatique, l'inquiétude des marchés est générale : Wall Street a perdu 1,65 % mardi et Paris ouvrirait, mercredi, sur une baisse de plus de 2 %.

Lire page 17

et le point de vue page 14

El Niño ralentit la Terre et allonge les jours

ON L'ACCUSE de presque tous les maux du monde : cyclones, typhons, pluies torrentielles, sécheresses et autres incendies. L'Amérique centrale s'embrase et c'est aussi un peu sa faute. Et ce n'est pas fini ! La Terre a encore un reproche à formuler à ce virulent phénomène climatique : en perturbant le régime des alizés et en créant un flux d'ouest inhabituel dans le Pacifique, El Niño a ralenti la rotation de notre planète pendant quelques mois.

En juillet 1997, au plus fort du phénomène, le jour a en moyenne été allongé de 0,8 milliseconde, a annoncé, mardi 26 mai, un chercheur de la NASA, John Gispson, lors d'un congrès de géophysique à Boston. A la fin du mois de mars, l'excédent imputable à El Niño s'élevait encore à 0,4 milliseconde quotidienne. L'édition 1982-1983 de cet événement climatique avait augmenté la durée du jour de plus de 1 milliseconde, pendant quelques semaines.

Relativement bref dans le temps et ne revenant que tous les quatre à sept ans, El Niño ne perturbe qu'assez peu la rotation de notre planète mais ses effets peuvent s'ajouter à ceux

engendrés par les variations saisonnières du régime des vents. L'atmosphère tournant un peu plus vite que la Terre solide, ces deux sphères échangent une partie de leur énergie cinétique de façon à ce que la somme reste constante. Quand les vents d'ouest dominent - généralement pendant l'hiver de l'hémisphère Nord -, notre boule bleue a tendance à ralentir son mouvement de toupie. Et réciproquement, lorsque sa danse de derviche tourneur des que l'été revient.

L'étude fine des variations de la durée du jour a conduit géophysiciens et astronomes à rechercher d'autres causes de ces irrégularités dans la forme et la constitution de la Terre. Solide sous nos pieds, elle se révèle, au bout du compte, plutôt molle et fort peu homogène. « Des variations très importantes à l'échelle décennale peuvent s'expliquer par des changements dans la circulation lente du noyau liquide de la Terre », commente l'astronome Martine Fesnel. En surface, la croûte terrestre n'est guère plus stable. Bien moins connues que leurs homologues océaniques, mais fonctionnant sur le même principe qu'elles, les

marées terrestres déforment, sous l'influence conjointe de la Lune et du Soleil, la géolithe qui nous soutient.

Sur une échelle de temps plus longue, « le ralentissement de la Terre est irrémédiable », explique Martine Fesnel. La faute en incombe à la dissipation d'une partie de l'énergie produite par les différentes marées. Les scientifiques ignorent où cela se produit exactement, mais une chose est sûre : il manque des kilowattheures au bout de l'addition... Cette « perte » n'est pas sans conséquence pour le couple Terre-Lune. Les physiciens expliquent, dans leur grande sagesse, que la Terre ralentit sa rotation tandis que la Lune s'éloigne tout doucement de sa planète, d'environ un centimètre par an. Question d'équilibre ! « La durée moyenne du jour augmente d'une milliseconde et demie par siècle, en conclut Martine Fesnel. Cette cause n'est pas la plus importante en intensité, mais à terme, c'est elle qui l'emporte. » Il y a 400 millions d'années, le jour terrestre durait... 22 heures.

Pierre Barthélémy

Des générations futures et du déficit budgétaire

DANS TOUS les pays européens où le combat contre le chômage et l'exclusion est devenu prioritaire, les gouvernements ont aussi décidé d'affecter, au moins en partie, les dividendes de la croissance retrouvée à la réduction du déficit budgétaire. Cette décision d'œuvrer simultanément en faveur, pour ainsi dire, d'une « priorité secondaire » atténue forcément la primauté que l'on accorde à l'objectif de l'emploi. Persévérer dans la réduction du déficit budgétaire en une situation caractérisée par un chômage de masse et une épargne abondante - l'existence d'un surplus des échanges extérieurs signifie que l'épargne nationale est supérieure à l'investissement national - peut témoigner d'une prudence excessive. Ne conviendrait-il pas au contraire de mobiliser tous les instruments de la politique économique pour réduire le chômage ?

En réponse, les gouvernements européens soulignent avec raison que les objectifs de la politique économique sont multiples et que, quelle que soit leur hiérarchie, aucun d'entre eux ne doit être sacrifié. Ils invoquent alors les exigences de la stabilisation économique et, de façon plus empha-

tique, leur souci du bien-être des générations futures. Les fluctuations économiques engendrent spontanément des variations du solde budgétaire en l'absence de tout infériorisme de la politique du gouvernement. Les recettes publiques augmentent en période de croissance et diminuent en période de récession, le déficit sera spontanément plus faible dans les premières que dans les secondes. Il est donc rationnel d'affecter les fruits de l'expansion à la baisse du déficit budgétaire lorsque revient la croissance. Si tel n'était pas le cas, le déficit connaîtrait une tendance irrésistible à l'aggravation, et avec lui l'endettement public. Les générations futures paieraient alors le prix de notre incurie.

Mais ce raisonnement suppose implicitement que la situation actuelle est normale au regard du chômage, dont le niveau élevé ne devrait rien aux politiques restrictives conduites dans le passé. Rares sont les auteurs qui prédisent une réduction de plus de trois points du chômage au terme de la phase actuelle de croissance.

Jean-Paul Fitoussi pour le Monde

Lire la suite page 15

Une journée sans voitures

LE 22 SEPTEMBRE sera une journée sans azote, ni plomb, ni fumées noires. Une journée sans pollution de l'air, dédiée aux transports en commun, aux promeneurs et aux flâneurs, à pied, à vélo ou en rollers. Ce jour-là, les voitures ne circuleront pas dans une quinzaine de villes françaises, comme Nantes, Strasbourg, Grenoble, Montpellier ou Quimper, à l'initiative de la ministre de l'environnement, Dominique Voynet. D'autres agglomérations de l'Hexagone devraient s'associer à l'appel des quinze premières villes. Mais, pour que la journée sans voitures ne reste pas sans lendemain, il faudra plus qu'une action spectaculaire.

Lire page 11

Les surprises de Roland-Garros



ANDRE AGASSI

LE KID de Las Vegas ne gagnera pas cette année les Internationaux de France de tennis. Victime d'une inflammation à l'épaule, Andre Agassi a été battu, mardi 26 mai, par un jeune Russe de dix-huit ans, 116^e joueur mondial, Marat Safin. Le Tchèque Petr Korda est lui aussi tombé, sous les balles du champion du monde juniors, l'Argentin Mariano Zabaleta.

Lire page 23

| | | | |
|---------------|----|--------------------|----|
| International | 2 | Tableau de bord | 28 |
| France | 6 | Aujourd'hui | 22 |
| Société | 1 | Météorologie, jeux | 25 |
| Cronique | 10 | Culture | 26 |
| Régions | 11 | Sciences | 28 |
| Horizons | 12 | Économie | 29 |
| Entreprises | 16 | Alimentation | 29 |
| Communication | 19 | Rally-Télévision | 30 |

Croire en son temps est un acte de bravoure.

Collection "ROMA" à partir de 15 000 FF.

Van Cleef & Arpels

PARIS 22, PLACE VENDÔME
CANNES, MONTE-CARLO, GENEVE, LONDRES
Liste des dépositaires et tous renseignements au 01 47 42 17 24

BALKANS Malgré l'ouverture de pourparlers entre les autorités de Belgrade et de Pristina sur l'avenir de la province serbe du Kosovo, les combats s'intensifient entre indé-

pendantistes albanais et forces de l'ordre serbes. Les affrontements des derniers jours ont tué au moins 15 personnes, portant le bilan à 210 morts depuis le début de l'inter-

vention serbe à la fin du mois de février. ● A ZAIMOVO, comme dans d'autres villages de la région au cours des dernières semaines, les policiers serbes et des forces paramili-

taires ont rasé des maisons et forcé la population à quitter les habitations. ● DANS L'ALBANIE VOISINE, l'opinion publique, indifférente jusqu'à présent au sort des « cousins »

du Kosovo, commence à être sensibilisée. Pour sa part, le gouvernement de Tirana adopte une attitude très modérée et s'aligne sur la position de la communauté internationale.

Belgrade intensifie sa politique de harcèlement militaire au Kosovo

La tactique des forces serbes a changé par rapport au mois de mars ; il s'agit désormais d'opérations-éclair très ponctuelles contre des villages. Parallèlement, l'Armée de libération du Kosovo (UCK) est de plus en plus active

KIJNA
de notre envoyé spécial
Le village de Zajmovo, dans la Drenica, est désert. Les vaches n'ont pas été traitées depuis plusieurs jours

REPORTAGE

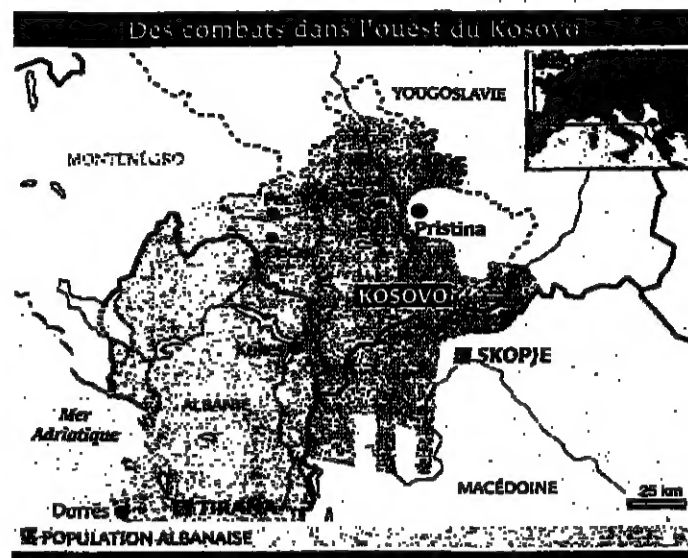
Le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la guerre

et meuglant douloureusement dans les cours des fermes. Les chiens montrent les crocs mais détalent s'ils que l'ordre leur est adressé. Une trentaine d'habitations, toutes albanaises, ont été réduites à un amas de ruines. Les forces serbes ont mené, le 22 mai, une opération en vue de « nettoyer » ce hameau. Les deux cents habitants ont fui vers Kijna, emportant avec eux quelques vêtements et peut-être le souvenir que la vie, jadis, a pu être douce dans cette région d'Albanie.

Deux hommes approchent, au bout d'un chemin. Ils s'appellent Azem et Ajvaz Bacaj. Ils sont frères et vivent dans un autre hameau, situé à cinq cents mètres de Zajmovo. Ils racontent ce qu'ils ont vu, dis-

mulés derrière les fourrés : « Les Serbes sont arrivés à 7 heures à bord d'un hélicoptère et de camions. Ils étaient plusieurs dizaines. Ils portaient des casques ou avaient couvert leurs visages de boue. Leurs uniformes étaient bleus comme ceux de la police ou noirs comme ceux des groupes paramilitaires. Ils ont ordonné à tout le monde de sortir, de s'en aller et de ne surtout plus jamais revenir. Puis ils ont pillé les maisons, chargeant dans leurs camions les téléviseurs et les matériels électroménagers. On a entendu des tirs et des explosions. Les maisons ont commencé à brûler. Les Serbes sont partis, quelques-uns ont restés toute la journée et toute la nuit. Les deux frères ajoutent que le village de Grabouca, à quelques kilomètres de Zajmovo, qui demeure inaccessible, est parti lui aussi en fumée. »

« Ils ont abattu deux hommes dans cette maison, indique Azem Bacaj. On a retrouvé leurs corps dimanche à l'aube, dans la cuisine. Ils étaient complètement calcinés. On les a amenés chez nous, ils ne pesaient pas plus de quatre kilos. On les a enterrés » Ibrahim Uka, 65 ans, et Bajram Kastrati, 54 ans, reposent dans un champ près de la maison d'Azem. Cinq hommes munis de



peles soulèvent tout à coup la terre et exhibent la dépouille d'Ibrahim Uka. « Il paraît que les journalistes écrivent que les Albanais mentent et les manipulent, vérifiez vous-mêmes », lâche Ajvaz Bacaj en montrant du bras la masse noire et difforme recroquevillée dans le cercueil.

Les opérations menées par les forces serbes se sont multipliées ces derniers jours dans la Drenica. C'est dans cette région centrale du Kosovo à majorité albanaise que la police serbe a mené une violente campagne de répression en mars, qui a provoqué la mort d'au moins quatre-vingts personnes dont des

femmes et des enfants. La stratégie serbe est aujourd'hui différente. La région est bouclée pendant quelques jours, les actions sont conduites à la vitesse de l'éclair sur des objectifs précis, puis les routes sont à nouveau ouvertes. Il est donc possible d'aller constater sur place que des maisons ont brûlé et de compter parfois le nombre de victimes (deux à quatre à chaque fois). « C'est à titre d'exemple, pour punir les Albanais qui soutiennent notre politique de résistance pacifique. Cela ne choque pas trop la communauté internationale mais ça incite les civils à fuir », estime un responsable albanais.

ACTIONS DE REPRÉSAILLES

Les autorités serbes, de leur côté, affirment toujours que ces opérations visent « à lutter contre le terrorisme ». Elles désignent par là l'UCK (Armée de libération du Kosovo), une formation clandestine qui engrange depuis quelques semaines des succès et grappille du terrain. L'UCK, qui a longtemps joué l'Ardeur, évolue aujourd'hui à visage découvert et érige des barrières routières. Des hommes solidement armés, vêtus d'uniformes flamboyants, sont pris position sur la route

Pristina-Pec, à deux kilomètres d'un check-point serbe et à vingt kilomètres du chef-lieu du Kosovo. L'UCK, qui se déclare « non terroriste », qui a précisé qu'elle n'agit pas contre le peuple serbe, a annoncé cependant qu'elle vengera les morts de la Drenica. Les actions de représailles qu'elle conduit n'ont certes pas la même ampleur que celles menées par les forces serbes, elles provoquent pourtant la mort d'hommes, dont des civils.

Le pays s'enfoncé ainsi chaque jour un peu plus dans la guerre. Elle est, pour l'heure, étrange, à la fois impalpable et omniprésente. Par endroits, des troupes de moutons paissent en toute quiétude dans les prés, gardés par des gendarmes qui sourient. Un peu plus loin, au détour d'un virage, des maisons achevées de se consumer. Dans les villages traversés, les terrasses de cafés sont bondées et l'on joue au basket sur les terrains de sport. Les gens racontent que « les Serbes et les Albanais vivent bien ensemble, avant ». Mais on attend la guerre, avec fatalité, et lorsque le mot UCK est prononcé, le regard des paysans albanais brille.

Christian Lecomte

Les combats s'intensifient entre forces serbes et indépendantistes

MALGRÉ l'ouverture récente de pourparlers entre Serbes et Albanais du Kosovo, la situation militaire ne cesse de se dégrader dans cette province de Serbie où les indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) combattent désormais au grand jour l'occupant serbe.

Du dimanche 24 au mardi 26 mai, au moins quinze personnes - quatorze Albanais et un policier serbe - ont été tués, portant le bilan à plus de deux cents dix morts depuis la fin du mois de février. Lundi soir, le Centre d'information serbe avait annoncé le décès d'un policier, Dragoljub Djukic, blessé lors d'une attaque contre un poste de police, près de Decani. Le même jour, un convoi de l'armée yougoslave essayait des tirs de mortiers et d'armes automatiques sur la route entre Pec et Decani. Côté albanais, neuf personnes, dont huit membres de la même famille, ont été tués, lundi, lors d'une opération de la police dans le village de Lubenic, entre Pec et Decani. Le bilan de l'opération pourrait être plus lourd encore. Un témoin, Art Gogaj, affirme avoir vu « des dizaines de morts et blessés », certains « exécutés à l'arme automatique », ainsi que des maisons incendiées. Selon le Comité albanais des droits de l'homme, « l'offensive de l'armée et de la police » s'est poursuivie mardi dans plusieurs villages de la région.

Il s'agit de la plus importante opération serbe au Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais qui réclament leur indépendance, depuis la « campagne » menée, de la fin février au début mars, dans la vallée de la Drenica. En quelques jours, au moins quatre-vingts personnes, parmi lesquelles de jeunes enfants, des femmes et des vieillards, avaient

alors été tués. Cette violence avait provoqué l'indignation de la communauté internationale et enclenché le processus de sanctions à

L'OTAN cherche à contenir la crise

Le conseil des ambassadeurs de l'OTAN s'est mis d'accord, mardi 26 mai, sur un « paquet de mesures » en trois parties, destiné à contenir la crise au Kosovo. Ce document sera soumis, jeudi à Luxembourg, pour approbation aux ministres des affaires étrangères de l'OTAN. La première partie du « paquet » concerne un développement de la coopération menée par l'OTAN, via le Partenariat pour la paix, avec la Macédoine et l'Albanie. La deuxième partie vise l'étude d'un « déploiement préventif » d'observateurs ou de militaires en Albanie et en Macédoine si l'ONU s'en dégageait, afin de contrôler les trafics d'armes. La troisième partie est la plus délicate puisqu'elle prévoit, en termes très généraux, d'aller « au-delà » de la deuxième partie, autrement dit de lancer une étude sur une possible intervention militaire au Kosovo même. Mais il n'existe pas de consensus sur cette éventualité, qui n'en est d'ailleurs qu'au stade de l'examen des différentes options envisageables.

l'encerclement de Belgrade, qui avait ensuite changé de méthode sur le terrain. Dans une seconde phase, les opérations policières ont, en effet,

été plus brèves et concentrées sur quelques villages des environs de Decani, Pec ou Kijna, dans le centre et l'ouest du pays, bastions de l'UCK. Les séparatistes tentaient d'y établir un corridor d'approvisionnement d'armes en provenance de l'Albanie, selon la police serbe qui a concentré dans cette région, ainsi qu'à la frontière avec l'Albanie, nombre de ses forces.

Que ce soit à Prekaz, Zajmovo, Lanza, Grabouca, Dolovo ou Glogjane, les villages ont tout d'abord été bouclés par les forces serbes qui sont ensuite passées à l'attaque, appuyées, au besoin, par des hélicoptères et des tirs d'artillerie. Des maisons ont été rasées et chaque fois on a relevé quelques victimes. Sans vraiment savoir s'il s'agit de combattants

indépendantistes, d'innocents tués pour l'exemple ou de simples habitants armés - comme beaucoup le sont dans la région - qui défendaient leurs habitations.

ESCALADE DE LA VIOLENCE

A la différence du mois de mars, les Serbes doivent maintenant faire face à une résistance mieux armée et mieux organisée de la mystérieuse Armée de libération. Évaluée à quelques centaines d'hommes par des experts occidentaux il y a deux mois, l'UCK serait aujourd'hui forte de plusieurs milliers de combattants. Agissant comme un dinosaure au sein des jeunes Albanais déçus de la ligne pacifiste suivie par la Ligue démocratique (LDK) d'Ibrahim Rugova, l'UCK serait financée par les chefs de

la diaspora albanaise établie en Allemagne et en Suisse, selon plusieurs sources.

Cette escalade de la violence laisse mal augurer de la poursuite des discussions albanos-serbes sur l'avenir du Kosovo lancées, vendredi 22 mai, à Pristina et supervisées par Washington. Le commandant suprême de l'OTAN, le général Wesley Clark, a récemment fait état de ses inquiétudes, affirmant que l'UCK a commencé à recevoir des appuis extérieurs alors que les policiers serbes ne mollissent pas. « La situation, a-t-il estimé, deviendra progressivement de plus en plus incontrôlable si des solutions diplomatiques ne sont pas trouvées dans un proche avenir ».

Christophe Châtelot

La population d'Albanie hésite entre solidarité et indifférence

TIRANA
de notre envoyé spécial
« J'offre 10 000 leke (environ un salaire moyen) à nos frères du Kosovo. » Le généreux donateur, homme d'affaires et fils du président de l'association culturelle Sulejman Vokshi, qui organise la réunion, recueille un succès d'estime. Son exemple ne fait guère d'émules. À l'exception d'un retraité originaire du Kosovo qui, d'une voix chevrotante, promet de faire don de sa prochaine pension. Un canotier plus vaillant, aux épaules de hêtre et à l'accent du Nord, propose la manière forte : « N'attendons pas que l'Est cède, alors nous battons contre le colonialisme serbe au Kosovo. » La maigre assistance qui ressemble plus à un

club de retraités qu'à un groupement d'activistes désapprouve le fier-à-bras. La collecte en faveur des Albanais du Kosovo tourne court dans la salle des fêtes du port de Durrës, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tirana. Les organisateurs en reviennent à la case départ : comment sensibiliser l'opinion publique albanaise sur le sort des 2 millions d'Albanais du Kosovo en butte aux forces de police serbes ?

Passée l'émotion des premiers jours provoquée par les violences, fin février et début mars, dans la vallée de la Drenica, les Albanais ne se mobilisent guère. « Le sentiment patriotique est très faible. La préoccupation principale des gens est de régler leurs problèmes quotidiens ou d'aller travailler en Italie, en Grèce, en Suisse ou en Allemagne », analyse l'écrivain Fatos Kongoli. « Pour des raisons historiques, Kosovars et Albanais ne sont pas vraiment proches les uns des autres », poursuit-il. Au lendemain de la seconde guerre mondiale et de la rupture avec la Yougoslavie de Tito, la dictature d'Enver Hodja avait enfermé l'Albanie derrière ses frontières. Les ponts entre les deux communautés ont sauté.

PERCEPTION NÉGATIVE

Les retrouvailles, après l'effondrement de la Yougoslavie et la chute du communisme à Tirana en 1991, ne furent pas à la hauteur des espérances. Les Kosovars, plus riches et déjà limités aux lois de l'économie de marché, ont pris les Albanais de haut. « Aux amours platoniques ont succédé la déstabilisation, l'incompréhension et l'anti-

thie, parfois », résume un autre écrivain, Fatos Lubonja. Insidieusement, les Kosovars sont devenus, dans l'imaginaire populaire, « des escrocs, des trafiquants d'armes et de drogue ».

Depuis trois mois, cette perception négative a tendance à s'estomper. Les images, diffusées quotidiennement par la télévision nationale, de Kosovars tués par les policiers serbes émeuvent les Albanais. Les coups de poing de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) deviennent populaires. « Il y a une opinion latente en faveur du Kosovo », affirme Mëlikom Zego, directeur du Musée national d'histoire et d'organisateur d'une exposition itinérante constituée de clichés présentant les corps mutilés des victimes du massacre de la Drenica. « Il s'agit davantage d'un frémissement que d'une mobilisation massive, mais le changement d'attitude est perceptible », affirme Arben Leshkaj, rédacteur en chef du quotidien en anglais, Albanian Daily News.

Jusqu'à présent, le gouvernement socialiste de Fatos Nano se gardait d'attiser les sentiments nationalistes. Il s'aligne sagement sur les positions du groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne, Russie). « La solution la plus correcte est que le Kosovo devienne une République au sein de la Yougoslavie », avance le ministre albanais des affaires étrangères, Paskal Milo. Pas question de soutenir, officiellement du moins, les revendications d'indépendance des 2 millions, environ, de Kosovars. En privé, pourtant, un proche du pré-

sident socialiste, Rexhep Mejdani, doute que ceux-ci se satisfassent d'un statut d'autonomie au sein de la Yougoslavie.

« Le pouvoir albanais a fait le choix de la raison et de l'argent », explique un diplomate occidental. Dans un pays où le PIB par an et par habitant ne dépasse pas les 700 dollars, le gouvernement compte sur l'aide internationale, au moins 640 millions de dollars attendus jusqu'à la fin de l'an 2000. « Si le conflit au Kosovo s'aggrave, ne comptez pas sur nous pour contraindre les réfugiés qui, une fois en Albanie, tenteraient assurément de fuir vers la Grèce ou l'Italie », avertit Gramoz Pashku, conseiller du premier ministre. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que « le pays ne pourrait absorber que 20 000 Kosovars ». « S'il en arrivait davantage, il faudrait une assistance internationale », juge Roksak Mecchubot, chef du bureau de liaison du HCR, à Tirana.

POLITIQUE INTERIEURE

En adoptant un profil bas, les autorités albanaises ménagent les grandes puissances. La question est de savoir si l'opinion publique albanaise se contentera encore longtemps de ce suivisme. « Nous ne faisons pas confiance à l'Europe pour résoudre la question albanaise. C'est la diplomatie européenne qui a séparé les Albanais, avec le traité de Londres de 1912. Elle prône une Europe unie tout en tolérant en son cœur une situation d'apartheid », dénonce Fatos Kongoli. « Il existe un écart important entre la position officielle, basée sur l'auto-restric-

tion, et celle de la population, particulièrement dans le Nord, plus sensible au sort des Kosovars », confirme Dan Everts, chef de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Sur le terrain, la solidarité transfrontalière s'organise. De petites quantités d'armes sont acheminées. Des blessés kosovars sont soignés en Albanie. L'union sacrée des politiques se lève. Au début des affrontements, en mars, le chef de l'Etat, Rexhep Mejdani, et son prédécesseur, Sali Berisha, ont défilé côte à côte dans les rues de Tirana à la tête d'un cortège de plusieurs milliers de personnes. L'année dernière à la même époque, les deux camps réglaient leurs différends à coups de balachnikovs. Mais la politique intérieure a repris ses droits. L'ambitieux Sali Berisha n'a pas digéré d'avoir été évincé du pouvoir en juillet 1997. « C'est un populiste qui exploitera le problème du Kosovo et celui, plus large, de la nation albanaise éparpillée sur trois pays », redoute Fatos Lubonja.

Mais Sali Berisha mesure l'étroitesse de la marge de manœuvre de l'Albanie sur la scène internationale et il sait que la population n'est pas encore mûre. « L'idée nationale, rappelle Fatos Lubonja, a commencé à fermenter après l'indépendance de 1912. Le communisme puis la guerre en Yougoslavie ont gelé cette évolution. Les événements du Kosovo ramènent le sujet sur le devant de la scène. »

C. C.

COMPUTER BENCH
TEL: 01 49 58 11 00 - FAX: 01 46 78 19 11
13, rue Ambroise Croizat, 94814 Villejuif Cedex
Ouvert du lundi au samedi de 9h à 19h. PARKING CLIENTS & VISITEURS

| MACINTOSH POWERBOOK | | Dernier Apple // G4 | |
|---------------------------------|------------|---------------------|----------|
| 1400s/166 16 Mo/1.3 Go/CD 8x/12 | (portable) | 9 790Fr | 11 800Fr |
| 1400s/166 16 Mo/2 Go/CD 8x/12 | (portable) | 11 490Fr | 13 520Fr |
| G3/250 32 Mo/5 Go/CD 24x/12 | (portable) | 21 890Fr | 26 390Fr |

METEZ UN PC dans votre PowerMacintosh G3 pour seulement 1199Fr
de plus dans le cas d'un achat simultané d'un PowerMac G3 avec monitor 17" ou 20". Apple offre un cadeau de 2000Fr.

| MACINTOSH POWERMAC | | Dernier Apple // G4 | |
|---|--|---------------------|----------|
| 5500/275 32 Mo/4 Go/CD 24x/12/23.6 Mo/4x | | 8 284Fr | 9 990Fr |
| 5500/275 32 Mo/4 Go/CD 24x/12 | | 7 786Fr | 9 390Fr |
| 6500/300 64 Mo/8 Go/CD 24x/12/23.6 Mo/4x | | 12 900Fr | 15 550Fr |
| G3/233 DT 32 Mo/4 Go/CD 24x/12 | | 10 990Fr | 13 250Fr |
| G3/266 DT 32 Mo/8 Go/CD 24x/12/23.6 Mo/4x | | 13 190Fr | 15 900Fr |
| G3/266 DT 32 Mo/8 Go/CD 24x/12/23.6 Mo/4x | | 16 390Fr | 19 740Fr |
| PowerMacintosh 2300 Anniversary | | 16 990Fr | 20 490Fr |

Moscou presse l'OTAN de lui acheter des avions

SUR L'INSISTANCE du ministre allemand de la défense, sept pays européens de l'OTAN, dont la France, devraient mettre en compétition face à un projet multinational, mais spécifique à l'Europe, et à des propositions américaines - une offre russo-ukrainienne d'équiper leurs armées de l'air avec un avion de transport baptisé Antonov-70. C'est la première fois que Moscou et Kiev, associés dans ce programme d'un avion quadrimoteur à propulsion militaire, vont répondre à des besoins de défense exprimés en commun par des Etats européens membres de l'OTAN, à savoir l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, la Turquie et la Belgique. L'appel d'offres sera lancé en juillet. Le marché est de 288 appareils (dont 50 pour la France), soit 150 milliards de francs (dont 27 pour la France). La décision finale interviendra début 1999.

La Grande-Bretagne et la France souhaitent que le programme de cet avion de transport militaire soit géré selon des procédures proches de celles en vigueur dans l'aviation commerciale, quand les industriels s'engagent directement sur des performances, des prix et des délais fermes vis-à-vis de compagnies aériennes. A l'origine, la compétition devait se limiter au projet ATF (avion de transport futur), sous la responsabilité de la division militaire du groupe européen Airbus; et à de nouvelles versions de l'appareil C-130 Hercules du groupe américain Lockheed Martin. Mais, l'Allemagne, pour des raisons qui tiennent à l'équilibre de ses échanges commerciaux avec l'Est, a demandé à ses partenaires, et notamment à la France, de ne pas exclure l'Antonov-70, un avion de démonstration sur lequel pèsent encore de nombreuses incertitudes industrielles et techniques, voire financières, soit évalué selon les mêmes modalités que ses deux rivaux.

Face aux pressions venues de l'Est, qui fondent la viabilité du projet Antonov-70 sur la perspective que la Russie pourrait commander aussi 250 exemplaires, les adversaires de l'option russo-ukrainienne font valoir que ni Moscou ni Kiev ne sont préparés à observer des règles d'engagement industriel et commercial en vigueur à l'Ouest. Ce qui suppose, entre autres conditions, d'adapter l'Antonov-70 à des normes occidentales et de concéder une large part des charges de travail à l'industrie européenne.

Sans sous-estimer la « menace politique » de l'aviation russo-ukrainienne, surtout depuis que les Allemands en jouent, Airbus redoute davantage la concurrence du C-130J américain. Après bien des déboires techniques, le C-130J existe désormais alors que l'ATF est encore dans les cartons des ingénieurs pour des besoins opérationnels - il s'agit de remplacer les Transall et des C-130 anciens en Europe - qui commenceront d'apparaître après 2005. Airbus a pour lui le fait que, pour des opérations tactiques, les caractéristiques et les performances de l'ATF sont supérieures à celles du C-130. Dans ces conditions, les pays qui achèteront des avions américains devront prévoir d'aligner en plus quelques gros-porteurs C17, conçus par Boeing McDonnell-Douglas. Ce qui augmente la facture d'autant et, pour la France, la porte à 34 milliards de francs pour 55 avions.

La position du ministre allemand de la défense crée quelques sérieux problèmes à DASA. Le groupe aéronautique allemand doit en effet concilier la volonté de Bonn de continuer les contacts avec Antonov et le fait que le groupe européen Airbus, dont DASA est un des actionnaires, est partie prenante de l'appel d'offres. Pour l'instant, des discussions sont en cours pour voir comment DASA peut, sur ses fonds propres et sans aide de l'Etat fédéral, participer au programme ATF.

Jacques Isnard

Les adversaires du traité d'Amsterdam ne baissent pas les bras au Danemark

Un cinquième référendum sur l'Europe est organisé jeudi 28 mai

Quatre millions de Danois sont appelés à se prononcer, jeudi 28 mai, par référendum sur le traité d'Amsterdam. Selon les sondages, plus de vingt-cinq ans après

l'entrée du royaume dans le Marché commun, un bon tiers des Danois demeure hostile à l'Union européenne et à la « bureaucratie bruxelloise ».

COPENHAGUE

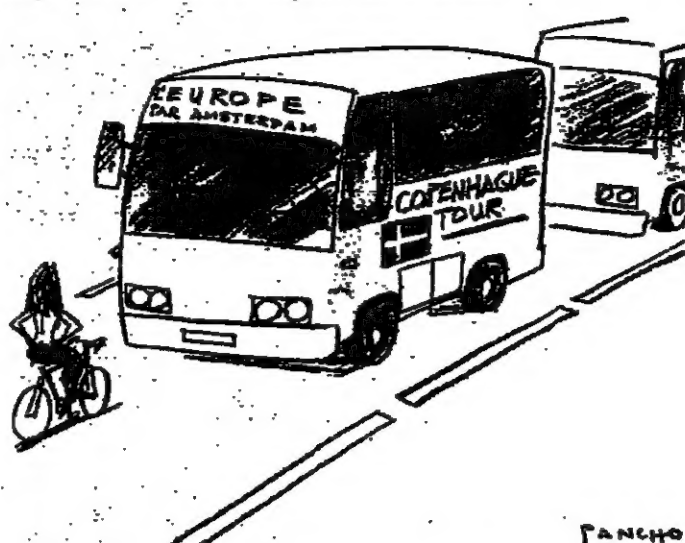
Certains supporters de football se rappellent que, en 1992, le rejet du traité de Maastricht par les Danois avait coincé avec la victoire inattendue de leur équipe de football au championnat d'Europe des nations. Même si elle déteste le ballon rond, Ida Poulsen se prend à rêver, cette année, d'un titre mondial pour les « Diables rouges », si cela pouvait signifier un nouveau « non » au traité d'Amsterdam cette fois-ci - lors du référendum du jeudi 28 mai.

Cette mère de famille quinquagénaire ne veut « rien avoir à faire avec l'Union européenne et ses fonctionnaires corrompus, qui ne représentent qu'eux-mêmes ». Aussi réclame-t-elle, comme près d'un cinquième de la population, le retrait pur et simple du royaume de l'UE. « De toute façon, le Danemark est trop petit pour se faire entendre parmi les Quinze », ajoute-t-elle, en étant plus forte que la musique folklorique déversée du haut d'un podium par un groupe de Suédois venus soutenir leurs « frères » scandinaves dans leur « lutte pour la démocratie ».

Ce dernier dimanche avant le scrutin, ils étaient quelques centaines, à peine, à braver la pluie pour assister à cette « messe » anti-européenne. Les pieds dans l'herbe mouillée du Fælledparken, grand espace vert de Copenhague, Kamilla Helme, dix-huit ans, a quitté le lycée en mars pour se consacrer à la campagne en faveur du « non ». Au sein du mouvement « Jeunesse contre l'Union ». Elle compare l'UE à un « Titanic » sur le point de sombrer « sous le poids de la bureaucratie et des réglementations inutiles et bémol ». L'ajout de colorants chimiques dans les yaourts ou la définition de la taille des fruits représentent, à ses yeux, autant d'ingérences de Bruxelles dans la vie des citoyens des pays membres.

« PERTE DE SOUVERAINETE »

De manière plus générale, les opposants au traité redoutent qu'il ne se traduise par une « nouvelle perte de souveraineté, étape supplémentaire vers une Europe fédéraliste ». Le ministre de la Justice ayant estimé qu'il y avait transfert de souveraineté sur quelques points, le gouvernement de centre gauche avait le choix entre la ratification du traité par cinq systèmes des députés et la voie référendaire. La première solution se révélant irréalisable, c'est la seconde qui fut retenue, en accord avec l'opposition. Ne pas demander l'avis de la population, peu encline à se faire dicter quoi que ce soit par toute autorité, serait passé pour de la provocation. Les Danois sont donc appelés à se prononcer sur l'Europe... pour la cinquième fois depuis 1972. Et à se rendre aux urnes pour la troisième fois en sept mois, après les élections



PANCHO

locales et législatives. Une certaine lassitude s'est installée dans l'électorat et la campagne s'en est ressentie.

Pas de grandes affiches dans les rues, pas de meetings ni de manifestations d'envergure, mais une bataille livrée pour l'essentiel dans les médias et les réunions publiques en petit comité. Après la leçon de 1992, les témoins européens étrangers se sont bien gardés d'intervenir dans le débat, les fiers Danois goûtant peu ce genre d'immixtion dans leurs affaires. Ils reconnaissent toutefois ne pas trop savoir ce sur quoi ils vont voter jeudi. Pris de trois électeurs sur quatre se disent mal informés. « Le traité est écrit dans un style incompréhensible pour la majorité des gens », déplore Kamilla Helme. Le lancement tardif de la campagne, en raison d'un conflit social de grande ampleur, en avril, n'a pas contribué à clarifier les enjeux du traité.

« Mais le gouvernement du social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, les Danois ont tout à gagner en adoptant ce texte. Il serait « le plus favorable qui soit aux priorités du pays » : environnement, emploi et élargissement de l'UE à l'Europe centrale et de l'Est. Un discours qui semble avoir convaincu bon nombre de sociaux-démocrates et de personnes de sensibilité plus à gauche de jeter leur traditionnel euroscepticisme aux orties. A l'inverse, à droite, on s'interroge désormais de voir le Danemark « abandonner le contrôle de ses frontières », en 2000, dans le cadre de l'espace de Schengen sur la libre circulation des personnes. Une crainte largement attisée par l'extrême droite, qui brandit le spectre « des narco-trafiquants, des criminels et des réfugiés clandestins ». A tel point qu'elle réclame, avec des mouvements anti-UE d'extrême gauche, l'annulation de l'adhésion à Schengen en cas de victoire du « non ».

Cette hypothèse n'est pas exclue. Les sondages ont beau, tous, donner le « oui », vainqueur, son

avance s'est réduite à entre huit et dix points ces derniers jours, alors qu'il restait entre 14 % et 20 % d'indécis. « Un rejet du traité ne manquerait pas d'isoler le pays », avertit le gouvernement. « Qu'on ne compte pas sur une renégociation du traité par les Quinze, réclame par les opposants à Amsterdam », ajoute-t-il. Quant à l'obtention de nouvelles dérogations, comme celles accordées par l'UE pour convaincre les Danois d'adopter en « deuxième lecture » le traité de Maastricht en 1993, M. Rasmussen ne voit pas sur quoi elles pourraient porter, sauf à aboutir à une mise à l'écart de facto de l'Union. Le royaume est déjà exempté de monnaie unique, de défense commune, de choyement européen et de coopération policière et judiciaire.

A.J.

Les Etats-Unis affichent un excédent budgétaire record

WASHINGTON. L'excédent budgétaire des Etats-Unis sera de 39 milliards de dollars (soit 0,45 % du PIB) pour l'année budgétaire en cours, a déclaré, mardi 26 mai, le président Bill Clinton. Cet excédent sera « le plus important en dollars dans notre histoire, le plus important en proportion de notre économie depuis plus de quarante ans », a déclaré M. Clinton à la presse. Selon les prévisions à moyen terme, l'excédent budgétaire américain devrait être de 54 milliards de dollars en 1999. Le déficit budgétaire représentait encore 2,25 % du PIB en 1995. Cette bonne nouvelle est due, selon le président, à l'amélioration de l'économie et à une stricte discipline budgétaire. Selon les perspectives économiques de l'OCDE, publiées mardi 26 mai, « l'amélioration des finances fédérales tient principalement à une hausse du taux moyen d'imposition des ménages (...) mais elle semble aussi liée, une fois encore, au dynamisme du marché boursier » - la hausse du cours des actions améliorant le rendement des impôts.

Bill Clinton a appelé à consacrer l'excédent budgétaire au sauvetage du système public des retraites, mettant en garde contre les « projets à court terme (...) qui pourraient compromettre notre avenir ». Ces propos faisaient allusion aux projets des élus républicains du Congrès qui souhaitent profiter de l'excédent budgétaire pour baisser les impôts. Le président a annoncé qu'il mettrait son veto à tout projet budgétaire de la majorité républicaine du Congrès qui n'accorderait pas la priorité absolue à l'assainissement du système de retraites.

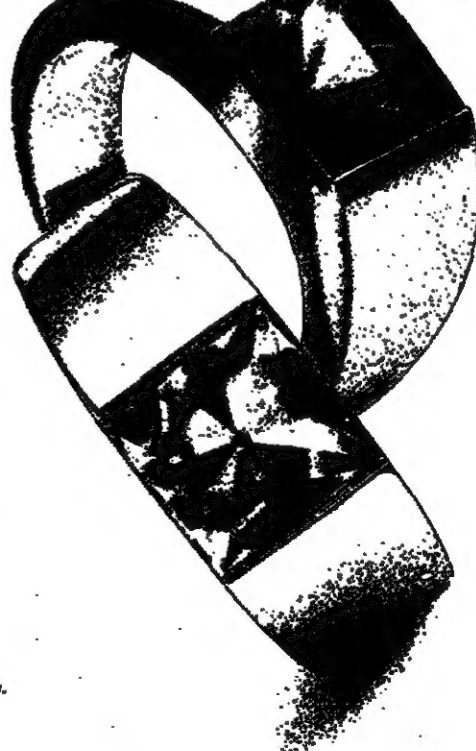
L'OCDE annonce le retour de la croissance au Japon

PARIS. Les mesures de relance envisagées par le gouvernement japonais vont permettre, selon l'OCDE, d'éviter une récession au Japon à condition qu'elles soient appliquées « de manière suffisamment rapide ». Selon l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), la croissance japonaise pourrait atteindre 1,5 à 2 % cette année. Il y a quelques semaines, l'OCDE prévoyait un recul de 0,3 % en 1998. Bien que demeurant « des incertitudes sur son impact global », le plan de relance de 16 000 milliards de yens (soit 3,25 % du PIB), annoncé le 24 avril, répond largement, estime l'OCDE, « aux besoins immédiats de relance économique et pourrait avoir une incidence positive sur l'activité à court terme ».

Le cardinal Etchegaray en visite en Irak

VATICAN. Le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil Justice et paix, se rendra le 5 juin en Irak pour préparer une éventuelle visite du pape à Ur, village natal d'Abraham, selon la tradition. Lors de sa visite au Vatican, le 19 mai, le vice-président irakien, Tarek Aziz, avait invité Jean Paul II à visiter l'Irak. « Rien n'a été encore décidé », a affirmé Mgr Etchegaray, mais le pape désire pouvoir rendre hommage à toutes les religions abrahamiques, en se rendant en particulier à Ur, d'où a commencé la grande aventure des trois grandes religions monothéistes. Quant aux autres étapes éventuelles du pape en terre sainte, « rien ne peut encore être annoncé à ce sujet », a déclaré Mgr Etchegaray. (AFP)

Cartier



Bagues Tank®
Carrés de lumière
serifs dans l'or gris.
Améthyste et citrine.

* Modèles dépourvus

En vente exclusivement dans les boutiques Cartier : à Paris : 7, place Vendôme - 01 44 55 32 50 - 23, place Vendôme - 01 44 55 32 20
11, rue de la Paix - 01 42 15 53 70 - Saint-Germain-des-Près - 01 45 49 68 80 - 51, rue François I^{er} - 01 53 93 95 20
23, rue du Faubourg Saint-Hippolyte - 01 44 94 87 70 - Protony-Hausermann - 1^{er} étage - 01 42 82 40 71 - Bordeaux - Cannes - Desvignes
Lille - Lyon - Marseille - Monte-Carlo - Montpellier - Nice - Saint-Tropez - Strasbourg

Propos recueillis par
Antoine Jacob

Jacques Foccart



C'est passionnant. Même si la V^e République n'y ressemble pas forcément aux livres d'une histoire trop convenue.

Jean-Paul Mulot, *Le Figaro*

Une fois n'est pas coutume : il nous faut rendre hommage à Jacques Foccart... Sans se soucier de littérature, ce fidèle entre les fidèles notait tout : les jugements du Général, ses bons mots, ses décisions et même ses défaillances, tout ce qui tombait de sa bouche.

Nicolas Brimo, *Le Canard enchaîné*

FAYARD
JEUNE AFRIQUE

Le social-démocrate Gerhard Schröder a présenté l'ossature de sa future équipe gouvernementale

Oskar Lafontaine serait chargé des finances en cas de victoire électorale du SPD en septembre.

A quatre mois des élections fédérales en Allemagne, les sociaux-démocrates devançaient toujours largement les chrétiens-démocrates de

Helmut Kohl dans les sondages. Mardi 26 mai, leur chef de file, Gerhard Schröder, a présenté les principaux membres du gouvernement qu'il

constituerait en cas de victoire, le 27 septembre. De son côté, la CDU s'appareille à lancer une vaste campagne anticomuniste.

BONN
de notre correspondant
Le candidat du Parti social-démocrate (SPD) à la chancellerie, Gerhard Schröder, a annoncé, mardi 26 mai, la composition de son équipe gouvernementale en cas de victoire aux élections du 27 septembre. Cette équipe de neuf membres ne devait être présentée qu'en juin, mais M. Schröder a accéléré sa décision, officiellement pour mettre fin aux spéculations. Sans doute le SPD a-t-il voulu, de cette façon, détourner l'attention des médias sur l'élection du ministre-président SPD de Saxe-Anhalt (région de Magdebourg), Reinhard Höppner, avec le soutien des anciens communistes du PDS.

Le président du SPD, Oskar Lafontaine, cinquante-quatre ans, sera en charge des finances et de l'Europe, tandis que Rudolf Scharping, cinquante ans, patron du groupe parlementaire SPD au Bundestag, s'occupera de la défense et des affaires étrangères. Le ministre de l'intérieur serait Otto Schilly, soixante-six ans, ancien avocat de la Fraction armée rouge (RAF) et ex-député Vert passé au SPD, qui est toutefois

favorable à un combat ferme contre la criminalité, tandis que le ministre du travail des affaires sociales et du travail serait Walter Riester, cinquante-quatre ans, numéro deux du syndicat de la métallurgie (IG Metall), un homme estimé des milieux patronaux et dubitatif sur la semaine de 32 heures réclamée par Klaus Zwickel, numéro un de l'IG Metall.

VIRAGE À GAUCHE

La composition de cette équipe montre la forte influence du parti sur M. Schröder, qui se retrouve flanqué aux postes les plus importants des deux anciens candidats SPD à la chancellerie, MM. Scharping et Lafontaine. Il n'y a, pour l'instant, pas de personnalité de la société civile ou d'industriels si ce n'est M. Riester, dont la nomination était connue depuis quelques semaines. La présence du keynésien Oskar Lafontaine aux finances laisse augurer d'un virage à gauche dans la gestion des finances publiques, en dépit des assurances répétées de M. Schröder. En revanche, il n'y a guère de place pour l'aile gauche du parti. La composition du gouverne-

ment évoluera en fonction des places à attribuer au futur partenaire de coalition du SPD. Si la majorité du SPD est faible, M. Lafontaine pourrait devenir patron du groupe parlementaire au Bundestag, lieu réel du pouvoir.

L'annonce surprise de l'équipe Schröder devait occuper en partie l'élection de M. Höppner au premier tour de scrutin avec les voix des anciens communistes en Saxe-Anhalt. Déjà en 1994, celui-ci avait formé un gouvernement avec le soutien sans participation des ex-communistes. A l'époque, M. Höppner avait fait un « coup » politique en ravissant le poste de ministre-président que revendiquait la CDU de M. Kohl arrivée en tête. En 1998, l'avance du SPD aux élections sur la CDU était telle que M. Höppner était certain de devenir ministre-président. En refusant, contre l'avis de Gerhard Schröder et à la surprise générale, de former une coalition avec la CDU, il réintègre les ex-communistes dans la famille des partis démocratiques, comme l'ont fait François et Jacques Chirac. Une stratégie analogue pourrait permettre au SPD de rattraper la CDU

la présidence de deux autres Länder de l'Est : la Thuringe et le Mecklembourg-Poméranie occidentale.

En réponse, M. Kohl, qui a congédié, lundi, son porte-parole, Peter Haubmann, coupable d'avoir mal géré la crise franco-allemande au sommet de Bruxelles, axe toute sa campagne sur l'anticommunisme. « Les extrêmes de gauche et de droite n'ont jamais apporté que des maux à notre peuple durant ce siècle. Elles ne devraient plus jamais avoir d'influence politique en Allemagne », a répété, mardi, le chancelier. « C'est un peu comme si les national-socialistes avaient participé à un gouvernement après la guerre », a déclaré son nouveau porte-parole, Otto Hauser. La CDU bavaroise a évoqué « les élections les plus sales depuis 1933 ».

Cette campagne qui trace des parallèles entre nazisme et communisme a pour but d'effrayer les électeurs du centre séduits par M. Schröder et de ranimer le PDS à l'Est, ce qui fera autant de sièges en moins pour le SPD. L'attitude de la CDU apparaît hypocrite : elle gère avec les ex-communistes de nombreuses mairies à l'Est et refuse de faire un front commun avec les sociaux-démocrates dans les circonscriptions de Berlin où le PDS est le plus fort pour empêcher son retour au Bundestag en septembre.

La CDU devait annoncer mercredi matin une campagne anticomuniste comparable à celle de 1994. C'est pour l'instant la seule arme réelle de M. Kohl contre le SPD qui occupe admirablement le terrain médiatique depuis des mois. Le parti de M. Schröder est parvenu à empêcher M. Kohl de tirer tout profit du passage à l'Est. Mercredi, le SPD devait également faire élire Wolfgang Clement, cinquante-huit ans, ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, en remplacement de Johannes Rau, âgé de soixante-sept ans, dont les adieux à la politique ont occupé, le week-end dernier, toute la scène médiatique. Une façon de montrer, que, contrairement à la CDU, le SPD sait, lui, organiser la relève des générations.

Marcel Scotti

Arnaud Leparmentier

Paris et Bonn se concerteront mieux sur les déchets nucléaires

de notre correspondant régional

La ministre française de l'environnement, Dominique Voynet, et son homologue allemande, Angela Merkel, ont décidé, mardi 26 mai, lors du Conseil franco-allemand de l'environnement, d'accroître leur coopération en matière de transport de combustibles irradiés. Pour ce faire, un groupe de travail commun a été constitué. Sa première tâche consistera, à partir de la semaine prochaine, à faire toute la lumière sur la contamination radioactive constatée à la gare de Völklingen sur des conteneurs, des wagons et des camions utilisés pour l'acheminement de déchets entre les centrales nucléaires françaises et allemandes et l'usine de retraitement de La Hague.

Les deux ministres ont à nouveau stigmatisé l'attitude des compagnies d'électricité des deux pays, donc d'EDF. La déclaration franco-allemande affirme qu'elles sont « les premières responsables de cette situation inacceptable ». Le texte ajoute que les électriciens français et allemands ainsi que les transporteurs et les responsables de La Hague « sa-

vaient depuis des années que les transports contenaient aux réglementations en vigueur ». Aussi Paris et Bonn leur demandent-ils de « présenter sans délai toutes les informations significatives sur les contaminations ».

Même si rien ne permettrait de « dramatiser » la situation sur le plan sanitaire, l'éventualité d'une contamination de personnes constituait en soi, a expliqué M^{me} Voynet, un « dysfonctionnement grave » qui ne saurait être toléré à l'avenir. Il faudra attendre que tous les éléments du dossier soient réunis pour décider de s'engager à reprendre les navettes entre la France et les centrales nucléaires. Les ministres français et allemands sont tombés d'accord pour dire : « Les transports de combustibles irradiés ne seront repris, au cas par cas, que lorsqu'il sera formellement garanti par les autorités de sûreté que les procédures adéquates ont été mises en place par les entreprises concernées et que les systèmes d'information des autorités compétentes sont définis, appliqués et vérifiables à tout moment ».

Des réformes de la police et de la justice sont lancées en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant

L'invraisemblable évasion du pédophile Marc Dutroux, le 23 avril, aura eu un effet très inattendu : en l'espace de deux semaines, le gouvernement belge aura réussi à élaborer des réformes fondamentales de la police et de la justice alors que ses projets s'étaient limités, durant des mois, à de simples effets d'annonce. Avec le concours de quatre partis d'opposition (libéraux, flamands et francophones, nationalistes flamands de la Volksunie et francophones bruxellois du FDF), les quatre formations qui composent la majorité sociale-chrétienne-socialiste sont parvenues à un compromis que beaucoup de commentateurs qualifient d'« exceptionnel », voire d'« historique ». C'est en fait la première fois depuis la création du pays, en 1830, que

l'appareil policier et judiciaire se voit imposer un changement aussi profond.

Le projet balaie le système actuel dans lequel trois services distincts (gendarmerie, police judiciaire et polices communales) se concurrencent. Cette « guerre des polices » avait été illustrée de la manière la plus cruelle par les travaux de la commission d'enquête parlementaire constituée après l'arrestation de Dutroux en 1996. A l'avenir, des corps de police locale et une police fédérale cohabiteront. Les premiers seront soumis à l'autorité des maires ou d'un procureur, selon la nature des dossiers, la seconde sera dirigée par un commissaire national et contrôlée par un Conseil fédéral de police. Un parquet fédéral sera créé et prendra en charge les affaires les plus graves ainsi que la lutte contre la corruption.

Ce compromis, que l'on pensait impossible entre les tenants d'une police unique et les partisans d'une autonomie communale absolue, semble bien accepté par les différents syndicats de policiers et de gendarmes, qui ont notamment obtenu un statut unique pour l'ensemble des fonctionnaires.

La justice, dont le fonctionnement est très régulièrement dénoncé, présentera elle aussi un nouveau visage. Un Conseil supérieur de la magistrature (composé pour moitié de personnalités extérieures à l'appareil judiciaire) veillera à nommer et promouvoir des juges selon des critères objectifs alors que, jusqu'ici, une carte de parti était leur atout le plus sûr. Ce Conseil exercera aussi un contrôle sur le fonctionnement des cours et tribunaux. Le mandat des magistrats les plus importants sera limité à sept années. Une école

de la magistrature sera créée. Enfin, un seul tribunal veillera à l'exécution des peines (pour trois à l'heure actuelle).

La plupart des magistrats interrogés après l'annonce de l'accord ont réagi favorablement. C'est en soi une performance pour le gouvernement de Jean-Luc Dehaene tant le climat était détérioré entre le monde politique et les juges.

La relative euphorie engendrée par la réforme n'est finalement tempérée que par deux inconnues : l'avenir de la politique de sécurité à Bruxelles, où aucun accord sur le fonctionnement de la police locale n'a pu être trouvé, et l'ampleur des moyens budgétaires qui seront débouqués pour la traduction de ce vaste plan. Or, « pour l'instant, le feu reste de mise dès que l'on parle des coûts », relevait, lundi 25 mai, le journal *Le Soir*. (Interim.)

L'empereur du Japon hué à Londres par des vétérans britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Il était 12 h 50, mardi 26 mai à Londres, quand le cortège dans lequel se trouvaient la reine Elizabeth et l'empereur Akihito du Japon s'est engagé dans le Mall en direction de Buckingham Palace. La pompe britannique, avec ses cavaliers cuirassés et ses fanfares, n'a toutefois pas réussi à dissimuler à l'auguste visiteur le dos que lui ont présenté un millier de survivants des camps de la mort nippons et de membres de leur famille. Par cette spectaculaire manifestation, ils entendaient protester contre la visite du chef d'un Etat qui, disent-ils, n'a jamais présenté ses excuses officielles pour les atrocités de la seconde guerre mondiale et n'a accordé aux victimes que quelques malheureuses livres sterling de dédommagements.

Pendant ce temps, des touristes venus du pays du Soleil-Levant et des employés de firmes japonaises agitaient des drapeaux gra-

cieusement offerts par une banque de Tokyo. D'un souffle chevrotant, les anciens combattants ont hué l'empereur et ont sifflé *Fair du Colonel Bogey*, rendu célèbre par le film *Le Pont de la rivière Kwaï*. Certains arboraient des gants rouges symbolisant les mains tachées de sang des tortionnaires nippons.

L'AFFAIRE DE LA JARRIÈRE

L'appel de Tony Blair à tirer un trait sur le passé, au nom des bonnes affaires d'aujourd'hui, avec l'ancien ennemi devenu allié, lui a valu la manchette cinglante du *Mirror* : « Combien valent nos héros, Tony ? » Prudente, la reine avait fait savoir qu'elle ne s'offusquerait pas des protestations. Elle a toutefois décerné à son hôte impérial le prestigieux ordre de la Jarrière. Ce cordon avait été attribué à Hirohito, le père de Akihito, en 1925, avant de lui être retiré après la guerre, puis restitué en 1971, non sans protestations à l'époque. « C'est comme donner la Jarrière au fils de

Hitler », a commenté Tom Wrinch, dont la mère est morte en déportation aux Philippines.

Le symbole de cet adoucissement à un ordre de « chevalerie » a choqué. L'incapacité de l'empereur à exprimer des excuses claires et son refus de rencontrer les victimes n'ont pas apaisé les esprits. Certes, affirmant les autorités nipponnes, Akihito était gamin à l'époque, et il n'est qu'une figure symbolique qui ne peut parler de politique. Mais Tokyo n'a pas le repentir facile, et l'empereur a, dans son discours, manié l'ambiguïté. Explorant, lors du banquet officiel, sa « douleur et sa peine profondes » face aux « multiples souffrances endurées par tant de gens à cause de cette guerre », il est resté assez vague pour que ses propos puissent être interprétés par chacun à sa guise, qu'il soit Anglais hanté par la captivité ou japonais certain de sa bonne foi.

Patrice de Beer

La montée d'une grave crise

La montée du chômage provoque une grave crise sociale en Corée du Sud

L'« état de grâce » du président Kim Dae-jung a touché à sa fin

L'effondrement du système financier provoque un regain d'agitation étudiante et syndicale en Corée du Sud. Figure de proue de la dissidence

au temps de la dictature, le nouveau président Kim Dae-jung est désormais qualifié d'« ennemi du peuple » par certains syndicats. La montée

du chômage est en train d'ouvrir une grave crise sociale, alors que l'on assiste à une augmentation alarmante du taux de suicide.

TOKYO
de notre correspondant
Comme l'Indonésie mais à un degré bien moindre, la Corée du Sud est en train d'entrer dans la phase critique de la crise sociale ouverte par l'effondrement de son système financier. Dans une intervention télévisée, le 10 mai, le président Kim Dae-jung a promis que le pays se dégageait de l'ornière en 1999 mais il n'a pas caché que les douze mois à venir seront douloureux.

La confiance commence donc à s'effriter. Alors que les pertes d'emplois se multiplient (le chômage a atteint 6,7 % en avril) et que l'effet des réformes se fait attendre, M. Kim, le dissident d'hier, défenseur des opprimés et des ouvriers, est devenu « l'ennemi des travailleurs », pouvait-on lire sur des pancartes du défilé du 1^{er} mai. Vingt mille syndicalistes et étudiants ont affronté ce jour-là les policiers anti-émeutes au cours des premières manifestations d'ampleur à se produire depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président. M. Kim a rappelé

qu'il ne tolérerait pas de violence de rue. Mais il est peu vraisemblable que sa fermeté dissuade les contestataires : alors que les mises à pied vont s'accroître avec l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions sur les licenciements dans les grandes entreprises, les syndicats appellent à la grève.

VOIS ET SUICIDES EN HAUSSE

L'agitation syndicale et étudiante est le principal défi auquel est confronté le président Kim. Il a su, jusqu'à présent, redonner confiance en la Corée à l'extérieur et stabiliser la situation financière grâce à l'aide massive (58 milliards de dollars) du Fonds monétaire international. A partir du moment où les conglomérats vont licencier leurs salariés à temps plein (les employés temporaires sont déjà victimes des réductions d'emplois), la tension sociale risque encore de monter. En trois mois, le taux de chômage a doublé pour frapper plus de 1,4 million de personnes. Depuis janvier, 8 000 personnes perdent chaque jour leur emploi.

A ce rythme, il y aura plus de 2 millions de chômeurs avant la fin de l'année. Les pertes d'emplois ont ouvert une profonde crise sociale dans un pays où la protection des sans-travail est insuffisante, sinon inexistante pour certaines catégories.

En janvier, les syndicats ont accepté les mesures facilitant les licenciements en échange de la mise en place d'un système de protection sociale, encore inadéquat et que le gouvernement a grand-peine à financer. Aujourd'hui, ils continuent à exiger que les conglomérats assument leur part de responsabilité dans la crise. Celle-ci a, en effet, fait voler en éclats le sentiment d'homogénéité sociale dans une nation qui aurait été principalement formée d'une vaste classe moyenne. Désormais il y a ceux qui « s'en sortent » et les autres, la majorité, qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Les Coréens apprennent douloureusement à vivre avec le chômage. Selon le ministère de la justice, le nombre des suicides

s'est élevé à 2 288 au cours des trois premiers mois de 1998, en augmentation de 36 % par rapport à la même période l'année passée. En d'autres termes, chaque jour, vingt-cinq personnes se donnent la mort. S'il est difficile de déterminer la cause exacte de ces suicides (parfois, l'acte touche une famille entière), les médias les attribuent aux problèmes économiques et les qualifient de « suicides IMF » (sigle anglais pour Fonds monétaire international).

Les vols sont également en augmentation : 2 439 au cours des deux premiers mois de 1998, soit 45 % de plus en un an. La plupart de leurs auteurs sont des « novices » souvent pris sur le fait. Selon la police, la recrudescence des petits vols est préoccupante mais non alarmante et le phénomène devrait être contenu. Dans un pays qui connaît un faible taux de criminalité, elle n'en contribue pas moins à accentuer le malaise social.

Philippe Pons

Un responsable de la secte japonaise Aoum condamné à la prison à vie

TOKYO. Le docteur Ueno Hayashi, l'un des principaux exécutants de l'attentat au gaz sarin, dans le métro de Tokyo, en 1995, a été condamné, mardi 26 mai, à la prison à perpétuité. Le docteur Hayashi, cardiologue réputé de cinquante et un ans, n'a échappé à la condamnation à mort qu'en raison de sa collaboration avec la police qui a permis l'arrestation de quelque quatre cents cadres d'Aoum ainsi que celle de son gourou, Shoko Asahara. L'attentat du métro de Tokyo avait provoqué la mort de douze personnes et intoxiqué plus de cinq mille passagers. Avec des effectifs de plus de 5 500 membres et des recettes financières en progression, la secte Aoum connaît aujourd'hui une forte croissance. (AFP)

Arrestation de plusieurs ministres et de deux journalistes au Congo-Kinshasa

KINSHASA. Le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a ordonné l'arrestation de plusieurs de ses ministres soupçonnés de malversations financières et de corruption. Le ministre de l'Information, Raphaël Ghenda, et celui du budget, Kamale Mutulu, ont été interpellés le 22 et 23 mai. Etienne Richard Mbaya, chargé du Plan, et Pierre Lokombe, chargé de l'énergie, auraient été arrêtés lundi 25 mai. Mais il n'y a pas encore eu de confirmation officielle. Deux journalistes du quotidien *Le Soft* de Kinshasa, Kidimbu Mpepe et Awazi Kharomoo, ont également été arrêtés pour des raisons inconnues. (AFP)

DÉPÊCHES

■ **INDE :** 160 personnes sont mortes à cause de la canicule qui affecte l'Inde depuis la mi-mai. La température a parfois atteint 50 degrés dans le nord du pays et les coupures d'électricité se multiplient. (AFP)

■ **PAKISTAN :** le gouvernement d'Islamabad a démenti être prêt à effectuer incessamment un essai nucléaire. Citant des sources proches des services de renseignement américains, la chaîne de télévision américaine CNN avait affirmé, mardi 26 mai, que le Pakistan pouvait procéder à cet essai dans « quelques heures » ou « quelques jours ». (AFP)

■ **SYRIE :** le chef de l'Etat syrien Hafez El Assad a accepté officiellement l'invitation du président Jacques Chirac à se rendre en France. La date du séjour pourrait intervenir en juillet. (AFP)

Mouvements de grève à Séoul dans le secteur automobile

La Confédération coréenne des syndicats (KCTU), la plus militante des deux organisations ouvrières (500 000 adhérents), a lancé un ordre de grève, mercredi 27 mai, dans le secteur automobile. En solidarité avec 32 000 ouvriers de Hyundai Motor - le premier constructeur du pays -, qui protestent contre une première vague de licenciements, la plupart des syndicats d'un secteur dans lequel la KCTU compte 93 000 adhérents devraient débrayer, notamment ceux de Daewoo.

Cette grève risque de toucher d'autres entreprises du pays où, selon les syndicats, environ 120 000 travailleurs sud-coréens envisagent de cesser le travail jusqu'à lundi matin pour soutenir le mouvement de protestation. Ce mouvement de grève a fait chuter l'indice boursier pour la troisième journée consécutive. (Corresp.)

M. Netanyahu obtient le soutien inconditionnel du Congrès américain

LES PRISES DE POSITION d'une importante délégation du Congrès américain actuellement en visite en Israël ont révélé au grand jour les divergences entre l'administration Clinton et les élus du Capitole sur le processus de paix au Proche-Orient. Après avoir affirmé, au cours des derniers jours, qu'Israël était seul en droit de définir ses besoins de sécurité, le président de la Chambre des représentants, le républicain Newt Gingrich, a déclaré, mardi 26 mai, devant la Knesset : « Le Congrès est à vos côtés pour reconnaître que Jérusalem est la capitale unifiée et éternelle d'Israël. » Or les Etats-Unis, comme l'ensemble de la communauté internationale - hormis le Costa Rica et le Salvador - n'ont jamais reconnu l'annexion par l'Etat juif de la partie orientale de la Ville sainte, conquise en 1967.

M. Gingrich, qui au cours de son séjour ne s'est pas privé de rejeter sur les Palestiniens le blocage du processus de paix, a été accusé d'être « anti-arabe » par Abdelwahab Darmaouche, député arabe de la Knesset et dirigeant du Parti démocratique arabe. Deux députés arabes sont sortis de la Knesset et un autre en a été expulsé lors de l'intervention du *speaker* de la Chambre des représentants.

M. Gingrich a martelé : « Le processus de paix doit assurer la possibilité pour Israël de protéger ses citoyens du terrorisme. Nous ne pouvons pas autoriser des non-Israéliens à se substituer aux généraux auxquels Israël fait confiance pour sa sécurité. » Ces déclarations apportent un soutien appréciable au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a invoqué des raisons de sécurité pour justifier son refus de propositions américaines, prévoyant le retrait d'Israël de 13,1 % de la Cisjordanie.

Benjamin Gilman, membre républicain de la Chambre des représentants qui fait partie de la délégation en visite en Israël, a amplifié le message, assurant M. Netanyahu qu'envers et contre « tous les procès et tribulations internes et externes »,

il pouvait compter sur l'appui « de nombreux bons amis au Congrès ».

Le département d'Etat américain a vivement réagi mardi à de récentes déclarations de M. Gingrich laissant entendre que la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, était à la solde des Palestiniens. « J'ai trouvé la suggestion que [Madeleine Albright] serait un agent palestinien proprement écoeurante et scandaleuse », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. M^{me} Albright « élabore des politiques qui renforcent la sécurité des Etats-Unis. En cela, elle est un agent du peuple américain et tous les propos suggérant qu'elle est l'agent d'un autre pays sont extrêmement provocateurs, injustifiés et révoltants », a ajouté M. Rubin.

Andrew Weinstein, porte-parole de Newt Gingrich, s'est efforcé de minimiser l'incident, indiquant que, pour le président de la Chambre, « aucun membre du gouvernement ne devrait faire office d'agent ou d'avocat de l'une ou l'autre partie, mais laisser les Israéliens et les Palestiniens négocier directement l'un avec l'autre ». M. Gingrich devait rencontrer mercredi à Ramallah, en Cisjordanie, le président palestinien Yasser Arafat. (AFP Reuters.)

Lire aussi notre éditorial page 15

■ **Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert,** a ordonné, mardi 26 mai, la destruction d'une nouvelle colonie que des extrémistes juifs de l'organisation d'ultra-droite Ateret Cohanim ont commencé à édifier dans le quartier musulman de la vieille ville, à Jérusalem-Est. Les colons, qui n'avaient pas reçu de permis de construire, ont stoppé les travaux après une injonction de justice, mais ont proclamé leur intention de rester sur les lieux. La création de la nouvelle implantation a suscité de vives protestations de responsables palestiniens. La police israélienne a matraqué sans ménagement des députés palestiniens qui ont tenté de détruire les tentes érigées par les extrémistes. (AFP)

En 1998, Stockholm est la capitale européenne de la culture

(une raison de plus, s'il en était besoin, de venir y passer quelques jours).

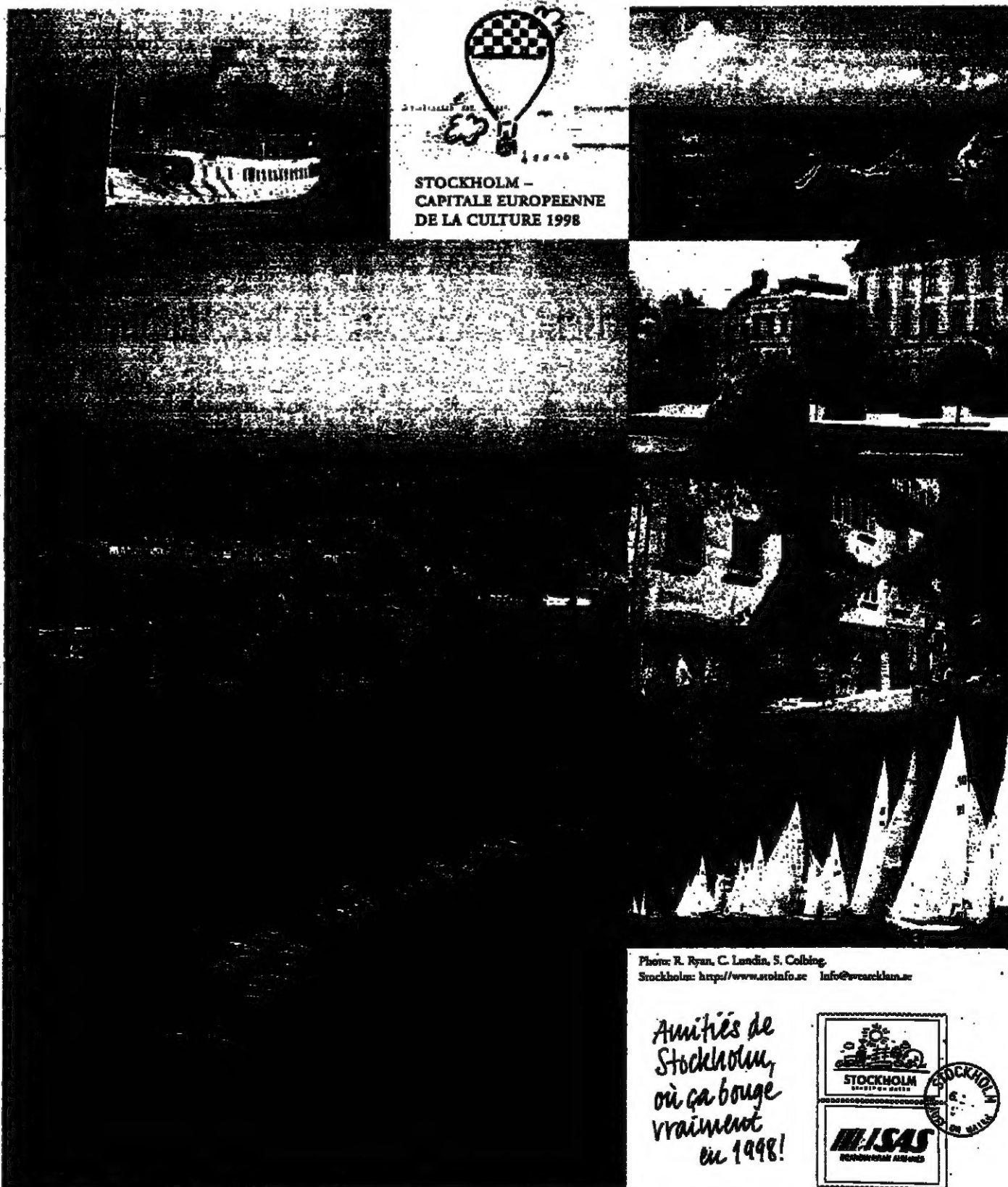


Photo: R. Ryan, C. Lentin, S. Colbing
Stockholm: <http://www.stoinfo.se> Info@stockholm.se

Amitiés de Stockholm, où ça bouge vraiment en 1998!



La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 02,30 h sans escale. Choisissez parmi les nombreux séjours la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2,23 F/min). Nous sommes également sur Internet: www.stoinfo.se

« **AFFAIRES** » L'instruction menée par le juge Patrick Desmure sur le financement du RPR pourrait conduire le magistrat instructeur à interroger Alain Juppé en sa double

qualité passée d'adjoint aux finances du maire de Paris et de secrétaire général du RPR. Cette perspective préoccupe l'Elysée, où s'est mise en place, sous la direction de Dominique de Vil-

lepin, secrétaire général de la présidence, une « cellule de crise ». ● **DANS L'ENQUÊTE** sur le marché public de l'entretien des ascenseurs des HLM de Paris, menée par un autre

juge d'instruction, Eric Halphen, les déclarations de plusieurs chefs d'entreprise renforcent le soupçon d'un trafic d'influence destiné à un financement politique occulte. ● **À L'HÔ-**

TEL DE VILLE, un armistice a été signé, mardi 26 mai, entre Jean Tiberi et Jacques Toubon, dont le groupe dissident sera intégré dans un intergroupe de la majorité parisienne.

L'Elysée redoute la mise en cause d'Alain Juppé dans le financement du RPR

L'ancien premier ministre pourrait être inquiété par la justice pour des emplois fictifs à la Ville de Paris, dont il était l'adjoint aux finances en même temps que secrétaire général du RPR. Ses proches ont constitué une « cellule de crise » à la présidence de la République

CONSEILLER chargé des questions judiciaires à la présidence de la République, Jean-Claude Antonetti étudie la question : que faire si un juge d'instruction se présente aux portes de l'Elysée ? Pourtant, la menace n'est pas considérée comme sérieuse dans l'entourage du chef de l'Etat, passée l'émotion causée par les déclarations au juge d'instruction Patrick Desmure de l'ancien trésorier du RPR, Robert Galley. Le 22 avril, ce dernier avait clairement mis en avant le nom de Jacques Chirac, au cours d'un interrogatoire consacré au financement du parti gaulliste (*Le Monde* du 5 mai). Outre que la question juridique portant sur l'éventuelle mise en cause du président est réputée insoluble parmi les experts, les échos transmis à l'Elysée par divers canaux judiciaires conduisent à penser que le juge, décrit comme peu enclin au tapage, n'envisagerait nullement de s'engager sur cette voie.

L'urgence est donc ailleurs. Le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, a formé autour de lui une « cellule de crise » destinée à gérer les conséquences des multiples « affaires » visant le RPR, et à en anticiper la progression. La préoccupation la plus immédiate de ce petit groupe, diversement commentée au siège du mouvement gaulliste, rue de Lille, semble bien être de préserver Alain Juppé des développements de l'enquête du juge Desmure. A cette fin, M. de Villepin, qui dirigeait le cabinet de M. Juppé lorsque celui-ci était ministre des affaires étrangères, de 1993 à 1995, s'est adjoint deux autres proches de l'ancien premier ministre : Maurice Gourdault-Montagne, qui fut le directeur de son cabinet à Matignon - aujourd'hui officieusement chargé de mission à l'Elysée -, et le magistrat Jean-Claude Anto-



netti, qui était déjà chargé des questions de justice dans ce même cabinet - fonction qu'il a retrouvée auprès de M. Chirac. L'équipe est fréquemment renforcée par le préfet Jean-Michel Roulet, conseiller pour les affaires de police auprès de M. Juppé à l'hôtel Matignon, et actuellement affecté au secrétariat général de la défense nationale (SGDN).

Cette officieuse « cellule de crise » a déjà un coup spectaculaire à son actif : la mise en cause de Lionel Jospin sur son statut au Quai d'Orsay quand il fut payé « à ne rien faire ». Mais son activité est loin de se limiter à l'invention de parades publiques. Dans l'incapacité d'intervenir sur le cours des événements judiciaires, M. de Villepin et son groupe se sont en effet discrètement consacrés, au cours des dernières semaines, à faire passer

des messages d'apaisement à l'attention de dirigeants ou d'anciens dirigeants du RPR, dans le souci d'éviter que les querelles internes au parti et à la Ville de Paris ne dégénèrent en « campagnes de délation ».

« Il s'agit ni plus ni moins que d'établir, autour d'Alain Juppé, un cordon sanitaire », résume un député du RPR. La quête d'un « bouc émissaire » - selon le mot du même parlementaire - qui aurait accepté d'endosser la responsabilité des pratiques mises au jour par l'enquête du juge Desmure paraît pourtant avoir échoué. Mis en examen, les trois trésoriers successifs du RPR durant la période visée (1988-1995) - Robert Galley, Jacques Boyon et Jacques Oudin - ont affirmé que la prise en charge des permanents du parti par des entreprises et par la Ville de Paris ne relevait pas de leurs

responsabilités mais de celle du secrétaire général du parti, dont le titulaire était alors M. Juppé. Or, cette mise en cause implicite semble devoir conduire à la mise en examen de l'ancien premier ministre pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Au passage, M. Galley a même identifié, parmi la liste des contrats examinés par le juge, celui de l'ancienne secrétaire « de M. Toubon, puis de M. Juppé », dans les locaux de la rue de Lille.

L'inquiétude est augmentée par le fait que plusieurs des personnes salariées par la mairie de Paris mais en réalité affectées au RPR semblent avoir été placées sous l'autorité directe de M. Juppé. En effet, en même temps qu'il assurait la direction du parti gaulliste, ce dernier siégeait aussi à l'hôtel de Ville, où il était adjoint aux finances. Cette double responsabilité lui fait encourir le soupçon de « prise illégale d'intérêt ». Les membres de la « cellule de crise » de l'Elysée n'ont pas manqué de relever que cette qualification pénale a effectivement été invoquée par le parquet de Nanterre, dans son réquisitoire supplétoire du 17 avril, destiné à élargir la saisine du juge Desmure aux permanents pris en charge par la Ville de Paris.

Le cas de Patrick Stefanini est le plus visible, parce que sa proximité avec M. Juppé est notoire : ancien directeur-adjoint de son cabinet à Matignon et ancien secrétaire général-adjoint du RPR, ce conseiller privilégié était officiellement rémunéré par l'inspection générale de la Ville de Paris, mais les enquêteurs n'ont, à ce jour, pu trouver trace d'un seul rapport effectué à ce titre. Le maire de Paris, Jean Tiberi, s'est contenté d'affirmer, le 10 mai sur Canal Plus, que M. Stefanini « effectuait un travail qui lui avait été demandé personnellement, en liaison directe, par

le maire de l'époque » - c'est-à-dire M. Chirac. Le cas de Noredine Cherkaoui semble encore plus préoccupant : membre du secrétariat national à la jeunesse du RPR de 1990 à 1997, cet autre proche de M. Juppé, longtemps chargé, rue de Lille, de ses déplacements en province, a récemment reconnu n'avoir « jamais travaillé » pour l'administration municipale. Il avait pourtant été recruté, en même temps que son épouse, au titre de la mairie du 18^e arrondissement, sur demande expresse de M. Juppé.

Plusieurs des personnes salariées par la mairie de Paris mais en réalité affectées au RPR semblent avoir été placées sous l'autorité directe de l'ancien premier ministre

Assurant avoir été employée « par le RPR à temps complet, à compter d'octobre 1990 », M^{me} Cherkaoui a indiqué y avoir collaboré « au service « organisation », dépendant du cabinet du secrétaire général du mouvement » - c'est-à-dire, une fois encore, de M. Juppé.

Signataire des contrats d'embauche du couple, l'ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac à l'hôtel de Ville, Michel Roussin, avait indiqué au *Monde* (nos éditions du

5 mai) que « les personnes mises à la disposition d'un service ou d'une mairie d'arrondissement sont placées sous leur responsabilité » et qu'il revenait, dès lors, « au chef du service ou au maire d'arrondissement de s'assurer de l'effectivité de leur travail ». Selon nos informations, ces déclarations, qui impliquaient indirectement M. Juppé, auraient figuré au menu de l'entretien qui s'est discrètement tenu à l'Elysée le 6 mai, entre Dominique de Villepin et Michel Roussin, en présence de M. Antonetti, et dont l'ancien ministre de la coopération n'a pas souhaité commenter la teneur. Trois jours plus tard, l'hebdomadaire *Le Point* évoquait les propos dévastateurs qu'aurait tenus Alain Juppé devant le bureau du groupe RPR à l'Assemblée nationale : l'ancien premier ministre aurait « expliqué qu'il prendrait soin de tout ce qui pourrait être reproché au RPR par le juge Desmure ».

Entre-temps, un nouveau sujet d'embarras avait surgi à Créteil (Val-de-Marne), où un autre magistrat, le juge Eric Halphen, a recueilli, le 4 mai, le témoignage d'une ancienne collaboratrice de M. Juppé. Après la divulgation dans la presse d'une note de synthèse policière qui mentionnait son nom, cette femme est spontanément venue expliquer au juge avoir appartenu au cabinet de M. Juppé à la mairie de Paris, à partir de 1983, puis au ministère du budget, en 1986. Revenant à l'hôtel de Ville en 1988, elle a indiqué avoir alors été « mise à la disposition du RPR », tout en demeurant rémunérée par la mairie. Communiquée au parquet, cette déclaration a été transmise, depuis, au juge Desmure, lui donnant une raison supplémentaire de demander des explications à M. Juppé.

Hervé Gattegno

De nouveaux éléments précisent les soupçons du juge Halphen sur le marché des ascenseurs parisiens

LE DOCUMENT parlait de « marché du siècle ». Dans une note adressée, le 12 septembre 1991, à l'un de ses directeurs, le directeur général de l'Office HLM de Paris (OPAC), Georges Pérol, envisageait en ces termes le marché de la maintenance des ascenseurs de la capitale, que la Ville souhaitait concéder à des entreprises privées. Evoquant le risque d'une entente des « quatre grands » [les quatre sociétés les plus importantes du secteur] « sur le dos de l'OPAC », M. Pérol écrivait : « Il va falloir casser cette entente, vraisemblablement en réalisant un nouvel appel d'offres plus ouvert. » « Il est indispensable, concluait-il, de me prévenir dès que l'appel d'offres aura été ouvert, avant tout contact avec les entreprises. »

La remise récente de cette lettre au juge d'instruction Eric Halphen, par l'ancien adjoint de Georges Pérol, François Colina, est venue alimenter les nouvelles investigations du magistrat sur le marché des ascenseurs, attribué en 1992, et qui avait constitué, dès la fin de l'année 1994, la piste la plus prometteuse de son enquête. Divisé en quatre lots, le contrat de maintenance et d'entretien des 3 092 cabines d'ascenseurs de l'OPAC avait été concédé à trois entreprises : la Sonatim, filiale de la Lyonnaise des eaux ; la CG2A, filiale de la Générale des eaux ; et la filiale française du groupe américain OTIS. Le montant du marché était d'environ 100 millions de francs par an, pour une durée de quinze ans. Dans l'ombre de cet appel d'offres ont été versées d'importantes commissions, dont le juge Halphen a, depuis longtemps, découvert la trace. Ces sommes ont été versées sur les comptes - en France et en Suisse - du promoteur Jean-Claude Méry, ancien membre du comité central du RPR, où il était justement chargé des « relations avec les entreprises ». Récemment interrogés par le juge, les entrepreneurs - mis en examen depuis 1994 - ont apporté un éclairage déterminant sur les causes de

ces versements. Dirigeant de CG2A lors de l'attribution du marché, Alain Beguin a confirmé avoir réglé, « dès leur réception », des factures d'« assistance commerciale » émises par M. Méry au mois de février 1992. « parce que la commission d'appel d'offres se réunissait la semaine suivante », M. Méry, a-t-il expliqué, lui avait mis « le couteau sous la gorge ». Entre 1990 et 1994, la CG2A a versé quelque treize millions de francs au bureau d'études de Jean-Claude Méry, sur la base de factures considérées comme fictives par les enquêteurs. Excipant d'une convention conclue avec la filiale de la CGE, aux termes de laquelle il devait percevoir des honoraires de

16,2 millions de francs, le promoteur avait, à cette époque, sollicité du Crédit lyonnais une avance de fonds d'un montant voisin. D'ailleurs, les banques n'avaient pas donné suite à cette sollicitation.

Ancien dirigeant de la Sonatim, Jean-Louis Boulin a, pour sa part, clairement indiqué, sur procès-verbal, que l'attribution du marché des ascenseurs devait donner lieu « au versement d'une commission d'entre un et cinq pour cent du montant du marché, dont le paiement devait s'effectuer à l'étranger ». « C'est l'obtention du marché que nous avons rétribuée à M. Méry, 1,5 % du marché », a-t-il précisé. « Auriez-vous payé [cette commission] si vous n'aviez

pas obtenu ce marché ? », lui a demandé le juge Halphen. « Non », a répondu M. Boulin.

Ces déclarations accréditent les soupçons de « trafic d'influence » qui pèsent sur Jean-Claude Méry, mis en examen depuis le 29 septembre 1994, autour duquel pourrait s'être constitué un réseau de financement politique occulte. Les recherches du juge avaient permis d'établir l'existence de versements sur le compte suisse de M. Méry, effectués par la Lyonnaise des eaux via une société-écran panaméenne : deux millions de francs le 27 mars 1992, et 1,7 million de francs le 7 décembre 1992 - soit avant et après la signature du marché, le 1^{er} juin de la

même année. Mais le promoteur avait soutenu avoir chassé cette filière dans l'unique but de frauder le fisc.

Questionné une nouvelle fois le 11 mai, M. Méry a admis avoir « demandé 1,5 % du montant du marché [qui] ont été versés en Suisse » en se présentant comme « le père de l'alliance CGE-Lyonnaise » lors de l'appel d'offres sur les ascenseurs. Evoquant certaines « rencontres dans le bureau de Jean Tiberi », auxquelles auraient pris part, selon lui, M. Pérol et l'ancien directeur du cabinet du maire, Michel Roussin, M. Méry a néanmoins contesté avoir « jamais parlé d'un marché déterminé avec Jean Tiberi », et nié

avoir « fait pression pour le paiement immédiat de ses factures » avant l'examen de l'appel d'offres. « Je savais que la commission d'appel d'offres se réunissait le 27 février [1992], a-t-il assuré, mais j'ignorais la réponse qu'elle pouvait donner. »

Le juge Halphen lui a également soumis deux documents, qui lui ont été remis à la fin mars par l'homme d'affaires Jacky Chaisaz, eux aussi relatifs au marché des ascenseurs. Sous le coup de plusieurs mises en examen dans des affaires de fausses factures, M. Chaisaz avait prévenu, le 23 mars, qu'il savait « de façon claire, que de l'argent devait aller au RPR à l'occasion de ce marché ». Pour étayer cette accusation, il a, depuis, transmis au juge deux notes censées récapituler les offres présentées, en 1992, par les entreprises concurrentes, agrémentées de cartes de visite de Michel Roussin, sur lesquelles figurent des annotations manuscrites. « M. Roussin est intervenu, je pense, sur ce marché », a-t-il déclaré, évoquant la tenue de réunions avec des chefs d'entreprise, tout en précisant qu'il n'y avait pas lui-même participé. Confronté à ces pièces, M. Méry a estimé qu'il s'agissait « sûrement de faux ».

« M. Roussin était sûrement au courant du marché des ascenseurs », déclare M. Méry, tout le monde en parlait à la mairie. (...) Je ne vois pas comment il serait intervenu. » Questionné par le juge, les entrepreneurs mentionnés ont contesté avoir pris part à de telles réunions. Sollicité par *Le Monde*, M. Roussin a formellement contesté toute intervention dans ce dossier. « Les marchés de l'OPAC ne passaient jamais par l'hôtel de Ville. Le cabinet du maire ne pouvait donner aucune consigne », nous a déclaré l'ancien ministre, qui avait obtenu un non-lieu, en 1995, après l'effondrement des charges retenues à son encontre par le juge Halphen.

H. G.

Jean Tiberi et Jacques Toubon signent un armistice

LE SYSTÈME mis au point par la direction du RPR pour trouver une issue à la crise municipale parisienne est assez complexe pour que Jean Tiberi et Jacques Toubon y trouvent tous deux matière à satisfaction. Le premier déclare se réjouir d'un accord dont il avait « accepté les termes depuis quelques jours » et « auquel vient de se rallier Jacques Toubon ». Le second fait valoir que la disparition du groupe PARIS (Paris, audace, rénovation, initiatives, solidarité), exigée par le maire en préalable à tout accord, a été abandonnée : le groupe de M. Toubon sera une des composantes de l'intergroupe de la majorité municipale et ne disparaîtra que si le maire de Paris met rapidement en œuvre les changements réclamés.

Lundi soir, lorsque Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ont constaté que les élus RPR du nouveau groupe réalimentaient leur « entente soliditaire » à leur chef de file, refusant la date limite du mercredi 27 mai pour réintégrer les bancs du groupe RPR, ils ont suggéré l'échéance du 20 septembre, date

définitive de la constitution de l'Alliance au plan national, pour prononcer d'éventuelles sanctions contre les récalcitrants (*Le Monde* du 27 mai). Ces informations permettaient d'affirmer, comme nous l'écrivions dans nos éditions du 27 mai, que « le RPR retarde à septembre le règlement du conflit de la majorité parisienne ». En fait, ce règlement s'est accéléré durant la journée de mardi.

« REPLATAGE »

Mardi matin, M. Tiberi, soutenu par le président du groupe RPR, Roger Romani, était toujours sur une ligne de refus de toute trêve qui ne se traduirait pas par la dissolution du groupe dissident. Finalement, après de multiples échanges téléphoniques, l'échéance déterminante est fixée au 30 juillet : M. Tiberi souhaite que l'unité de la majorité soit rétablie pour le vote du budget municipal, symbole de la cohésion municipale. M. Toubon estime disposer ainsi d'un « délai de garantie ». L'existence de notre groupe, composante d'un intergroupe et d'un conseil politique, est une garantie de

la mise en œuvre du changement. Au maire de faire la preuve de ses engagements, sinon, nous nous réservons la liberté de notre décision », prévient M. Toubon.

Institutionnellement, le maire de Paris est déjà président d'un intergroupe de pure forme, composé du RPR et de l'UDF. Désormais, cet intergroupe, dénommé Alliance pour Paris, sera doté d'une présidence déléguée, tournante, occupée à tour de rôle par un représentant des trois groupes actuels. Jacques Dominati, président du groupe UDF, sera le premier à l'assurer. « M. Dominati est depuis longtemps favorable à des réformes dans la gestion de la ville, sa présence est une garantie supplémentaire de changement », se félicite M. Toubon, qui, comme Claude Gosselin, vice-président du groupe PARIS et secrétaire général de l'UDF, souhaite « une dynamique vers un groupe unique de la majorité ».

Désormais, entre les frères ennemis du RPR, c'est à qui sera le premier à « redoubler d'efforts au service de Paris et de ses habitants », comme l'a annoncé M. Tiberi, qui déclarait,

mardi soir, inviter « dans les heures qui viennent » MM. Romani, Dominati et Toubon à mettre en œuvre la nouvelle organisation municipale. Mercredi matin, M. Toubon écrivait, de son côté, aux mêmes afin d'amorcer au plus vite « un tournant décisif de l'action municipale ».

Ce savant jeu de construction est loin de convaincre l'opposition, qui parle de « semblant d'accord » et de « replatage acquis aux forces ». « Le système clinique tout décrié est bien défendu par les différentes factions du RPR », déclare Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, qui conclut de ces « deux mois de querelles stériles » que « aucune réponse nouvelle n'est apportée à l'opposition au changement » des Parisiens.

Confronté dans son fauteuil jusqu'en 2001, M. Tiberi a trois ans pour redresser l'image de la droite parisienne avec « l'aide » que M. Toubon s'affirme désormais prêt à lui apporter. Si le climat judiciaire qui entoure le RPR et la mairie de Paris le leur permet.

Pascale Sauvage

La droite de
des projets limit

La droite de
des projets limit

La droite dénonce l'« hypocrisie » des projets limitant le cumul des mandats

Nombre de députés de la majorité espèrent que le Sénat limitera la portée de la réforme

Lionel Jospin a donné son accord à une revalorisation des indemnités des maires, mais celle-ci ne sera accordée que si l'interdiction du cumul

entre un mandat parlementaire et une fonction à la tête d'un exécutif local est effectivement votée par le Parlement. Cet arbitrage du premier

ministre n'a pas suffi à calmer la grogne d'une partie des députés socialistes contre une réforme figurant dans le programme du PS.

L'ARBITRAGE rendu par Lionel Jospin en faveur d'une revalorisation des indemnités des maires (Le Monde du 27 mai) n'a pas suffi à calmer les réticences de bon nombre de députés de la majorité devant le renforcement de la limitation du cumul des mandats. La soirée du mardi 26 mai, au cours de laquelle les députés ont achevé la discussion générale de ces textes, a en effet été marquée par une nouvelle offensive d'élus de gauche, hostiles au projet. En fin de matinée, des socialistes étaient déjà revenus à la charge en réclamant « en vain » que soit organisé un vote au sein du groupe sur l'ensemble de la réforme.

S'il est acquis que les deux projets de loi, organique et ordinaire, seront adoptés en première lecture, jeudi 28 mai, grâce à l'addition des voix des socialistes, des Verts et des communistes, ce vote ne sera pas exempt d'arrière-pensées. Une fois n'est pas coutume, bon nombre de députés de gauche espèrent en la « sagesse » d'un Sénat qui, grâce au droit de veto que la Constitution lui reconnaît, est susceptible de limiter considérablement la portée de la réforme.

LE VOTE ET LE GIERGE

« Je n'ai jamais vu dans cet hémicycle autant de députés apprécier avec autant de ferveur nos collègues du Sénat... sans doute parce que celui-ci s'apprête à éliminer le projet du gouvernement », a relevé Noël Mamère (Vert, Gironde), favorable à la limitation du cumul. « Pour la première fois depuis dix-huit ans, j'ai le sentiment que l'expression consacrée "s'en remettre à la sagesse du Sénat" a un sens », a reconnu Michel Suchaut (MDC, Dordogne), qui venait de se dire favorable au maintien du cumul pour les maires de communes de moins de 30 000 habitants.

Farouchement hostile à la réforme, le radical de gauche Michel Crépeau, président du groupe Radical, Choyen et Vert, s'est tourné vers les députés socialistes, qui « comptent dans leurs rangs de nombreux, de grands députés-maires », souhaitant qu'« ils disent ce qu'ils pensent en leur âme et conscience » : « Ne laissons pas hypocritement le Sénat décider à notre place ! », s'est-il exclamé.

La droite a également enfoncé ce cheval de bataille : « La plus belle des hypocrisies, a ainsi indiqué Eric Dolié (RPR, Loiret), c'est celle qui vous fait suggérer que le Sénat porterait la responsabilité du blocage du processus législatif (...), alors que de nombreux membres de votre majorité freinent des quatre fers et voteront vos projets après avoir brûlé un clerc pour que la Haute Assemblée vous évite une erreur majeure ».

De fait, les quelques interventions d'orateurs favorables au non-cumul, même assorties de revendications portant sur une nouvelle avancée en matière de décentralisation, ou une revalorisation du statut de l'élu et du rôle du Parlement, ont été loin de soulever l'enthousiasme dans un hémicycle qu'avait contribué à refroidir d'emblée le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, manifestement peu enclin à batailler corps et âme pour une réforme qu'il est chargé de défendre. À gauche, certains eurent du mal à contenir leur colère en entendant René Mangin (PS, Meurthe-et-Moselle) dénoncer « les cumuleux qui ressemblent à ces majestueux baobabs qui déploient leurs branches pour capter les rayons du soleil mais empêchent les jeunes pousses de profiter de la lumière ».

Quoique divisée — certains de ses membres, comme Renaud Donnedieu de Vabres (UDF, Indre-et-Loire), plaident en faveur du principe « un homme, un man-

dat » —, l'opposition, qui devait défendre, mercredi, une quatrième motion de procédure, a profité de ce contexte pour faire entendre sa voix. Évoquant « une loi de circonstance imposée par la vogue médiatique », Pascal Clément (UDF, Loire), qui a évoqué « une rupture d'égalité » au bénéfice des députés « protégés par le statut de la fonction publique », a loué le maintien du cumul des mandats de député et de maire, critiquant vivement « des lois qui, sous une fausse apparence de démocratisation, renforcent en fait le pouvoir de la technocratie ».

DES APPARACHIKES

S'en prenant à son tour à « une méditation orchestrée à des fins purement démagogiques », Olivier de Chazeaux (RPR, Hauts-de-Seine) a dénoncé à son tour « des projets [qui] nous font tendre vers une représentation nationale d'apparatchiks coupés de tout lien avec la réalité ». Plusieurs élus de l'opposition ont plaidé en faveur de l'inscription dans la Constitution du mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives, en suggérant que la limitation du cumul pouvait inciter le gouvernement à proposer l'instauration de la proportionnelle.

Une perspective de réforme du mode de scrutin jugée « inconcevable » par Bernard Roman (PS, Nord), rapporteur de la commission des lois, qui, à la levée de la séance, vers 1 h 30, incitait ses collègues à « prendre un peu de hauteur, de distance ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Mandat de cinq ans pour les conseillers régionaux

Le mandat régional n'échappera pas à l'harmonisation des mandats électifs à cinq ans. L'avant-projet de loi réformant le mode d'élection des conseillers régionaux, actuellement examiné au Conseil d'État, prévoit que, dans l'avenir, ils ne seront plus élus pour six ans mais pour cinq ans. La généralisation du « quinquennat » figurait déjà dans le programme socialiste, en vue des élections législatives de juin 1997. Lionel Jospin en a fait l'un des emblèmes de la modernisation de la vie politique française, qui compte des mandats à géométrie variable, allant de cinq ans pour un député, à neuf pour un sénateur. Devenu premier ministre, M. Jospin a renouvelé cette proposition lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le 19 juin 1997, et précisé, lors d'un entretien au Monde, le 21 avril, qu'il souhaitait qu'une telle réforme s'applique aussi au président de la République : « Je l'avais proposé pendant la campagne présidentielle en 1995. Je n'ai pas changé d'avis ».

Une loi constitutionnelle va valider l'accord sur la Nouvelle-Calédonie

L'ACCORD de Nouméa sur la Nouvelle-Calédonie va déboucher sur une nouvelle constitutionnelle. L'évolution institutionnelle du territoire imposant une réforme de la Constitution, le gouvernement a choisi, avec l'accord du président de la République, de proposer un « texte autonome » qui viendra s'ajouter à la Constitution. C'est une première sous la V^e République.

Dans son exposé des motifs, le projet de loi constitutionnelle que la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, devait présenter mercredi 27 mai en conseil des ministres, explique que cette voie originale a paru « préférable (...) dans la mesure où il s'agit de mettre en place un cadre juridique transitoire, spécialement adapté à la situation de la Nouvelle-Calédonie ». Dans le souci de ménager les susceptibilités du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), le gouvernement a ainsi choisi de créer une nouvelle catégorie de collectivité territoriale, aux côtés des départements et des territoires d'outre-mer, tels qu'ils sont définis dans la Constitution. Il n'a pas davantage voulu introduire un nouvel article, qui aurait indiqué que la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut dérogatoire par rapport à la loi commune de la République.

Le projet de loi qui viendra, sous réserve de l'accord du Parlement, compléter l'actuelle

Constitution, ne comporte que trois articles. Le premier fait référence à l'accord de Nouméa, signé par Lionel Jospin le 5 mai et publié au Journal officiel du 27 mai. Le deuxième prévoit la consultation, avant la fin de l'année, des « populations de Nouvelle-Calédonie », selon les critères définis par la loi référendaire de 1988, qui avait suivi les accords de Matignon : à savoir, un corps électoral limité aux citoyens qui étaient installés à cette date sur le territoire ainsi qu'à leurs descendants. Le troisième et dernier article prévoit qu'une loi organique permettra de mettre en œuvre l'accord de Nouméa, en matière, notamment, de transferts de compétences, de répartition des charges et d'organisation des futures institutions de la Nouvelle-Calédonie.

CALENDRIER AVANCÉ

Le texte indique aussi que certaines délibérations de la future assemblée auront force de loi et précise les domaines dans lesquels les « citoyens de Nouvelle-Calédonie » bénéficieront d'un « régime juridique différencié » par rapport aux « autres ressortissants français ». Il s'agit précisément de la citoyenneté, du régime électoral, de la priorité à l'emploi pour les Néo-Calédoniens et du statut civil coutumier.

Toutes les précautions ont été prises pour que ces « horreurs constitutionnelles », selon le

mot provocateur de l'un des négociateurs de l'accord, puissent être avalisées par le Parlement. Une délégation de la commission des lois de l'Assemblée nationale s'est déjà rendue sur le territoire au début du mois de mai, et une semblable représentation du Sénat s'apprête à partir pour Nouméa. Jacques Chirac lui-même a indiqué aux sénateurs RPR que cette réforme avait reçu son plein accord. Enfin, le FLNKS comme les anti-indépendantistes du RPCR ont fait savoir aux différentes formations politiques de la métropole que le maintien de la paix civile sur le « Caillou » méritait bien quelques innovations juridiques.

Du coup, le gouvernement espère pouvoir avancer le calendrier institutionnel prévu. Selon l'ordre du jour prévisionnel du Parlement, le projet de loi serait soumis dès le 11 juin à l'Assemblée nationale, puis fin juin au Sénat. Ensuite, si le chef de l'État choisit, comme il est prévu, la voie du Congrès, celui-ci se réunirait à Versailles, le 6 ou le 13 juillet, pour adopter le texte à la majorité des trois cinquièmes. Auquel cas la consultation des Néo-Calédoniens, qui se substituerait au référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon, pourrait avoir lieu dès le mois de novembre.

Jean-Louis Saux

Jacques Chirac confiant dans L'Alliance de l'opposition

SAUMUR

de notre envoyée spéciale
C'est l'histoire d'une petite phrase qui s'échappe de la monotonie des convenances républicaines, qui se fraie un chemin dans le creux des mots. Salle des mariages de l'hôtel de ville de Saumur, mardi 26 mai : Jacques Chirac achève son compliment d'usage sur la beauté et le dynamisme de la ville qui l'accueille, la qualité et l'efficacité de son maire RPR, l'amabilité et la chaleur de sa population. Il ne lit plus son discours, les phrases se cherchent. « On ne vient jamais dans cette région sans en garder, en tous les cas moi, un peu de baume au cœur. Et, dans les moments difficiles, c'est cette région que l'on peut évoquer pour penser à la sagesse qui devrait être plus généralement partagée dans notre pays », conclut-il.

On s'interroge. Le président de la République se serait-il laissé aller à avouer un soupçon de mélancolie, sous le gris du ciel angevin,

en cette période d'anniversaire de la nomination de Lionel Jospin à la tête du gouvernement ? Au milieu de cette deuxième journée de voyage, aurait-il ressenti un brin de lassitude face au faible intérêt que sa visite a paru susciter dans la population ? Éprouerait-il un peu d'agacement des sifflets hostiles que ne parvenaient pas à couvrir les applaudissements de la maigre troupe de jeunes militants RPR du Maine-et-Loire se transportant à chaque étape du parcours présidentiel, lundi, devant la mairie d'Angers et, mardi, devant celle de Saumur ?

UNE MAUVAISE PASSE

En bien, non ! Tout cela ne serait qu'interprétation médiatique, a laissé entendre M. Chirac. Des « moments difficiles », il en a connu d'autres, et celui-là ne l'afflige pas particulièrement. S'il consent à reconnaître que l'opposition traverse aujourd'hui une période sombre, il veut n'y voir qu'une de

ces crises récurrentes de la démocratie. Convaincu que la France n'a pas soudainement basculé à gauche, il explique la désaffection de l'électorat pour la droite par le rejet d'une opposition destructrice et affaiblissant sa désunion.

Depuis quelque temps, il distinguait même, plutôt, des signes d'espérance. Le rapprochement du RPR et de l'UDF, qu'il a appelé de ses vœux, lui paraît être le premier pas vers la reconstruction de l'opposition, et il veut croire que ce sentiment est partagé par l'électorat de droite, même s'il ne sous-estime pas les réticences que peut soulever cette réorganisation au sein des forces militantes de chacun des partis. Après tout, observe-t-il, le RPR et l'UDF vivent, à leur échelle, les atterrissements de la construction européenne : à chaque nouvelle étape, des craintes identitaires s'expriment, des tentations centrifuges se font jour, puis elles s'éteignent devant l'intérêt commun.

Certes, le chef de l'État se serait volontiers passé des défilés publics du RPR au sein de la Mairie de Paris et reconnaît qu'il devient urgent, pour les protagonistes, de retrouver la raison (lire page 6). Il convient même que cette guerre ouverte, sur fond d'affaires judiciaires, entre deux hommes, Jean Tiberi et Jacques Toubon, qui se réclament chacun de sa fidélité, lui porte sans doute un préjudice politique personnel. Fidèle à une méthode qui, en d'autres temps, a fait ses preuves, M. Chirac entend, pour sa part, renouer ses liens avec le pays en reprenant le chemin des voyages en province. Il en ferait même beaucoup plus si le calendrier international lui en laissait le loisir, affirme-t-il. Et si l'Anjou lui a mesuré son enthousiasme, ce ne serait que l'expression de la réserve naturelle d'une région. Un point, c'est tout.

Pascal Robert-Diard

Le CNPF et FO trouvent un terrain d'entente sur la défense du paritarisme

M. Blondel premier interlocuteur de M. Seillière

IL EST PARFOIS des soucis tactiques qui rassemblent au-delà des intérêts et discours apparemment opposés. Ainsi en est-il du patronat et de Force ouvrière, dont le secrétaire général, Marc Blondel, inaugurait, mardi 26 mai, une série de rencontres bilatérales organisées, cette fois officiellement, par le président du CNPF, Ernest Antoine Seillière, avec les principales organisations syndicales. La CFE-CGC doit ainsi être reçue jeudi 28 mai, la CFTC le 2 juin. Le secrétaire général de la CFDT, Nicole Notat, s'entretiendra, quant à elle, avec M. Seillière le 8 juin. Aucune date n'a encore été fixée pour la CGT.

Reçu pendant près de deux heures trente au siège du CNPF, M. Blondel était accompagné d'une délégation de sept membres du bureau confédéral. Une façon de signifier numériquement toute l'importance qu'il accordait à cette rencontre. Car FO, qui n'a toujours pas digéré la présidence de Jean Gandois, durant laquelle le CNPF a privilégié le dialogue avec la CFDT, ne ménage pas ses efforts, depuis l'arrivée de M. Seillière, pour obtenir un rééquilibrage en sa faveur. « M. Seillière est meilleur qu'il n'en a l'air », indiquait gentiment M. Blondel dans un entretien à L'Express daté du 23 avril, après avoir certifié, quelques semaines auparavant, sur France 3 que le nouveau président de la confédération patronale n'était pas l'homme de ses déclarations.

Mardi, CNPF et FO se sont trouvés un terrain d'entente : la défense du paritarisme contre l'interventionnisme de l'État dans les organismes paritaires. L'entretien a été « très ouvert et approfondi », indiquait M. Seillière à la sortie, tandis que M. Blondel le qualifiait de « courtois et parfois même détendu ». Le CNPF s'est ainsi engagé à réunir un groupe de travail avec les syndicats pour discuter de tous les problèmes du paritarisme. Une

manière de signifier que le patronat, qui doit, en juin, tirer le bilan de son action à la Caisse nationale d'assurance-maladie, ne claquera pas la porte, comme il s'était plu, un temps, à le laisser entendre.

Le secrétaire général de FO s'est félicité de ce que le CNPF soit prêt à clarifier ou à redéfinir les contours du tripartisme. « Le patronat est décidé à faire le ménage dans tout cela. Il semble d'accord avec nous pour garder sous notre contrôle direct toute une série de choses, qui risqueraient à plus ou moins long terme d'être avalées par les orientations gouvernementales », a-t-il indiqué.

L'ARPE AU MENU

D'humeur sereine, M. Blondel a par ailleurs salué un autre engagement du CNPF. Le patronat, a-t-il indiqué, s'est engagé à organiser, en septembre, une réunion pour discuter de l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), une revendication mise en avant par FO. Il s'agit d'offrir aux personnes ayant commencé à travailler dès 14-15 ans et ayant cotisé pendant quarante ans la possibilité de partir en retraite, même si elles n'ont pas atteint l'âge légal, en échange de l'embauche de jeunes. « C'est le point le plus positif de notre entretien », s'est félicité M. Blondel, en soulignant qu'il était « content que le patronat ait passé une étape et qu'il accepte que l'on en converse ».

Côté patronat, on était cependant moins catégorique sur la nature exacte de l'engagement pris. « Pour le moment, nous n'avons pas l'opportunité au sein du CNPF d'ouvrir un débat sur l'ARPE », expliquait le président de la commission des affaires sociales, Georges Jollès, précisant : « En septembre, le conseil exécutif du CNPF examinera le dossier et décidera ou non d'engager des discussions ».

Caroline Monnot

L'UNSA réclame la quatrième place dans le paysage syndical français

L'UNION nationale des syndicats autonomes (UNSA), qui réunit son deuxième congrès national à Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, du 27 au 29 mai, fait sa mue. Créé il y a cinq ans, ce rassemblement de syndicats réformistes, constitué autour de la Fédération de l'éducation nationale, revendique aujourd'hui 365 000 adhérents, en progression de 15 000 depuis son dernier congrès, en 1995, et estime qu'il occupe la quatrième place dans le paysage syndical français, derrière la CGT, la CFDT et FO, mais devant la CFTC et la CFE-CGC. Essentielle-ment présente dans le secteur public, l'UNSA a décidé de s'ouvrir au privé. Elle compte réformer ses statuts afin de se transformer en organisation interprofessionnelle.

L'UNSA s'est constituée autour d'une charte où l'on retrouve, notamment, l'attachement à la laïcité et la défense du service public. Sur les dossiers d'actualité, elle a apprécié positivement le plan Juppé sur la protection sociale, la loi Aubry sur les 35 heures et la mise en place de l'euro. Plutôt que d'entrer en compétition avec les autres centrales, c'est sur le terrain des non-syndiqués qu'elle entend se développer. « Notre objectif est d'aller à la reconquête des 90 % de salariés du privé qui ne sont pas syndiqués, en leur présentant un nouveau visage du syndicalisme », explique Alain Olive, son secrétaire général.

Cependant, l'UNSA souffre d'un déficit de notoriété : son sigle est peu connu, et elle n'a pas de dirigeant national identifié par le grand public. Ce manque d'identité provient en grande partie du fait qu'elle demeure, pour l'instant, un regroupement de syndicats parfois anciens, comme la FEN, la FGSOA (chambres d'agriculture), la FASP devenue UNSA-

Police, ou des syndicats de transports (FAT, FMC) qui tiennent à leur autonomie. Depuis janvier, elle a aussi accueilli près de 5 000 syndiqués de Force ouvrière qui ont rompu les amarres avec leur syndicat d'origine.

Deuxième obstacle placé en travers du développement de l'UNSA : son absence de représentativité au plan national. Reconnue représentative par le Conseil d'État dans le cadre des conseils économiques et sociaux régionaux, l'UNSA pèse à ce stade et se fait « balader » sur la question de l'agrément de son centre de formation. Elle se voit ainsi privée de subventions et d'heures de délégation pour ses permanents syndicaux. Estimant le système actuel « mortifère », M. Olive a décidé de batailler, sur ce terrain, avec le gouvernement. « La représentativité concédée une fois pour toutes, depuis 1966, aux cinq grandes confédérations fige le paysage syndical et est devenue une véritable machine à démythification », explique-t-il.

Cherchant leur place entre la CFDT, jugée comme pratiquant un syndicalisme d'accompagnement avec le patronat et le gouvernement, et FO, qui, selon eux, quitte le champ du réformisme, les dirigeants de l'UNSA doivent convaincre de la pertinence de leur stratégie dans un paysage syndical passablement encombré. Plusieurs d'entre eux exercent aussi des responsabilités au sein du PS. L'UNSA doit se prémunir contre l'accusation d'être la centrale qui soutient le gouvernement. Sur ce sujet, M. Olive met en garde contre « toute instrumentalisation par un parti politique, quel qu'il soit », et affirme sa volonté d'indépendance.

Alain Beuve-Méry

JUSTICE D'ici la fin de l'année, un « pôle financier » regroupant les magistrats du siège et du parquet spécialisés dans ces matières sera inauguré à Paris. Ils s'installeront 5,

rue des Italiens, dans l'ancien immeuble du Monde. • CE DÉMÉNAGEMENT s'accompagnera d'une modification des méthodes de travail : les juges d'instruction seront

aidés par des assistants de justice, mais surtout, par des assistants spécialisés. • DANS un document inédit, les trente-trois parquets gé-

néral de France établissent un état des lieux de la délinquance économique et financière. Ils soulignent l'augmentation et l'internationalisation de ces délits. • QUATRE magistrats financiers,

Renaud van Ruymbeke, Eva Joly, Laurence Vichnievsky et Bernard Bertossa analysent pour Le Monde les conséquences de la mondialisation de la délinquance financière.

Les défis de l'internationalisation de la délinquance financière

Le pôle financier du tribunal de Paris sera installé d'ici la fin de l'année, rue des Italiens, à Paris. Les juges bénéficieront de locaux plus adaptés et seront secondés par des assistants spécialisés venus du Trésor, de la Banque de France et des douanes

LA PRESTIGIEUSE et désormais célèbre « galerie financière » du tribunal de Paris est un étroit couloir garni de quelques chaises de plastique. C'est ici, dans des locaux étroits, que travaillent les juges d'instruction de l'affaire Elf ou du Crédit Lyonnais. « La plupart des bureaux, où nous travaillons avec une greffière, font moins de 25 mètres carrés, raconte un magistrat. Il faut stocker les dossiers - des dizaines de tomes ! -, installer les ordinateurs et prévoir des chaises - pliantes - pour les interrogatoires et les confrontations. Un jour, j'ai organisé une confrontation à dix-huit. Quand tout le monde s'est assis, on ne pouvait plus bouger. » Le parquet n'est guère mieux loti : les locaux des différentes sections économiques et financières sont dispersés aux quatre coins du palais de justice, qui compte... 24 kilomètres de galeries.

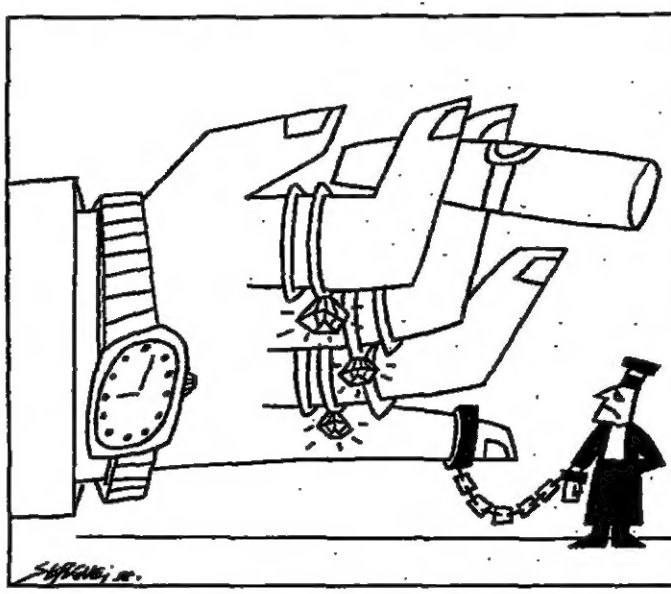
Bientôt, tous seront regroupés 5, rue des Italiens, dans les anciens locaux du Monde à dans le neuvième arrondissement parisien. Construit au début du siècle, cet immeuble a été totalement rénové : le rez-de-chaussée s'ouvre désormais sur un large hall garni de bois clair d'où l'on aperçoit un patio doté d'un petit jardin. Moquette vert d'eau, équipements modernes, espaces de travail ouverts : les futurs animateurs du pôle financier devraient gagner en modernité, mais aussi en

surface. « Actuellement, il y a au palais 145 magistrats et fonctionnaires pour 1 900 mètres carrés, soit 13 mètres carrés par personne, a souligné le ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, en visitant les locaux, lundi 25 mai. Ici, ils seront 274 pour 6 400 mètres carrés, soit une moyenne de 23 mètres carrés par personne. »

DOTATIONS EN INFORMATIQUE

Les locaux seront à quatre stations de métro du palais de la Cité, ce qui ne réjouit pas tout le monde, mais ils seront nettement mieux aménagés : les magistrats et leurs greffiers devraient avoir chacun un bureau, des salles de réunion et de confrontation seront prévues et les dotations en informatique seront renforcées. « Il y aura en outre des commodités de sécurité qui n'existent pas au tribunal de Paris, a poursuivi M^{me} Guigou. Nous avons également prévu des possibilités d'accès pour les fourgons pénitentiaires et des locaux pour les scellés et les archives. L'ensemble des travaux devrait être terminé à la fin de l'année 1998 ou au début de l'année 1999. »

Au total, trente juges d'instruction et cinquante-deux fonctionnaires devraient s'installer rue des Italiens. Ils travailleront aux côtés de trente substituts émanant des cinquième, neuvième et dixième sections du parquet de Paris et qua-



rante et un fonctionnaire du parquet. Il n'y aura pas de création de postes de magistrats, au siège comme au parquet, mais la chancellerie a prévu de ce déménagement pour pourvoir des postes vacants : deux au siège et quatre au parquet. Si l'on ajoute à cela les trente-quatre fonctionnaires dépendant des services généraux - accueil, maintenance informatique, services techniques -, les trente fonctionnaires de sécurité, les

trente assistants de justice et les trente assistants spécialisés pour les juges d'instruction, le bâtiment devrait accueillir deux cent soixante-quatre personnes.

Le déménagement devrait s'accompagner d'une petite révolution dans les méthodes de travail. Le pôle financier de Paris devrait bénéficier de l'aide de trente assistants de justice : depuis la loi du 8 février 1995, ces jeunes diplômés qui ont accompli quatre ans d'études supé-

rieures peuvent, par exemple, faire des recherches de jurisprudence sur un dossier. Mais surtout, il inaugurerait une innovation qui vient tout juste d'être adoptée par le Parlement, les assistants spécialisés. Ces inspecteurs des impôts, du Trésor, de la concurrence ou de la douane viendraient épauler les juges d'instruction financiers dans les dossiers complexes : ils ne seront pas des acteurs de la procédure mais des collaborateurs des magistrats.

NOUVEAU PERSONNAGE

Le texte, qui a été adopté dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat, crée un nouveau personnage au sein de cette institution : l'assistant de justice. Ces assistants auront accès au dossier de la procédure : ils pourront, par exemple, préparer une audition avec le juge. Ils n'accompliront, en revanche, aucun acte de procédure : leur rôle ne sera pas d'approuver la sincérité d'un bilan mais d'aider le juge à en comprendre la structure ; il ne sera pas de se prononcer sur une fraude communautaire mais de travailler avec le magistrat sur les mécanismes de la politique agricole commune. D'ici trois ans, soixante-quinze assistants de ce type devraient rejoindre les palais de justice.

Le pôle financier de Paris devrait

préfigurer ceux qui seront mis en place en province dans les années à venir. Les sites de Bastia, Marseille, Lyon, Fort-de-France et Bordeaux ont d'ores et déjà été retenus, même si les pôles seront de taille très variable. A Paris comme en province, les méthodes de travail seront les mêmes : utilisation plus systématique de l'informatique et renfort d'assistants de justice et d'assistants spécialisés. La chancellerie, qui définit actuellement le profil des futurs assistants qui seront diffusés par le ministère des finances, souhaite avancer de manière « pragmatique ».

Ces pôles dessineront peu à peu la nouvelle carte judiciaire de la délinquance économique et financière. L'ancienne n'a jamais véritablement fonctionné : une première loi, en 1975, a centralisé les poursuites, l'instruction et le jugement des affaires financières dans des juridictions qui n'avaient de « spécialisées » que le nom tandis qu'une seconde, en 1994, stipulait la procédure pour tenter de donner un nouvel élan au principe de spécialité. Sans exception, toutes deux sont restées lettre morte. La mise en place progressive de ces pôles financiers devrait peu à peu se substituer à la carte judiciaire de 1975, qui existait essentiellement sur le papier.

A. C.

Le 5, rue des Italiens

Siège du journal *Le Temps*, puis, de 1944 à 1990, du *Monde*, l'immeuble du 5, rue des Italiens, à Paris, va accueillir le pôle économique et financier du tribunal de Paris. « Rien de moins moderne, de moins américanisé que l'entresol et le premier étage de la rue des Italiens, écrivait, en 1933, le journaliste du *Temps*, Simon Arbellot. Je ne sais si les encyclopédies et les porte-plumes datent... du Second Empire, mais ce que je sais, c'est que les bureaux s'orientent encore, sur les papiers peints moisis de leurs murs, de graffiti d'André Tardieu et de dessins d'Eugène Lautier. » L'immeuble, qui a conservé la grande horloge dorée de sa façade, a été totalement rénové. Il appartient à une filiale de la BRED, qui a pris à sa charge les 15 millions de francs de travaux nécessaires à l'emménagement, à la fin de l'année 1997, du pôle financier. Le loyer annuel s'élève à 21,6 millions de francs, soit 3 271 francs le mètre carré par an.

Une France judiciaire qui s'éveille peu à peu à la lutte contre la délinquance en col blanc

C'EST un étrange voyage au pays de la délinquance financière. D'Agen à Caen, en passant par Lille, Bourges ou Metz, les trente-trois parquets généraux de France ont adressé à la chancellerie, à la fin de l'année 1997, un état des lieux concernant la délinquance économique de leur ressort. Insuffisance des effectifs policiers, utilité des chambres régionales des comptes, nécessité de créer des juridictions spécialisées : synthétisés dans un document de vingt-deux pages qui a été transmis, le 14 avril, aux juridictions, ces rapports, dont *Le Monde* révèle le contenu, brossent le tableau d'une France judiciaire s'éveillant peu à peu à la lutte contre la délinquance en col blanc.

Des palais de justice ruraux, comme Agen ou Riom, au tribunal de Paris, qui compte plusieurs dizaines de magistrats spécialisés, cette délinquance a souvent le même visage. « Les abus de biens sociaux, les faux, les escroqueries, la fraude fiscale, les infractions liées au travail clandestin et à la consommation forment les gros bataillons des procédures soumises aux parquets », note le document élaboré par la sous-direction des affaires économiques et financières de la chancellerie. A Aix-en-Provence, Douai, Orléans, Pau

ou Metz, les magistrats soulignent l'augmentation et l'internationalisation de ces délits, mais aussi les « lourdeurs » de l'enquête répressive internationale.

Beaucoup de parquets généraux notent l'émergence d'une délinquance financière liée au maintien hasardeux des fonds publics, notamment dans les collectivités locales. « En raison de l'activité des chambres régionales des comptes, de la multiplication des plaintes ou dénonciations émanant d'élus minoritaires ou de l'action d'associations, ce phénomène met en cause les conditions de dévolution et d'exécution des marchés publics des collectivités territoriales », note le document. Les poursuites sous les qualifications d'ingérence, de trafic d'influence, de corruption, pour être encore quantitativement limitées, sont en forte expansion, alors qu'elles n'étaient quasiment pas utilisées il y a quelques années. (...) Il semble qu'il s'agisse là d'un glissement durable de délinquance astucieuse. »

Face à ces pratiques, la justice est souvent démunie. Les parquets généraux regrettent que les services de l'Etat - et notamment les préfets - soient peu enclins à dénoncer les faits à la justice. « Nombre de procureurs gé-

néraux stigmatisent la « frilosité » des administrations devant le pénal », note le rapport. Les commissaires aux comptes, eux aussi, signalent très peu d'infractions, ce que certains magistrats lient à l'ambiguïté de leur statut : ces commissaires sont en effet rémunérés par les entreprises qu'ils contrôlent. En revanche, d'Aix-en-Provence à Bourges, en passant par Lyon, Rennes ou Rouen, de nombreux parquets généraux saluent l'utilité des chambres régionales des comptes. « Le jugement porté sur leur activité est très favorable, même s'il n'est pas unanime », relève le rapport.

RENFORCER LES EFFECTIFS

Une fois saisie, la justice peine à mener les enquêtes à leur terme, faute de moyens. « Totale et encombrée, les sections financières des services régionaux de police judiciaire ont perpétuellement un stock important et ne traitent les affaires qui leur sont confiées par les parquets et les juges d'instruction qu'au bout de deux années et ne font plus depuis bien longtemps d'enquêtes d'initiative », souligne le rapport. (...) Cette situation, décrite à juste titre comme inacceptable, conduit nombre de parquets à classer sans

suite des procédures pourtant graves. Ces difficultés sont d'autant plus onéreuses que la sûreté urbaine s'est « totalement désengagée » de ce contentieux et que les parquets généraux portent un jugement « très réservé » sur l'action, dans ce domaine, de la gendarmerie.

Pour lutter contre ces obstacles, les parquets généraux formulent dans leurs rapports quelques propositions. La plupart insistent sur la nécessité de renforcer les effectifs des juridictions spécialisées, de garantir une formation aux magistrats qui y sont affectés, de les décharger de leurs autres tâches et de valoriser leur expérience dans la durée. D'autres souhaitent la création d'assistants spécialisés - le Parlement vient de le faire - ou demandent une clarification de la définition des délits ou des règles de l'entraide judiciaire internationale. « Quatre séries de besoins prioritaires se trouvent ainsi mis en évidence : un besoin de signalements, un besoin d'enquêtes, un besoin de moyens pour l'institution judiciaire et un besoin de renouvellement de ses méthodes de travail », conclut le document.

A. C.

Quatre juges financiers expliquent les difficultés qu'ils rencontrent face à la corruption

LE LIVRE *Un monde sans loi* est un prolongement de l'appel de Genève, signé le 1^{er} octobre 1996 par sept magistrats européens plaçant en faveur d'un « véritable espace judiciaire européen ». Cet ouvrage, rédigé par Jean de Maillard, magistrat, préfacé par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, décrit les mécanismes de la délinquance financière internationale.

Délits d'intérêt, pots-de-vin sur les marchés publics, fraude fiscale, etc. : M. de Maillard évalue le chiffre d'affaires mondial des activités illicites émanant d'organisations criminelles à 800 milliards de dollars (1 800 milliards de francs).

« L'économie criminelle est intimement liée à l'économie légale », constate-t-il dans ce livre largement illustré par des infographies. Liant le développement des activités illicites à la mondialisation, il conclut : « On comprend pourquoi la lutte contre le crime organisé et l'argent sale est aussi inefficace partout dans le monde. Une véritable répression devrait remettre en cause les principes mêmes de la mondialisation financière. »

Le *Monde* a interrogé quatre des magistrats qui s'expriment dans cet ouvrage.

• Renaud Van Ruymbeke,

conseiller à la cour d'appel de Rennes.

« Lorsque nous avons lancé l'appel de Genève, nous sommes partis d'un constat : actuellement, les juges sont dans l'impossibilité de progresser dans leurs enquêtes lorsqu'ils sont confrontés à des réseaux de délinquants internationaux. En tant que magistrats, nous sommes soumis à l'obligation de réserve, mais face à ce constat, nous avons estimé qu'il était de notre devoir de parler. Notre rôle n'est pas de nous substituer au politique - je suis très vigilant là-dessus - mais d'appeler l'attention de nos concitoyens et de nos élus sur les difficultés de la coopération judiciaire internationale. »

Depuis l'appel de Genève, nos idées font peu à peu leur chemin, hâtant une prise de conscience qui commençait à peine. Au printemps 1997, le Parlement de Strasbourg a organisé un débat, et un colloque a réuni, en décembre 1997, à Bruxelles, deux cents magistrats européens sur le thème de la coopération judiciaire internationale. En octobre, le Conseil de l'Europe devrait organiser, lui aussi, une conférence à Madrid. Le débat avance, mais malheureusement, sur le terrain, rien ne change véritablement : dès qu'une affaire

déborde les frontières, elle s'enlise. »

• Eva Joly, juge d'instruction à Paris.

« La corruption est un mal international alors que la répression reste, pour l'essentiel, nationale. Nos outils législatifs internes sont peu adaptés : le code pénal a été réformé en 1995, mais les chapitres sur la délinquance financière n'ont pas été modifiés. Les sanctions sont peu dissuasives : les peines encourues dépassent rarement cinq ans et les tribunaux prononcent en général des peines inférieures. Enfin, la coopération judiciaire internationale est difficile : il faut que le pays auquel on s'adresse ait les mêmes incriminations, que le juge étranger soit disponible pour exécuter vos demandes et que la commission rogatoire soit transmise avec célérité. Tout se passe en fait comme si les textes avaient été conçus pour protéger les délinquants. »

Autrefois, la délinquance financière était considérée comme une délinquance secondaire. Aujourd'hui, les choses changent car l'opinion comprend que la corruption a des conséquences graves sur le fonctionnement démocratique. Elle fausse la concurrence, elle trahit

les valeurs républicaines et elle rompt le lien de confiance avec les citoyens. L'opinion peut avoir des doutes sur la pertinence des arbitrages rendus au nom de la collectivité. Peu à peu, le pouvoir politique prend conscience de la gravité de la situation : l'effort en matière de dotation informatique ou la création d'assistants spécialisés pour les juges d'instruction traduisent une volonté de moderniser la lutte contre la délinquance financière. »

• Laurence Vichnievsky, juge d'instruction à Paris.

« Si j'ai préfacé ce livre, c'est parce que je constate tous les jours un immense décalage entre la multiplicité des instruments internationaux de coopération - accords, traités et conventions - et la pauvreté de leur mise en œuvre pratique. Les procédures sont si lourdes, les recours, en Suisse ou au Luxembourg, si nombreux, les délais de transmission des dossiers d'entraide si longs, qu'une commission rogatoire internationale met parfois six, voire douze mois à nous revenir. Cette lenteur contraste avec l'extrême fluidité du marché des capitaux. Aujourd'hui, grâce à Internet, les flux financiers peuvent se promener d'un

bout à l'autre de la planète en quelques heures ! C'est un paradoxe : en matière économique et financière, les Etats sont prêts à abandonner une part de leur souveraineté alors qu'ils sont très jaloux de leurs prérogatives au sujet de l'entraide répressive. Ceci dit, les choses commencent à changer, notamment grâce à la bonne volonté de quelques collègues étrangers soucieux d'améliorer l'efficacité des conventions existantes. »

Sur le plan national, le traitement des dossiers financiers sera amélioré par la mise en place d'assistants spécialisés issus du ministère des finances. Ce sera une aide précieuse, car ils nous permettront d'analyser un mécanisme fiscal complexe ou une procédure financière sophistiquée. Le juge n'est pas un technicien omniscient : son rôle n'est pas de tout savoir mais d'apprécier si un comportement tombe, ou non, sous le coup d'une qualification pénale. »

• Bernard Bertossa, procureur général de Genève.

Depuis l'appel de Genève, il y a eu quelques progrès en matière de coopération internationale. Les recours qui bloquaient les procédures

en Suisse pendant un, voire deux ans ont été un peu allégés : depuis l'automne 1996, il n'est plus possible de les utiliser contre la décision d'ouverture du dossier. Ces progrès restent cependant très limités : les recours ont été maintenus contre les autres décisions du juge, notamment le blocage des fonds ou la transmission du dossier au juge étranger.

Ces procédures restent en outre très lentes. Une convention a été signée en 1996 entre la Suisse et la France afin d'éviter le détour des commissions rogatoires internationales par les ministères, mais les juges d'instruction doivent malgré tout s'adresser aux parquets généraux. Il faudrait aller plus loin et instaurer une procédure directe de juge à juge, ce qui accélérerait considérablement le cours de la justice. Il faudrait même qu'un juge français puisse lui-même faire des investigations sur un territoire étranger. »

Propos recueillis par Anne Chémin

« Un Monde sans loi, la criminalité financière en images » de Jean de Maillard, M. Pierre-Michel Géraud, éd. Stock, 340 p., 150 F.

M. Royal pour l'aménagement

Texte vertical sur la droite de la page, probablement une publicité ou un article continué d'une autre page.



Mme Royal propose un cadre unique pour l'aménagement du temps périscolaire

Les emplois-jeunes de l'éducation nationale animeront ces activités

Ségolène Royal, ministre déléguée aux enseignements scolaires, devait proposer, mercredi 27 mai, en conseil des ministres, la mise en place d'un

cadre unique pour l'aménagement du temps périscolaire. Jugant nécessaire de rendre « plus cohérents et plus équitables » les systèmes existants,

le ministère de l'éducation nationale compte sur « le concours de ses aides-éducateurs » pour assurer des activités hors du temps scolaire.

LORS d'une communication en conseil des ministres, mercredi 27 mai, la ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségolène Royal, devait présenter les nouvelles priorités du gouvernement en matière d'aménagement du temps périscolaire des enfants. Afin de rendre « plus cohérents et plus équitables » les divers systèmes qui coexistent aujourd'hui, comme les contrats bleus, les contrats d'aménagement du temps de l'enfant (CATE) ou l'aménagement des rythmes scolaires (ARS), le ministère de l'éducation nationale propose un cadre unique : le « contrat éducatif local ».

Une circulaire interministérielle (éducation nationale, jeunesse et sports, culture, ville) définira dans les prochaines semaines un cahier des charges de ces contrats, afin qu'ils puissent être mis en place dès la prochaine année scolaire. Validés par un groupe de pilotage départemental placé sous la responsabilité du préfet et de l'inspecteur d'académie, ils associeront les représentants des ministères, les

associations et les collectivités locales, premières concernées par ce dossier.

« Tout le monde agissait dans le désordre, explique-t-on dans l'entourage de Mme Royal. Dès l'été dernier, nous avons donc travaillé sur cette question avec Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, Catherine Trautmann, ministre de la culture, et depuis peu avec Claude Bartolone, ministre délégué à la ville. Chacun était d'accord pour que le ministère de l'éducation nationale reprenne la main sur cette question. »

Sous le précédent gouvernement, le ministère de la jeunesse et des sports, Guy Druet avait lancé à grand bruit une série d'expérimentations d'aménagement des rythmes scolaires dans cent soixante-dix « sites pilotes », fondée sur une organisation de la journée en deux temps, travail scolaire le matin et activités sportives ou culturelles l'après-midi. Guy Druet avait trouvé dans ce projet le soutien du président de la République - approuvant notamment le système mis en

place à Epinal (Vosges) par Philippe Séguin - et celui de nombreuses municipalités. Parmi celles-ci, quelques mairies de gauche, dont Strasbourg, ayant alors pour maire Catherine Trautmann. Le ministère de l'éducation nationale de l'époque, François Bayrou, était en revanche entré à reculons dans ce dossier.

FACTEUR D'ÉGALITÉ

S'il n'est pas question pour le ministère de l'éducation nationale de supprimer purement et simplement les expériences lancées par Guy Druet, dont le financement revient aux mairies, la Rue de Grenelle admet que « ce n'est plus le cadre proposé par l'Etat pour l'aménagement du temps de l'enfant en dehors de l'activité scolaire ». De son côté, Marie-George Buffet, qui héritait du dossier de l'ARS en devenant ministre de la jeunesse et des sports, avait pris assez rapidement ses distances avec les projets engagés par Guy Druet. Après un bilan établi au mois de mars, elle concluait que ces expériences

étaient un facteur d'inégalité sur le territoire, puisqu'elles étaient réservées aux communes qui pouvaient leur offrir aux enfants de leurs administrés.

« Nous voulons recentrer ces dispositifs sur ceux qui en ont le plus besoin, le faire de façon cohérente et y intégrer les collèges, souligne-t-on au ministère de l'éducation nationale. Les collectivités locales sont les premières à nous demander de rendre de la visibilité à des initiatives dispersées. » Dans cette volonté, le ministère de l'éducation nationale dispose d'un argument de poids : il met en effet dans la balance « le concours de ses aides-éducateurs », payés à 100 % par l'éducation nationale, qui pourrout ainsi, hors du temps scolaire, assurer des activités ou de la surveillance, le matin avant les cours, à midi, le soir et pendant les petites vacances scolaires. Un bon moyen pour le ministère de trouver une occupation aux emplois-jeunes pendant les vacances scolaires.

Béatrice Gurrey

Marco Di Caro a refusé de donner le nom du tueur de Yann Piat

Ses coaccusés nient toute participation au meurtre

DRAGUIGNAN de notre envoyé spécial Il est des certitudes lourdes de conséquences. Quand Cédric Filippi, alors étudiant à Marseille, re-

connait dans une séance de « tapissage » organisée par la police quatre jours après l'assassinat de Yann Piat, les vi-

sages d'Epifanio Pericolo et de Denis Labadie comme étant ceux des deux hommes qu'il a croisés et vus, tête nue, sur une Yamaha 750 FZZ à l'heure des faits, au pied du mont des Oiseaux, il est, dit-il aux enquêteurs, « formel à 100 % ». L'implication d'Epifanio Pericolo, proche du clan de l'ancien parrain toulonnais Jean-Louis Fargette et membre de l'équipe de colleurs d'affiches de Joseph Seria - rival politique de la parlementaire -, fournit une première piste. En vain. Quatre mois plus tard, après avoir été mis en examen et écroués, les deux hommes sont mis hors de cause et relâchés. Ils alignent de solides alibis, et l'enquête est déjà bien engagée sur la « bande du Macama ».

Peu disert, embarrassé, Cédric Filippi ne dit plus grand-chose, mardi 26 mai, aux assises du Var. « J'ai croisé une moto avec deux passagers. C'était il y a quatre ans. » Le président Dominique Bréjoux fait lever, rang par rang, les sept hommes soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat. « Les reconnaissez-vous ? - Non, je ne sais pas. Je ne peux pas être sûr. »

Longtemps échafaudée sur les zones d'ombre de l'affaire Piat, la thèse dite de la « deuxième équipe » - de surveillance ou de tueurs - qui aurait été impliquée dans l'assassinat de la députée du Var, sombre avec les dernières dépositions des témoins visuels des faits. Cédric Filippi a remis ses certitudes. Raymond Icardi, terrassier retraité qui a croisé la Clio attaquée lorsqu'il remontait vers son domicile et l'a un temps suivie à la demande de son chauffeur, ne se souvient que d'une seule moto qui l'a doublé « comme une ombre ». Deux autres voisins décrivent des scènes concordantes, à la couleur et la forme des casques des motards près.

SAC D'EMBROUILLES

Puis la cour épouche une à une les dépositions des accusés enregistrées par la police en garde à vue. Aveux, mensonges et rétractations garantis. « Dans ce que j'ai dit, il y a une épreuve mensonge, une épreuve vérité, et une épreuve mensonge et vérité », dit Marco Di Caro, au milieu des sourires. Du sac d'embrouilles ressort la quatrième déclaration de Lucien Ferri, consignée le 16 juin 1994, à 5 h 15. « J'ai agi sur l'ordre de quelqu'un. J'étais

derrière la moto. J'ai agi avec une arme de poing. J'ai tiré trois fois. J'ai blessé le chauffeur (...). »

Dans le box, Lucien Ferri, particulièrement agité, s'énervait, se gratte la tête, coupe brusquement le président : « Ils [NDLR : les policiers] m'ont massacré. Ils n'ont pas arrêté de me frapper. » L'accusé évoque un chantage sur sa grand-mère et sa compagne, alors sur le point d'accoucher. Le président observe qu'il a pourtant été examiné par un médecin et qu'il n'a rien dit.

Puis le juge indique que, dans une autre déposition, Lucien Ferri a livré cette équation : « Début 1994, j'étais chez M. X... avec un ami Y... » Et d'expliquer aux policiers qu'X... a demandé de « se débarrasser de M. Piat », sans contrepartie financière. « Y... a demandé à [Olivier] Tomassone de voler la moto. Deux armes ont été fournies par Y... » Et ainsi de suite, jusqu'à conclure : « Le lendemain [de l'assassinat], j'ai revu X... » Lucien Ferri, depuis, s'est rétracté, nie toute participation, dit qu'il a déclaré tout cela « pour faire plaisir » aux policiers.

ULTIME VERSION ?

Si X... n'est pas explicitement désigné, Y... conducteur de la moto, ressemblerait fort à Marco Di Caro, qui a d'ailleurs reconnu assez rapidement sa participation à ce titre. Quant au rôle joué par Lucien Ferri, tous ont fini par implicher « Lucien » lors de la garde à vue, mais aujourd'hui tous se rétractent.

« Je connais la personne qui était sur la moto, mais je ne veux pas dire son nom », précise pour sa part Marco Di Caro. « Pourquoi ne le dites-vous pas ? - Comme ça. C'est à l'accusation de faire son travail. » Il donne son ultime version - à la croire, « épreuve vérité » : « Une personne » a demandé de « faire peur à Yann Piat », de la « bastonner, secouer, gangner ». En aucun cas, assure-t-il, il ne devait s'agir d'un assassinat.

Puis Gérard Finaie, accusé d'être le commanditaire, continue de se dire étranger au meurtre dans lequel sont impliqués « les petits ». « Je suis la troisième victime de l'affaire Piat », assène-t-il. Incisif sur la réputation de son établissement, qu'il entend défendre bec et ongles, il nie s'être constitué une équipe de gardes du corps menée par Lucien Ferri et se présente comme « commerçant cloyant le monde de la nuit ». Il pourrait presque convaincre par ses intonations de bon vivant méditerranéen, s'il ne restait à examiner les dépositions de témoins qui impliquent ainsi que le contexte local, pour le moins explosif à l'époque, qu'on lui impute : assassinat, tentative d'assassinat, incendie volontaire. « A chaque jour suffit sa peine », a-t-on déjà entendu dans la bouche du président Bréjoux.

Jean-Michel Dumay

Au pays de Weppes, près de Lille, les gendarmes retournent le jardin des horreurs

LILLE

de notre correspondant régional

Depuis lundi 25 mai, des engins de terrassement retournent le jardin d'une modeste maison d'Illes, dans le pays de Weppes, aux confins du bassin minier, entre Béthune et Arras, à la recherche d'hypothétiques cadavres de nouveau-nés. Ces recherches ont été engagées à la suite de l'incarcération de trois des membres d'une famille de marionnettistes bénévoles volontaires, sous le pseudonyme de « Les frères de la Basse ». Le père, soixante-sept ans, retraité, ancien mineur et ancien ouvrier agricole, était devenu le souffre-douleur de sa femme et de ses quatre enfants. Le 27 mars, les gendarmes avaient mis fin au cauchemar de cet homme qui était parfois obligé de manger à quatre pattes dans la gamelle du chien, vivant enfermé dans une soupenne au fond du jardin. Trop faible pour se rebeller et enfermé dans une soumission que personne ne comprenait.

L'affaire a pris une nouvelle dimension à la suite de l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire, pour viol, confiée au juge d'instruction lillois Anne Kostomarov. Depuis, l'on ne parle ici que d'incestes, de grossesses et de disparitions de nouveau-nés. Ce serait la seule fille de la famille, Patricia, vingt-cinq ans, qui aurait révélé les faits aux enquêteurs. Lundi, le jardin de la famille Lefranc a été entouré d'une haute bâche qui ne suffit pas à cacher le bras et le mouvement des pelleteuses. On aperçoit aussi les képis des gendarmes regroupés autour de ce qui paraît être une longue table. Des sentinelles interdisent toute approche du périmètre.

En plein milieu d'un décor pour bande dessinée glaue, il pleut des cordes. Une petite maison carrée et trapue, solitaire au bord d'une nationale gorgée d'énormes pouds lourds. En face, un Loistrans qui doit être fermé depuis dix ans et n'a peut-être jamais existé, un arrêt de bus, un parking et une « triterie » faite d'un assortiment de vieilles carcasses d'autocars comme salle de restaurant et de vieux fauteuils de voiture en terrasse.

A Illes, à l'écart de la nationale, on ne comprend pas qu'on parle de la commune dans les journaux.

« C'est La Basse que ça regarde. D'abord c'est bien plus près de chez eux. La Lucie y était toujours fourrée, avec ses fils et sa fille. » Une célébrité, « la Lucie », qui passe pour être le chef de clan, même si le juge l'a laissée en liberté avec son plus jeune fils, tandis qu'il a fait incarcérer ses fils Didier, trente-cinq ans, Patrick, trente et un ans, et sa fille Patricia. Elle est même venue à la cavalcade de dimanche 24 mai avec son fils. « Celui qui n'a pas été mis en prison », et les gens s'écartaient sur son passage. « Tous les témoignages concordent : elle était grosse, ordurière et violente » ; ses fils, « on préférait pas les voir dans les parages ».

LES FRÈRES « NE SONT JAMAIS ALLÉS À L'ÉCOLE »

Même si, malgré ses ulcères aux jambes, elle était capable de marcher, elle adorait se faire promener dans son fauteuil roulant poussée par son mari, notamment pour faire la tournée des bistrot de La Basse. « Elle pouvait passer des heures à vidier des choppes au PMU avec ses fils. Le Paul, il attendait dehors par tous les temps. Il n'avait pas le droit de rentrer. » Personne ne s'est jamais préoccupé du sort de Paul mais il y avait pourtant bien en d'autres sujets d'alertes et depuis longtemps.

« Quand la Lucie elle a accouché pour son premier à l'hôpital, ils ont été obligés de la laver trois fois tellement elle était sale. Ils avaient jamais vu ça », raconte une voisine. Elle se souvient aussi de ce que lui a raconté son frère qui a passé « les trois-jours » en même temps que Didier, le fils aîné. « Le Didier, il savait pas lire. C'est normal puisque lui et ses frères ne sont jamais allés à l'école. Mais, le premier soir, il s'est couché à même le sol. Il ne savait même pas ce qu'était un lit. Puis il a expliqué qu'il préférait pas le défaire parce qu'il saurait pas le refaire. »

Les pelleteuses ont cherché toute la journée de mardi. Elles devaient continuer mercredi matin mais les « experts » du cru qui suivaient les travaux à distance étaient formels : « Dans les Weppes, ils peuvent toujours chercher. Ils ne trouveront jamais rien. »

Pierre Cherruau



Lorsque la température monte, nos prix baissent.

Londres 1377FF • Paris 1425FF • Vienne 996FF • Rome 1486FF

Cet été, s'offrir le luxe d'un service de toute première classe n'aura jamais été aussi à votre portée, grâce au programme "Summer Options" des hôtels Inter-Continental Hotels and Resorts. Nos tarifs spéciaux, valables sept nuits par semaine, incluent une chambre pour deux ainsi qu'une des avantageuses options suivantes, proposée en cadeau : • Petit déjeuner américain complet

pour deux. • Surclassement en chambre Club Inter-Continental ou en suite junior. • Seconde chambre à moitié prix. • Doublement du Mileage avec les compagnies aériennes participantes. Pour toute information, ou pour effectuer votre réservation dans l'un de nos 60 hôtels répartis dans 50 villes européennes, appelez dès aujourd'hui le 08 00 90 85 85.

INTER-CONTINENTAL
HOTELS AND RESORTS

Europe • Moyen-Orient • Afrique • Asie-Pacifique • Les Amériques • UN MONDE • UN HOTEL • EXCLUSIVEMENT INTER-CONTINENTAL

Les policiers ont la conviction que le GIA était en passe de reconstituer ses réseaux en Europe

« Cheikh Abdallah », le responsable de la branche française, a été interpellé

Quarante-neuf personnes étaient toujours en garde à vue, mercredi matin 27 mai, après le vaste coup de filet mené dans cinq pays européens contre

les membres d'un réseau islamiste lié au GIA. Parmi celles-ci figure le responsable de la branche française, un homme âgé de cinquante-trois ans sur-

nommé « Cheikh Abdallah ». Selon les enquêteurs, il devait réorganiser le réseau français de soutien à Hassan Hattab, l'un des chefs du GIA en Algérie.

QUARANTE-SEPT des cinquante-trois personnes interpellées en France, mardi 26 mai, dans le cadre d'une opération visant les réseaux européens du Groupe Islamique armé (GIA), étaient encore en garde à vue, dans la matinée de mercredi. Deux autres personnes interpellées par la brigade criminelle en région parisienne, ce même mercredi, les ont rejointes. « Un premier tri important » devait être effectué dans la soirée, indiquait le parquet de Paris, avant le terme des quarante-huit heures de garde à vue, qui, en matière de terrorisme, peuvent être renouvelées une fois. Par ailleurs, la justice française a délivré quatre mandats d'arrêt internationaux à l'encontre d'Adel Mechat, vingt-sept ans, Omar Salhi, vingt-neuf ans, tous deux arrêtés en Allemagne, et de deux autres personnes interpellées en Suisse.

Le juge d'instruction Jean-Louis Brugière, qui avait la haute main judiciaire sur l'opération, s'est rendu dès mardi après-midi en Allemagne pour rencontrer à Cologne les enquêteurs du Bundeskriminal-

amt (BKA). Au total, près d'une centaine de personnes ont été interpellées dans les cinq pays, qui ont participé à l'opération visant les islamistes (France, Italie, Allemagne, Suisse, Belgique).

C'est à partir de l'Allemagne qu'Adel Mechat, présenté comme « le bras droit » d'Hassan Hattab (Le Monde du 27 mai), l'un des responsables du GIA en Algérie, œuvrait à la reconstitution d'un réseau islamiste en Europe. En France, selon les premières constatations policières, cette tâche avait été confiée à un homme important, surnommé « Cheikh Abdallah ». Celui-ci s'était installé en Allemagne, et faisait des allers-retours de part et d'autre du Rhin, jusqu'au mois d'avril. Il avait récemment choisi de s'installer en France à Mantes-la-Jolie (Yvelines), où il a été interpellé, mardi 26 mai.

Agé de cinquante-trois ans, « Cheikh Abdallah » est un ancien des réseaux islamistes, repéré de longue date par les services de renseignement français. Il s'est d'abord fait connaître en Algérie, où il avait combattu, de 1984 à 1987, aux côtés

de Moustapha Bouyali, l'un des responsables locaux de la lutte contre le régime. Interpellé en 1987, il a alors effectué un séjour de cinq ans en prison. Il y avait un moment coté Ali Belhadj, le numéro deux du Front islamique du salut (FIS). Après sa libération en 1992, « Cheikh Abdallah » avait quitté l'Algérie pour l'Allemagne.

« IL FALLAIT TAPER »

Quel est l'importance du réseau démantelé en France ? Quels sont les buts qu'il poursuivait ? Des tentatives étaient-elles en préparation, à deux semaines du coup d'envoi de la Coupe du monde de football, prévu pour le mercredi 10 juin au Stade de France à Saint-Denis ? La police judiciaire, qui travaille sous l'autorité de Jean-Louis Brugière et de ses collègues juges antiterroristes, a désormais mission de le déterminer précisément. Les services de police avaient constaté depuis le début du mois de mai une activation sensible des contacts entre les différents membres du réseau, en France et à l'étranger. Plusieurs conversations téléphoniques fai-

saient notamment des allusions, à peine voilées, à l'épreuve sportive. Des membres d'une même famille, interpellés mardi matin à Saint-Denis, étaient les gérants d'une entreprise située à environ 500 mètres du Stade de France. « Ce faisceau d'éléments » convergents a convaincu les policiers et le ministre de l'Intérieur qu'il fallait taper », précise une source policière.

Les premiers éléments recueillis ont fait apparaître l'importance des activités de soutien logistique du réseau aux maquis algériens. En Allemagne, Adel Mechat était, selon la police, l'intermédiaire direct avec Hassan Hattab. En France, le groupe s'appuyait à la fois sur des anciens membres des réseaux en place lors de la campagne d'attentats de 1995, et sur de nouveaux éléments recrutés depuis. D'importantes sommes d'argent, plus de 800 000 francs au total, ont été saisies, de même que des faux-papiers, et des documents idéologiques dont certains portent la signature d'Hassan Hattab.

Pascal Ceaux

Le CSM se prononce sur le devoir de réserve des magistrats

M^{me} Guigou l'avait saisi à propos du procureur Davenas

LE CONSEIL supérieur de la magistrature (CSM) devait rendre, mercredi 27 mai, au garde des sceaux Pavis qu'Elisabeth Guigou avait sollicité sur l'obligation de réserve des magistrats, qui vise implicitement le procureur d'Evry, Laurent Davenas, dans l'enquête visant l'épouse du maire de Paris, Xavier Tiberi. Le CSM, qui n'a été saisi ni d'une demande d'avis en bonne et due forme ni d'une procédure disciplinaire, mais d'une simple demande « d'avis informel », devrait se prononcer à un appel des principes régissant la fonction de magistrat, sans exprimer de position précise sur le fond de l'affaire.

Dans sa demande d'avis, formulée dans un courrier du 20 mai, Elisabeth Guigou souhaitait que le CSM se prononce au sujet des limites de la liberté d'expression des magistrats sur les affaires en cours et sur le droit, pour ceux-ci, de critiquer leurs collègues. Sans jamais citer de nom, la ministre vise à la fois le procureur d'Evry, Laurent Davenas, qui a publié en extenso, en annexe de son livre

Lettre de l'Himalaya (Le Monde du 15 mai), le rapport sur la coopération décentralisée de M^{me} Tiberi, mais aussi Didier Gallot, juge d'instruction aux Sabres d'Orléans (Vendée), qui avait demandé, dans une tribune publiée le 31 janvier dans Le Figaro, la mise en examen de l'ancien directeur de l'administration pénitentiaire, Myriam Erratty, dans l'affaire du sang contaminé.

Selon nos informations, le CSM devrait rappeler, dans son avis, que les magistrats disposent de la liberté d'expression au même titre que tous les citoyens. Le Conseil devrait en outre préciser que cette liberté d'expression doit se concilier avec le respect du secret professionnel, les autres devoirs qu'impose la fonction de magistrat ainsi que la liberté de l'information. Le CSM devrait également rappeler à Elisabeth Guigou qu'il appartient au seul garde des sceaux, s'il estime que des poursuites disciplinaires sont nécessaires, d'en saisir le Conseil.

Cécile Prieur

CARNET

DISPARITION

■ Mgr SAUVEUR CASANOVA, ancien évêque d'Alger, est mort mardi 26 mai à Corte (Haute-Corse), à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Né à Corte le 2 juin 1918, il avait été ordonné prêtre en 1943 par le diocèse d'Alger. Il a exercé divers ministères à Bastia et à la cathédrale d'Alger, avant d'être nommé vicaire général en 1965, puis évêque d'Alger le 13 août 1987. Jusqu'à son remplacement par M^{gr} André Lacrampe, en 1995, il multiplia les efforts pour la pacification de l'île. Les obsèques de M^{gr} Casanova auront lieu jeudi 28 mai, à 15 heures, à l'église de l'Annonciade de Corte.

NOMINATIONS COMMERCE EXTÉRIEUR

Jean-Pierre Philippe, conseiller commercial, a été nommé directeur du cabinet de Jacques Donoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, en remplacement de Marc Schwartz. [Né le 15 décembre 1953 à Massagan (Maroc), Jean-Pierre Philippe est titulaire d'une maîtrise de droit public, docteur en économie et ancien élève de l'ENSA (1985-1987). Il a été notamment chef de cabinet de Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale (1988-1990), puis conseiller auprès de M. Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche (1990-1992). Devenu ensuite délégué permanent adjoint de la France auprès du GATT à Genève (1992-1995), puis directeur régional du commerce extérieur du Nord-Pas-de-Calais (1996-1997), il était depuis février 1997 chef des services d'expansion économique en Pologne. Maire (PS) de Villeneuve-la-Duchèze (1989 à 1995), Jean-Pierre Philippe est membre du conseil national du PS depuis octobre 1993.]

DIPLOMATIE

Claude Losquard a été nommé ambassadeur à Sainte-Lucie, en remplacement d'Hélène Dubois, qui a pris sa retraite, par décret publié au Journal officiel daté 25-26 mai.

[Né le 8 octobre 1940, Claude Losquard est licencié en droit. Il a été notamment en poste à Bagdad (1972-1976), au Caire (1976-1980), à Djeddah (1982-1985), à Riyad (1985-1986), à Stockholm (1986-1989), à Ouzbékistan (1989-1992), avant d'être ambassadeur au Soudan, de septembre 1992 à septembre 1994, puis en Martinique, de septembre 1994 à septembre 1996.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 24 mai est publié :

● Code des impôts : un décret portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code.

Au Journal officiel daté lundi 25-mardi 26 mai sont publiés :

● Municipales : une loi organique déterminant les conditions d'application de l'ar-

ticle 38-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive du 19 décembre 1994 ; la décision du Conseil constitutionnel la déclarant conforme à la Constitution.

● Boudangers : une loi déterminant les conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boudanger.

● Archives : un arrêté relatif à l'ouverture de fonds d'archives publiques concernant la période 1940-1945. Les dossiers soumis au délai spécial de soixante ans, à l'exception des dossiers d'épuration, sont librement consultables, pour ce qui concerne les fonds suivants :

mission française des charbons et minéraux à Londres, 1939-1940 ; cabinet du maréchal Pétain, chef de l'Etat français, conseil national, 1940-1944 ; agence interalliée des réparations, 1945-1956 ; commissariat général aux questions juives et service de restitution des biens spoliés, 1940-1950 ; chartes de jeunesse, 1940-1950 ; archives allemandes de la seconde guerre mondiale, 1940-1944 ; organismes issus de l'armistice de 1940, 1940-1944 ; organisation internationale pour les réfugiés, 1936-1953 ; groupement des contrôles radioélectriques, 1941-1971 ; comités d'organisation et de récupération ; papiers du comité d'histoire de la seconde guerre mondiale ; groupements de sinistrés ; main-d'œuvre française en Allemagne, 1942-1945 ; problèmes de la guerre : prisonniers, lois d'exception, contingentement des matières premières, exportation d'œuvres d'art, 1940-1948 ; rapports politiques du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, des circonscriptions, 1889-1954 ; dossiers divers des affaires politiques du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, 1891-1954 ; rapports d'inspection générale de la direction du contrôle du ministère des colonies.

● Nourrissons : un arrêté modificatif relatif aux aliments destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge.

● Loterie : le règlement du nouveau jeu de loterie instantanée de la Française des jeux dénommé « Top Départ ».

● Culture : un arrêté portant institution d'un Grand Prix national des arts visuels.

● Radioamateurs : une décision de l'Autorité de régulation des télécommunications fixant les conditions d'utilisation des installations de radioamateurs et de délivrance des certificats et des indicatifs d'opérateurs radioamateurs.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— New York. Lomé. Paris.

Michel AGLIETTA et Catherine BLUM, son épouse, ont la joie d'annoncer l'arrivée de leur petite-fille,

Tamara, Ambavi, DZOSE, chez

— Anne GIRARDEAU et Winston DZOSE.

— Bastia. Bangui. Nice.

Gérard GERMANI et Patricia FALLA, sont heureux de faire part de la naissance survenue à Nice, le 21 mai 1998, de

Lancelotti, Pasquale-Matéo.

Ses grands-parents, Gérard et Danièle MAAREK, sa sœur, Sarah-Lou, ses cousins, Louisa et Margaux, ont la joie d'annoncer la naissance de

Ulysse, Benjamin,

le 15 mai 1998,

sa foyer de

Pierre et Laurence MAAREK.

Anniversaires de naissance

— Virey-sur-Seine.

28 mai 1993 - 28 mai 1998.

Joyeux anniversaire.

— Almée-Amélie !

M. et M^{me} Pierre EBONGUÉ-JONG.

— D'Aix-en-Provence, Sari-di-Porto-Vecchio et Djibouti.

28 mai 1938 - 28 mai 1998.

Joyeux anniversaire.

Mamette !

Séraphin, Florence, Philippe, Emmanuelle, Jean-Christophe, Béril et André.

Décès

— Anne Charvet-Dubost, M^{me} Charvet, Geneviève et Michel Charvet-Rouzel, Françoise et André Dubost et leurs familles, ont l'immense chagrin de faire part du retour à Dieu de

Jean-Loïc CHARVET,

le lundi 25 mai 1998.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 mai, à 10 heures, en l'église Saint-Sébastien, Paris-9.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Chambéry.

Les familles Mauduit et Autum ont la douleur de faire part du décès de

Chantal MAUDUIT,

survenue dans sa trente-cinquième année, en mai 1998, au Dhaulagiri (Népal).

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 mai, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur de Chambéry.

Le corps reposera à l'église, à partir de 8 heures.

Condoléances sur registre.

La cérémonie se fera dans l'intimité, à 14 h 30, au crématorium du cimetière des Iles, à Annecy.

Ni fleurs ni couronnes. Une collecte sera faite au profit de l'Association Chantal-Mauduit-Namasté pour les acrobates de son jeune fils népalais Lhakpa et du fils de son sœur Ang Tshering.

Les dons seront recueillis lors des obseques ou adressés à l'Agence Bolema, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris-12^e.

(Le Monde du 19 mai.)

— M^{me} Jean Voge, M. et M^{me} Christian Voge, M. et M^{me} Bernard Voge, Katerine et Emmanuel, ont la tristesse de faire part du décès soudain de

M. Jean VOGUE, commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur général des télécommunications.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 mai 1998, à 9 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale le vendredi 29 mai, à Leigneville (Loire).

— Le président, Les dirigeants, Et les conseillers européens de la société Mitsubishi Electric Europe, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean VOGUE, conseiller européen, Honorable Chairman du Centre de recherche en télécommunication.

Ils s'associent à la douleur de sa famille.

— Le président Marc Tessier, Le bureau, Le conseil d'administration, Et le personnel de l'IDATE, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean VOGUE,

président d'honneur de l'IDATE,

survenu le 25 mai 1998.

Expert reconnu des techniques de télécommunication, il fut aussi un des penseurs inspirés et curieux de la société de l'information, interlocuteur des esprits les plus brillants de la science et de la société.

IDATE, Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe, BP 4167, 34092 Montpellier Cedex.

La famille a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Adeline, Marie, Thérèse, Ghislaine VERBOIS, épouse de M. Marcel JOURNON,

née à Wallin (Belgique), le 8 décembre 1918, et décédée à Woluwe-Saint-Lambert, le 19 mai 1998.

3, avenue du Château, 94300 Vincennes, 99-6, avenue Heydenberg, 1200 Bruxelles.

Remerciements

— Françoise, Maxime Grenier, Yvan, Sylvain, Tazania,

Toute la famille, remercient sincèrement toutes celles et tous ceux qui leur ont témoigné attention, sympathie, d'amitié et d'affection lors du décès de

Fabien.

Ces nombreux témoignages leur ont été d'un grand réconfort.

De nombreuses personnes étaient présentes aux obsèques de

Fabien.

Robert Hue, secrétaire national, Alain Boccia, Georges Hage, Jacqueline Prayssac-Casali, députés du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M^{me} Michèle Demessine, ministre délégué au tourisme, le représentant de M. le préfet de la Somme, de nombreux maires et élus locaux de la Somme et de la Picardie, de nombreux représentants d'associations.

Des centaines de messages de solidarité leur ont été adressés par lesquels : L. Jospin, premier ministre, et par les ministres M. Aubry, J.-P. Chevènement, M.-G. Buffet, D. Vaillant, C. Barolome, ainsi que L. Fabius, J.-M. Ayrault, J. Le Gars, des parlementaires communistes, RPR, UDF, des membres du bureau national, du comité national du PCF, des secrétaires fédéraux du PCF.

Débats

La Tribune des religions vous invite à la soirée-débat

« Juifs et chrétiens face à Israël, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Etat d'Israël ».

animée par Jean-Pierre Alloué avec Dominique Moïse, Raphaël Drif, Jacques Marry, René Grignon, à la Maison France-Israël, 64, avenue Marceau, 75008 Paris, le jeudi 28 mai, à 20 h 30. Entrée gratuite.

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable bijou

Que des affaires exceptionnelles, les bijoux de collection, bijoux d'exception.

ACHAT - ECHANGE BIJOUX

PERRON OPÉRA

Agence immobilière et bijoux, 4, rue Chausse et André, 92100 Nanterre, 37, avenue Victor-Hugo, 92100 Nanterre. Autre grand choix.

Communications diverses

— Maison de l'hébreu : dix cours individuels, pour pratiquer la Bible et parler l'hébreu. Professeur Benaïss : 01-47-97-36-22.

Plaisir d'offrir

Un cadeau toujours apprécié :

une corbeille décorée soigneusement de toutes garnies de dragées de qualité pour Mariage, Naissance ou Communion

Four commander en direct, téléphonez simplement au

N^o Vert : 0-800-539-533

7 jours sur 7, de 10 heures à 20 heures, et votre cadeau est livré gratuitement (Porte-proche banlieue) à la date souhaitée, accompagnée de votre carte.

□ Corbeille Vendôme - 35 tulles : 995 F ;

□ Corbeille Montaigne - 30 tulles : 1 680 F ; □ Corbeille Concorde - 110 tulles : 2 830 F ; □ ou toute Corbeille à votre convenance.

Délai à partir de 48 heures.

Paiement : chèques, CB, American Express, Diners.

Nos ateliers réalisent aussi des papiers pour baptêmes, mariages, Brith Mila et Bar Mitzva (dragées custom).

Expédition/Livraison : France - Etranger

Fax : 01-43-76-93-93.

DYAN'S SARI

94228 Charenton-Le-Pont.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Le Monde

SUR INTERNET

http://www.lemonde.fr

Le journal du jour

dès 17 heures

100 accès gratuits, l'impression de la « une » ; une présentation de chroniques, d'articles et des titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.

Les dossiers

En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'Algérie, Mondial 98, procès Papon, etc.

Nos forums

Un lieu de débats ouvert à tous

Les services

Toutes les offres d'emplois de 18 journaux, sélection d'expositions, de livres...

Le multimédia

Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

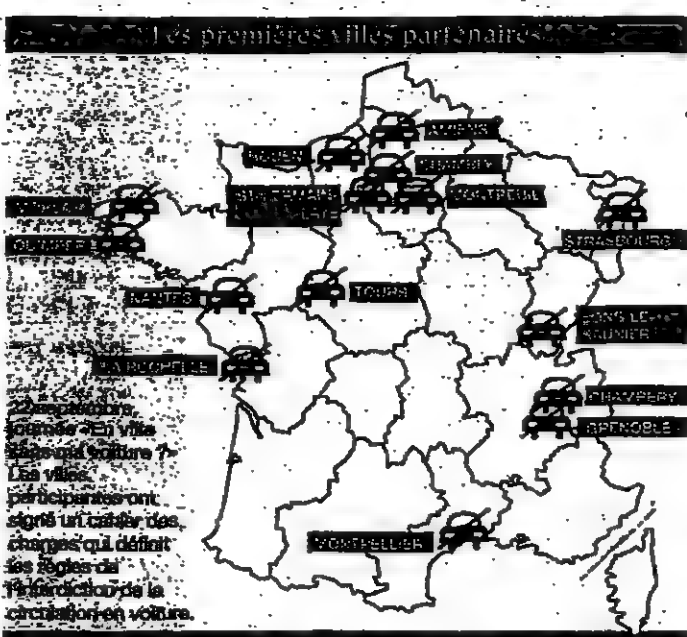
Quinze villes appellent à une journée sans voitures le 22 septembre

A l'initiative du ministère de l'environnement, la domination de la circulation automobile sera contestée ce jour-là pour marquer symboliquement la volonté de lutte contre la pollution de l'air. De nombreuses agglomérations devraient s'associer à cette action

DOMINIQUE VOYNET, ministre de l'environnement, devait présenter, mercredi 27 mai lors d'une conférence de presse, l'opération « En ville, sans ma voiture ? », qui aura lieu le 22 septembre dans plusieurs villes de France. Une quinzaine de villes se sont engagées à organiser cette « journée » afin d'accompagner « selon les termes de la présentation que devait effectuer, mercredi, M^{me} Voinet - la « mutation culturelle d'Homme automobile » et de « repenser les transports en ville dans un meilleur partage de la voirie ».

Dans un premier temps, les villes d'Amiens (Somme), Chambéry (Savoie), Chambly (Oise), Grenoble (Isère), La Rochelle (Charente-Maritime), Lons-le-Saunier (Jura), Montpellier (Hérault), Montreuil (Seine-Saint-Denis), Moulins (Allier), Nantes (Loire-Atlantique), Quimper (Finistère), Rouen (Seine-Maritime), Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Strasbourg (Bas-Rhin) et Tours (Indre-et-Loire) se sont engagées dans l'opération. La ministre Voinet et les édiles des villes devront lancer un appel à toutes les villes de France pour qu'elles se joignent à cette initiative.

L'ensemble des villes participantes ont signé un cahier des charges qui définit les règles du jeu : dans chaque cité, une « zone



d'exclusion » sera réservée aux piétons, deux-roues, vélos et véhicules « propres » (seuls les taxis et les véhicules roulant au GPL, GNV ou à l'électricité seront autorisés à rouler) ; des moyens de transports alternatifs renforcés devront permettre aux habitants de vivre cette journée sans difficulté de déplacement ; des parcs de stationnement

extérieurs à la zone d'exclusion seront prévus et fléchés ; des moyens de communication seront déployés pour informer au mieux la population des changements induits par l'opération. Enfin, une campagne de mesures spécifiques (pollution de l'air, bruit, trafic...) sera organisée afin de quantifier l'impact de la journée.

Ce cahier des charges constitue un minimum à accomplir pour devenir partenaire de l'opération. Le ministère n'entend pas imposer de modèle pour aménager les déplacements en ville, le 22 septembre. A charge pour chaque maire d'imaginer le sien : certains, ambitieux, interdiront tout le centre-ville ; d'autres, plus modestes, banniront la circulation d'un axe qui constitue le point noir de la circulation automobile. L'objectif est de pousser les édiles à réfléchir avec leurs services municipaux à une autre organisation possible des transports dans la cité. Et ainsi de « réconcilier les Français avec les transports en commun qu'ils utilisent de moins en moins ».

Après le succès de la journée « sans voitures » organisée le 9 septembre 1997 à La Rochelle - succès sans lendemain cependant (lire ci-dessous) - le ministre de l'environnement, ravalant son scepticisme premier face à l'initiative de Michel Crépeau (maire MRG de la cité rochelaise), a décidé de suivre l'exemple. Le bilan tiré de l'initiative fut positif tant au niveau de la baisse de la pollution atmosphérique constatée qu'à celui de l'adhésion des habitants à toute incitation à modifier les habitudes pour lutter contre cette pollution. Une adhésion qui s'était à nouveau manifestée lors de la première journée de circulation alternée à Paris, le 1^{er} octobre 1997.

La succession des épisodes de pollution, dont le dernier en date à la mi-mai avait vu une dizaine de

villes afficher des pics de pollution de niveau 2 plusieurs jours durant (Le Monde du 14 mai), a montré l'extrême sensibilité de la population sur cette question. Un sondage Louis-Harris, demandé par le ministère de l'environnement et le Comité de promotion des transports publics, réalisé les 16 et 17 avril auprès d'un échantillon de 1 004 personnes selon la méthode des quotas, montre que 69 % des personnes interrogées pensent que la fermeture, certains jours, des centres-villes à la circulation, est « souhaitable ». 64 % estiment que le trafic automobile en ville est insupportable, même si une majorité des interviewés (57 %) utilisent leur voiture tous les jours.

La ministre veut donc faire de cette journée « un événement exceptionnel et festif » afin d'« infléchir de nouveaux comportements ». L'objectif est d'organiser, dès 1999, un rendez-vous annuel à l'instar de la Fête de la musique et de l'écouter à de nombreuses autres villes. Et de proposer de généraliser l'initiative à l'ensemble des villes européennes en l'an 2000. Le ministère espère qu'une quarantaine de villes répondront à l'appel lancé mercredi. Certains conseillers se pressent même à rêver que Paris suivra le mouvement.

Sylvia Zappi

Des opérations similaires dans toute l'Europe

Les initiatives en faveur du bannissement de la voiture des villes se multiplient dans différents pays de l'Union européenne. Le 23 mars, 200 villes italiennes ont participé, avec succès, à la fête de l'air organisée par l'association écologiste Legambiente. Des millions d'Italiens ont laissé, ce jour, leur voiture au garage.

De son côté, la Commission européenne vient de lancer le programme Alter (Alternative Traffic in Towns) interdisant les centres-villes aux voitures afin d'y atteindre le niveau « zéro pollution ». Six villes pilotes se sont engagées dans le programme : Athènes, Barcelone, Florence, Lisbonne, Oxford et Stockholm. Enfin, en Suisse, une pétition d'initiative populaire avec plus de 100 000 signatures réclamant quatre dimanches sans voitures chaque année en Suisse a été déposée le 2 mai à la chancellerie fédérale de Berne.

A Strasbourg, des efforts mal récompensés

STRASBOURG
de notre correspondant régional
Chaque année à la pollution, Strasbourg est en mauvaise place sur la liste des villes françaises qui enregistrent des pics d'ozone. Cette, la politique de transparence, pratiquée par la capitale alsacienne - l'association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique (Aspa) fonctionne depuis 1979 - et les caractéristiques géographiques et climatiques de la ville expliquent cette mauvaise publicité. Mais la réalité est là : la cité rhénane n'arrive pas à se débarrasser de son « ozone », alors que, en une dizaine d'années, elle a divisé par trois les émissions des polluants industriels et a diminué sensiblement les autres rejets nocifs liés à la circulation automobile (oxyde d'azote, plomb, poussières, dioxyde d'azote et de sulfate).

Pourtant, les responsables strasbourgeois ne ménagent pas leurs efforts pour réduire le trafic automobile. Le plan de circulation mis en place en 1992 a réduit de 25 000 unités le nombre de voitures qui traversaient chaque jour le centre-ville. La réalisation de la première ligne du tramway (12 kilomètres), conjuguée à la création de « parkings-relais » aux entrées de l'agglomération a permis aux transports publics d'enregistrer une croissance de 43 %. La construction d'une deuxième ligne a été décidée, avec pour objectif une mise en service en 2001 et la

constitution d'un réseau fort de 36 kilomètres à l'horizon 2010. Le développement du tram va s'accompagner d'un nouveau plan de circulation au centre-ville, qui sera encore plus sévère pour les automobilistes. Alain Méneteau, directeur des transports et des déplacements de la Communauté urbaine de Strasbourg (COS), n'y va pas par quatre chemins : « Construire un tramway performant n'est bien sûr pas une fin en soi ; il faut absolument qu'il se substitue à la voiture et cette substitution, l'expérience le prouve, n'est pas complètement spontanée. » Autant dire que les mesures d'accompagnement pour « encourager » les automobilistes à utiliser les transports publics devraient être plus musclées qu'aujourd'hui, notamment en matière de réglementation du stationnement en ville.

LE LIEN TRAM-TRAM
En supposant que la municipalité atteigne ses objectifs en matière de transports publics et de pistes cyclables (500 kilomètres en 2004 contre 240 aujourd'hui), les risques de pollution par l'ozone ne seront pas écartés pour autant. Chaque jour, 50 000 Alsaciens viennent à Strasbourg pour y travailler : une grande majorité utilise la voiture, même si certains la laissent aux portes de la cité. Aussi à l'horizon de la ville, songe-t-on à réaliser le maillon manquant : connecter le tram au

train ; autrement dit, les deux types de matériels roulants pourraient utiliser les mêmes voies afin de permettre, en se passant de la voiture, les liaisons interurbaines inférieures à 50 kilomètres. Une « étude exploratoire » a déjà été réalisée. Les responsables alsaciens, en collaboration avec la SNCF, entendent creuser l'idée. En attendant, il y a de plus en plus d'ozone, et les Strasbourgeois ne peuvent rien pour réduire le trafic sur l'autoroute allemande, surchargée en semaine comme le week-end, qui longe l'autre côté du Rhin et passe à moins de dix kilomètres de la place Kléber.

Marcel Scotto

La Bretagne préservée de l'ozone

Selon une étude commandée par la direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIE) dans le cadre de la préparation du plan régional pour la qualité de l'air en Bretagne, 61 % des 303 personnes interrogées (en mai par le Laboratoire de recherches en sciences sociales [Lares] de l'université Rennes-II) s'inquiètent... de la pollution de l'air. Seules 17 % se préoccupent de ce qu'elles respirent ; dépourvue d'industries lourdes, la région apparaît plutôt préservée et émet peu d'oxyde d'azote, de soufre et de carbone. Aucun pic de pollution à l'ozone n'a été détecté dans la principale agglomération, Rennes, ces quatre dernières années. Seule ombre au tableau : la teneur en ammoniac, due aux élevages porcs et de volailles, pourrait se révéler importante. Mais, tout comme les pesticides, sa présence n'est pas mesurée en continu. C'est une des lacunes que le plan régional pourrait contribuer à pallier. Lancée lundi 25 mai, son élaboration devrait s'achever fin 1999. - (Corresp. rég.)

A La Rochelle, un jour sans lendemain

LA ROCHELLE
de notre correspondant
Ce 9 septembre 1997, décrété journée sans voiture, La Rochelle changea de bruit. On entendit l'abolition des chiens, le chant des oiseaux et le martèlement des marteaux-piqueurs à des kilomètres. Ce jour-là, la pollution sonore diminua de 50 % en moyenne. Ce fut une journée de bonne humeur, pendant laquelle on respira un air pur et on prit plaisir à flâner sur les quais. Le taux d'oxyde d'azote avait baissé de 150 microgrammes à 50 microgrammes par mètre cube d'air. Des parfums venus du parc envahirent les avenues.

En fait, ce fut une sorte de

dimanche. Car, si on a continué à travailler ce jour-là, les rendez-vous d'affaires avaient été déplacés, les livraisons avaient été avancées à la veille ou retardées au lendemain. Ce lendemain, précisément, les voitures reprirent le haut du pavé. Et la ville recommença à respirer l'azote, l'ozone, les particules fines, la saie et le plomb, malgré tous les efforts déployés pour débarrasser le cœur de la cité des véhicules qui n'ont rien à y faire ou qui ne font que passer.

Des projets de transport « multimodal » sont à l'étude dans le sillage du déjà classique bus de mer pour la plage. GEC Alstom prépare un tramway nouveau qui reliera le centre au quartier de l'université et du port de plaisance. Les petits vélos jaunes que la ville offre à ses citoyens ont fleuri, comme tous les printemps ; on les croise un peu partout dans cette ville plate qui leur convient si bien. Un grand parking souterrain s'est ouvert, cette semaine, au pied de la cathédrale, sous la plus vaste place de La Rochelle. Un nouveau plan de circulation a été imaginé, qui crée de nouvelles embouches en forme de canyons, de bandes rugueuses pour ceux qui n'ont pas absolument besoin de rouler dans le centre. Des pistes cyclables ornent les rives de plusieurs avenues. Hélas, comme les couloirs de bus, elles sont

souvent encombrées de voitures et donc impraticables.

Mais tout cela reste relativement superficiel. Les initiatives n'empêchent pas que La Rochelle, lorsque le soleil domine, sent toujours davantage le gaz brûlé que

Le 9 septembre 1997, ce fut une sorte de dimanche, et la pollution sonore diminua de 50 %

l'air du large. La plupart des vélos promènent des touristes plus que des autochtones. Les petites autos électriques restent bien souvent branchées à leur prise de courant, et le principal véhicule non polluant utilisé à La Rochelle demeure le bateau à voile. Pendant ce temps, les pierres de la vieille ville encaissée continuent à noircir et à se ronger inéluctablement sous l'effet des vapeurs acides. L'automobile a repris le dessus et les chevaux sont rentrés à l'écurie. Jusqu'au prochain 22 septembre.

Claude Dubillot

Rien n'égale la fraîcheur et la tranquillité des contreforts de l'Himalaya, à cent lieues des soucis du monde, pour vous revigorer radicalement. Séjournez quelques jours sur les hauteurs du Himachal Pradesh et vous y jouirez d'un véritable été indien. Ses vallées escarpées et ombragées, ses monastères mystérieux, son air cristallin, vous aideront bien vite à appréhender les choses d'une autre façon.

Une autre vision de la vie

Veuillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète.

Nom : _____

Adresse : _____

Office National Indien de Tourisme
13, Boulevard Beaumarchais, 75009 Paris
Tél. 01 43 23 30 45 - Fax 01 43 23 33 45
Minitel 3615 INDE
E-mail : info.inde@india-tourism.com
http://www.india-tourism.com/fr

India

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVÉ

21 LES AVENTURES DE MAI

par Patrick Rambaud

LUNDI 27 MAI 1968

A Billancourt, la détermination des ouvriers ne flanchait pas. Ils dormaient entre leurs machines, jouaient au ping-pong dans les cours, survivaient grâce à une solidarité sans relâche de la population. Ceux qui occupaient les locaux, roulés dans leurs couvertures, avaient passé une large part de cette nuit autour des transistors : ils avaient saisi le climat des négociations avec le gouvernement et le patronat. « A Grenelle, disaient-ils, ça tourne en rond. » Leurs désirs étaient clairs, affichés même sur un panneau, place Jules-Guesde. Il suffisait de savoir lire et de répondre par oui ou non :

Nos revendications au départ :

- 40 heures dans l'immédiat sans réduction de salaire.
- 1 000 francs de salaire minimum.
- La retraite à 55 ans pour les femmes.
- La 5^e semaine de congés payés pour les jeunes travailleurs.
- Liberté syndicale.

Dès l'aube, le flot des contestataires arriva dans l'usine pour rejoindre ceux des piquets de grève qui gardaient les bâtiments. Ils étaient douze mille, maintenant, dans le vaste hall de montage. Là-haut, sur une passerelle, se tenaient les délégués des principaux syndicats. Lantier parlait pour la CGT, selon la ligne établie puisqu'il n'avait aucune information supplémentaire à livrer :

— Les pourparlers traînent en longueur, camarades, pourtant ce que nous demandons est simple et précis. Nous voulons d'abord le paiement des jours de grève, et là-dessus, nous ne lâcherons pas !

Au terme de son jalon, très applaudi, Lantier céda la place à contrecoeur au délégué de la CFDT qui accentua ses propos et leur donna une couleur poétique ; il en appela à la solidarité avec les étudiants, dans une demi-indifférence, mais sut revenir à temps aux problèmes très concrets qui agitaient les ouvriers de la Régie, en réclamant la poursuite du mouvement jusqu'à la victoire complète. Et la foule réunie scandait en criant, poings levés : « Gouvernement populaire ! » A cet instant, un métallo apporta un mot à Lantier qui put apprendre à tous que les accords venaient d'être conclus à Grenelle.

— Gouvernement populaire ! répétaient les ouvriers. Georges Séguy arriva au sortir de sa nuit blanche, boudiné dans son costume de Tergal, étranglé par une fine cravate noire ; il rejoignit les dirigeants sur la passerelle au milieu de ses prétoiriers. La nuit avait été éprouvante. Tout avait changé d'un coup lorsque le Parti l'avait prévenu, par un émissaire, que la gauche manigançait une réunion monstre au stade Charléty avec les étudiants et la CFDT. Il fallait prendre de court ces faux frères, hâter la négociation et ficeler un accord, même provisoire, pour désamorcer ce meeting. Devant les patrons, Séguy s'était même engagé à faire reprendre le travail dans deux ou trois jours. Il devait cependant soumettre le compromis à la base. Rendez-vous avait été pris à Billancourt. Il parla au micro. Sa voix résonnait sous la charpente métallique. Il énuméra les points résolus, comme la majoration du SMIG de 35 % :

- Et les salaires ?
- Par étapes et par secteurs.
- C'est bien joli ! hurla un homme en casquette debout sur un parpaing, mais si les prix augmentent encore plus ?
- Et les allocations familiales ? demanda un autre.
- Dans le budget de l'année prochaine...
- Promesses !
- La durée du travail ? dit un gros moustachu.
- Progressive, répondit Georges Séguy, pour aboutir enfin aux quarante heures...
- Tout de suite ! brailla le moustachu.
- On n'a pas fait onze jours de grève pour des prunes ! reprit un ajusteur en canadienne.
- Les tracts syndicaux pourront circuler...
- Ils circulent déjà !

Les esprits s'échauffaient, les poings se serraient. Georges Séguy posa la question :
— Devons-nous reprendre le travail ?
— Hououououou !
— De toute façon, la CGT n'a pas donné le mot d'ordre de grève, comment pourrait-elle l'interrompre ?

Dépassé par la situation, incapable de l'orienter, le leader communiste s'en sortait par une pirouette. Les usines allaient partout rester occupées. C'était l'impassable.

SUR le cadran de son téléphone, d'un doigt fébrile, le député Jurieu avait composé un numéro et il parlait d'une voix blanche :
— Grenelle a échoué à cause de la CGT, bien sûr. Qu'est-ce que tu racontes ? Des faux jetons, ça, je ne te le fais pas dire ! Ils ont signé le protocole de Pompidou et ils se sont empressés de consulter la base pour le jeter au panier ! Spontanément ? Ah non, je ne gobe pas ces sornettes ! Ils veulent le pouvoir, voilà...

Madame Jurieu se planta devant son mari. Elle avait mis un corsage d'été en Nylon et une jupe courte, des souliers fauve à talons avec une lanière à boucle sur le dessus, comme les danseuses de flamenco ; elle portait en bandoulière un sac de voyage en cuir. Jurieu poursuivait sa conversation nerveuse sans se soucier de cette présence :

— De toute façon, les ouvriers de Renault sont manipulés par les communistes, alors... Tu dis ? A quelle heure ? (Il jeta un œil sur sa montre bracelet). Je peux venir, évidemment ; je le veux, même. Le temps de traverser la Seine...

Quand Billancourt espérait, collé au transistor

— Chéri, murmura Madame Jurieu, je file chez les Portallier.
— Quoi ? dit son mari en se tournant vers elle. Tu vas où ? Et puis tu vas où tu veux, je parle à Thévenon ! Allô ? C'est ma femme, mon pauvre vieux, oui, c'est ça, elle est incapable de piger la gravité de la situation !
Madame Jurieu fit la moue et insista :
— Plusieurs jours...

— Bon débarras ! répondit Jurieu en agitant les doigts comme pour la chasser, mais elle restait et écoutait.
— Dans une demi-heure, ça ira ? Je viens à pied, bien entendu... Plus une goutte d'essence, plus de taxis. Ils nous font marcher, les salauds ! A tout de suite.
Il raccrocha et, remarquant enfin le sac de voyage, demanda à sa femme :
— Qu'est-ce que tu fais ?

Dès l'aube, le flot des contestataires arriva dans l'usine pour rejoindre ceux des piquets de grève qui gardaient les bâtiments. Ils étaient bien douze mille maintenant, dans le vaste hall de montage.

— Je te l'ai dit.
— Je parlais avec Thévenon. Je t'écoute.
— Je vais chez Solange Portallier, elle est terriblement inquiète et...
— A cause de son nigaud de fils, c'est ça ? Eh bien va soutenir le moral de ta copine.
— Plusieurs jours...
— Parfait ! Je ne t'aurai pas sur le dos. Prends quand même tes clés parce que, « dans plusieurs jours » (il singait la voix de sa femme), je ne sais pas où nous en serons !
Il la regarda partir avec son sac à l'épaule et respira en entendant claquer la porte. Quelle inconscience ! pensait-il. La révolution, la vraie, avec des



IMPRESSION DE MAI

Meeting de Charléty

Claude Dreyfus

27 mai 1968

Paris le stade Charléty

Mardi 27 mai

Les étudiants attendent

l'arrivée de Pierre

Séguy

à Paris

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

Le 27 mai 1968

PASSÉ-PRÉSENT

Guy Bastianelli Un établi aux champs

Michel Braudeau

L y a des horizons rustiques qui ont hanté l'inconscient des soixante-huitards, comme des promesses d'Eden, de nouvelles Cythère vers lesquelles on s'embarquerait un jour, après la bataille des villes. L'une de ces terres de rêve et de mission fut le Larzac et son célèbre cri de ralliement « Gardarem lou Larzac ! », qui connaît bien des variantes ; une autre fut les Cévennes.

Pourquoi les Cévennes ? On se le demande encore. En hommage au passage dans la région du grand Robert Louis Stevenson, avec son âne ? Plutôt à cause de la sauvagerie et de l'apreté du lieu. Les Cévennes, c'est vrai, c'est rude, c'est notre western à nous, et c'est tellement français. Ceux qui ne faisaient pas tout de suite une psychanalyse pour se remettre du mois de mai commençaient parfois par un retour à la terre, ce qui en dit long sur la permanence de certaines valeurs de l'humus. On vit des enseignants, des journalistes, partir faire des fromages de chèvre. Pas longtemps, du reste, la terre est basse.

Guy Bastianelli est un des très rares « établis » aux champs à y être resté, avec succès. Si l'on part de Nîmes vers Alès, que l'on passe par Anduze et Saint-Jean-du-Gard, que l'on quitte la route de Saint-André-de-Valborgne pour un petit hameau, Auzillargues, on monte par une chaussée tourmentée sur le flanc méridional de la corniche des Cévennes. Le relief est accidenté, le climat humide, on ne peut y faire pousser que des arbres et pratiquer l'élevage. C'est là que vit Guy Bastianelli et sa compagne, Catherine, avec le fils de celle-ci, Jérôme, dix-huit ans. « Je suis le seul garçon d'une famille de huit enfants. Mon père était médecin, ma mère s'occupait de mes sept sœurs et de moi. En mai 68, j'avais vingt-quatre ans. J'avais fait mon service, j'étais marié, un enfant, et je travaillais au service technique des phares et balises. Mes parents étaient plutôt de droite et leurs enfants, de gauche. En 68, on ne pouvait plus travailler sur les balises à partir de la digue du large du port de Marseille, bloquée par les dockers. Donc j'ai suivi ma grande sœur dans les manifs et ça a été mon vrai engagement. »

Il s'inscrit alors au PSU et s'installe en 1970 en communauté près d'Alès-en-Provence. Quatre familles, pas d'étudiants. Un ingénieur, un psychiatre, une infirmière, une assistante sociale, lui et sa femme. « On voulait une communauté très politique, maoïste. On était plus proches de Vive la révolution (VLR) que du PSU. On refusait les rapports privilégiés, les rapports de couple étaient interdits. On était redevenus des individus. Untel, untel et non plus madame et monsieur. Tous les enfants étaient élevés en commun, le fric était mis en commun. Dans cette ambiance très dure, ma femme a craqué, elle est partie au bout d'un an. Le climat est très militant, on fait des assemblées générales tous les soirs. Une tentative de suicide dans le groupe ne suffit pas à donner l'alerte. Quatre mois plus tard, Guy craque à son tour. « Je vous dis pas le soulagement quand je suis parti. Je suis allé vivre avec ma grande sœur et m'a femme m'a rejoint. »

C'est alors que le service des phares et balises propose à Guy une affectation en Guyane, en 1972. Il y va, mais la vie de colon ne lui plaît pas. Au bout d'un an, il rompt son contrat et rentre. Il va rejoindre à Marseille la communauté de la Pomme. Des profs de fac, six couples, quatorze enfants. Guy abandonne les phares et les balises et devient l'homme à tout faire de la communauté. Il répare les voitures, cultive le jardin, s'occupe de la basse-cour et des cochons. De là, il fait la connaissance d'une autre communauté, la Rouvillante, en Lozère. Il découvre la vie à la campagne, reste à cheval sur les deux communautés et, après une deuxième rupture avec sa femme, s'installe en Lozère et élève des chèvres. En 1977, il est inscrit à la

Mutualité sociale agricole, en Lozère. Avec une amie, Claire, il achète une maison en ruine pour 40 000 F. « Il y avait beaucoup d'échanges entre les communautés qui se cassaient la gueule, à l'époque, je faisais des chantiers au noir et j'é-

tais, mais on n'est jamais revenu sur nos pas. Ce qui n'empêche pas d'avoir le satellite et Internet. Du coup, les vieux Cévenols qui nous traitaient de hippies nous respectent. Et disent qu'ils n'auraient pas dû laisser partir leurs enfants. »



Guy Bastianelli : « Je me suis remis à la politique, au niveau local. On est bio, écolo. On n'a jamais eu le blues d'après 68. Pour nous, il s'agissait de rompre avec la ville, et on a réussi. »

PAROLES

« Évidemment, tu as été sur les barricades, la police t'a chargé et matraqué comme les étudiants, les camarades. Tu participes aux discussions, aux travaux des commissions, aux grandes manifestations populaires. Parmi les dix millions de grévistes, les travailleurs tiennent aussi leur place. Or, au cours de ces journées décisives, soit dans les grèves, soit dans les manifestations, soit à la radio ou à la télévision, aucune femme n'est apparue comme porte-parole. Dans les pourparlers entre syndicats, patronat et gouvernement, nul n'a réclamé formellement l'égalité des rémunérations, nul n'a envisagé la création d'un service collectif et de crèches pour soulager les femmes de leur double journée de travail. (...) Les étudiants et les jeunes veulent une morale identitaire, pour les filles et les garçons. C'est un aspect du changement. Ce n'est qu'un aspect. D'autres tabous sont à renverser. Il faut que la société où va se construire soit l'œuvre des femmes aussi bien que des hommes, qu'elle donne à toutes les femmes des chances égales à celles des hommes. »

Mouvement démocratique féminin (MDF) stand dans la cour de la Sorbonne

« Jeunes femmes rouges, toujours plus belles »

Slogan

DES JOURS AUX NUITS

LE 27 MAI 1970, Georges Pompidou donne l'ordre de protocole de Grénelle, après vingt-cinq heures de discussions. Les syndicats se sont mis d'accord sur la détermination du SMIG, l'augmentation des salaires, la durée du travail, l'âge de la retraite, des allocations familiales, l'allocation veuve, les pensionnés âgés, l'exercice des droits syndicaux dans les entreprises, l'égalité, les conventions collectives, les ordonnances sur la sécurité sociale, l'automatisation des entreprises, le droit de grève et leur répression. Mais il reste encore beaucoup de points à débattre et personne n'a signé, car les syndicats veulent d'abord aller recueillir l'avis de leur base. Or celle-ci n'est pas prête à reprendre le travail, car elle « n'a pas fait tout cela pour 10 % d'augmentation seulement ».

Le 30 mai, au Palais-Royal, les dirigeants du CGT, René Fréchet et Georges Séguy, ont signé juste après un vote massif des délégués en faveur de la continuation de la grève, à main levée et au cri d'« unité » et de « gouvernement populaire », et ne réussissent pas à faire reprendre le travail. Il faudra attendre le 1^{er} juin pour que le contact soit pris entre les syndicats de Renault et la direction de la Régie, le 12 pour que les négociations s'engagent, le 16 pour que l'accord soit réalisé et que, le 18, le travail finalemment reprenne.

Les conditions sont identiques chez Renault à Paris, Boulogne-Billancourt, Saint-Denis, Nanterre, Colombes, Levallois-Perret et la Seine-Saint-Denis.

Le 1^{er} juin, le premier ministre reçoit les dirigeants des organisations syndicales agricoles nationales, qui n'étaient représentés que par des « observateurs » à Grénelle.

Le 5 juin, la tendance est au développement des grèves de canton se produisant à Paris.

Le 6 juin, un communiqué du CGT se déclare prêt à appliquer l'accord sans aucun retard.

Le 7 juin, au conseil des ministres exceptionnel, tenu à l'Élysée, approuvé l'ordre du jour de loi-cadre qui sera votée à l'Assemblée le 16 juin 1968.

Le 8 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique.

Le 9 juin, Walter D. Rochet, secrétaire général du Parti communiste, adresse une lettre à Guy Bastianelli (PSU) proposant une rencontre pour discuter d'un « programme alternatif communiste » de gouvernement.

Le 10 juin, le CGT organise, à 17 heures, deux assemblées simultanées dans Paris pour faire « entendre le compte rendu des négociations en cours entre les centrales syndicales, le patronat et le gouvernement ».

Le 11 juin, après les élections des 23 et 24 mai, l'UNEF sent sa puissance amoindrie. Elle s'est ralliée à l'arrêt des négociations à Grénelle. Les manifestants ont été interdits. Les étudiants ont fait grève. Après négociation avec le gouvernement, et malgré le veto du général de Gaulle, les lycéens ont obtenu un droit de manifestation à 17 heures du carrefour des Gobelins et un meeting au stade de France le 12 juin. Les étudiants ont obtenu le droit de manifestation à 17 heures du carrefour des Gobelins et un meeting au stade de France le 12 juin. Les étudiants ont obtenu le droit de manifestation à 17 heures du carrefour des Gobelins et un meeting au stade de France le 12 juin.

Le 12 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique. Le 13 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique. Le 14 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique.

Le 15 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique. Le 16 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique. Le 17 juin, le conseil d'administration du Syndicat national de l'enseignement secondaire pour se consacrer à l'action politique.

stalinien à la porte de l'Élysée, nous menace pour de bon, et elle va consoler cette Solange qui n'a pas réussi à élever convenablement son fils ! Il enfila sa veste et sortit à son tour. Dans les rues, les Parisiens circulaient à vélo ; d'autres poussaient à la main leur voiture devant une pompe à essence encore en fonctionnement pour mendier quelques litres ; devant un libre-service, des ménagères se plaignaient de ne plus trouver de sucre.

Jurieu traversa le pont de Solferino pour gagner, sur la rive gauche, la rue du même nom. Des cages, des emballages, des cartons envahissaient le quai Anatole-France et montaient jusqu'aux toits des voitures à l'arrêt. Deux cents mètres plus loin, il entra dans l'immeuble qui abritait le centre des comités de défense de la République. A l'intérieur cela bourdonnait. Jurieu retrouva Thévenon au premier étage :

— Merci, compagnon, dit celui-ci en serrant très fort la main de Jurieu.

— Quel est notre plan d'attaque ?

— Notre direction collégiale vient de décider une manifestation publique pour jeudi, aux Champs-Élysées, il faut donc ramener nos amis de Paris, de banlieue, de province, téléphoner partout. Tu appartiens à une association d'anciens résistants, pas vrai ? Dis-leur que le Général compte sur eux, qu'ils se débrouillent pour nous aider à riposter en nombre !

— Cela suppose qu'on décide des cars, de l'essence.

— Par n'importe quel moyen, oui. Nous y parviendrons. Si on manque notre démonstration, les communistes s'empareront du pouvoir. Avec les fédérés, ils parlent déjà d'un gouvernement provisoire, tu te rends compte ?

— Hélas !

— Le pouvoir est vacant, Jurieu. Debré a remis sa démission, Pompidou travaille pour lui et contre le Général, qu'il espère remplacer ; ce n'est pas le moment de ramolir.

— Jeudi ? On n'a que deux jours.

Pour se donner du cœur, ils tournèrent les yeux ensemble vers une photo encadrée du général de Gaulle à Londres, comme vers une image pieuse.

ERIC THÉVENON portait Marianne sur ses épaules. Chaudill moulant, Jean de velours brun, elle s'époumonait comme une furie : « Pouvoir ouvrier ! » D'autres étudiantes à longs cheveux, radieuses, avec des drapeaux noirs, elles aussi perchées sur des épaules, chevauchaient en foulant la cendre du stade Chapléty ; elles lançaient des slogans et chantaient. Les syndicats étudiants, augmentés des groupuscules, avaient négocié auprès de la préfecture la tenue d'un meeting pacifique dans un endroit clos et facile à contrôler. Pour éviter les heurts et leurs inévitables brutalités, en échange de cette autorisation il avait été convenu qu'aucun policier ne rôderait dans les parages ; que le service d'ordre de l'UNEF et des gauchistes en assureraient le bon déroulement, et, surtout, la dispersion dans le calme à la nuit tombée. Alors un long cortège avait dans la soirée remoné l'avenue des Gobelins vers ce stade, symboliquement construit entre la Cité universitaire et l'usine Snecma du boulevard Kellermann. Pour une fois, les maoïstes avaient consenti à participer, et ils vendaient leurs journaux à l'entrée, à côté des journalistes de l'ORTF qui distribuaient des tracts pour expliquer leur grève. Sur le parcours, seul incident, un commando avait crié « CRS-SS ! », mais il fut semé et accepta de se taire pour rentrer, sans casque, dans le cortège reconnu. Il y avait trente mille personnes sur les gradins et la pelouse du stade ; c'était une foule mélangée et heureuse de l'être, étudiants, ouvriers, gauchistes de divers groupes, mais aussi lycéens des comités d'action, cadres, employés.

Des formules déjà célèbres retentissaient, portées comme une houle par des milliers de voix : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » Un bataillon des métaux de Sud-Aviation et de Fins entra sur le stade sous les ovations, comme ces employés qui tenaient haut une pancarte du « syndicat démocratique du Crédit lyonnais ». A 19 heures, Jacques Sauvageot monta à la tribune pour le discours d'ouverture :

— La violence peut se justifier, dit-il au micro. Aujourd'hui, nous ne la croyons pas efficace. Le gouvernement, ça a trouvé des alliés.

Un éclat de rire secoua le stade, car on pensa aussitôt et par réflexe aux communistes et à la CGT qui aidait de Gaulle mieux que les gendarmes mobiles : l'Humanité avait sorti une édition spéciale pour dénoncer « une manœuvre de grande envergure qui se développait dans le dos des travailleurs », et, pour dissuader ses troupes de se rendre à Chardéy, la CGT avait programmé douze défilés dans Paris. Quelqu'un cria :

— Séguy, démission !

— Séguy, démission ! reprirent les chœurs.

— Le gouvernement et ses alliés, continua Sauvageot, veulent diviser ouvriers et étudiants. Nous recherchons une stratégie, une ligne politique : que chacun donne son avis, s'exprime librement.

Il y eut une succession de discours pour souligner le caractère révolutionnaire des journées de Mai, notamment celui d'un ancien responsable de la CGT, qui avait brusquement quitté la centrale ouvrière. Très ovationné, il réussit à placer son couplet :

— Il faut s'organiser vite, très vite, et dans un climat de libre discussion. La révolution exige le foisonnement et la diversité des idées !

Au pied de la tribune, Rodrigue et Théodora entendirent des gens de l'UNEF proposer à Pierre Mendès France de prendre la parole, mais l'ancien président du conseil refusa sous un prétexte prudent : « Non, c'est une réunion syndicale. » Qu'importe, tout le monde avait remarqué sa présence ; cela devrait suffire au seul représentant de la gauche classique qui ne se faisait pas huer par la jeunesse. Il se savait en réserve. Des centristes, des députés de droite, voire des ministres, pensaient à lui comme à un recours, et ils proposaient même de se rallier à son éventuel gouvernement provisoire, si le Général s'en allait ; seuls les communistes le détestaient.

— Hé ! dit Rodrigue à Théo. Qui je vois ?

— Marianne ? Je l'ai déjà aperçue avec ses maos.

— On pourra dire à Fortallier qu'elle est en pleine forme.

— Si on le retrouve.

— J'ai informé demain chez ses parents, promit Rodrigue.

Si on revoyait ces jours-ci Roland, Théo était bien résolu à ne pas lui parler de Marianne, qu'elle s'évertuait à lui faire oublier.

(à suivre)

Crise ou stabilisation en Russie ?

par Alain Blum

LES derniers soubresauts politiques en Russie sont souvent interprétés comme de nouveaux témoignages de la crise politique, sociale et économique de ce pays. La nomination difficile du premier ministre est ainsi perçue comme l'expression renouvelée de l'arbitraire du pouvoir présidentiel et de l'absence d'un régime politique réellement démocratique. L'Etat continuerait, de plus, à manquer à ses tâches élémentaires. Mais une autre analyse peut être suggérée, qui prenne mieux en compte les dynamiques sociales que l'on peut observer depuis quelques années.

Il est pratiquement impossible de mesurer directement « l'état de la Russie ». Les indicateurs économiques usuels n'ont guère de sens : la chute de la production des immenses complexes productifs hérités de l'URSS conduit à une image d'une économie en crise et excluant du marché du travail des couches entières de la population. En revanche, le développement d'une économie encore informelle, fondée en particulier sur le développement des services, échappe en grande partie à la mesure statistique. Un regard sur les dynamiques sociales, en particulier démographiques, est un indicateur plus précis des changements. Or ces dynamiques suggèrent que la Russie est aujourd'hui sortie de l'instabilité apparue au milieu des années 80.

L'espérance de vie avait été l'objet d'une attention particulière, tant elle avait baissé, au début des années 90. Cette baisse exprimait surtout un processus complexe de réponse aux premiers chocs du milieu des années 80. Or, depuis trois ans maintenant, elle est à nouveau en hausse, se rapprochant des valeurs du début des années 80. De l'ordre de 60 ans pour les hommes et 72,5 ans pour les femmes, elle est encore loin d'évoquer une situation satisfaisante, en comparaison avec les autres pays européens, mais cette croissance exprime bien un retour à une situation normalisée. La poursuite prévisible de cette tendance devrait marquer une convergence progressive entre la Russie et le reste de l'Europe.

La chute de la fécondité, aujourd'hui parmi les plus faibles d'Europe (légèrement supérieure à 1,2 enfant par femme), révèle non pas tant un rejet du désir d'enfant qu'un retard progressif du premier mariage qui était auparavant précoce pour les

femmes. Elle démontre un lien plus fort entre constitution de la famille et intégration au marché du travail. Elle montre ainsi une maturité croissante de la population.

La baisse de la pratique de l'avortement en est un autre indicateur. Sans doute la baisse de la fécondité se poursuivra-t-elle, alimentant de nouveaux discours alarmistes, alors qu'elle n'est qu'une expression renforcée d'une stabilisation sociale.

Ce regard sur une société en cours de changement et qui est maintenant sur la voie d'une réelle stabilisation est confirmé par quelques indicateurs socio-économiques, comme la croissance de la possession de certains biens d'équipement (automobile, etc.).

Il ne s'agit pas de nier les immenses problèmes auxquels se heurte le pays. Mais il faut considérer que le processus de réajustement qui a suivi 1985 est maintenant bien avancé

Enfin, les acteurs de la vie économique se sont maintenant fortement modifiés. Après une première phase, durant laquelle les entreprises privées se sont développées sur la base d'initiatives individuelles de faible ampleur, le processus de privatisation a conduit à la réintégration des élites traditionnelles (anciens membres du parti, responsables ministériels ou responsables économiques durant la période soviétique) qui ont, de manière plus ou moins honnête, repris le contrôle d'une grande partie des entreprises.

Cette situation peut, bien entendu, s'interpréter d'un point de vue moral et être perçue comme l'absence d'un droit établi en Russie. Mais elle exprime aussi l'existence de noyaux stables qui structurent le marché économique russe et qui ne peuvent être réduits à cette fameuse « mafia », terme qui est en réalité l'expression d'une incompréhension des formations sociales, même, si, bien entendu, la criminalité économique existe.

Plus généralement, un réel Etat de droit, garant de règles de jeu d'une économie de marché, dont l'absence a longtemps été soulignée, semble aujourd'hui se constituer. La campagne d'impo-

sition de cette année en témoigne. L'Etat russe ne se révèle toujours pas capable de recouvrer l'ensemble des impôts qui lui sont dus. Mais le langage a changé, les pratiques se modifient sensiblement : l'action du contrôle fiscal est devenue plus apparente.

Le discours traditionnel qui stigmatisait une mainmise totale de la mafia sur l'économie s'est transformé en une stigmatisation des Russes ou des entreprises qui ne paient pas l'impôt et qui sont donc bien considérés publiquement comme les acteurs d'une vie économique qui échappe à l'Etat. Il y a là une réelle prise de conscience, et donc une action en conséquence, qui substitue au discours de l'impunité celui de l'action légitime d'un Etat garant du bien public, qui préfère mettre

l'accent sur la nécessaire action d'un contrôle fiscal, plutôt que d'affirmer son impuissance en prenant prétexte d'une criminalisation de l'économie.

En revanche, le secteur social reste en retard sur ces évolutions. L'adaptation des administrations chargées des politiques sociales et de la santé est un problème majeur.

Dans ce domaine, les administrations centrales conservent des comportements traditionnels, soviétiques, quand elles n'étaient qu'un rouage d'une politique unifiée et homogène. La décentralisation croissante, le pouvoir renforcé des administrations régionales, l'ampleur des différenciations sociales les rendent impuissantes, coûteuses et inadéquates. Une part croissante du budget de la santé échappe au ministère de la santé qui continue à concevoir sa politique à travers un soutien exclusivement technique, fondé sur une infrastructure médicale dégradée. Incapable de se doter des moyens de définition d'une politique globale, il ne cherche qu'à sauver une structure qui, déjà, fonctionne parallèlement à des structures régionales ou de type mutualiste.

Les grands problèmes de santé contemporains liés à l'alcoolisme,

à la prévention d'une mortalité accidentelle exceptionnellement importante ou au sida sont négligés. De nombreux programmes internationaux, comme certains programmes européens d'assistance technique, continuent malheureusement à privilégier des actions locales, expérimentales, coordonnées par une administration de la santé qui privilégie sa survie et utilise une partie de ces fonds pour son propre fonctionnement, plutôt que de tenter de soutenir un changement réel de la conception politique de la santé. Ils continuent ainsi à développer une conception du soutien qui s'apparente plus à celle mise en place dans les pays en développement et sont incapables de proposer une véritable restructuration des politiques de santé.

Il ne s'agit pas, ici, de nier les immenses problèmes auxquels se heurte la Russie. Mais il faut considérer que le processus de réajustement qui a suivi 1985 est maintenant bien avancé et que les tendances actuelles doivent être lues dans un cadre plus normalisé. Il faut cesser de voir ces tendances comme une dynamique continue de dégradation, mais mettre l'accent sur un réel retournement. Ce dernier n'est pas exempt de tensions et de contrastes, mais permet, peu à peu, d'apporter des réponses positives aux problèmes de la Russie.

Dès lors, le fait marquant n'est pas telle décision du président jugée irrationnelle et autoritaire, mais beaucoup plus les nombreuses discussions politiques qui la suivent. Elles ont permis une expression forte des partis politiques qui ont pris une réelle place dans la vie politique. Les députés ont été contraints de se définir par rapport à un rattachement réel à des entités jusqu'alors assez floues. Ils ont induit une réelle négociation, et ont contraint le candidat au poste de premier ministre à présenter un discours de politique générale, expression d'une certaine démocratie parlementaire. Le débat politique est bien passé par l'intermédiaire des députés et des partis, les discussions ont été sensiblement plus ouvertes et publiques qu'auparavant.

Alain Blum est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Le naufrage du programme Rafale

par René Galy-Dejean

EN Europe, dans le monde et sur le plan intérieur : la France aéronautique est en train de perdre sur tous les tableaux. Affirmation choquante ? Mettons en perspective une accumulation impressionnante d'événements récents.

Tous les analystes s'accordent autour du thème de l'encerclement et de l'isolement de la France en Europe, grâce à la constitution d'un réseau financier et d'un Mécène industriel, civil et militaire, que personne ne pouvait imaginer il y a un an. Ce réseau a un maître d'œuvre : la firme anglaise British Aerospace (BAE), forte de son savoir-faire et dotée d'une puissance financière redoutable. BAE vient d'acquiescer 35 % de l'avionneur suédois Saab, promoteur d'une gamme d'appareils civils mais aussi du Gripen, un avion d'arme concurrent bon marché de nos avions de combat. Le groupe britannique souhaite participer à la privatisation de la société espagnole CASA et négocie, en Italie, avec Alenia.

En Allemagne, la filiale aéronautique DASA n'est pas à vendre ; la fierté de ce pays ne s'en accommoderait pas. Mais il est clair que l'industrie allemande, dans la recherche de sa plus grande efficacité, a beaucoup hésité entre l'Europe et les Etats-Unis. Le rachat de Chrysler par Daimler-Benz marque un premier choix. Le second pourrait être celui d'une alliance entre BAE et DASA pour une acquisition outre-atlantique. Autre risque pour la France : celui d'un accord BAE-DASA, aux termes duquel BAE laisserait la main à DASA au sein d'Airbus en échange du pouvoir dans l'aviation de combat.

Cet encerclement européen de la France, principalement militaire, aura de toute façon, s'il se confirme, une conséquence sur le dossier Airbus. On connaît les rapports de force au sein d'Airbus : 37 % pour Aerospatiale et pour DASA, 20 % pour BAE et 6 % pour l'Espagne. Si l'on était passé du GIE civil à la société privée avec ces quotas, la France et l'Allemagne resteraient maîtres du jeu. Mais, à la suite d'une erreur stratégique française incompréhensible, il est question de créer à l'échelon européen une société E ou Airbus, regroupant l'aéronautique civile et militaire. Dès lors, et même si Aerospatiale se présente, lors de la discussion des valorisations, renforcée des 45,7 % de Dassault-Aviation, elle ne ferait pas le poids face à BAE lésée de SAAB et présente dans CASA et Alenia.

Pour cela trois gestes forts sont nécessaires de la part du gouvernement. Le premier serait à caractère diplomatique envers les Allemands. Je regrette que ce projet industriel n'ait pas été mis dans la balance des discussions sur l'Euro. Chaque jour, les élites françaises abandonnent l'ingénierie industrielle pour l'ingénierie financière, avec le succès que l'on sait. La France ne peut-elle rester mieux en phase avec l'Allemagne ?

Un deuxième geste fort serait une large ouverture du capital d'Aerospatiale, à défaut d'une privatisation. Cela renforcerait l'assise financière de la société et lui donnerait meilleure figure pour un mariage avec les Allemands qui font de cette ouverture du capital une condition pour Airbus. Faut-il de quoi, Aerospatiale restera vieille fille, délaissée et toujours nationalisée. Car le système que le gouvernement semble nous proposer et qui consisterait à ne privatiser, en invoquant l'Europe pour se dédouaner vis-à-vis des communistes, que la partie d'Aerospatiale incluse dans Airbus est un faux nez qui n'attirera personne.

Troisième geste fort nécessaire : une commande groupée plurinationnelle du Rafale enverrait Dassault, tout en facilitant l'exportation, et permettrait peut-être de sauver ce programme, s'il n'est pas déjà trop tard.

nombre des ventes et des modernisations, l'exportation ayant un rôle essentiel.

Si le Rafale n'effectue pas de percée rapide à l'étranger et si l'Etat doit acheter l'avion au compte-gouttes sur une ou deux décennies, le programme n'a plus d'intérêt. Le coût de chaque exemplaire restera élevé. Les baisses de prix qui sont espérées sur la série seront irréalisables.

Il en résulte que la situation de force qui était censée être celle de l'Etat - supposé faire pression sur Dassault en « retenant les commandes du Rafale », soit pour faire baisser les prix, soit pour pousser à la fusion avec Aerospatiale - est en train de perdre toute réalité, sinon de s'inverser. Pour peu que le Rafale essuie, à bref délai, un nouvel échec à l'exportation, le programme n'aura plus aucun intérêt pour Dassault. Son rapprochement avec la holding nationalisée Aerospatiale sera, pour Dassault, devenu une opération archaïque. Déjà, le groupe s'oriente seul et directement vers BAE, pour un accord de coopération entre des bureaux d'études qui concevront le prochain et unique avion de combat européen.

Pour échapper à cette conjoncture désastreuse, il faut absolument recréer l'axe aéronautique franco-allemand, aujourd'hui compromis

Toutes les conditions sont réunies pour le naufrage du programme Rafale. Si notre armée de l'air ne peut s'équiper de cet avion, force sera de reconnaître que la France n'aura plus d'armée de l'air digne de ce nom. Plus grave, la deuxième composante aéroportée (Rafale et missile air-sol nucléaire) de la dissuasion aura vécu.

Pour échapper à cette conjoncture désastreuse, il faut absolument recréer l'axe aéronautique franco-allemand aujourd'hui compromis. Une fusion entre Aerospatiale et DASA serait salvatrice car elle ouvrirait le jeu au niveau européen.

Pour cela trois gestes forts sont nécessaires de la part du gouvernement. Le premier serait à caractère diplomatique envers les Allemands. Je regrette que ce projet industriel n'ait pas été mis dans la balance des discussions sur l'Euro. Chaque jour, les élites françaises abandonnent l'ingénierie industrielle pour l'ingénierie financière, avec le succès que l'on sait. La France ne peut-elle rester mieux en phase avec l'Allemagne ?

Un deuxième geste fort serait une large ouverture du capital d'Aerospatiale, à défaut d'une privatisation. Cela renforcerait l'assise financière de la société et lui donnerait meilleure figure pour un mariage avec les Allemands qui font de cette ouverture du capital une condition pour Airbus. Faut-il de quoi, Aerospatiale restera vieille fille, délaissée et toujours nationalisée. Car le système que le gouvernement semble nous proposer et qui consisterait à ne privatiser, en invoquant l'Europe pour se dédouaner vis-à-vis des communistes, que la partie d'Aerospatiale incluse dans Airbus est un faux nez qui n'attirera personne.

Troisième geste fort nécessaire : une commande groupée plurinationnelle du Rafale enverrait Dassault, tout en facilitant l'exportation, et permettrait peut-être de sauver ce programme, s'il n'est pas déjà trop tard.

René Galy-Dejean est député RPR de Paris et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.



LA FRANCE
Exposition-vente du 29 mai au 13 juin 1998

La France accueille le monde, c'est le moment de découvrir l'immense esprit français sous toutes les coutures et dans toutes les formes :

- Ses marques mythiques : Jacquard, François, Souleuvre, Côté Bastide, Laguide...
- Ses traditions et arts populaires : une sélection des arts et des nos Provinces.
- Ses produits régionaux.
- Sa grande cuisine et ses grands vins.
- Sa culture : consultez nos livres, guides et objets d'art.

UNE EXPOSITION À DÉCOUVRIR ET À DÉCOUVRIR
PRINTEMPS HAUSSMANN

Le retour des mercenaires

LES COMPAGNIES de mercenaires se multiplient désormais, offrant leurs services privés à des Etats - une quarantaine dans le monde - trop faibles ou trop instables pour encadrer, équiper et entretenir une armée régulière apte à maintenir la sécurité extérieure et intérieure du pays. Ce constat devient si préoccupant que de nombreux services d'analyse en Europe viennent d'attirer l'attention de leurs gouvernements.

En France, la délégation aux affaires stratégiques (DAS), qui dépend du ministre de la défense, a tenté d'apprécier ce renouveau du

mercénariat. Au-delà de son contexte folklorique, note-t-elle, le phénomène laisse apparaître des dérives qui constituent « une menace réelle pour tous les peuples » quand le mercénariat échappe aux responsabilités sécuritaires d'un Etat et est mis « au service d'une minorité oligarchique ».

UN « COMMERCE LUCRATIF »
Le dernier numéro de la revue interarmées *Les Cahiers de Mars*, éditée par les anciens stagiaires des instituts d'enseignement militaire supérieur, consacre un dossier spécial au mercénariat. Au

Royaume-Uni, aussi, la découverte récente que des sociétés ayant pignon sur rue à Londres sont capables, en défilant les embargos de l'ONU, de louer armes et hommes à la Sierra Leone, par exemple, a fait les gros titres de la presse, alimentée de toute évidence par des indiscretions qui émanent des services spéciaux britanniques.

On est loin de ce qu'on appelait jadis, au choix, le « soldat perdu », les « affreux » ou encore les « chiens de guerre ». C'était le temps de l'artisanat, en quelque sorte, quand d'anciens soldats sans emploi se laissaient embaucher pour satisfaire leur passion de l'aventure. C'est aujourd'hui une industrie ou mieux, comme l'observent les experts de la DAS, « un commerce lucratif » qu'entre-tiennent des Etats en proie à des déstabilisations locales et auquel satisfont des professionnels de la guerre à la solde d'entreprises privées spécialisées dans la sécurité.

L'Afrique, mais pas seulement elle, l'Amérique latine, l'Europe ou l'Asie aussi sont devenues un terrain de chasse pour ces compagnies, de plus en plus structurées, de mercenaires entraînés à manier des armes sans cesse plus modernes. Pour 20 000 à 30 000 francs par mois, logés, nourris, blanchis, les candidats se recrutent par cooptation ou par petites annonces dans des revues spécialisées qui, telle la publication *Soldiers of fortune*, dépassent les 300 000 lecteurs. « Le contour des missions est flou, constate la DAS, car il recouvre à la fois des tâches de sécurité et des tâches de soldats au profit de sociétés privées, de gouvernements ou de mouvements rebelles. Leur imbrication avec les services spéciaux, le monde des affaires et des commerces en tous genres rendent leur contrôle particulièrement difficile et, de ce fait, font du mercénariat une menace directe à long terme contre les démocraties ».

AGENCE PRIVÉE

Certaines de ces compagnies de mercenaires sont répertoriées, connues, sinon reconnues, et elles ont leurs activités à la face du monde. Celle-ci, qui se fait appeler *European Security Operatives (ESO)*, dans le Kent, se fait fort d'expédier une équipe de combat dans les quarante-huit heures partout dans le monde. Celle-là, célèbre, depuis qu'elle a opéré sous le régime de la ségrégation raciale en Afrique du Sud, sous le nom de *Executive Outcomes*, prétend pouvoir mobiliser jusqu'à 2 000 hommes disciplinés et aptes à l'utilisation des blindés et des hélicoptères.

Avec l'implosion de l'ex-URSS, des soldats démobilités par la Russie proposent leurs services à des pays ravagés par la guerre civile. De même, d'anciens commandos des SAS britanniques se sont offerts à aider l'armée colombienne pour juguler le trafic de drogue.

Pas moins de trente pays dans le monde accueillent aujourd'hui d'ex-soldats britanniques.

Le fin du fin, mais il s'agit là d'une entreprise délibérément appuyée par le Pentagone, est sans doute la constitution d'une agence privée, la *Military Professional Resources Incorporated (MPRI)*, qui réunit des officiers généraux et supérieurs américains à la retraite pour organiser des missions d'assistance en accord avec Washington.

A l'heure actuelle, la tâche de MPRI est d'encadrer, d'armer et d'instruire les forces armées de la Fédération croato-musulmane en ex-Yougoslavie, suite à un contrat équivalant à 4 milliards de francs dont le signataire a provoqué la colère des Serbes de Bosnie et, accessoirement, celle des Français de la SFOR.

« SERVICE APRÈS-VENTE »

En France, précisément, le temps n'est plus où quelques « affreux », derrière Bob Denard, pouvaient accomplir des missions clandestines dont les armées et les services spéciaux - faute de pouvoir les remplir eux-mêmes - patronnaient l'exécution tout en niant à être impliqués de quelque manière que ce soit. Ce sont des sociétés de services ou de commercialisation, desquelles l'Etat tente de se dégager pour prendre ses distances, qui ont pris le relais.

La France fournit des armes. Elle loue aussi le savoir-faire de techniciens, souvent issus des forces armées ou des entreprises françaises, pour apprendre aux clients à s'en servir de façon opérationnelle. On évite alors d'employer le terme de « mercénariat ». On lui préfère celui, en apparence plus neutre, de « service après-vente ».

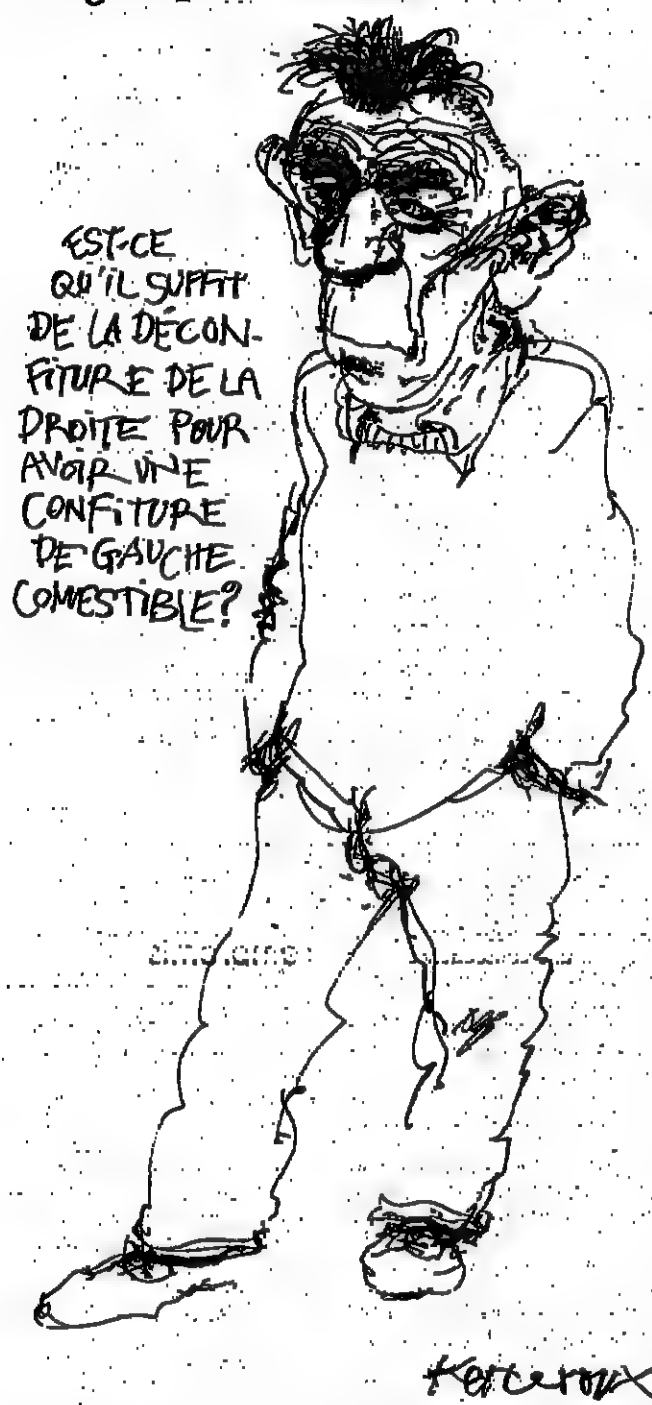
Dès le début de la décennie, l'ONU s'est émue de ces risques d'une prolifération des mercenaires et elle a rédigé une convention destinée à lutter contre « le recrutement, l'usage, le financement et l'instruction de mercenaires ». Mais l'accord est demeuré lettre morte. Seuls, douze pays l'ont ratifié, ce qui est insuffisant pour qu'il entre en vigueur.

Va-t-on vers une privatisation de la guerre, voire, comme s'en faisait l'écho récemment un journal suisse, vers un « recyclage » de mercenaires pour qu'ils se substituent à des « casques bleus » défilants ? La mise en place de stratégies indirectes, dont le mercénariat peut devenir l'un des vecteurs potentiels, y pousse.

Dans ces conditions, comme on l'imagine déjà au ministère de la défense, deux mondes se côtoieront : celui dont des armées « régulières », ou professionnelles, assureront la richesse et celui où des armées privées entretiendront le non-droit et la misère.

Jacques Isnard

Les gens par Kerleroux



EST-CE QU'IL SUFFIT DE LA DÉCONFITURE DE LA DROITE POUR AVOIR UNE CONFITURE DE GAUCHE COMESTIBLE ?

Les générations futures soient appelées à payer leur écot pour résoudre une crise exceptionnelle dont on peut penser qu'elle ne passera que sur les générations présentes. Ces dernières ont déjà payé un lourd tribut au chômage de masse. Est-il légitime que toutes les générations participent dans un effort de solidarité à soulager les maux qui se frappent que certaines d'entre elles ? Il n'y a donc aucune insouciance à appeler les générations futures à la rescousse lorsque celles présentes sont en souffrance. Surtout lorsque l'on sait que, dans leur souffrance, se joue aussi le sort des générations futures : éducation, insertion sociale, investissements, etc.

Des générations futures et du déficit budgétaire

Suite de la première page

Lorsque, au contraire, on admet le caractère anormal de la situation actuelle, force est de reconnaître que le niveau élevé du chômage implique une perte de recettes fiscales, et explique donc une part importante du déficit budgétaire. Réduire le chômage aujourd'hui, même au prix d'une augmentation transitoire du déficit budgétaire, ne peut alors qu'avoir des effets bénéfiques de long terme sur les finances publiques. Rien donc ne semble s'opposer à ce que l'on affecte tous les fruits de la croissance au combat pour l'emploi.

Second argument des gouvernements pour justifier leur politique : toute augmentation, même transitoire, du déficit budgétaire accroît l'endettement public aux dépens des générations futures, qui auront la charge de son remboursement. Les parents laisseraient ainsi un héritage négatif à leurs enfants. Mais il faut se méfier des raisonnements trop simples, surtout lorsqu'on les applique à des questions aussi complexes que celle de l'équité intergénérationnelle.

Il peut d'abord être équilibrable que

plus que d'autres catégories d'âge, le poids du chômage et de la précarité. Favoriser leur insertion dans le monde du travail, même au prix d'un accroissement de la dette publique, équivaut notamment à faire supporter par les jeunes qu'il, demain, seront riches le « coût » de l'intégration des jeunes dont le sort serait autrement resté précaire. Ne peut le faire revêtir à accepter qu'une fraction importante des jeunes générations manque son insertion sociale, pour que la fraction restante paye moins d'impôts dans l'avenir.

FAIBLES TAUX D'INTÉRÊT
Bien sûr, ce raisonnement est simplificateur, mais il illustre bien mon propos. La croissance de la dette publique n'est pas toujours le signe de l'égoïsme des générations présentes. Elle peut être légitimée par le souci d'améliorer le sort des générations à venir, lorsque les temps sont difficiles.

Les questions d'équité inter et intragénérationnelles sont des questions de long terme, alors que les considérations qui président à l'exigence de la réduction immédiate du déficit budgétaire sont de court terme. La plus importante est d'éviter que la Banque centrale européenne ne tire argument de ce qu'elle pourrait interpréter comme un manquement à la rigueur, pour durcir les conditions de la politique monétaire. La perte de croissance qui s'ensuivrait réduirait les recettes publiques et donc les fruits de la croissance que les gouvernements souhaitent affecter à la lutte contre le chômage. Les pays per-

draient sur les deux tableaux : leur dette publique augmenterait, sans que cela soit d'un réel secours pour combattre le chômage. Ce danger est réel. Mais on perçoit mieux, à la lumière des arguments précédents, que c'est la réaction des autorités monétaires qui contribuerait alors à accroître le fardeau des générations futures. Une autre stratégie monétaire permettrait aux gouvernements de mieux concilier leur priorité à l'emploi et leur souci de ne point hypothéquer l'avenir. Une politique monétaire de croissance, c'est-à-dire de faibles taux d'intérêt, parce qu'elle contribuerait à accroître les fruits de l'expansion, permettrait de redoubler d'efforts dans la lutte contre le chômage sans sacrifier l'objectif de réduction du déficit budgétaire. Les générations futures en tireraient doublement avantage : en terme d'accès à l'emploi, et de réduction de la dette publique.

Lorsqu'il s'est agi, dans les années 90, d'affirmer la crédibilité de la politique monétaire, bien peu de cas fut fait des générations futures, comme en témoigne l'importante croissance de la dette publique qui en a été le résultat. Il serait singulier que l'argument soit systématiquement convoqué lorsqu'il s'agit de combattre le chômage et jamais lorsqu'il s'agit d'œuvrer pour la stabilité des prix. C'est pourtant le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt courts dans la première moitié des années 90 qui porte le même témoignage de notre désaffection pour les générations à venir.

Jean-Paul Fitoussi pour le Monde

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un couple dangereux

Ceux qui ont torpillé les négociations de paix israélo-palestiniennes - celles mises en route par Itzhak Rabin et Yasser Arafat - et qui parachevèrent la besogne ne se recrutaient pas seulement au sein du gouvernement ultranationaliste de Benjamin Nétanyahou ou chez les sionistes du Hanaas. On ne le sait pas assez : l'un des plus efficaces et des plus déterminés dynamiseurs du processus dit d'Oslo est américain. Il s'appelle Newt Gingrich. Il est le speaker (président) de la Chambre des représentants, le chef de file de la majorité républicaine au Congrès. C'est un homme qui compte à Washington. Il compte aussi au Proche-Orient, malheureusement.

Ces derniers jours, M. Gingrich était en Israël. Il y a confirmé, avec éclat, sa volonté de voir les Etats-Unis se ranger inconditionnellement dans un camp. Pas celui d'Israël mais celui de l'ultra-droite israélienne. Comme s'il y avait une convergence entre cet homme, élu de Géorgie avec le soutien des fondamentalistes chrétiens qui sont la base militante de son parti, et le fondamentalisme national-religieux qui forme la base politique du gouvernement Nétanyahou.

Au fil de ses interventions, M. Gingrich n'a affiché qu'un seul message : quoi qu'il fasse, M. Nétanyahou aura toujours derrière lui le Congrès des Etats-Unis. C'est une position de principe, indépendante de ce que peut dire ou faire le premier ministre israélien. M. Gingrich a qualifié de chantage odieux les tentatives - vaines, jusqu'à présent - de

l'administration Clinton pour forcer M. Nétanyahou à un retrait de 13,1 % du territoire cisjordanien. Il a même laissé entendre que le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, était un « agent palestinien ». Dans le *Jerusalem Post*, le patron des républicains dit encore que les Palestiniens portent la responsabilité de l'arrêt du processus de paix - « option » qui va à l'encontre des analyses de la presse israélienne. M. Gingrich a en du mal à démentir qu'il avait été jusqu'à conseiller à M. Nétanyahou de chercher l'affrontement avec le président Clinton. Nabum Barnea, l'un des commentateurs politiques les plus talentueux d'Israël, a pu dire que les positions du speaker rendaient M. Nétanyahou « propriétaire du Congrès américain ». Bref, par la grâce d'un Newt Gingrich, notamment, le premier ministre israélien est lui-même acteur des jeux de pouvoirs à Washington, participant à la définition de la politique américaine au Proche-Orient. Cercle vicieux : sur le plan intérieur, le démocrate Clinton a besoin du républicain Gingrich, qui, en retour, en profite pour faire « sa » politique étrangère.

La situation ainsi créée est sans précédent, malsaine et dangereuse. Luttant contre la diplomatie de son pays, le speaker, quatrième personnage public à Washington, se disqualifie en tant qu'homme d'Etat. S'il devait un jour tenter sa chance à l'élection présidentielle, il faudra se souvenir qu'il a cherché - et, hélas, en partie réussi - à aligner la politique proche-orientale des Etats-Unis sur les positions d'un parti israélien ultranationaliste.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Aubry, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Vincent Thomas, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Rosta, Pierre Georges, Laurent Gribesne, Erik Isaacovitch, Michel Kaimon, Bernard Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Romette
Rédacteur en chef technique : Eric Anz
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Mémoires : Thomas Fereyrol
Directeur adjoint : Eric Plouffe ; Directeur adjoint : Anne Chaboudy
Conseiller de la direction : Alain Rolland ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermeir

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Lemaire (1952-1953), André Fontaine (1953-1959), Jacques Lemaire (1959-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1894
Capital social : 1 000 000 F. Actionnaires : Société civile des directeurs du Monde ; Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ; Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde Investisseurs ; Le Monde Presse, Léon Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Grève administrative en Vendée

LES CONSIGNES données publiquement jeudi dernier lors de la manifestation de La Roche-sur-Yon laissent toute liberté d'interprétation aux maires pour l'application de la grève administrative. En fait les consignes transmises en réunions privées par les délégués du comité d'action pour la liberté scolaire leur demandaient de ne pas effectuer les opérations d'état civil.

Les mariages en Vendée, à cette époque de grands travaux, sont plutôt rares. Trois mariages étaient cependant prévus pour le 25 mai. Dans deux cas les fiancés s'étaient déjà mariés à la mairie le samedi précédent. Il n'y eut donc qu'un seul cas de mariage purement religieux célébré à Chavagnes-en-Paillasson : les gendarmes de l'Hérbergement ont dressé procès-verbal à l'abbé Roux, curé de la paroisse, pour contravention à l'article 199

du code pénal. En application de la décision prise hier en conseil des ministres, un administrateur temporaire, choisi sur place, a été nommé pour suppléer le maire défaillant de cette commune.

Dans d'autres communes, on a repoussé à la semaine prochaine l'inscription des naissances, alors que la loi oblige à le faire dans les trois jours. Pour les obsèques on se contente du certificat du médecin, alors que la loi exige le permis d'inhumer du maire. Enfin un certain nombre de municipalités, dans les délibérations qu'elles ont envoyées au préfet, avertissent celui-ci que désormais elles ne voteront ni ne mandateront aucun crédit pour les écoles publiques tant qu'elles ne seront pas autorisées à voter ou à mandater des crédits pour les écoles libres.

(28 mai 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 28 MAI 1998

TRANSPORTS Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, devait annoncer, mercredi 27 mai, au conseil d'administration du groupe un bénéfice de 1,87 milliard de francs pour

l'exercice clos au 31 mars 1998. ● AIR FRANCE souhaite investir, par autofinancement, 40 milliards de francs dans les cinq prochaines années, essentiellement en achats d'avions,

pour profiter de la prochaine construction des troisième et quatrième pistes à Roissy. ● POUR RÉALISER cet objectif, le président demande, sans succès pour l'instant,

aux pilotes de négocier avec lui des solutions pour économiser 500 millions de francs par an. ● LE SYNDICAT MAJORITAIRE au sein des pilotes d'Air France a déposé, mardi 26 mai, après

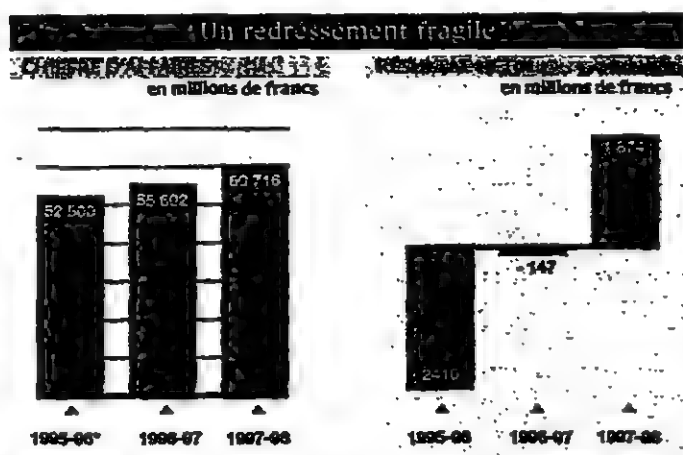
une rencontre avec le ministre des transports, un préavis de grève de quinze jours pour le 1^{er} juin, au risque de perturber le bon déroulement de la Coupe du monde de football.

Après sept ans de pertes, le groupe Air France gagne de l'argent

L'entreprise publique a dégagé 1,87 milliard de francs, lors de son exercice clos au 31 mars 1998. Mais son redressement reste fragile. Les pilotes ont déposé un préavis de grève qui pourrait mettre en péril le bon déroulement de la Coupe du monde de football

CHRISTIAN BLANC, président d'Air France entre octobre 1993 et septembre 1997, aura laissé à son successeur, Jean-Cyril Spinetta, deux cadeaux. Le premier, c'est le retour aux bénéfices - 1,87 milliard de francs pour l'exercice qui s'est achevé le 31 mars 1998 - après sept ans de pertes, un résultat qui devait être approuvé par le conseil d'administration mercredi 27 mai. Le second, empoisonné, réside dans la lourde tâche de s'attaquer aux coûts des pilotes d'Air France, sur lesquels M. Blanc s'était largement appuyé pour engager l'entreprise dans la voie de la réforme.

« Les résultats d'Air France sont bons. Ils traduisent son redressement », estime M. Spinetta. Entre 1994 et 1997, l'entreprise est recapitalisée par l'Etat à hauteur de 20 milliards de francs. Les salariés accroissent leur productivité de 30 %. Les avions sont réaménagés et les tarifs revus. En mars 1996, Air France a son hub à Roissy, cette plate-forme de correspondance qui lui permet d'alimenter ses vols long-courriers avec les passagers de ses vols court et moyen-courriers. A l'automne 1996, la compagnie tricolore conclut une alliance avec Delta et Continental Airlines : cette alliance peut désormais entrer dans une phase active, puisque les gouvernements français et américain viennent de parvenir à un accord aérien bilatéral auquel elle était suspendue. Le 28 octobre 1996, les navettes de l'ex-Air Inter sont lancées : ces lignes aériennes à haute fréquence doivent lui permettre de regagner des parts de marché sur les lignes très concurrentielles que sont Paris-Marseille, Paris-Toulouse et Paris-Nice. Le 1^{er} avril 1997, Air France et la compagnie intérieure fusionnent. Enfin, les instruments informatiques d'optimisation de la recette sont aujourd'hui en place. Autant d'éléments qui participent au redressement d'Air France, porté par une conjonction excellente.



Dans ce contexte, l'an dernier, le chiffre d'affaires du groupe Air France a progressé de 9,2 % à 60,7 milliards de francs. Cette progression est liée à l'augmentation (+11,5 %) de l'offre d'Air France, mais aussi à la progression de la recette unitaire (par passager transporté et par kilomètre), qui, après des années de recul, a renoué avec la croissance. « Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la vie de l'entreprise », considère Patrice Durand, directeur général délégué d'Air France. Après avoir, dans les dernières années, amélioré nos performances grâce à la baisse de nos coûts, nous sommes désormais entrés dans une période où nos résultats sont poussés par la croissance de notre activité. Ce phénomène doit s'accompagner d'un contrôle des charges. » En valeur absolue, celles-ci ont, l'an dernier, moins augmenté que le chiffre d'affaires, permettant au groupe de dégager un excédent brut d'exploitation de 7,4 milliards de francs, en hausse de près de 43 % sur l'exercice précédent. Air France a dégagé un cash-flow de 5,6 milliards de francs, qui lui a permis d'autofinancer ses investissements et notamment

l'achat de huit nouveaux avions. L'endettement, lui, a continué de décroître légèrement pour atteindre 15,5 milliards de francs, soit un niveau légèrement inférieur à celui des fonds propres. Pas question pourtant, pour M. Spinetta, de crier victoire. « Air France est redressée mais reste en convalescence », affirme-t-il, ses marges restent très inférieures à celles de ses concurrents. « Le redressement est fragile : ainsi le coefficient de remplissage des avions de la compagnie aérienne, qui lui permet d'afficher des comptes équilibrés, est-il encore très élevé (71,4 %), largement au

dessus du niveau de la concurrence. « Lors de l'exercice écoulé, nos avions ont été remplis à hauteur de 73,4 %, ce qui est un excellent chiffre. Mais le coefficient de remplissage ne devrait pas, dans la durée, se maintenir à un niveau si élevé », considère M. Spinetta. Dès cette année, il devrait diminuer, ainsi que la recette unitaire : « Ce sera une conséquence logique de l'augmentation de l'offre qu'Air France a faite depuis le 1^{er} avril 1998 », explique le président d'Air France. Que la conjonction se retourne...

M. Spinetta appelle d'autant plus à la vigilance qu'il a engagé l'entreprise dans un important programme d'investissements : sur cinq ans, 40 milliards de francs sont destinés avant tout à accroître la flotte (71 achats d'avions sont prévus) pour qu'Air France profite de la prochaine construction d'une troisième et d'une quatrième piste à Roissy, une perspective de développement unique en Europe, où les aéroports sont saturés. M. Spinetta refuse de renouer avec le surendettement qui a failli coûter la vie à Air France en 1993 : pour pouvoir autofinancer son programme d'investissements, il le conditionne à la réalisation de 3 milliards de francs d'économies annuelles d'ici trois ans, dont 500 millions auprès des pilotes. « Nos pilotes coûtent 40 % plus cher que ceux de Lufthansa et 19 % plus cher que ceux de British Airways », explique M. Spinetta. Il menace de ne pas transformer en commandes fermes trois options d'achats de Boeing 777, qui doivent être levées avant le 30 juin.

« Nos pilotes coûtent 40 % plus cher que ceux de Lufthansa et 19 % plus cher que ceux de British Airways »

Mardi 26 mai dans la soirée, après une rencontre avec Jean-Claude Gassiot, le ministre des transports, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire à Air France, a déposé, pour le 1^{er} juin, un préavis de grève de quinze jours renouvelable, menaçant le bon déroulement de la Coupe du monde de football, qui débute le 10 juin. Les pilotes refusent d'engager des négociations sur les bases des propositions de la direction (Le Monde du 16 mai) : réduire leur rémunération de 15 % contre des actions Air France dans le cadre de l'ouverture du capital prévue en septembre ou bien rejoindre une nouvelle grille des ré-

numérations qui permette au bout de cinq ans de réaliser l'objectif d'économies. Dans ce dernier cas, les salaires ne baisseraient pas mais connaîtraient une progression ralentie par rapport à la pratique aujourd'hui en vigueur.

M. Spinetta est prêt à l'affrontement : « Je ne serai pas à Air France un vendeur d'illusions. » Coup de griffe à M. Blanc, qui ne s'est effectivement pas attaqué aux coûts des pilotes, sur lesquels il s'est longtemps appuyé pour faire passer ses réformes en interne. « On ne peut pas avoir l'ambition d'être la première compagnie européenne (ce qui était l'objectif de son prédécesseur) si l'on ne s'en donne pas les moyens, poursuit-il. Si la situation des pilotes d'Air France reste ce qu'elle est aujourd'hui, cela signifie pour Air France le choix d'une stratégie sans ambition, le choix de l'attrition du personnel de l'emploi et de l'activité. Dans ce cas de figure, Air France devra se spécialiser sur les segments d'activité où les coûts des pilotes permettent malgré tout d'être rentable, c'est-à-dire essentiellement le long-courrier. » Le fret, le cargo mais aussi le court et le moyen-courrier pourraient connaître alors le sort d'Air Charter, plombé par le coût de ses pilotes, et dont M. Spinetta a annoncé en décembre 1997 la fermeture.

Virginie Malingre

Les chauffeurs routiers feront la trêve du Mondial

L'HEURE est à la négociation contractuelle et pacifique dans le secteur routier. Le syndicat majoritaire FO, qui avait décidé d'en découdre, seul, sur le terrain, a été remis à sa place, mardi 26 mai, après l'échec de sa tentative de mobilisation des chauffeurs routiers. Le Centre national d'information routière (CNIR) comptabilisait à 16 h 30 sur l'ensemble du territoire national dix-neuf manifestations de routiers et de forains, dont cinq opérations « escargot », quatre barrages bloquants et dix barrages filants. A titre de comparaison, au premier jour du conflit des routiers en novembre 1997, où l'ensemble des syndicats des routiers avaient appelé à la grève, cent quarante-cinq barrages avaient été dressés.

Tirant immédiatement les leçons de cet échec et de son isolement, Roger Polent, secrétaire général de FO Transports, a indiqué que son organisation avait décidé « de suspendre le mouvement » et qu'il n'y aurait pas de nouvelles actions avant septembre, levant l'hypothèque d'une perturbation du Mondial.

Depuis le dernier conflit, et la signature, par la CFDT et la CGC, de

l'accord du 7 novembre 1997 sur l'augmentation programmée des rémunérations et la réduction du temps de travail, les syndicats de chauffeurs routiers et fédérations patronales redécouvrent les vertus de la négociation contractuelle. Cinq accords collectifs ont été signés, notamment sur le droit syndical, le congé de fin d'activité dans le transport de voyageurs, le secteur du déménagement et du transport de fonds.

RELATIONS FRAGILES

La mise en place d'un salaire mensuel professionnel garanti, dont on peut déduire un salaire minimum horaire, est une véritable révolution. Elle doit se traduire par des augmentations de salaire de 16 % à 22 % d'ici à l'an 2000. Les chauffeurs longue distance devaient, à cette date, être assurés de percevoir un salaire minimum de 10 000 francs pour deux cents heures de travail mensuel, auquel il convient d'ajouter 3 500 à 5 500 francs de frais de routes (indemnités repas et hébergement). Après des augmentations comprises entre 3 % et 5 % le 1^{er} novembre 1997, les salaires du secteur doivent béné-

ficier d'un nouveau coup de pouce d'environ 4 % au 1^{er} octobre. Les relations contractuelles demeurent pourtant fragiles. D'une part, l'instauration d'un salaire minimum mensuel doit faire l'objet, dans chaque entreprise, d'une négociation afin de mettre à plat l'ensemble des éléments de rémunération. La CFDT craint qu'à quelques jours de la date butoir du 30 juin certains employeurs ne décident unilatéralement d'intégrer l'ensemble des primes pour le calcul du salaire minimum. D'autre part, la réunion paritaire, mardi 26 mai, qui portait sur la valorisation des frais de route, n'est achevée sur un constat de désaccord total. La partie patronale propose une hausse de 1 % de cette prime de déplacement. Les syndicats réclament des hausses de plus de 7 %.

Mais c'est surtout le retour de ce secteur économique dans l'état de droit qui garantira la pacification des rapports sociaux. Non-respect des limitations sur le temps de travail et de repos, prix anormalement bas et violation des règles de sécurité perturbent le jeu économique normal. Le gouvernement a lancé une véritable offensive légis-

lative pour imposer de nouvelles règles. La loi sur le transport routier, votée en janvier, a modifié le régime d'autorisation et renforcé le pouvoir de sanction des contrôleurs (retrait des licences, immobilisation des véhicules, accès aux factures).

Reste à former et recruter de nouveaux contrôleurs du travail et des transports terrestres pour garantir le respect de ces nouvelles règles, notamment en termes de temps de travail et de repos. Deux récentes décisions de justice sur deux filiales de l'entreprise Nordcat Demersangie sont particulièrement exemplaires : la requalification par le juge du temps de travail non payé en travail clandestin s'est traduite par 400 000 francs d'amende et de la prison avec sursis pour le chef d'entreprise.

Enfin, le ministre des transports a échoué dans sa volonté d'obtenir une harmonisation européenne des règles sociales, avant la libéralisation totale du marché, le 1^{er} juillet. L'ouverture des frontières dans un secteur en convalescence fait peser de lourdes menaces.

Christophe Jakubyszyn

A Bercy, les clients de France Télécom font leur apprentissage d'actionnaires

CERTAINS étaient venus seuls. D'autres - un nombre - en couple. Quelques-uns avaient profité d'un jour de congé, comme Gilda, informaticienne au Crédit lyonnais. D'autres avaient rogné sur leur temps de travail. La plupart étaient là, sur les gradins du Palais Omnisports de Paris-Bercy (POP), mardi 26 mai après-midi, parce qu'ils n'étaient tenus par aucune obligation professionnelle. En retraite. Comme Raymond, ancien de la SNCF, qui résumait sa présence d'un simple : « Il faut que j'occupe mon temps ».

En l'occurrence, il ne s'agissait pas de passer ce temps à un concert ou une manifestation sportive, que la salle de Bercy a coutume d'accueillir. Mardi, le POP accueillait l'assemblée générale des actionnaires de France Télécom. La première depuis la vente en Bourse, le 20 octobre 1997, de 25 % des actions de l'opérateur téléphonique. Ils étaient quelque 4 000 petits porteurs - sur 2,5 millions d'actionnaires - à avoir fait le déplacement.

Dire que Bercy a connu spectateurs plus turbulents relève de l'euphémisme. Compte tenu de sa moyenne d'âge et de l'objet de la manifestation, l'assemblée est restée sage et assise, sans pourtant rester muette. Car ils en avaient, des interrogations ces petits porteurs.

Venus pour « s'informer » sur la vie de l'entreprise, comme le disait Denise, animatrice commerciale, et parce qu'« on veut bien placer notre argent, mais on ne veut pas se tromper », comme l'expliquait un couple de retraités du commerce.

La séance de questions à laquelle a été soumise Michel Bon, le président de France Télécom, a duré plus de trois heures. Et M. Bon a plus qu'à son tour d'écouter sa veste de président pour celle de chef d'agence commerciale. Car les interpellations ont plus souvent relevé d'une préoccupation de client que d'actionnaire : que compte-t-il faire pour améliorer tel service ? Pourquoi tel autre ne fonctionne pas bien ? Et, revenant comme un leitmotiv, pourquoi les tarifs ne baissent-ils pas plus ?

La concurrence travaillait aussi le public. « Qu'est-ce qu'on va valoir ? » s'interrogeait Jean, qui se présentait comme « travaillant dans le corps médical ». « Est-ce que l'on va tenir ? » se demandait Victor, technicien dans une filiale de France Télécom. M. Bon leur a vanté le cours d'action (349 francs, mardi 26 mai contre 182 francs lors de l'introduction du titre), expliqué les réorganisations internes et sa recherche d'une plus forte croissance du trafic téléphonique en France et de nouveaux

marchés hors de France. Cette stratégie internationale a aussi été questionnée. Notamment les liens avec Deutsche Telekom. M. Bon a néanmoins fait adopter par ses actionnaires la nomination du président de l'opérateur allemand, Ron Sommer, présent à Bercy, au conseil d'administration de France Télécom. M. Bon sera prochainement nommé au conseil d'administration de Deutsche Telekom. Et les deux groupes projettent toujours d'échanger des participations, a précisé le président de France Télécom.

Un petit porteur s'est par ailleurs enquis auprès de M. Bon de savoir si « le traitement de l'actionnaire ne se fait pas au détriment du personnel ». En entrant à Bercy, il avait croisé les bannières du syndicat SUD, dénonçant les « 15 milliards de bénéfices » du groupe et les « 33 000 emplois supprimés en 97 ».

En utilisant dans sa question le mot de licenciement, l'intéressé a toutefois permis à M. Bon d'éviter de répondre. « France Télécom ne peut pas licencier », a-t-il sèchement répondu le président, ajoutant que, si lui on lui avait parlé de licenciement, on l'aurait donc, en somme, embobiné. Jusque-là, M. Bon s'était montré beaucoup plus disert et pédagogue.

Philippe Le Coeur

République Tunisienne
Ministère de la Santé publique
Institut Salah Azaiiz
Tél : 216 (1) 563-980
216 (1) 563-972
Fax : 216 (1) 574-725.

Avis d'appel d'offres international
Mise en place d'un réseau de Téléstaff et de Téléconférence

1. - Objet de l'appel d'offres :
L'Institut Salah Azaiiz lance un appel d'offres international pour la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en œuvre d'un réseau de téléconférence (logiciel et matériel) reliant l'Institut Salah Azaiiz de Tunis, d'une part, avec le Centre Antoine-Lacassagne de Nice (France) et, d'autre part, avec les hôpitaux Farhat Hached de Sousse et Habib Bourguiba de Sfax. Les équipements et les logiciels de ce réseau doivent être compatibles avec ceux du réseau de vidéoconférence des 20 centres de lutte contre le cancer mis en place par la Fédération nationale (française) des centres de lutte contre le cancer (FNCLCC) afin de permettre la communication avec ce réseau.

2. - Retrait du dossier :
Les fournisseurs intéressés par le présent avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres auprès du service approvisionnement de l'Institut Salah Azaiiz, boulevard du 9 Avril Bab Sadoun, 1006 Tunis, contre le paiement de la somme de cent dinars (100.000 D) non remboursable.

3. - Pièces légales à fournir :
Les offres, devront sous peine de nullité être accompagnées des pièces réglementaires de soumission telles que définies dans le cahier des charges.

4. - Les offres :
Les offres doivent parvenir par poste recommandée sous pli fermé, anonyme à l'Institut Salah Azaiiz et sous double enveloppe cachetée :

4-1. - L'enveloppe extérieure portera la mention
Appel d'offres : Réseau Téléstaff et Téléconférence

4-2. - L'enveloppe intérieure sur laquelle sera inscrit le nom du candidat contiendra séparément l'offre commerciale et l'offre technique.

5. - La date limite de réception des offres est fixée au 20-06-1998, le cachet du bureau d'ordre de l'Institut Salah Azaiiz faisant foi.

Observation : les soumissionnaires doivent avoir obligatoirement une représentation en Tunisie.

Les inve
un effondrem

Le Lloyd's court à...
les risques de...

LONDRES
Mardi 26 mai, le Lloyd's de Londres a connu une journée mouvementée. Les négociations pour la mise en place d'un nouveau régime de réassurance ont été marquées par de vives tensions. Les représentants des assureurs ont insisté sur la nécessité de maintenir le statu quo, tandis que les réassureurs ont réclamé des réformes profondes. La séance a été interrompue à plusieurs reprises par des échanges de coups de langue. À l'issue de la journée, aucune décision n'a été prise, et les négociations sont reparties le lendemain.

Les investisseurs craignent un effondrement financier de la Russie

Le pays est incapable de rembourser ses dettes. La Bourse de Moscou a perdu 50 % en cinq mois

La fuite des investisseurs de Russie, alimentée par les doutes sur la capacité du gouvernement Kirilenko à réduire le déficit budgétaire, s'est encore

accélérée depuis plusieurs jours. Faute d'acheteurs, la privatisation du groupe pétrolier Rosneft a dû être reportée. Les étrangers s'inquiètent du

faible niveau des réserves monétaires du pays et de l'importance des échéances à venir de remboursements d'emprunts à court terme.

MOSCOU

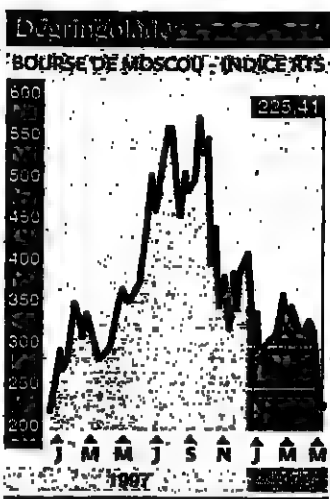
de notre correspondante
Les mauvaises nouvelles pour l'économie russe, qui menacent le rouble depuis l'automne dernier, se sont alourdies, mardi 26 mai, avec l'annonce de l'échec de la vente, pour 2,1 milliards de dollars (2,4 milliards de francs), du paquet de contrôle de Rosneft, la principale société pétrolière russe encore aux mains de l'Etat.

Le premier ministre Sergueï Kirilenko, cité par les agences russes, a indiqué que le gouvernement va revoir le prix de Rosneft, après avoir dû annuler, faute de candidats, l'appel d'offre qui s'achevait mardi. Avant même cette annonce, les investisseurs avaient poursuivi, mardi, leur retrait du marché des bons du Trésor russe (GKO), poussant les taux à 63 %. C'est leur plus haut niveau depuis fin 1996, supérieur au taux de refinancement de la Banque centrale, relevé une semaine plus tôt à 50 %. Le rouble a aussi baissé à nouveau mardi par rapport au dollar, de 6,13 lundi à 6,18 mardi.

NOUVEAUX EMPRUNTS

Répondant aux rumeurs d'un effondrement financier imminent en Russie, dont la balance des paiements a été pour la première fois négative au premier trimestre 1998, M. Kirilenko a assuré que ni le gouvernement, ni la Banque centrale, n'envisagent de dévaluation : « Nous n'en discutons même pas, car cela doit être catégoriquement exclu », a-t-il dit. En précisant que le corridor de fluctuation du rouble par rapport au dollar sera conservé à son niveau fixé fin 1997. La veille, il avait annoncé devant un groupe d'investisseurs étrangers que son gouvernement envisage de lancer de nouveaux emprunts à l'étranger pour remplacer progressivement ses dettes à court terme. Il s'agit d'emprunts de « plusieurs milliards de dollars », ont précisé des quotidiens russes. Selon les autorités, des discussions à ce sujet, « sans demandes formelles », ont eu lieu avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Le FMI ne l'a pas confirmé. Son représentant à Moscou, estimait lundi qu'il « est trop tôt » pour dé-



La Bourse de Moscou a perdu près de 50 % depuis le début de l'année. L'indice RTS a chuté de 100 à 50 points.

bloquer la nouvelle tranche d'aide à la Russie, d'un montant de 700 millions de dollars, bloquée depuis janvier à cause de trop mauvaises rentrées fiscales. Mais un communiqué du Fonds publié mardi à Washington affirme qu'il « accueille avec satisfaction le plan de mesures budgétaires annoncé par le gouvernement russe ». Signé mardi par Boris Eltsine, ce plan prévoit d'économiser 40 milliards de roubles (6,6 milliards de dollars) sur les dépenses et de gagner 10 milliards de roubles de recettes supplémentaires. L'insuffisance des objectifs de recettes était souligné par le FMI sur place. Mais le communiqué du Fonds précise qu'il envoie jeudi à Moscou son directeur pour la région afin « d'accélérer la finalisation du programme pour 1998 (-), ce qui pourrait être fait dans les prochains jours ». Le budget 1998 (61 milliards de dollars de revenus pour 83 milliards de dépenses) incluait, comme chaque année, les recettes des privatisations prévues dans l'année, dont les 2,1 milliards de dollars pour la vente de 75 % des actions de Rosneft. Ceux-ci étaient assortis d'une obligation pour l'acheteur de verser 400 millions de dollars en investissements et de paiement des dettes de la société.

Mais après la chute des actions russes (de quelque 50 % depuis le début de l'année), puis celle des prix du pétrole, les acheteurs potentiels ont estimé que le prix exigé était trop élevé.

« OLIGARQUES »

Trois consortiums avaient pourtant été formés pour le rachat de Rosneft, objet des grandes manœuvres politiques des « oligarques » russes qui ont accepté pour cela de s'associer à des partenaires étrangers. Royal Dutch/Shell s'était allié avec le géant russe Gazprom et le pétrolier Loukoil, British Petroleum avec le russe Sibirneft (du groupe Oneworld) et Elf Aquitaine avec Loukoil, issu d'une fusion annoncée pour le 1^{er} juillet entre les pétroliers Loukos (du groupe Menatep) et Sibirneft (du financier Boris Berezovsky).

Or, cette fusion ne se fera pas, comme l'ont reconnu officiellement lundi les deux groupes russes en question, laissant Elf avec la perspective de se rabattre sur le rachat de 12 % de Sibirneft (au lieu de 5 % de Loukoil, estimés à quelque

500 millions de dollars). Ces dernières semaines, d'autres membres de ces consortiums semblaient d'ailleurs intéressés par des projets différents : Loukoil, qui était allié à Shell et Gazprom, devait annoncer mercredi un nouvel accord de coopération avec Sibirneft, qui était associé à BP. La major britannique de son côté a annoncé mardi qu'elle allait faire une offre, en alliance avec Rosneft et une de ses filiales, Sakhalininvest, pour développer le champ Sakhaline 5 en Extrême-Orient.

Anticipant l'échec de la vente de Rosneft, le ministre des finances russes, Mikhaïl Zadornov, affirmait mardi disposer de « formules de compensation pour les recettes budgétaires », sans dire lesquelles. Le détail de la soixantaine de « mesures techniques » du nouveau plan d'assainissement du budget n'est pas connu. Il comprend des procédures plus rigoureuses de banque-route des entreprises, mais les premières ne sont promises que pour l'automne.

Sophie Shihab

Regain de tension sur les places asiatiques

La chute du yen se trouve au cœur de ces nouveaux remous, les opérateurs craignant une dévaluation à Hongkong et Pékin

APRÈS quelques mois d'accalmie, les places financières asiatiques connaissent un net regain de tension, provoquant des remous sur l'ensemble des marchés émergents. La Bourse de Hongkong a perdu 4,37 % mercredi 27 mai. Bangkok cédait pour sa part 3 % et Manille 2,33 %. En un mois, la Bourse de l'ex-colonie britannique a perdu 15 %, Singapour 11,6 %, Bangkok 17,7 % et Séoul 23,5 %.

Selon les experts, la chute du yen se trouve au cœur de ces nouveaux remous. La monnaie de la première puissance économique de la région ne cesse de se déprécier face au billet vert. Elle est tombée, mercredi matin, à 138,05 yens pour un dollar, son plus bas niveau depuis sept ans. Victime de la crise économique dans l'archipel et de la faiblesse des rendements offerts au Japon (0,40 % à 3 mois, 1,2 % à huit ans), la devise nipponne n'a pas profité des déclarations, mardi, du secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin s'est dit « surpris » par les informations parues dans la presse américaine selon lesquelles

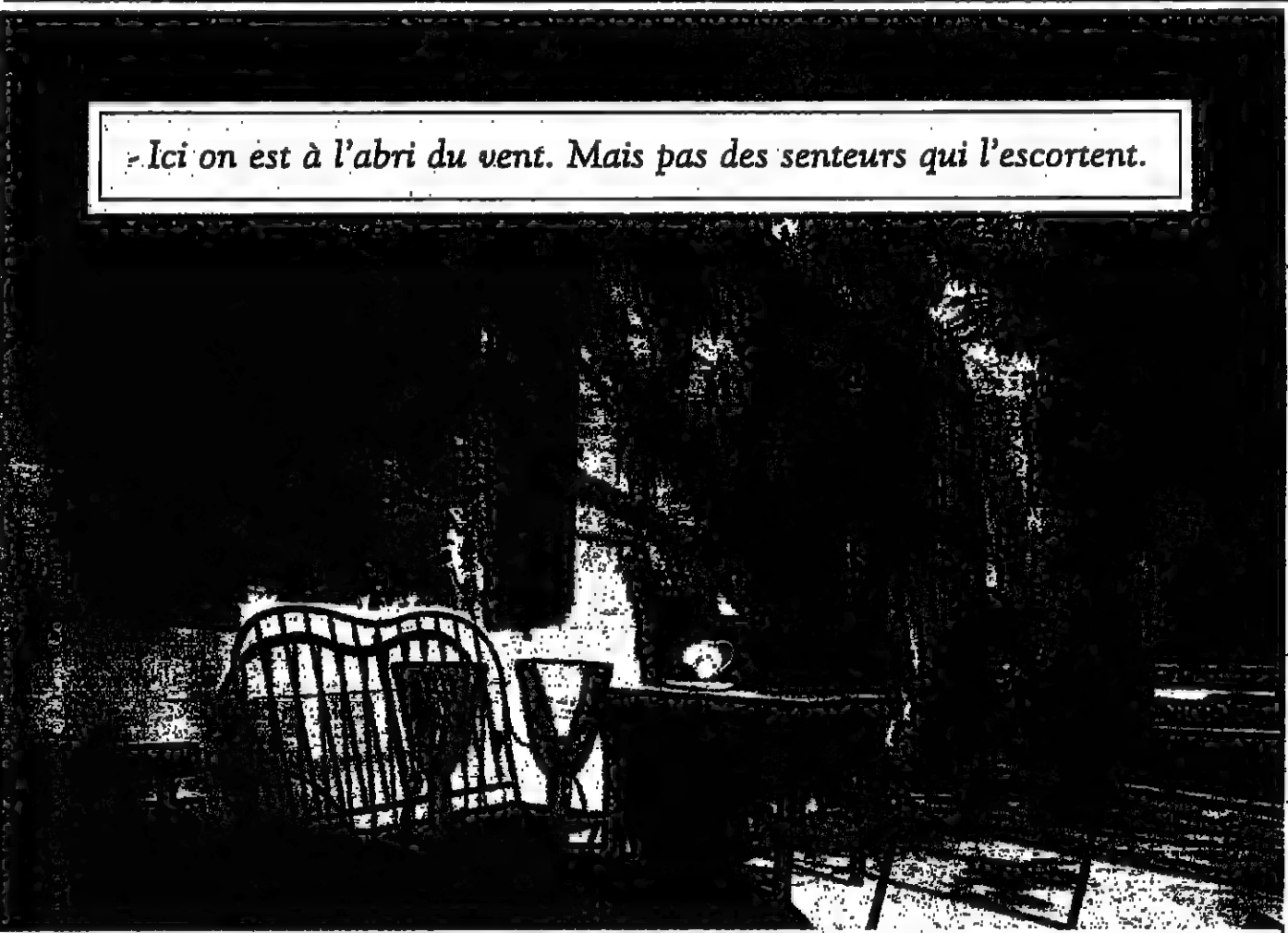
il était prêt à accepter une baisse du yen jusqu'à 150 yens pour un dollar.

La crainte des marchés est que la chute du yen oblige Pékin et Hongkong à dévaluer à leur tour leur monnaie afin de préserver la compétitivité de leurs industries : dans l'ex-colonie britannique, le gouvernement vient d'admettre sa première récession depuis treize ans.

L'ensemble de la région serait alors entraînée dans une nouvelle spirale déflationniste, ce qui déclencherait d'importants remous monétaires et exercerait de nouvelles pressions déflationnistes dans le reste du monde. Les pays émergents aux structures les plus fragiles se retrouvent les plus exposés. La Bourse russe a perdu 3,05 % mardi, celle de Varsovie 2,47 %, tandis que la Bourse du Brésil a cédé 5,78 % et Mexico 3,44 %. Même Wall Street a été affectée, terminant la séance en baisse de 1,65 %.

Pierre-Antoine Delhomme

Ici on est à l'abri du vent. Mais pas des senteurs qui l'escortent.



http://www.vins-rhone.com

Du côté des vins des Côtes du Rhône Villages.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Le Lloyd's couvre à nouveau les risques de guerre civile

LONDRES
de notre correspondant à la City

La décision du Lloyd's de couvrir les risques de conflit armé à terre, y compris de guerre civile, exclus des polices d'assurance globale depuis la guerre d'Espagne en 1936, souligne la volonté du marché londonien de l'assurance-réassurance de retrouver sa prééminence d'antan. Jusqu'à présent, le numéro un mondial couvrait seulement les risques pour les avions et les cargaisons maritimes en cas de conflit armé. Depuis les destructions massives de la guerre d'Espagne, les risques terrestres n'étaient plus assurés par cette institution plus que centenaire. En revanche, un contrat spécifique concernant les risques de terrorisme, lancé dans le sillage de la guerre du Golfe, existe depuis 1992.

« L'ampleur potentielle des pertes à terre expliquait ce refus d'assurance. Il est plus facile de jauger et de limiter les dégâts potentiels en mer ou dans les airs », souligne John Leathers, directeur du courtier Willis Corroon, à l'origine de ce nouveau plan de protection. Pour fixer le barème, les professionnels tiennent d'abord compte du type de marchandises et des pays concernés. La prime, dont le mode de calcul reste secret, est également fixée en fonction des informations recueillies par les quelque 500 agents du Lloyd's répartis aux quatre coins du monde, des consignes du Foreign Office et des évaluations faites par les think tanks spécialisés. Comme dans le cas des primes maritimes, qui avaient doublé dès le lendemain de

l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, en 1990, les tarifs sont revus en cas d'aggravation de la situation sur place.

« C'est un risque calculé mais qui se justifie. Certes, la guerre froide a été remplacée par une paix chaude, avec 28 guerres répertoriées en ce moment. Mais la menace d'élargissement de ces conflits étant circonscrite, le Lloyd's ne court pas grand danger dans cette affaire », indique Paul Beaver, consultant militaire auprès du Jane's Defence Group.

CONTRAIT À L'INNOVATION

Comment expliquer pareille initiative de la part du Lloyd's, dont le retour à la rentabilité demeure précaire après avoir frôlé la banqueroute à la mi-1995 ? Entre 1988 et 1992, le marché de Leadenhall Street avait accumulé des pertes considérables à la suite d'une série noire de catastrophes et de graves erreurs de gestion. La prééminence des 143 entreprises à la responsabilité limitée, qui constituent désormais 60 % de la capacité totale du marché (soit 10 milliards de livres), sur les 6 825 names, ces investisseurs individuels garantissant sur leur fortune personnelle les contrats du marché, contraignent aujourd'hui la société à se montrer plus innovatrice.

Par ailleurs, l'apparition de centres rivaux, à l'instar des Bermudes, la concurrence des grandes compagnies d'assurance américaines ou européennes et la baisse des primes obligent le Lloyd's à explorer de nouveaux créneaux.

Marc Roche

L'ex-PDG du Club Med s'associe à Philippe Starck

[illegible]

Jardins : l'art de vivre à l'italienne

15 F / 2,3 EUROS

le Monde

l'européen

Hédomadaire

DOSSIER

Comment l'Europe protège la nature

Les zones prioritaires
La bagarre
des lobbies

CARTE DETACHABLE

Les plages à éviter :
France, Italie,
Grèce, Portugal,
Espagne

ENQUETE

URBANISME

Le retour des tramways

CHAQUE MERCREDI 15F

Bruxelles s'apprête à refuser la fusion des bouquets numériques allemands

La Commission européenne devait se prononcer, mercredi 27 mai, sur le projet de plate-forme numérique unique en Allemagne présenté par le groupe Kirch et la CLT-UFA. L'intransigeance de Bertelsmann pourrait inciter les commissaires, pourtant divisés, à opposer leur veto

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Le monde de la télévision regardait vers Bruxelles, mercredi matin 27 mai à Bruxelles. La Commission européenne devait se prononcer sur le projet de fusion des activités de télévision numérique en Allemagne des deux géants, jusqu'ici adversaires, le groupe Kirch et la CLT-UFA, qui rassemblent elle-même les holdings de l'éditeur Bertelsmann et d'Audiofina, le holding belge-luxembourgeois. Elle devait aussi donner son avis sur un projet de coopération technique entre Deutsche Telekom, la CLT-UFA et une filiale de Kirch, laquelle a développé un décodeur qu'elle souhaite vendre à l'ensemble des parties.

Mardi soir, des tractations n'avaient pas permis d'aboutir. Karl Van Miert, commissaire chargé de la concurrence, avait élaboré un compromis, « un acte de bonne volonté majeure », insistait-on dans son entourage. Leo Kirch avait donné son accord, mais Michael Domemann, représentant de Bertelsmann, avait refusé.

Après avis du « comité consultatif », où siègent des représentants des États membres, la Commission semblait pencher pour une décision

négative - l'interdiction d'une plate-forme unique en Allemagne, avec, sur le plan politique et économique, des conséquences considérables. Le dernier espoir reposait dans un nouveau revirement de Bertelsmann, dans la matinée de mercredi.

Dans cette affaire, déterminante pour l'avenir de la télévision numérique en Europe, et donc suivie avec attention par les opérateurs français, la Commission européenne était divisée. Certains, comme le président Jacques Santer, la Française Edith Cresson (recherche-éducation), l'Allemand Martin Bangemann (industrie), l'Espagnol Marcelino Oreja (audiovisuel) - rapprochés à M. Van Miert, tenté d'interdire la fusion, de ne pas assurer compte des aspects industriels du dossier. « Le risque est que le numérique soit retardé pendant des années, c'est une atteinte considérable au développement de l'audiovisuel, alors que l'offre de Microsoft-Hollywood, par le truchement d'Internet, se profile dans les cinq ans. Si l'Europe n'a pas occupé le terrain d'ici là, elle sera balayée », faisaient valoir les tenants d'une stratégie industrielle.

En Allemagne, où la seule chaîne à péage analogique est Première, contrôlée par CLT-UFA et Kirch,

après le départ de Canal Plus, deux plates-formes cohabitent actuellement. D'une part, DF1 (Kirch), qui, gérée par la concurrence des nombreuses chaînes gratuites et par le refus de Deutsche Telekom de lui

accorder le décodeur, ainsi que les infrastructures de Deutsche Telekom à des prix contrôlés.

Reste la fusion des « bouquets ». Elle signifie la disparition de toute concurrence au niveau numérique en Allemagne. « Les deux protagonistes détiennent toutes les ressources rares ; personne n'osera venir les défer ; la fusion tuera toute concurrence spontanée. Or, selon le règlement sur les concentrations, nous ne pouvons donner notre feu vert au projet que si nous avons la certitude que quelqu'un va venir relever le gant sur le marché », soulignent les experts bruxellois.

Les fonctionnaires de M. Van Miert ne croient pas à l'argument mettant en garde contre la disparition de la télévision numérique en Allemagne, dans le cas où la Commission refuserait le projet de fusion. « Si nous interdisions, per-

sonne ne peut dire s'il y aura un ou deux acteurs numériques sur le marché allemand. » A l'inverse, comment faire pour que l'autorisation de la fusion soit compatible avec le maintien de la concurrence et, donc, les intérêts des consommateurs ? On a dit que, dans cette hypothèse, la probabilité de voir un nouveau venu tenter sa chance est quasi nulle. L'idée de la Commission est donc de susciter un tel concurrent en lui facilitant les choses, en pensant aux câblo-opérateurs, dont certains sont des entreprises puissantes, telles Veba ou RWE. L'idée est qu'ils puissent miser les programmes d'exclusivité du groupe Kirch-Bertelsmann et, à partir de ce noyau central, proposer à leurs clients (avec lesquels ils sont déjà en contact) leur propre « bouquet ».

Les promoteurs de la fusion ont accepté, mais en proposant des modalités dont le résultat le plus clair aurait été que les câblo-opérateurs ne gagneraient pratiquement rien. Au fil de la négociation, Kirch et Bertelsmann ont fait quelques concessions. Lundi, M. Van Miert, co-président de l'entité politique, a limité ses demandes, tout en restant ferme sur la nécessité de garantir l'épanouissement d'une concurrence sur le marché allemand. Bertelsmann, nous dit-on, n'a cependant pas voulu renoncer à des exigences (par exemple obtenir la liste des clients des câblo-opérateurs qui seraient tentés par l'aventure) que la Commission juge inacceptables. Le 27 au matin, on s'interrogeait à Bruxelles sur les raisons de l'intransigeance de Bertelsmann, en se montrant plutôt sceptique quant aux chances de finalement parvenir à un accord.

Philippe Lemaître

La fusion des « bouquets » signifie, pour les uns, la disparition de toute concurrence en Allemagne dans le domaine numérique. Pour les autres, son interdiction serait une atteinte au secteur audiovisuel européen

ouvrir l'accès au câble, n'a pas décollé. Tablant sur un succès plus rapide, Kirch a commandé un nombre considérable de décodeurs DF1, développés par une de ses filiales, et il a besoin d'un allié pour les écouler. La force de Kirch réside dans son catalogue de films, ainsi que dans ses droits de diffusion d'événements sportifs. La seconde plate-forme allemande est Première Digital, qui a commencé à vendre des abonnements mais qui a un besoin intense d'accès aux films et aux droits sportifs.

Dans la « plate-forme tech-

nante. La Commission a déjà obtenu des engagements évitant que les nouveaux arrivants, en Allemagne, soient dans une situation technologiquement fermée. Ils pourront uti-

Des situations contrastées en Europe

Il n'y a pas de règle en matière de concurrence dans la télévision numérique européenne.

● En France, pionnière du secteur, les téléopérateurs ont le choix entre trois bouquets : CanalSatellite (864 000 abonnés), TPS (400 000 abonnés) et ABSat (65 000 abonnés).

● En Pologne, où les opérateurs ne relèvent pas de la Commission européenne, les deux offres, Canal Plus Polska et At Entertainment, viennent de fusionner.

● En Espagne, la concurrence fait rage entre deux rivaux, Canal Satélite (Canal Plus, Prisa et Antena 3) et Via Digital, contrôlée notamment par l'opérateur de télécommunications Telefonica.

● En Italie, TelePiù/D Più, détenu par Canal Plus, risque d'avoir à affronter la prochaine concurrence d'un consortium franco-italien, mené, selon une étude de la société de Bourse Ferri, par la RAI, Cecchi Gori, Telecom Italia, TF1 ou M6.

tendue que Telefonica, par le biais d'une récente entrée dans Antena 3, est désormais présent dans les deux offres. Ce qui milite en faveur d'un rapprochement des bouquets.

● En Grande-Bretagne, la concurrence se fera jour dans le numérique entre deux offres hertziennes et le bouquet satellitaire de BSkyB prévu en juin.

● En Scandinavie, une compétition très âpre oppose Canal Plus Nordic et TV 1000.

● En Espagne, la concurrence fait rage entre deux rivaux, Canal Satélite (Canal Plus, Prisa et Antena 3) et Via Digital, contrôlée notamment par l'opérateur de télécommunications Telefonica.

Le groupe britannique Mirror cherche les moyens de ses ambitions

LONDRES
de notre correspondant

Le Mirror, le modèle des tabloïds européens, est-il à vendre ? Les confidences distillées, les déclarations à demi-mot et les rumeurs de ces derniers jours le laissent entendre : Elles ont poussé vers le haut le cours de l'action. « Longtemps fortement sous-évaluée - du quotidien populaire britannique, qui stagnait jusqu'à la semaine dernière. Après avoir pris 20,5 pence à la City en quelques jours, l'action en a gagné 25, mardi 26 mai, pour atteindre son meilleur taux en un an, soit 239,5 pence. La valeur marchande du Mirror s'est accrue de 200 millions de livres en un jour, pour se stabiliser en fin de journée à 1,1 milliard (une livre vaut environ 9,60 francs).

Qu'est-ce qui peut bien pousser l'un des deux grands tabloïds londoniens (avec le Sun) à se mettre sur le marché, et le groupe allemand Springer, le reprenneur annoncé, à s'y intéresser ? Le Mirror a perdu des lecteurs ces dernières années et doit supporter le fardeau d'une dette de 500 millions de livres héritée de son ancien propriétaire, Robert Maxwell. Il vient de vendre ses parts dans The Independent au magnat irlandais de la presse, Tony O'Reilly, a réalisé en 1997 une bonne affaire en achetant un groupe de presse régionale, Midlands Independent Newspapers (MIM), se diversifiant dans l'audiovisuel et envisage de produire son

premier long métrage, inspiré par le Titanic. Mais sa taille financière est insuffisante pour ses ambitions. Le groupe Springer, le plus important en Allemagne, possède le Bild (4,5 millions d'exemplaires), créé par Axel Springer, et Die Welt. Il a des ambitions internationales. Son PDG, le Suisse Gus Fischer, est par ailleurs un ancien de News International, le conglomérat de Rupert Murdoch, où il a côtoyé les responsables actuels du Mirror. Selon le Daily Telegraph du mardi 26 mai, c'est lui qui aurait présenté Tony Blair, alors leader de l'opposition travailliste, à M. Murdoch, devenu l'un de ses proches.

UN COMMUNIQUÉ DE SPRINGER

Toujours est-il qu'à la fin de la semaine dernière, Springer a publié un communiqué indiquant qu'il « considèrerait un certain nombre de possibilités, y compris le Mirror Group Newspapers, qui pourraient conduire, ou ne pas conduire, à une offre à ce groupe. Cela dit, Springer n'a aucun intérêt financier dans ce groupe, ne lui a fait aucune offre et n'est pas en position de savoir s'il en fera. Si cette position devait changer, une déclaration sera rendue publique ». Malgré l'ambiguïté étudiée de ce communiqué, le Mirror a précisé qu'il avait été mis un terme aux pourparlers entrepris pour une fusion avec le groupe régional Trinity et qu'il informerait ses actionnaires quand Springer aurait précisé ses intentions.

Si les méthodes journalistiques et le sensationnalisme du Mirror ne diffèrent guère de ceux du Bild - en dehors de leur adaptation aux goûts de publics différents -, un éventuel mariage ne serait pas sans susciter quelques divergences éditoriales. En particulier sur l'Europe : tabloïd orienté à droite alors que le Mirror a toujours été pro-labour, le Bild poursuit dans la ligne pro-européenne insufflée par son fondateur. Dans un article intitulé « Les dirigeants chauvins du "Mirror" : prêts à rendre les armes sur l'Europe », le Daily Telegraph a rappelé que les journalistes du Bild devaient s'engager à « soutenir l'unification de l'Europe ».

Le Mirror, au contraire, semble prendre un malin plaisir à encourager les instincts xénophobes de ses lecteurs populaires. L'Europe, les Allemands et les Français sont ses cibles favorites. Parmi ses manchettes fameuses figure : « Achtung Surrender, for you Fritz, ze Euro 96 Championship is over », lors de la coupe d'Europe de football il y a deux ans. Commentant, mardi, les protestations d'anciens prisonniers de guerre anglais contre la visite de l'empereur du Japon, il a titré : « Combien valent nos héros, Tony ? », sous-titrant : « Fureur alors que Blair demande d'être gentil avec l'empereur. » Le Sunday Telegraph raconte aussi que le PDG du groupe Mirror, David Montgomery, aurait hurlé des « Achtung » et des « Jawohl » lors d'une soirée arrosée la semaine dernière.

LE ROI DES TABLOÏDS

Si le groupe Springer devait prendre le contrôle du Mirror - le second rachat d'un quotidien britannique par des étrangers depuis le début de l'année -, on peut penser que les intérêts économiques effaceraient ces divergences. Ce serait en tout cas un triomphe posthume pour Axel Springer, qui avait façonné le Bild à l'image du tabloïd londonien.

Cette affaire intervient quelques jours après la disparition du fondateur du Mirror, Lord Cudlipp of Aldingbourne. Hugh Cudlipp n'avait que vingt-quatre ans quand il devint rédacteur en chef du Sunday Pictorial, devenu le Sunday Mirror, avant de diriger le Daily Mirror et d'en devenir le PDG. Il fut un des hommes les plus influents dans la Grande-Bretagne d'après-guerre, et on disait de lui qu'il était « le roi des tabloïds » et que « depuis son adolescence, il était un tabloïd vivant, parlant et marchant ».

Patrice de Beer

importer... exporter
importer... exporter
importer... exporter

respirez

Le Port du Havre
est la place forte
du commerce international.

Les grands armateurs mondiaux escalent
régulièrement au Havre.

20 départs par semaine vers l'Amérique,
18 vers l'Asie, 12 vers l'Afrique.

+16,2% de croissance sur 5 ans
2 fois plus vite que Rotterdam ou Hambourg.

Venez au Havre
respirer l'air de la croissance.

PORT AUTONOME DU HAVRE

B.P. 1418 - 76067 LE HAVRE CEDEX
tel : 02 32 74 74 00 - fax : 02 32 74 74 20 - <http://www.havre-port.fr>

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RHODIA** : 30 % du capital de la filiale chimie de Rhône-Poulenc devraient être introduits en Bourse, simultanément à Paris et à New York, « dans le courant juin, si les conditions du marché le permettent », a annoncé, mardi 26 mai, le groupe français.

● **SNIA BPD** : le groupe italien Fiat et la banque d'affaires Mediobanca céderont leurs parts (environ 56 %) dans la société chimique Snia Bpd, à travers une offre publique de vente et une vente de gré à gré.

● **OPEL** : la filiale de l'allemand General Motors a annoncé, mardi, le développement d'un nouveau petit modèle automobile en commun avec le japonais Suzuki.

● **CAMPBELL SOUP** : le groupe agro-alimentaire américain a annoncé, mardi, la vente de sa division européenne de biscuits - marque Delacre - au britannique United Biscuits pour 125 millions de dollars (750 millions de francs).

SERVICES

● **BUTAGAZ ET PRIMAGAZ** : les deux distributeurs de gaz ont annoncé mardi le regroupement de leur réseau de distribution GPL Carburant. Cette alliance de Vif (GPL Primagaz) - Esso, Avia, Agip, Dyneff - et Geipel (Butagaz) - Shell, BP Fina - donnera naissance au plus grand réseau de stations GPL Carburant avec près de 600 points d'approvisionnement en France sur un total de 1 000 stations-service.

● **TRANSPORTS** : plus de 25 % des fermes navigant en Europe sont « peu sûrs » ou « très peu sûrs », selon une enquête publiée mardi de l'Alliance internationale du tourisme (AIT) et de la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

FINANCE

● **GAN** : l'intersyndicale de l'assureur public, après avoir auditionné les quatre candidats à la reprise du GAN, a estimé mardi soir ne pas « être en mesure de se prononcer valablement sur les candidatures, compte tenu des fortes zones d'ombre qui demeurent sur certains projets ». Les syndicats ont indiqué qu'au stade actuel le CCE, qui doit se réunir jeudi 28 mai, ne serait pas en mesure de donner un avis.

● **ABN-AMRO** : le groupe néerlandais maintient son offre de reprise de la Générale de banque (Le Monde du 26 mai) malgré la vente au groupe Fortis des parts détenues dans l'établissement belge par la SGB, a indiqué mardi Jan Kalff, président d'ABN Amro.

● **CRÉDIT LYONNAIS** : le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, a assuré mardi aux syndicats que l'avis des représentants du personnel serait « pris en compte » lors de la privatisation de la banque.

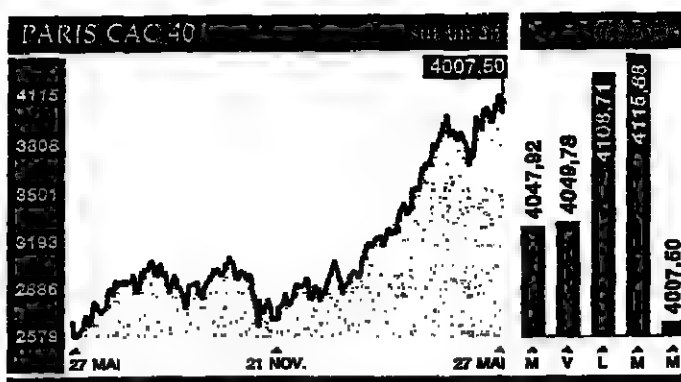
● **LIFFE** : le marché britannique des produits dérivés a décidé d'avancer de six mois, à juin 1999, l'introduction de la négociation électronique. Les transactions seront effectuées sur un système élaboré par ses propres soins. Cela met fin aux rumeurs d'acquisition d'un système existant (français ou suédois). Le Liffe sera le dernier des trois grands marchés européens à se convertir à l'électronique, avec un temps de retard sur l'apparition de l'euro, en janvier 1999.

RÉSULTATS

● **AIR FRANCE** : la compagnie aérienne a réalisé un bénéfice de 1,87 milliard de francs, après sept ans de pertes (lire p. 16).

● **SODIALAL** : le groupe coopératif de produits laitiers (Yoplait, Candia) a vu son résultat net doubler en 1997 à 49 millions de francs, contre 22 millions un an plus tôt.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde », www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausse | Cours | Var. % | Var. % | Baisse | Cours | Var. % | Var. % |
|---------------|--------|--------|--------|----------------|-------|--------|--------|
| SCA | 123,1 | +7,41 | +11,57 | BOURGUES OFF. | 25,10 | -4 | +11,10 |
| FINDEX | 33 | +8,40 | +23,72 | UNION ASSUR. | 192 | -3,80 | +10,88 |
| LAFARGE | 430 | +8,08 | +22,62 | CPH | 152 | -3,14 | +0,81 |
| RETRAND FAUL. | 352 | +4,78 | +20,23 | LEONARD | 177 | -2 | +38,88 |
| SODE | 191 | +4,32 | +24,58 | LAFARGE | 551 | -2,38 | +85,91 |
| CAP GEMINI | 429 | +4,48 | +75,27 | PRIMAGAZ | 124,3 | -2,88 | +17,15 |
| GUZANIER | 152,80 | +3,88 | +24,38 | GEOPHYSIQUE | 212 | -2,88 | +21,55 |
| CHARGEURS | 425 | +3,85 | +38,91 | LYNAT MONT HEN | 235 | -2,88 | +23,32 |
| SGE | 256,85 | +3,78 | +83,91 | LEON (CIC) | 235 | -2,28 | +1,04 |
| SAGEM SA | 484,2 | +3,57 | +78,13 | COLECO | 253,1 | -2,21 | +32,78 |

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

MERCREDI 26 MAI, en milieu de séance, l'indice CAC 40 a accentué son repli. À midi, il a reculé de 2,80 % à tout juste 4 000 points. Les inquiétudes sur la dérive du yen, et la situation financière tendue de la Russie qui avaient fait trébucher Wall Street la veille, ont subitement douché l'optimisme des investisseurs français. Le repli s'est effectué dans des volumes de transactions d'autant plus importants (3,6 milliards de francs) qu'il a touché principalement les grandes valeurs du CAC 40 comme France Télécom (-3,9 %), Ustao (-5,2 %) ou la Société générale (-4,6 %). Les investisseurs attendent avec inquiétude l'ouverture de Wall Street dans l'après-midi. Si ce marché directeur continue sa glissade, la place parisienne pourrait terminer la séance encore plus bas. Les investisseurs américains, qui ont engrangé d'importantes plus-values latentes, pourraient prendre leurs bénéfices.

NEW YORK

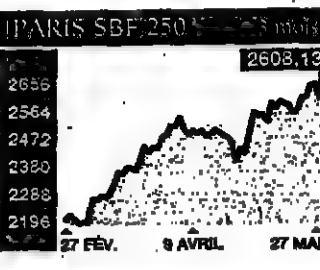
WALL STREET a enregistré sa deuxième plus forte baisse de l'année (-1,68 %), sous l'effet de liquidations intervenues dans l'après-midi, après avoir progressé dans les premiers échanges. Cette pression sur la Bourse est due, selon Barton Biggs, de Morgan Stanley, à la faiblesse des pétroliers et des bancaires, et aux inquiétudes relatives à l'impact de la crise asiatique sur les revenus des entreprises américaines.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a terminé en légère hausse mardi, perdant dans l'après-midi une partie des gains de la matinée. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 15,1 points (+0,25 %), à 5 970,7 points. Après un week-end de trois jours, Londres a tiré en partie son inspiration des records atteints lundi par Paris et Francfort.

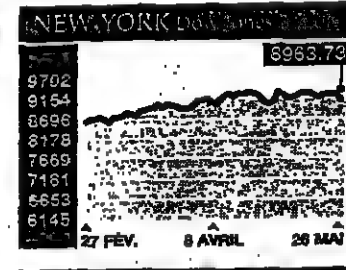
Indices boursiers

| Europe 12h30 | Cours | Var. % | Var. % |
|---------------|----------|--------|--------|
| PARIS CAC 40 | 4007,50 | -2,88 | 33,65 |
| SF 120 | 2770,45 | -2,42 | 33,23 |
| SF 250 | 2628,13 | -1,84 | 34,10 |
| SECOND MAR. | 2427,00 | -0,41 | 34,13 |
| AMSTERDAM | 1542,20 | -0,71 | 30,21 |
| LONDRES FT100 | 5970,70 | +0,25 | 14,91 |
| BRUXELLES BEL | 1293,65 | -1,80 | 31,37 |
| FRANCFORT D30 | 3453,81 | -2,74 | 29,18 |
| MILAN MIB30 | 10289,80 | -2,78 | 30,07 |
| SUÈDE OMX | 3510,10 | -3,22 | 41,22 |
| STOCKHOLM | 1718,00 | -1,98 | 21,55 |
| EURO STOXX 30 | 1533,20 | -2,19 | 31,19 |
| EURO STOXX 50 | 1533,20 | -2,19 | 31,19 |



Monde

| Monde | Cours | Var. % | Var. % |
|----------------|---------|--------|--------|
| NEW YORK DJ | 8904,19 | -1,65 | 13,35 |
| SP 500 | 1044,26 | -1,48 | 12,74 |
| NASDAQ | 1558,58 | -1,48 | 13,23 |
| BUENOS AIRES M | 555,27 | -4,85 | -13,31 |
| JOHANNESBURG | 939,80 | -2,82 | 25,13 |
| MEXICO BOLSA | 822,52 | -0,80 | -18,18 |
| SANTIAGO IPSA | 1163 | -1,05 | -19,74 |
| SÃO PAULO BOVL | 1943,79 | -5,78 | -7,48 |
| TORONTO SSE L | 7825,26 | -1,88 | 12,83 |
| ASIE 1015 | 2785 | 26,95 | 19,87 |
| HONGKONG SET | 963,25 | -0,83 | -10,05 |
| HONGKONG H | 963,25 | -0,83 | -10,05 |
| SEOUL | 28,23 | 0,28 | -14,45 |
| SINGAPOUR ST. | 1564,5 | -1,25 | -16,58 |
| SYDNEY ALL ORD | 3604,5 | -1,25 | -16,58 |
| TOKYO NIKKEI | 8404,9 | -1,38 | 2,69 |



LONDRES



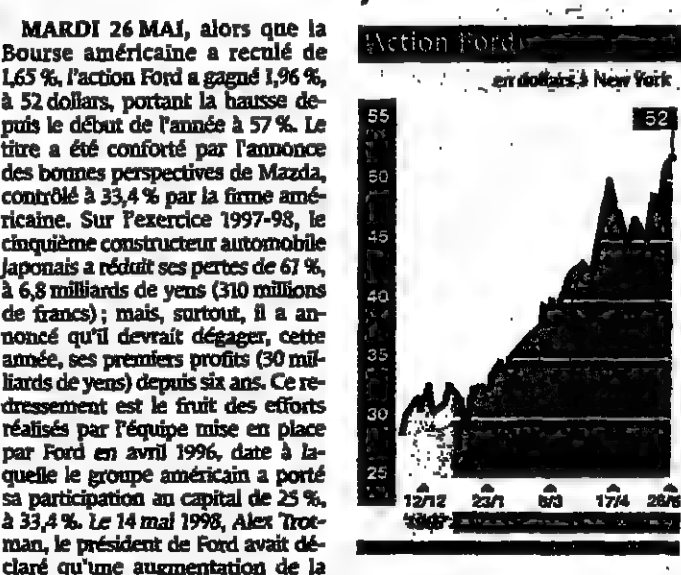
FRANCFORT



TOKYO



Valeur du jour : Ford a redressé Mazda



MARDI 26 MAI, alors que la Bourse américaine a reculé de 1,65 %, l'action Ford a gagné 1,96 %, à 52 dollars, portant la hausse depuis le début de l'année à 57 %. Le titre a été conforté par l'annonce des bonnes perspectives de Mazda, contrôlée à 33,4 % par la firme américaine. Sur l'exercice 1997-98, le cinquième constructeur automobile japonais a réduit ses pertes de 61 %, à 6,8 milliards de yens (310 millions de francs) ; mais, surtout, il a annoncé qu'il devrait dégager, cette année, ses premiers profits (30 milliards de yens) depuis six ans. Ce redressement est le fruit des efforts réalisés par l'équipe mise en place par Ford en avril 1996, date à laquelle le groupe américain a porté sa participation au capital de 25 %, à 33,4 %. Le 14 mai 1998, Alex Trotman, le président de Ford avait déclaré qu'une augmentation de la participation au capital de Mazda était « concevable ».

Depuis l'annonce de la fusion entre le groupe allemand Daimler-Benz et l'américain Chrysler, le secteur automobile est en pleine ébullition. Le 12 mai, Ford a été obligé de démentir les rumeurs d'un rapprochement avec Fiat. Mais, dans le même temps, il a élaboré, avec l'aide d'investisseurs financiers, un plan pour acheter 51 % du capital de Kia Motors, le constructeur coréen ébranlé par un endettement très important.

Pour Ford, déjà actionnaire à hauteur de 16,9 %, cette initiative permettrait de sauver les investisseurs américains déjà consentis. Mais le constructeur américain en profite pour régler ses comptes avec les constructeurs asiatiques qui l'ont fait trembler lors de la décennie précédente. Même si Alex Trotman s'attend à plusieurs années de récession en Asie, le renforcement de ses intérêts dans cette partie du monde lui permet de mieux contrôler une nouvelle offensive asiatique à destination des marchés américain et européen.

En attendant ces nouvelles perturbations, la situation du constructeur américain est solide. Au premier trimestre de 1998, le résultat opérationnel a grimpé de 15 %, à 1,69 milliard de dollars. Les réductions de coûts (400 millions de dollars) ont permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires de 2 %, à 36 milliards de dollars. Sur ce trimestre, la filialisation de son activité financière Associates First Capital, lui a rapporté un gain exceptionnel de 16 milliards de dollars. Et, le 21 mai, John Devine, le directeur financier du groupe, a prévenu les analystes que le résultat du deuxième trimestre devrait être supérieur de 10 % aux estimations (1,9 milliard de dollars).

Enguérand Renault

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert s'inscrivait en légère hausse, mercredi matin 27 mai, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,7659 mark et 5,9217 francs.

● **Yen** : la devise japonaise continuait à reculer, mercredi matin. Elle s'inscrivait à 138,05 yens pour un dollar. Elle ne tirait aucun profit de la mise au point effectuée la veille par le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, qui s'est déclaré « surpris » par les informations selon lesquelles il était prêt à accepter une baisse du yen jusqu'à 150 yens pour un dollar. « Les autorités japonaises ont exprimé leurs préoccupations quant à la faiblesse du yen et nous les partageons », a affirmé M. Rubin.

Rompant le silence des dirigeants européens à propos des remous monétaires au Japon, le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, s'est prononcé mardi contre une « dévaluation massive » du yen.

● **Mark** : le billet allemand s'inscrivait en légère hausse, mercredi matin 27 mai, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,7659 mark et 5,9217 francs.

● **Yen** : la devise japonaise continuait à reculer, mercredi matin. Elle s'inscrivait à 138,05 yens pour un dollar. Elle ne tirait aucun profit de la mise au point effectuée la veille par le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, qui s'est déclaré « surpris » par les informations selon lesquelles il était prêt à accepter une baisse du yen jusqu'à 150 yens pour un dollar. « Les autorités japonaises ont exprimé leurs préoccupations quant à la faiblesse du yen et nous les partageons », a affirmé M. Rubin.

Rompant le silence des dirigeants européens à propos des remous monétaires au Japon, le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, s'est prononcé mardi contre une « dévaluation massive » du yen.

Taux

● **France** : le marché obligataire a ouvert en hausse, mercredi 27 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 19 centimes, à 104,19 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,92 %, soit 0,05 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● **Etats-Unis** : les obligations avaient terminé en hausse la séance du mardi 26 mai, soutenues par la baisse du marché d'actions et le regain de tension en Asie qui incitent les gestionnaires à se réfugier vers les placements les plus sûrs, au premier rang desquels se trouvent les valeurs émises par le Trésor.

Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,85 % en clôture, son plus bas niveau depuis le 9 avril.

ECONOMIE

Hongkong pourrait entrer en récession

LA CROISSANCE de Hongkong pourrait être négative au premier trimestre 1998, pour la première fois depuis treize ans, après une croissance de 2,7 % au 4^e trimestre 1997, a indiqué mercredi 27 mai le gouvernement. La dernière récession remonte à 1985, quand le PIB avait perdu 2,9 % entre avril et octobre. Le ministre de l'économie, Donald Tsang, a indiqué dimanche qu'il maintenait pour l'instant sa prévision de croissance pour 1998 de +3,5 %. Le FMI et l'OCDE prévoient en revanche des croissances plus faibles : respectivement 3,1 % et 0,9 %.

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a réaffirmé mardi le soutien des Etats-Unis au maintien par la Chine d'un taux de change stable de sa devise malgré la crise financière qui secoue l'Asie.

● **INDE** : la Banque mondiale a retardé l'octroi de quatre prêts à l'Inde, « en réponse à la demande de plusieurs administrateurs » en réaction aux essais nucléaires menés par ce pays. Le montant total de ces prêts, dont le versement est suspendu, se monte à 865 millions de dollars.

● **CORÉE DU SUD** : une grève de 48 heures a débuté mercredi à l'appel de syndicats qui entendent protester contre la hausse brutale du chômage et les perspectives de licenciements massifs (lire p. 3).

● **INDONÉSIE** : le FMI et la nouvelle équipe au pouvoir à Djakarta ont entamé mercredi des discussions sur l'éventuel déblocage de fonds. Moins d'une semaine après la chute du régime Suharto, le FMI doit étudier s'il peut débiter la tranche d'un milliard de dollars dont il avait suspendu le versement la semaine dernière.

● **ÉTATS-UNIS** : l'embauche restera à un très haut niveau au troisième trimestre 1998, selon une étude trimestrielle du groupe de travail temporaire Manpower. Parmi les 13 600 compagnies américaines interrogées, 32 % affirment qu'elles embaucheront au cours des trois prochains mois, tandis que 5 % annoncent qu'elles réduiront leurs effectifs. « C'est le plus haut niveau (de prévisions d'embauches) depuis le troisième trimestre 1978 », affirme Mitchell Fromstein, PDG de Manpower.

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, s'est déclaré « surpris » par des informations rapportées par l'hebdomadaire US News and World Report : celui-ci citait des sources anonymes qui affirmaient que M. Rubin serait prêt à laisser monter le yen jusqu'à 150 yens si cela pouvait aider à une reprise de l'économie japonaise.

● **RUSSIE** : le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué mardi qu'il espérait conclure son examen de l'application du programme signé avec la Russie « dans les prochains jours ». Le gouvernement russe attend avec impatience un prêt d'environ 700 millions de dollars bloqué depuis janvier. Le FMI a régulièrement retardé ses versements à la Russie, à cause des mauvais résultats économiques et en particulier de la collecte défective des impôts (lire p. 17).

● **FRANCE** : le commerce extérieur a enregistré un excédent de 13,42 milliards de francs en mars en données corrigées, selon des chiffres communiqués mercredi par les douanes. Le solde cumulé de janvier à mars s'établit à 42,854 milliards de francs.

NOMINATIONS

● **AEROSPATIALE** : Yves Michot, président d'Aerospatiale, devait annoncer, mercredi 27 mai, la constitution de son nouvel état-major. Deux vice-présidents seront nommés. Il s'agit de Michel Delaë, chargé du secteur espace défense, et de Jean-François Bigay, ancien président d'Emucopet, qui prend la charge du secteur aéronautique. Au sein du comité exécutif, François Augue, directeur général adjoint, cumule désormais les charges des finances et de la stratégie.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 28 MAI 1998

SCIENCES Malgré l'existence d'un traitement simple, efficace et peu coûteux, l'épidémie mondiale de tuberculose continue sa progression. ● 900 MILLIONS de femmes de

quinze à quarante-quatre ans sont aujourd'hui, dans le monde, infectées par le bacille de Koch, estime un groupe d'experts réunis sous l'égide de l'OMS en Suède. La tuber-

culose est devenue, pour elles, la première cause de décès. ● L'ASIE ET L'AFRIQUE sont les deux continents les plus touchés. Mais l'on note aussi une importante résur-

gence de cette maladie contagieuse dans les pays de l'ancien bloc soviétique. ● LES CAUSES principales de cette inquiétante progression sont l'épidémie de sida, mais aussi la des-

truction de systèmes sanitaires spécialisés et le désintérêt général de l'Occident vis-à-vis d'une maladie tenue, à tort, pour appartenir à un autre âge.

L'épidémie de tuberculose flambe à l'échelle planétaire

Les dernières statistiques montrent que, dans le sillage de la pandémie de sida, le bacille de Koch tuera en 1998 dans le tiers-monde plus d'un million de femmes en âge de procréer. Pourtant une thérapeutique existe, simple et peu coûteuse, mais trop rarement utilisée

GÖTEBORG (Suède)

de notre envoyé spécial

C'est un constat brutal et hautement inquiétant que vient de dresser un groupe d'experts de la lutte contre la tuberculose réunis à Göteborg, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de plusieurs instituts suédois, dont l'Institut Karolinska de Stockholm. En dépit des appels lancés par les autorités sanitaires internationales, et malgré l'existence d'un schéma thérapeutique simple et peu coûteux, l'épidémie mondiale de tuberculose progresse et, fait nouveau, touche aujourd'hui de manière massive, dans le tiers-monde, des jeunes filles et des jeunes femmes en âge de procréer.

Ces spécialistes ont annoncé, mardi 26 mai, que l'épidémie tuberculeuse avait atteint un niveau sans précédent dans la population des femmes âgées de quinze à qua-

rante-quatre ans, chez lesquelles elle est devenue la première cause de décès. Les experts chiffrent à 900 millions le nombre de femmes aujourd'hui infectées par le bacille de Koch. Parmi elles, 2,5 millions présenteront, dès cette année, des symptômes de la maladie tuberculeuse et plus d'un million décèderont des suites de cette affection hautement contagieuse.

LE PRIX DE L'INEGALITE DES SEXES

Ce sont les femmes des pays du continent asiatique qui, dorénavant, paient le plus lourd tribut à ce fléau (près de 700 000 décès en 1997), devant celles d'Afrique (390 000 morts) et celles du continent américain (66 000). Les femmes des pays d'Europe de l'Est (près de 50 000 morts prématurées en 1997) sont d'ores et déjà, elles aussi, menacées, compte tenu de la progression de l'épidémie dans cette partie du continent.



Environ 600 millions de femmes dans le monde sont infectées par le bacille de Koch. En 1997, plus d'un million d'entre elles sont décédées des suites de la maladie. Les causes: une plus grande sensibilité à la tuberculose désormais qu'elles sont infectées et une inégalité des sexes pour l'accès aux soins.

« Tout nous indique que ces chiffres seront identiques, ou en progression, au cours de l'année 1998 », estime le docteur Paul Dolin, responsable du programme de lutte contre la tuberculose à l'OMS.

Si les femmes jeunes ne sont sans doute pas plus exposées que les hommes du même âge à ce risque infectieux, elles semblent plus à même qu'eux, une fois infectées, de développer la maladie et d'en mourir. En fait, qu'elles soient aujourd'hui aussi massivement touchées témoigne aussi de l'inégalité des sexes pour l'accès aux soins dans de nombreux pays du tiers-monde.

En toute hypothèse, il ne faut plus considérer la tuberculose comme une pathologie ne touchant que les hommes âgés des milieux défavori-

sés. Ce schéma restait en vigueur dans les pays industrialisés, où les progrès de l'hygiène et de la thérapeutique médicamenteuse (si non de

la vaccination par le BCG) avaient permis de réduire massivement cette menace. Les spécialistes réunis à Göteborg ont annoncé que si, dans les pays industrialisés, 25 % des cas de tuberculose étaient diagnostiqués chez des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, cette proportion n'était plus, dans les pays du tiers-monde, que de 10 %. Elle est, en revanche, dans ces pays, de 60 % pour les hommes et les femmes de quinze à quarante-quatre ans, une tranche d'âge où la tuberculose est responsable de près d'un décès sur dix, soit plus du double des décès dus au sida (4 %).

Tout indique, cependant, que l'on ne peut plus, aujourd'hui, traiter de manière séparée les dossiers de la tuberculose et du sida, la première étant fréquemment, dans le tiers-monde, la principale maladie opportuniste survenant chez les personnes infectées par le VIH. C'est

aussi, faute de soins adaptés, la cause prioritaire de la mort précoce des séropositifs. L'agence Omsida vient d'estimer que, pour les quatre prochaines années, la propagation du VIH aurait pour conséquence l'apparition de plus de 3 millions de nouveaux cas de tuberculose.

DÉSINTÉRÊT GÉNÉRAL

Pour autant - même si les spécialistes de la lutte contre la tuberculose ont tendance à sous-estimer l'impact, dans leur spécialité, d'une nouvelle maladie virale qui ne les concerne pas au premier chef -, force est de reconnaître que la catastrophe grandissante à laquelle on assiste aujourd'hui ne trouve que pour partie son origine dans l'épidémie de sida. Les racines de cette flambée épidémique résident dans la destruction progressive de systèmes sanitaires spécialisés et dans le désintérêt général de l'Occident vis-à-vis d'une maladie tenue, à tort, pour être d'un autre âge.

« Les trois millions de personnes qui meurent chaque année de tuberculose, principalement dans les pays en voie de développement, ne meurent pas parce que l'on ne sait pas traiter cette maladie, écrit-il, il y a peu, dans les colonnes de La Revue du praticien, le professeur Gérard Huchon (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne). Elles meurent parce qu'elles n'ont pas pu, pour des raisons sociales, économiques et/ou politiques, bénéficier d'un traitement antituberculeux. »

Jean-Yves Nau

Un traitement efficace

Mis au point par le docteur Karel Styblo, le DOTS (acronyme anglo-saxon de « traitement de brève durée sous surveillance directe ») associe une série de médicaments antituberculeux prescrits sur une période courte (de l'ordre de six mois) et absorbés quotidiennement par le malade sous la surveillance effective d'un médecin ou d'un soignant. On a en effet observé que très souvent les malades des pays pauvres avaient tendance à cesser leur prise de médicaments après la disparition des symptômes, ce qui peut conduire à l'émergence rapide de bacilles chimiorésistants.

Expérimenté en Tanzanie, en Indonésie, en Chine, au Pérou et à New York, le DOTS a donné, dès 1997, selon l'OMS, des résultats « impressionnants » (Le Monde du 21 mars 1997). Cette thérapie n'est promise officiellement par l'OMS que depuis un an. Le coût total de ce traitement devrait être d'environ 500 francs par malade.

L'Europe de l'Est durement touchée

Une étude publiée en janvier dans Eurosurveillance, revue épidémiologique financée par l'Union européenne, permet, pour la première fois, de comparer les pays du continent en matière de tuberculose. Elle porte sur l'incidence (nombre de nouveaux malades pour 100 000 habitants) des cas pour l'année 1995. Près de 277 000 cas ont alors été recensés dans quarante-six pays d'Europe, soit une incidence moyenne de 34,4, avec des variations allant de 1 (Malte) à près de 102 (Roumanie). Deux groupes de pays peuvent être distingués: ceux où l'incidence est inférieure à 20 (pour l'essentiel, les pays de l'Union européenne, sauf l'Espagne et le Portugal) et les autres. Les incidences les plus élevées sont le fait des pays des Balkans et de l'ancien bloc soviétique. L'étude montre que, là, la tuberculose touche le plus souvent les hommes et les femmes jeunes, alors qu'à l'Ouest elle démentre, pour l'essentiel, une maladie de la personne âgée.

Avant.

Après.

air Liberté

MAINTENANT VOUS AVEZ LE CHOIX.

ADHÉREZ GRATUITEMENT DÈS AUJOURD'HUI EN APPELANT LE 0 801 208 208*

*N° Azur. Prix d'un appel local. - L'exception des Bonus.

Marat Safin détruit les espoirs d'Andre

Man Bérnais champion de France de basket-ball

Marat Safin détruit les espoirs d'Andre Agassi

Issu des qualifications, le Russe a battu l'Américain qui faisait d'une performance à Paris l'un des objectifs de sa saison

SOUVENT, il dit qu'il ne sait pas, qu'il s'en fiche et s'en contrefiche. Il ne parle pas de gagne, il parle de destin. Il écoute les questions et hoche la tête d'un air amusé avant de répondre dans un anglais approximatif teinté d'un accent espagnol. Avec son visage boudeur, ressemble à ce qu'il est, un enfant avec ce que cet état peut comporter de léger.

En ce mardi 26 mai, le joueur russe savoure sa victoire sur Andre Agassi. Cinq sets, bien plus de trois heures de jeu pour venir à bout de l'Américain qui ne visait rien moins qu'une victoire aux Internationaux de France de Roland-Garros. Agassi, vingt-huit ans et vingtième joueur mondial, s'en est allé, laminé par les coups de bonté du plus jeune joueur du tournoi, son cadet de dix ans et qui a joué 655 matches « pro » de moins que lui dans sa carrière. Marat Safin, c'est rageant, prive Agassi de la 500^e victoire de sa carrière.

Safin a commencé Roland-Garros en qualifications. Là, il n'a pas hérité de la traditionnelle réputation de Petit Ponce mais s'est collé une image d'ogre. 116^e joueur mondial - pas loin de la qualification automatique dans le tableau final - il avait survolé l'antichambre du tournoi avec son coup droit aussi ravageur que son service.

UN TOURNOI À SON PALMARÈS. Le premier tour d'Andre Agassi était donc difficile. L'Américain, agacé par une éventuelle inflammation de l'épaule droite, a très vite compris que la lutte serait éprouvante. Il a arraché le premier set face à un adversaire survolté. Malgré son mètre quatre-vingt-quinze, Marat était partout, ses longs segments cueillant les balles traudentes et ses jambes tricotant vers les amortisseurs les plus fines. L'Américain a souffert et a gémit : « Je n'ai pas pu contrôler le jeu ». Les deux hommes se connaissent. Au mois d'avril, sur le ciment de Stone Mountain, Agassi avait éliminé Safin (6-3, 6-3, 6-3) lors du premier tour de la Coupe Davis.

Agassi quitte Paris, pour la première fois de sa carrière si tôt dans le tournoi. Finaliste en 1990 et 1991 et absent en 1997, il est éjecté de cette compétition du Grand Chelem qui manque à son palmarès. Marat Safin, lui, découvre la gloire. Il doit raconter sa vie. Il s'exécute en souriant toujours. Il est russe, né à Moscou, il a joué au tennis très vite. Rien d'impressionnant à cela. Marat est le fils d'un directeur de club et surtout celui

de sa mère, Louisa Islanova, demi-finaliste chez les juniors à Roland-Garros dans les années 70. Son prénom est d'origine arabe. Marat ? « Oui, je sais, la Révolution française. Je suis allé à l'école. »

Il vit aujourd'hui en Espagne, à Valence. Parce qu'un jour, il y a quatre ans, son agent est venu le trouver et lui a dit : « Tu vas là-bas, tu l'assieds et tu restes tranquille. Il m'a trouvé cet entraîneur, Rafael Mensua, et j'ai commencé à travailler avec lui. » Qui décidait ? « C'était la banque suisse qui me sponsorisait. Moi j'avais quatorze ans. » Quelle banque, suisse ? « Je ne sais plus. »

Marat Safin est devenu professionnel en 1997. Il a gagné un tournoi de deuxième division au Portugal, en septembre, et gagné deux places en demi-finale sur le même circuit, à Naples et à Lubiana. « Parce que les qualifications sont très dures. Personne n'a rien à perdre, tout le monde veut gagner », en 1998, il n'a joué que deux grands tournois à Philadelphie et sur la terre battue de Barcelone, où il a perdu au troisième tour contre l'Espagnol Carlos Costa.

Deux semaines avant, en Coupe Davis, il avait rencontré Agassi pour la première fois. Mais c'était lors du cinquième match - décisif - de la rencontre, perdu en cinq sets contre Jim Courier, qu'il avait appris ce que perdre valait dire. Et pourquoi il fallait accepter de gagner. Là-bas, il avait aussi rencontré son compatriote Yevgeny Kafelnikov, champion 1996 de Roland-Garros : « Avec moi, il s'est comporté comme un vrai frère. »

A Paris, quand il a appris le nom de son adversaire du premier tour, Marat a dit : « J'ai les armes pour le vaincre ». Jeunesse, endurance, service croisé de boxeur et service de fou. Au deuxième tour, Marat Safin rencontre le Brésilien Gustavo Kuerten, tenant du titre. Il sourit. Il semble se moquer de cette rencontre et assure : « Je ne peux pas le battre. Je suis trop fatigué. »

Bénédicte Mathieu

■ **Nouvel échec pour Petr Korda.** Après Anvers, Indian Wells, Key Biscayne et Monte-Carlo, Petr Korda avait l'occasion d'accéder au sommet du classement mondial pour la cinquième fois de l'année à Roland-Garros. Encore raté. Le Tchèque, tête de série n°2 et champion en titre des Internationaux d'Australie, a été éliminé, mardi 26 mai, au premier tour, par l'Argentin Mariano Zabaleta, champion junior des lieux en 1996 et issu des qualifications (6-0, 6-2, 3-6, 4-6, 6-3). La lutte pour la première place reste donc entre les mains de Pete Sampras, tête de série n°1, et Marcelo Rios (n°3).

L'Elan Béarnais champion de France de basket-ball

LES BASKETTEURS DE PAU-ORTHEZ sont devenus champions de France, mardi 26 mai, en battant en finale le CSP Limoges. Les Béarnais s'étaient largement imposés lors du match aller, samedi à domicile, sur le score de 84 à 62. Mardi à Limoges, ils ont encore une fois dominé leurs adversaires, 73 à 67. L'Elan Béarnais avait été sacré champion de France en 1986 et 1987 alors qu'il représentait Orthez. Deux autres titres, en 1992 et en 1996, ont été acquis après le rapprochement avec Pau. Le club jouera l'Euroleague la saison prochaine, comme Villeurbanne, premier de la phase régulière du championnat. Par ailleurs, le bureau de la Ligue nationale de basket-ball a validé, lundi, l'engagement du CSP Limoges en championnat de France pro A pour la saison prochaine. En proie à des difficultés financières depuis plusieurs années, le club a fourni des garanties nécessaires pour la constitution d'un budget équilibré.

DEPÊCHES

■ **CYCLISME :** Mario Cipollini a égalé Eddy Merckx en remportant la vingt-cinquième victoire d'étape de sa carrière dans le Tour d'Italie, mardi 27 mai entre les villes de Vasto et de Macerata (212 km). Depuis le départ du Giro, le 16 mai à Nice, il s'agit du quatrième succès obtenu par le sprinteur toulousain de l'équipe Saeco. Le Suisse Alex Zülle conserve le maillot rose de leader après dix étapes.

■ **FOOTBALL :** le Red Star (02) a été pressenti pour devenir le club résident au Stade de France (Le Monde du 26 mai). Après l'avoir annoncé, mardi 26 mai, la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, a rappelé que le club devait encore, avant le 15 juin, obtenir un avis favorable de la direction nationale de contrôle et de gestion de la Ligue nationale de football, se transformer en société anonyme à objet sportif et nommer un contrôleur financier.



Cédric Pioline au bout de Peffort

« MAIS C'EST DU THÉÂTRE », s'est exclamé - en français - Marcelo Filippini lorsqu'il a vu le kinésithérapeute le quitter pour aller masser les cuisses de son adversaire, Cédric Pioline. Au terme d'un match de trois heures cinquante, mardi 26 mai, le Français et l'Uruguayen ont joué les derniers points perdus de crampes. Filippini a été atteint le premier et Pioline en a profité pour s'échapper au score. Mais, à cinq jeux à un dans la manche ultime, les crampes ont aussi attaqué le Français, une douleur à la cuisse droite le paralysant. Grimaces, courses au ralenti, cris ou sourires : la partie s'est achevée sur la victoire d'un

Pioline plus puissant malgré un retour de l'Uruguayen. Le score, 6-1, 3-6, 7-5, 6-7, 6-4, rend compte de l'intensité du match et de la somme d'efforts fournis par les deux joueurs.

Très heureux de cette fin miraculeuse, le numéro un français a déclaré qu'il s'agissait d'un match piège dont il fallait se sortir, et j'en suis sûr... Je n'avais jamais connu cette situation. Je n'ai jamais eu de crampes comme ça. Lors du prochain tour, Cédric Pioline va être opposé à un autre Français, Julien Boutter, un Messin de vingt-quatre ans issu des qualifications qui a éliminé, mardi, l'Allemand Christian Vinck. Opposé au 313^e joueur mondial, Pioline devrait passer moins de temps sur le court.

Sergi Bruguera se laisse éliminer par le blues

LUIS BRUGUERA caresse sa barbe noire, perplexe. Sur le court numéro 2, son fils, Sergi, traîne une mine chiffonnée, un teint de papier maché. Le regard vide, il s'efforce vainement de survivre à l'échange avec l'Argentin Hernan Gumy, classé 106^e joueur mondial. Depuis le début de la saison, le scénario se répète. Du coup, le double champion de Roland-Garros (1993 et 1994) et finaliste l'an passé a abordé les Internationaux de France au 22^e rang mondial, avec seulement huit matches gagnés en quinze tournois.

Mardi 26 mai, à la porte d'Auteuil, il a reçu le coup de grâce en trois manches sèches (6-2, 6-2, 6-3), au premier tour. Dans une salle d'interview exigüe où défilent d'ordinaire les seconds couteaux, le Catalan s'est expliqué, les yeux fermés, la voix lasse. Sa flamme pour le tennis est en veilleuse pour cause de « problèmes personnels ».

Il va rattracher la raquette pour une période indéterminée, mettre au repos son esprit tourmenté.

Lui qui a bâti son existence autour du tennis lâche un terrible aveu : « J'ai perdu toute ambition, tout esprit de compétition, toute envie de gagner. » Sur la terre battue parisienne qu'il a toujours inspiré, il était venu dans l'espoir insensé d'un « bon tirage au sort », « de quelques victoires » susceptibles de produire le déclic. Les grains de poussière ocre n'ont fait que l'embrouiller davantage. « En tant qu'entraîneur je ne suis pas inquiet, dit son père. Je vois bien qu'il ne s'en fiche pas. Je suis sûr qu'il reviendra à un meilleur niveau lorsqu'il sera reposé mentalement et qu'il aura pris une décision pour régler ses problèmes, mais en tant que père j'ai de la peine. »

Ancien joueur, Luis a façonné son fils unique, dont il se défend d'avoir suscité la vocation. Il le

suit partout depuis toujours. Son épouse, Silvia, gère le centre d'entraînement fondé dans la campagne barcelonaise par la famille. Elle n'est jamais loin non plus du rejeton-prodige. A la fois par jalousie et par confort, Sergi s'est installé dans ce cocon. Aujourd'hui, il a vingt-sept ans ; il aime indistinctement le tennis et son père, et se surprend avec terreur à imaginer l'un sans l'autre.

Luis Bruguera, lui, attribue l'origine de cette crise psychologique aux blessures successives et usantes de ces deux dernières saisons. Il est certain d'avoir définitivement « séparé le père du coach et le fils du joueur » lors d'une conversation il y a dix ans au début de la carrière professionnelle de Sergi. Mais les ratés de la raquette du « petit » laissent à penser que leur pacte est périmé.

Patricia Jolly

Axa assure la pluie mais préfère le beau temps

« SI IL PLEUT, Axa vous dédommage. » L'offre est alléchante. Elle émane de la compagnie d'assurances partenaire des Internationaux de France et de la Fédération française de tennis (FFT). « Plus qu'être un simple sponsor, explique un responsable du service de presse du groupe qui a absorbé l'UIAP à la fin de 1996, nous souhaitons faire notre métier d'assureur en proposant aux spectateurs l'assurance-pluie. »

Sur ce « service » lancé il y a quatorze ans à Roland-Garros, l'UIAP ne communiquait pas beaucoup. Les conditions restrictives qu'il caractérisait n'ont pourtant pas dissuadé Axa de vanter largement le sujet. Mais le risque est plutôt mince pour l'assureur qui ne considère pas les spectateurs égaux devant la pluie.

L'assurance-pluie est réservée aux « titulaires de billets nominatifs réservés par correspondance ou par Minitel et donnant accès au court central, Suzanne-Lenglen et numéro un ». Autrement dit, elle s'adresse aux spectateurs disposant du pouvoir d'achat le plus élevé. En effet, ces courts accueillent traditionnellement les matches les plus prisés et les places y sont les plus chères (jusqu'à 310 francs).

FAIBLE RISQUE

Les spectateurs cantonnés aux treize autres courts en service pendant la quinzaine n'ont aucun recours en cas d'intempérie. Pas plus que ceux qui auraient défilé un des rares billets remis à la vente au guichet-depuis le 8 mai. Axa préfère l'amateur de tennis prévoyant.

Enfin, le dédommagement n'a lieu que dans la mesure où « les organisateurs du tournoi ne peuvent présenter un minimum de trois heures de jeu dans la journée du fait de la pluie ». La saison à laquelle se

tiennent les Internationaux de France met donc Axa à peu près à l'abri de déboires météorologiques. De toute façon, seuls les spectateurs licenciés à la FFT peuvent prétendre à un remboursement sonnant et trébuchant. Les autres doivent se contenter d'un billet identique pour l'année suivante.

La compagnie d'assurance n'a eu à endiguer les dégâts qu'une fois : en 1994, lorsque la finale dames opposant la Française Mary

Pierce à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario n'avait pu avoir lieu normalement. La moitié des spectateurs du central (7 000 personnes) avait alors été remboursée pour une somme totale de 2 millions de francs. Mais Axa n'a pas à s'inquiéter, la compagnie ne comptait jamais devantage de réclamations qui le stand de Météo-France installé sous le court central de Roland-Garros.

P. Jo.

RÉSULTATS DU 26 MAI

SIMPLE MESSIEURS

Premier tour
« Premier quart de tableau »
M. Kiefer (A) b. T. Haas (A) 6-1, 6-2, 7-6 (7-5).
« Deuxième quart de tableau »
M. Tilmann (S) b. S. Dostl (P) 7-5, 6-1, 6-2 ; A. Bie (A) b. J. Alonso (E) 4-6, 6-3, 6-3, 6-2.

« Troisième quart de tableau »
H. Garmy (A) b. S. Bruguera (E) 6-2, 6-2, 6-3 ; M. Gustafsson (S) b. A. O'Brien (E) 6-2, 4-6, 6-2, 6-2 ; P. Rafter (A) b. S. Lareau (C) 6-7 (7-5), 5-6, 6-1, 6-3, 6-2 ; D. Pinedo (A) b. G. Muller (F) 6-4, 7-6, 4-6, 6-3, 6-3 ; A. Corretja (E) b. K. Kramnik (R) 6-3, 6-2, 6-6, 6-4 ; G. Pozzi (S) b. M. Rossetti (E) 6-2, 6-1, 4-6, 6-4 ; O. Delbosc (F) b. A. Di Pasquale (F) 2-6, 7-5, 7-6 (7-5), 4-6, 6-2 ; J. Van Lierum (P) b. J. Samardak (P) 6-7 (6-7), 6-3, 6-2, 3-6, 6-2 ; M. Chang (E) b. A. Calabrese (E) 7-5, 6-3, 6-2 ; F. Versteeg (E) b. M. Woodford (A) 6-1, 4-6, 6-2 ; M. Mariani (S) b. G. Teste (C) 6-1, 4-6, 6-2 ; T. B. B. (S) b. F. Dowell (B) 7-6 (7-5), 7-6 (7-5), 7-6 (7-5) ; F. Clavet (E) b. A. Chomskov (R) 6-1, 6-4, 6-1.

« Quatrième quart de tableau »
G. Kuerten (B) b. C. Aulrey (F) 6-0, 6-2, 6-2 ; D. Hrbatý (S) b. S. Campbell (E) 2-6, 6-3, 6-3 ; D. Nalbandian (A) b. S. Schuster (P) 1-6, 6-2, 6-4, 7-5 ; N. Pietrangeli (A) b. J. J. Guzmán (F) 6-1, 6-2, 6-0 ; M. Sefin (F) b. A. Agassi (E) 5-7, 7-5, 6-2, 3-6, 6-2 ; A. Bonaccorsi (E) b. G. Scharf (A) 4-6, 7-6 (7-5), 6-3, 6-1 ; G. Scholtz (F) b. R. Rensberg (E) 6-4, 6-4, 6-2, 6-7 (6-7), 6-6 ; J. Tarrago (E) b. P. Hanehuis (P) 6-4, 6-1, 7-6 (7-4) ; R. Gilbert (F) b. A. Portes (E) 6-3, 6-3, 2-6, 2-6, 7-6 ; J.A. Wicak (E) b. Sanchez (E) 7-6 (8-6), 5-6, 6-7, 6-4, 6-3 ; J.M. Gambús (E) b. M. Rodriguez (A) 6-3, 6-2, 6-4 ; C. Pioline (F) b. M. Flajolli (R) 6-1, 3-6, 7-5, 6-7 (7-6), 6-4 ; H. Anzi (M) b. J. Novak (P) 6-0, 6-2, 7-6 (7-5) ; J. Boutter (F) b.

C. Vinck (A) 6-7 (6-8), 6-3, 6-4, 7-6 (7-5) ; R. Klosek (P) n°10 b. N. Laporte (E) 6-4, 6-4, 6-7 (7-5), 7-6 (7-5) ; M. Zakharenko (A) b. P. Korda (P) 6-1, 6-2, 6-4, 6-2, 3-6, 4-6, 6-3.

SIMPLE DAMES

Premier tour
« Deuxième quart de tableau »
M. Manassés (A) b. K.A. Guse (A) 7-5, 6-3 ; M. Soltes (E) n°8 b. A. Elwood (A) 6-0, 6-2.
« Troisième quart de tableau »
R. Dragomir (P) b. J. Hargrove (S) 6-2, 4-6, 6-3 ; F. Perelli (S) b. S. Cocchi (F) 6-4, 6-3 ; T. Snyder (E) b. E. Cunniff (F) 7-5, 6-1 ; A. Fane (F) b. B. Pankus (A) 6-1, 7-5 ; C. Cretz (P) b. M. De Smet (A) 6-1, 6-2 ; A. Sanchez-Vicario (E) n°4 b. J. Kandar (A) 6-2, 7-5 ; C. Moraru (E) b. B. Schulte-McCarthy (P) 6-3, 2-6 (ab.) ; J. Hladik-Ducque (F) b. N. Kijimuta (J) 6-1, 6-2 ; J. Kruger (A) b. A. Elise (A) 6-3, 6-4 ; S. Farina (S) b. S.-T. Wang (TPE) 6-2, 6-1 ; D. Van Rosst (B) n°19 b. M. Grzybowska (P) 7-5, 3-6, 6-4 ; E. Calmes (B) b. L. Ghisardi-Fabrizi (F) 5-6, 7-5 (10-8), 6-3 ; M. Serna (E) b. P. Hy-Boulais (C) 6-1, 6-1 ; P. Schryder (S) b. A. Kontzer (A) n°5 6-4, 3-6, 6-4 ; M. Pierce (F) n°11 b. S. Appanna (B) 6-4, 6-1 ; S. Williams (E) b. J. Nejdny (C) 6-2, 7-6, 6-4.

« Quatrième quart de tableau »
E. Likhovtseva (F) b. S. Cade (E) 6-4, 6-3 ; C. Black (E) b. A. Alonzo (E) 6-3, 4-6, 6-1 ; V. Riano-Perez (E) b. S. Kossel (A) 6-1, 6-2 ; S.-H. Park (C) b. N. Van Lierum (F) 2-6, 6-3, 6-2 ; E. Wagner (A) b. N. Miyagi (J) 3-6, 6-0, 6-1 ; M. Dico-Olive (A) b. F. Li (C) 7-6 (8-6), 6-1 ; S. Tashir (F) n°14 b. S. Raneva (E) 2-6, 6-3, 6-2 ; G. Leon-Garda (E) b. Y. Baskin (A) 6-3, 6-2 ; L. Davenport (E) n°21 b. K. Pe (E) 6-2, 6-2 ; R. Giamberini (S) b. J. Lee (TPE) 7-6 (8-7), 6-3 ; L. Hen (A) b. C. Chertin (F) 3-6, 6-3, 6-0 ; C. Martinez (E) n°7 b. M. Lammare (F) 6-1, 6-1 ; P. Suarez (A) b. R. Bobova (P) 6-1, 6-2, 7-6 (7-5) ; J. Boutter (F) b.

Bernard Lama ne se résigne pas à son rôle de doublure de goal des Bleus

CASABLANCA de notre envoyé spécial Rien n'y fait. Même les vertus du soleil de Casablanca ne calment pas les aigreurs d'Alain Jacquet. Le sélectionneur de l'équipe de France s'astreint au cérémonial médiatique quotidien avec l'entraîneur d'un homme blessé qui distingue derrière chaque interrogation une pointe de venin. Depuis la fin du stage de Tignes, le 16 mai, le patron des Bleus renvoie à son auditoire l'image de son amertume. A peine achevé le pénible épisode de la séparation des six joueurs exclus le 22 mai de la liste des vingt-deux, il a été sommé de communiquer une hiérarchie entre ses trois gardiens de but.

« Puisqu'il n'y a que cela qui vous intéresse, je vais vous répondre », a-t-il confié, mardi 26 avril. Le timbre agacé, le sélectionneur a rendu son verdict. Le matin même, il avait réuni le trio pour l'informer. Fabien Barthez (vingt-six ans) a donc été intronisé gardien titulaire devant Bernard Lama (trente-cinq ans), relégué au rang de numéro deux, et Lionel Charbonnier (trente et un ans), qui se savait bloqué sur la troisième ligne. La nouvelle avait été légèrement étonnée, ce qui n'a pas contribué à adoucir l'humeur du chef de bande. « C'est une décision logique, honnête et correcte », a commenté le sélectionneur.

La compétition entre le Monégasque et le futur Parisien était l'objet de toutes les attentions depuis le rassemblement des Internationaux dans les Alpes. La presse comptabilisait soigneusement chaque arrêt et soupesait les mines des deux protagonistes lors de leurs apparitions médiatiques. « Quelle que soit la position d'Alain, nous l'accepterons avec dignité car une solidarité sans faille unit les gardiens », avait prévenu Fabien Barthez, lundi, à l'arrivée de la délégation française au Maroc.

« Ce propos altruiste résisteront-ils à l'épreuve des jours ? » Bernard sera là pour m'aider, il m'a assuré de son soutien », s'est félicité Barthez avant de rendre hommage à Philippe Bergeret, l'entraîneur des gardiens de l'équipe de France, qui a aidé Alain Jacquet dans son choix. « Nous avions branché depuis quelques temps déjà », a précisé Bergeret, qui rejoindra à l'issue du Mondial le Paris-Saint-Germain pour s'occuper de la préparation de Bernard Lama. « Je suis satisfait, tout en sachant que rien n'est grand dans le monde, a ajouté Fabien Barthez. Un gardien de but n'est jamais à l'abri d'une erreur. J'espère qu'un seul accroc ne remettra pas en cause la confiance accordée. »

Entre sa mise à l'écart au PSG (de juillet à décembre 1997) suivie d'une douloureuse condition de remplaçant pendant deux mois à West Ham, Bernard Lama a perdu trop de temps pour convaincre Alain Jacquet. « Pour autant, je n'ai pas dit mon dernier mot », a lancé ce gagnant que les défits surmontent. Dès vendredi, au stade Mohamed V de Casablanca, il aura l'opportunité de démontrer son savoir-faire face au Maroc, quarante-huit heures après la titularisation de Fabien Barthez contre la Belgique. Pour le Guyanais, qui rêve de la Coupe du monde « depuis vingt ans », une participation passive désaccablait forcément l'événement. « Je m'étais préparé à toutes les éventualités », explique l'intéressé. Je suis très calme. L'intérêt général doit primer, nous représentons la nation. Mais je répète que je n'ai pas dit mon dernier mot. »

Le sélectionneur, lui, a d'autres soucis. Après avoir classé son dossier gardiens de but, il va devoir répondre de son choix tactique et de la composition de son équipe type. Encore des questions déroutantes en perspective.

Elle Barth

Derrière blé, maïs et betterave pointent la plume d'oie de Racine et le stylographe de Proust

Mais après la camediaïre ?
 Apres ? Uptime ressource, il y a
 encore Iliers-Combray. Proust
 enfant, sa tante Léonie et une
 boulangerie d'où on rapportera
 des madeleines à la vanille de
 synthèse. « Vous êtes Iliers, au-
 tour de Chartres, entre Iliers, il y a
 comme une guirlande littéraire
 tout autour du département »,
 nous avait dit un jour Maurice
 Schumann entre Académie et Sé-
 nat. En mémoire du vieux che-
 gailliste, mort sans avoir pu réali-
 ser son vœu de faire inscrire dans
 la Constitution l'appartenance de
 la France à la Francophonie Inter-
 nationale, nous sommes retour-

LES RUINES DE SAINT-OMER
Au sud-est de Nogent, on découvre Romilly-sur-Aigre où Zola s'écria : « C'est là, entre Perche et Beauce, un point central bien français, très caractérisé par une population sage, sans patois. Le rêve que j'avois fait ». Le romancier en tira *La Terre* (1887) et le terrible bourg de Rogne où, pour certains, « le maître descendait au fond de l'immondice ». Sous un angle plus humoré, on aurait pu déceler plus

Carnet de route

● Sites : Musée percheron,
Nogent-le-Rotrou, tél. :
02-37-52-18-02. - Chapelle
Saint-Louis de Dreux, nécropole des
Capétiens Bourbons-Orléans, tél. :
02-37-46-07-06. - Château de
Maintenon, tél. : 02-37-23-00-09. -
Musée Saint-Simon, La
Ferté-Vidame, tél. : 02-37-37-64-09. -
Arboretum de La Ferté-Vidame,
tél. : 02-37-37-68-59. - Château

Pour attendre Anet et y retrouver la gente compagnie de Florian et de Voltaire, on traverse Dreuville et son inépuisable atmosphère de « petit Beyrouth », où chacun se jauge et se juge en fonction de sa souche ethnique. Un lieu qui échappe à tout classement géographique, car il est le Saint-Denis de Louis-Philippe et de la lignée de Ingres et Delacroix travaillant à l'ornementation. A net, demeure muflée dont les bâtiments survivants racontent les défuntés proportions palatiales. Voltaire, flanqué d'Émile au Châtelet, une de ses bonnes amies de la « haute », vint tester plusieurs de ses pièces, dont *Le Comte de Boursouffes*. Couple à la mode, les Voltaires, à l'instar de la comtesse de Launay, avaient l'habitude de louer des manuels – Voltaire : l'écrivain – et sa chérie passaient la journée dans leur chambre, refusant de se mêler aux autres invités qui les

qualifièrent de « non-valeurs dans une société »...

Florian (1755-1794) était petit-neveu de Voltaire mais il savait être plus sociable, moins sarcastique. Il loua aimablement Anet, qui « *en tout temps eut pour maître ou des belles ou des héros* » et y composa ses *Fables*, réservant pour d'autres lieux ses moins sérieuses *Arlequinades*.

EN 1817, CHATEAUBRIAND...
Voisine à Maîntenon, Françoise d'Aubigné, reine morganatique de France, ne fut pas en manque de poètes, recevant notamment Racine dans son manoir rafraîchi par les bosquets de Le Nôtre et par les eaux courantes drainées vers Versailles. Racine, chez l'épouse secrète du Roi-Soleil, vanta donc les merveilles de l'hydraulique.

Au-delà de Chartres, se cache le site littéraire le plus méconnu du département d'Eure-et-Loir : Montboissier. Ce lieu qui reste de la propriété d'antan, est privé et ne peut être vu que de loin. Sont toujours là le pavillon de Flore et celui des Roses qui, en 1817, abrita les Chateaubriand. Elle s'allita pendant que lui travaillait à ses *Mémoires d'outre-tombe*. C'est à Montboissier que Combourg-de-Bretagne s'inscrivit pour l'éternité dans la géo-lit-

C'est là aussi que le fidèle royaliste prit toute la mesure de l'ingratitude des Bourbons. Désargenté, à son retour de Montboissier Chateaubriand dut vendre son gîte d'élection de la banlieue parisienne sud, la Vallée-aux-Joups. Schumann avait raison : le département du bié et de la betterave pourrait aussi inclure un porte-plume dans ses armes.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Pêcheurs d'Irlande

« *Tight line* ! » Ainsi les hôteliers locaux souhaitent-ils aux « moucheurs » de passage une pêche fructueuse sur les *loughs* (lacs) et rivières qui font de l'Irlande en général et de l'Ouest en particulier (comtés de Galway et Mayo), des paradis pour aristocrates de la ganle en canot et des poissons « nobles ». *Tight line*, c'est-à-dire ligne tendue. Tendue par le saumon, la truite de mer (excellemment victime d'un parasite) ou la truite brune, incapables de résister à l'*Ephemeroptera*, cette fameuse *maggly* (mouche de mai) dont, deux mois durant, les vagues s'empiffrent. Parfois au péril de leur vie, quand la mouche cache un hameçon. Chaque année, ce festin programmé explique la présence, de mai à juin, de la fine fleur des pêcheurs à la mouche, adeptes du *catch and release* (on relâche le poisson). Une clientèle que se disputent les jeunes du cra qui, aux portes des hôtels, monnaient la reine des éphémères.

Rares sont ceux qui échappent à la fièvre. De l'hôtelier qui, tel Pat Higgins, le patron de Sweeney's, à Oughterard, vous régale d'huitres, de Galmess et de chansons de Christy Moore, à un boatman qui, sur les loughs Corrib, Mask et Carrá, vous initie aux subtilités du *dapping* (on laisse le vent gonfler la soie et pousser la mouche sur la vague), en passant par les *gillies*, ces précieux guides qui arpentent les berges des pêcheries privées, vous aident à choisir le leurre approprié

(vivant ou artificiel), vous indiquent les meilleurs postes et inculquent au débutant les rudiments d'un geste dont la parfaite maîtrise exigera une longue pratique.

A ceux qui l'exercice rébarbative, l'Irlande offre le décor d'un Connemara magique (de Clifden, la « sky road » monte à l'assaut du ciel pour embrasser un littoral somptueux) et un choix d'hôtels de charme. Citons le Zetland (tél. : 01-552-95-3111), face à l'océan le Sweeney's (tél. : 01-533-2077), Carrarevagh House (tél. : 01-552-2077), près du lough Corrib, et, au pied des Twelve Bens, entre Recess et Kylemore, le Lough Inn Lodge (tél. : 95-34704) où les cannes rangées au rackaffichent la vocation d'un lieu voué à la pêche marine dans des locaux d'inspiration écossaise. Pour ceux qui veulent y rester une nuit, proposez par Orcharpe (tél. : 01-43-30-36-67), qui y a programme des semaines de pêche à la truite et au saumon (6 600 F par personne en chambre double et demi-pension, avec une voiture et l'avion de Paris), et par Bennett Voyages (tél. : 01-48-01-87-77) qui propose, dans le Mayo, des séjours (8 jours) de pêche au saumon (6 120 F par personne en chambre double et demi-pension avec voiture et avion) ou à la truite (5 980 F).

On peut organiser soi-même son séjour dans l'ouest de l'Ile (la pêche à la mouche s'y pratique jusqu'en novembre) ou potentiellement dans le Forth (à l'ouest du tourisme irlandais (33, rue de Miromensul, 75008 Paris) : 01-53-43-12-12) et des brochures générales et thématiques (*Under The Guinness Anglers Guide*). Les

vols quotidiens
Paris-Dublin (à partir
de 895 F A/R)
proposés, avec Air
France, par la
compagnie irlandaise
Cityjet (tél. :
01-48-62-13-40),
offrent, en classe éco,
des sièges
confortables.
Correspondance pour
Galway avec Aer
Língus (700 F A/R). On
peut aussi étudier les
forfaits des voyageurs
spécialisés.
Mentionnons
GaÉland-Pêche (tél. :
01-42-71-44-44), G.E.
Chasse et Pêche (tél. :
01-47-64-47-47), Planet
Fly Fishing (tél. :
01-42-61-35-60) ainsi que Jet Tours (tél. : 01-45-50-20-75)
et Havas Voyages (tél. : 01-53-22-40-00).

Patrick Francès

**UN HOTEL CLUB - D'OUVRIS ETES
REFUS EN AMIS DU 2885 AU 59
Amusement contrôlé AL scoring. 62
parc de 14000 m. Tennis. VTT.
Randonnée accompagnée. etc. Animations
choisies pour adultes et jeunes. Mini-
Club enfants et Junior-Club adolescents
gratuits.
71, pens. compl. ou 22025 a 2685 FF.
HOTEL CLUB SUNWAYS*** (80 places)
1936-CHAMPEX (Valais Suisse)**

MUSIQUE Le 28 mai, le nouveau Théâtre de l'Archevêché devait être inauguré, officiellement à Aix-en-Provence, qui fête les cinquante ans de son Festival in-

ternational d'art lyrique. Œuvre des architectes Jean-Loup Roubert et Jean-Michel Battesti, ce théâtre de tect a été conçu pour défier le temps. ● LA MANIFESTATION a

connu des heures difficiles après le désengagement intellectuel et financier des tutelles, à l'exception de la ville. Stéphane Lissner, son nouveau directeur général, a d'abord

voulu créer des conditions administratives solides. Dans un entretien au Monde, il livre son ambition pour les dix années à venir. ● LE PROGRAMME proposé, dès cette année,

repose principalement sur des équipes de jeunes chanteurs, instrumentistes, choristes et compositeurs européens, qui partiront en tournée dès le début du mois d'août.

Aix-en-Provence renoue avec son Festival international d'art lyrique

Alors que la ville fête cet été les cinquante ans de la manifestation, les architectes Jean-Loup Roubert et Jean-Michel Battesti ont parfaitement réussi à intégrer le nouveau théâtre dans la cour de l'Archevêché. La refondation est aussi financière, intellectuelle et pédagogique

AIX
de notre envoyé spécial
Franchissons l'imposant portail qui s'ouvre sur la cour du palais de l'Archevêché, entrons dans cet espace fermé par de hautes façades percées de fenêtres, ouvert sur le ciel d'Aix-en-Provence. L'ancienne construction métallique qui supportait des sièges en plastique a cédé la place à un nouveau théâtre, dont la fluidité des lignes produit une forte impression. Les mille trois cent cinquante sièges sont en tect ; un bois dont le grain serré, la belle couleur ocre jaune, s'accorde avec la pierre aixoise. Bientôt patinés par le soleil, la pluie, ils en prendront la couleur grise argentée. Le cadre de scène est lui aussi en bois, comme les gradins supportés par une structure métallique quasi invisible peinte en gris vert. Un seul niveau de balcon a permis de dégager la vue sur la façade des Écuries de l'Archevêché. Du parterre, on voit la scène, qui a été heureusement abaissée de 1 mètre.

Autour de la cour, dans le palais, des espaces jusqu'alors invisibles ont été dégagés. Des cloisons ont été abattues pour recréer une salle voûtée. Le somptueux escalier à double révolution est méconnaissable.

Le budget

- Budget général : 58 millions de francs.
- Subventions : 31 millions de francs de subventions et financements directs, dont : 15 millions de francs Etat ; 6 millions de francs ville ; 5,4 millions de francs casino ; 3 millions de francs département ; 1,5 million de francs région.
- Autofinancement : 28 millions de francs de recettes, dont : 15 millions de francs billetterie ; 10 millions de francs mécénat ; 3 millions de francs coproductions, bénéfices de tournées, partenariat.

sable. Ainsi facilités, les accès au Théâtre de l'Archevêché confèrent à ce lieu une sérénité que l'étroit goulot d'antan ne lui donnait guère. Les architectes Jean-Loup Roubert et Jean-Michel Battesti ont indéniablement réussi à intégrer ce nouveau théâtre dans la cour de l'Archevêché.

Un peu plus loin dans la campagne aixoise, à Venelles, un centre de production de 6 000 mètres carrés regroupe plateaux et studios de répétitions, ateliers de décors et de costumes, et l'administration. Il ne fallait pas éclater l'équipe du festival dans la ville, mais regrouper toutes les activités qui font la vie d'un théâtre en un seul lieu. L'équipe du Festival d'Aix-en-Provence y prépare les spectacles.

DÉFÉRENCE ET INDIFFÉRENCE

Ce n'était pas suffisant, il fallait aussi donner une dimension pédagogique à cette manifestation afin qu'elle ne soit pas seulement une succession de spectacles. Les Ariens de Venelles se sont donc engagés dans la voie de la formation aux métiers du théâtre, tandis que des interprètes, des compositeurs, des acteurs, des metteurs en scène, des chanteurs de renom ont pris en charge l'Académie européenne de musique. Son but ? Former des jeunes artistes à l'esprit du festival, dirigé par Stéphane Lissner, son nouveau patron. Les inviter à travailler plusieurs mois pour leur insuffler l'esprit du travail d'équipe, afin de créer les conditions qui permettent de réinventer la troupe, cette utopie, parfois réalisée, qui veut que l'ensemble soit plus fort que l'addition des talents individuels.

Il ne fallait surtout pas abandonner ces jeunes professionnels après la soirée de clôture du festival, mais leur permettre de se produire sur les scènes françaises et européennes afin qu'ils continuent de faire vivre devant les publics les plus divers un travail qu'il



Le nouveau théâtre, avec ses sièges en tect, dans la cour de l'Archevêché d'Aix-en-Provence.

aurait été dommage de ne présenter qu'une petite dizaine de fois à un public forcément limité. Ce pari-là est déjà relevé : soixante-douze représentations de *Dion et Enée*, de Purcell, et de *Curlew River*, de Benjamin Britten, et quarante-huit représentations de *Don Giovanni*, de Mozart, sont déjà vendues en France, en Autriche, en Suède, en Italie, en Suisse, en Belgique et au Japon.

Il fallait au nouveau Festival d'Aix-en-Provence ces structures nouvelles, intellectuelles et pratiques, ce théâtre sobre, élégant, serein, accueillant et solide : qu'il soit en tect, ce bois impitoyable, est un autre symbole dont on veut penser qu'il prouve que l'Etat, la région, le département ont enfin rejoint durablement la ville d'Aix-en-Provence pour permettre à son Festival international d'art lyrique

de vivre sereinement le présent pour mieux se projeter dans l'avenir. Car si la ville d'Aix fête cet été les cinquante ans d'une institution dont les grandes soirées ont porté loin le nom de la ville du roi René, on ne peut oublier que cette manifestation a aussi connu des jours tristes par une crise financière qui aura eu le mérite paradoxal d'imposer sa refondation intellectuelle.

Les habitants d'Aix n'étaient pas fâchés avec leur festival, ils vivaient à côté. Il y a bien longtemps, ils se massaient autour de la place, observant les mélomanes qui montaient chaque soir vers le palais de l'Archevêché pour applaudir les opéras de Mozart, que Gabriel Dussurget avait fait découvrir aux Français avec un flair exceptionnel. Pour découvrir aussi les nombreuses œuvres de musique contemporaine qu'Aix créait chaque été. On l'a oublié, mais c'est à Aix que la *Turanguilla Symphonie*, de Messiaen, que le *Concerto pour piano*, de Poulenc, ont été entendus en France pour la première fois. Stéphane Lissner a déjà fait revivre les compositeurs vivants à Aix.

Depuis des années, la déférence des Aixois avait fait place à l'indifférence. L'économie d'un festival étant ce qu'elle est, les places de spectacles sont restées chères, moins chères toutefois que dans les grands festivals lyriques européens. Un passeport permet d'assister à des concerts, ateliers, cours d'interprétation publics pour 100 F et d'avoir la primeur du *Don Giovanni*, de Mozart, dirigé en alternance par Daniel Harding et Claudio Abbado et mis en scène par Peter Brook pour un prix de place comparable à celui de l'Opéra de Paris - deux fois moins cher que ce que paieront les festivaliers. Autre symbole du nouvel esprit du festival : le public ne saura pas, avant le début de chaque représentation, qui montera au pupitre. Abbado ? Harding ? Peu importe ! Deux mois de travail en équipe sont plus forts qu'un chef. Les Aixois ont su profiter de cette offre qui n'existe dans aucun autre festival d'art lyrique international, preuve qu'ils n'attendaient qu'un signe pour prendre part au renouveau d'une manifestation ouverte sur le monde par sa programmation et grâce à ces jeunes musiciens venus de toute l'Europe.

A. Lo.

Stéphane Lissner, directeur général du festival

« Un centre effervescent où l'on vient en sachant qu'un esprit de générosité y souffle »

« Diriger le Festival d'Aix-en-Provence n'est pas un but en soi, vous avez bien un projet en tête... »

« Établir économiquement des fondations pour les dix ans à venir ; lancer la construction d'une nouvelle salle et des ateliers de formation et de production. En 1988, nous avions fixé des bases aussi solides au Châtelet quand j'en ai pris la direction. Pendant le dernier conseil d'administration du festival, j'ai noté la même attention, la même façon d'envisager les choses. Nous venons de créer une nouvelle entreprise, au sens total du terme : financement, personnel, projet... Économiquement, le schéma est simple : 55 % des recettes seront liées aux subventions et 45 % à l'autofinancement. Si l'on inverse les deux chiffres, on part dans le mur, comme cela s'est déjà passé à Aix. En 1995, j'ai été nommé sur un projet dont le budget était de 57 millions dont 57 % de subventions, un pourcentage à ne pas dépasser. » L'autre grand axe était que, à l'issue du premier festival, les Aixois

ne puissent dire que l'on avait fait le festival sans eux, ou contre eux. La création d'une Académie européenne de musique est une façon de nouer un lien entre l'artiste, le fondement d'une entreprise culturelle, et les habitants. Les étudiants vivront, travailleront, donneront des concerts un peu partout dans la ville dont les habitants ont déjà fait un triomphe aux passeports à 100 francs qui leur permettent d'accéder à plus de soixante-dix manifestations.

« Il fallait aussi, bien sûr, être capable de proposer une programmation qui puisse faire du Festival d'Aix-en-Provence une grande manifestation culturelle. Ce dernier axe, c'est mon travail. Sans les deux premiers, on ne peut pas réaliser le troisième. »

« Quel enseignement avez-vous tiré des dix années passées au Châtelet ? »

« On ne programme pas un répertoire pour lequel on cherche des artistes, mais on travaille avec des artistes sur un répertoire. Et le chef d'orchestre est l'élément véritablement central de la production lyrique. C'est dans la continuité du travail avec quelques chefs que l'on arrive à construire une image artistique sincère. Plus ce lien est fort, plus il servira la réflexion du chef d'orchestre, ses envies. »

« Donneriez-vous raison à ceux qui affirment que les metteurs en scène prennent trop de liberté avec les œuvres ? »

« Des essais récents sur l'art contemporain expliquent que l'art actuel ne produit plus rien. Dans le même temps, des articles de magazines mettent en cause l'excès de pouvoir des metteurs en scène à

l'opéra. Ce n'est que le vieux combat des anciens contre les modernes. Il y aura toujours des artistes pour penser, créer, chercher à expérimenter. Les anciens les condamneront comme ils défendront toujours les conservateurs. Je fais partie de ceux qui pensent que, quand on dirige une institution de service public, on se doit d'être exigeant et de prendre les gens par la main afin de les entraîner vers de nouvelles aventures. On ne voit pas le monde en restant cloîtré. Si l'on n'a pas raison chaque fois que l'on produit un spectacle, ceux qui rejettent toute tentative ont nécessairement tort. »

« Reconnaissons qu'il existe aussi un académisme de la modernité. Les décors, les costumes sont une chose, la direction d'acteurs, la relecture d'un livret une autre. »

« Oui ! Mais, parfois, c'est le problème de la critique et du public le plus conservateur. Connaissent-ils toujours le théâtre ? Sur la direction d'acteurs, effacement il y a une grande confusion : quand un spectacle est réussi esthétiquement, il n'y a parfois pas de direction d'acteurs. Mais qu'est-ce que cette fameuse direction d'acteurs ? On imagine un metteur en scène dirigeant, donnant des indications psychologiques ou gestuelles à un acteur. La chose la plus importante, c'est de trouver des hommes de théâtre qui ont des points de vue sur l'œuvre. Certains ont des idées plastiquement pas mauvaises, mais ils n'ont pas de lecture de l'œuvre. Il ne s'agit pas d'aller contre l'œuvre, mais, pour les conservateurs, avoir un point de vue, c'est par définition une trahison. »

« Les musiciens sont bien obligés d'en avoir sur la musique qu'ils interprètent. N'est-il pas étrange de refuser cette nécessité aux metteurs en scène ? »

« Évidemment ! Mais à l'opéra, une règle se vérifie. Chaque fois que l'on monte correctement un ouvrage pas connu, c'est un triomphe. Quand on représente une œuvre très connue, c'est l'échec assuré neuf fois sur dix. C'est ainsi. Il ne faut pas se raconter d'histoire. D'ailleurs, la programmation générale du paysage lyrique français, à quelques exceptions près, n'encourage pas le public à la découverte, si je compare avec ce que j'ai pu voir en Grande-Bretagne et en Allemagne. »

« Les relations de dépendance entre les villes, principales balleresses de fonds, et les théâtres ne font-elles pas de l'opéra un art officiel ? »

« En France, la relation des institutions avec les collectivités publiques est empreinte d'un excès de respect qui induit des spectacles sages, académiques. Après avoir été soutenu par les princes, puis la bourgeoisie, l'opéra l'est aujourd'hui par la puissance publique. Nous devons donc avancer sans trop respecter le poids de cette culture ancienne afin d'attirer un nouveau public tout en respectant les inconditionnels. Il faut réfléchir à une reconstruction de la production lyrique, aux conditions qui permettront d'inventer d'autres propositions pour diffuser et créer. »

« Diriger un festival international dans une région où l'on voit certains maîtres prôner le recentrage sur des activités culturelles franco-françaises est un symbole... »

« Aix est au cœur d'une région où certains coups ont été portés à la démocratie. Le festival doit donc être ouvert sur le monde, surtout pas replié sur lui-même. Dans les cinq années qui viennent, le seul avenir des entreprises culturelles en Europe passera par les liens étroits de collaboration qu'elles sauront tisser. Européen fervent, je suis convaincu qu'il y a un potentiel artistique et culturel exceptionnel à faire fructifier. Il est impensable que les grandes institutions, orchestres, opéras, écoles, chorales, que les hommes qui les dirigent ne mettent pas toute leur énergie à la construction d'une Europe de la culture et à la découverte d'un nouveau public. Cinq mille Aixois ont déjà acheté leur place pour les quatre avant-premières d'un *Don Giovanni* résolument... européen et sans aucun chanteur vedette. Dès cette année, le public découvrira une centaine de jeunes artistes européens à l'ambée de leur carrière. »

« Mais c'est le rôle du service public. Cette académie européenne, ces jeunes chanteurs, instrumentistes, compositeurs encadrés par des tuteurs irréductibles doivent être les fondations d'une utopie qui me fait espérer qu'ils seront « le festival à eux seuls ». Retrouver l'esprit de Gabriel Dussurget, voilà qui me guide ! Je mets tout en œuvre pour que la convivialité, la malice du fondateur du festival soient retrouvées. Qu'Aix soit un centre effervescent où l'on vienne en sachant confusément qu'un esprit de générosité y souffle. Il ne faut pas chercher la définition du festival plus loin. »

Propos recueillis par Alain Lampech

Le programme

● *Don Giovanni*, de Mozart. John Mark Ainsley, Nathan Berg, Gilles Cachemaille, Monica Colonna, Melanie Diener, Tim Fehner, Veronique Gens, Chœur Académie européenne de musique et Orchestre de chambre Mahler, Claudio Abbado et Daniel Harding (direction en alternance), Peter Brook et Marie-Hélène Estienne (mise en scène). Les 9, 10, 16, 17, 20, 21, 24, 26, 28 et 29 juillet, 21 heures. 250 F, 550 F et 900 F.

● *Dion et Enée*, de Purcell. L'Académie, David Stern (direction), Marcel Bozonnet (mise en scène). Les 6, 9, 11, 15, 17, 20, 22, 25, 27 et 30 juillet, 22 heures. 180 F et 280 F.

● *Curlew River*, de Britten. L'Académie, David Stern (direction), Yoshi Oida (mise en scène). Les 7, 10, 12, 16, 18, 21, 23, 26, 28 et 31 juillet, 22 heures. 180 F et 280 F.

● *L'Orfeo*, de Monteverdi. Carlo Vincenzo Allmano, Yann Beuron, John Bowen, Anne Cambier, Martina Dile, Paul Gémmon, Simon Keenlyside, Collegium et Concerto vocale, René Jacobs (direction), Trisha Brown Company, Trisha Brown (mise en scène et chorégraphie). Les 14, 15, 18 et 19 juillet, 22 heures. 250 F, 550 F et 900 F.

● *Le Châtelet de Barbe-Bleue*, de Bartók. Leszko Polgar, Violetta Urmana, Orchestre des jeunes Gustav Mahler, Pierre Boulez (direction), Compagnie Pina Bausch, Pina Bausch (mise en scène et chorégraphie). Les 25, 27, 30 et 31 juillet, 22 heures. 250 F, 550 F et 900 F.

Les programmes complets du festival seront donnés dans le supplément Festivals d'été publié dans *Le Monde* du 30 juin. Palais de l'Archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 04-42-17-34-34.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Montreuil 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 28 85
Fax : 01 45 63 76 13

HENRI LAURENS

60 terres cuites
du 26 mai au 28 juillet

Obscure enquête sur la beauté du mal

Terminale. Francis Girod lance un groupe de lycéens sur la piste d'un méchant prof

Film français de Francis Girod. Avec Adrienne Pauly, Eléonore Gosset, Anna Mouglalis, Loïc Corbery, Mathieu Crepeau, Alexandre Chacon, David Gésion, Bruno Wolkowitch, Jean-Michel Dupuis. (1 h 40.)

Au début, on ne comprend pas bien. On est avec des adolescents, ils font un petit numéro pour expliquer que nous sommes dans une mise en scène; ensuite, ils vont au lycée (ce sont des jeunes gens sages, bien élevés, de bonne famille). Une des filles confie un secret à sa copine puis, pendant le cours de philo, saute par la fenêtre et se tue. Les élèves semblent tenir le prof pour responsable. Est-ce parce qu'il est beau et ironique ?

Les élèves, qui sont plus intelligents que le spectateur (ils ont lu le scénario), avalent raison : « c'est la faute au prof si Caroline s'est balancée ». Donc, comme dans les histoires pour jeunes lecteurs de la Bibliothèque verte, ils s'organisent pour chasser l'enseignant maléfique qui avait séduit et salement abandonné la demoiselle. Avec l'aide logistique d'un allié, un professeur resté très inopérant dans sa tête, le clan des sept cambriole l'appartement du coupable.

Et là, à nouveau, on ne comprend plus très bien : il apparaît que le mauvais maître est aussi, sous un pseudo - en vrai, il s'appelle Terrien, c'est fini -, un écrivain négationniste. Le film perd du temps à nous resservir le petit débat canoso-sarrien sur la responsabilité, le droit d'administrer soi-même la justice, une sorte de révision in situ pour le bac que les personnages devront passer à la fin de l'année sur le sujet « morale et action ». Tout ça donne

plutôt envie de les envoyer se laver les mains (sales).

En revanche, on comprend fort mal dans quelle mesure le fait que Terrien nie l'existence d'Auschwitz explique qu'il ait dragué une jeune élève. Or si, au contraire, cette transgression (qu'est-ce que ça aurait été si le prof avait séduit un garçon ? sa petite cousine ? si ça avait été une prof ?) mène naturellement à devenir un faché bon teint, un Drieu au petit pied amateur de cigarillos. Livré à lui-même par le peu d'intensité du débat, le spectateur se prend à songer que le film pourrait se vouloir une digression sur la beauté du diable. Encore faudrait-il que la réalisation lui accorde le droit d'exister.

Ce droit est, à vrai dire, refusé à tous : les jeunes interprètes comme leurs aînés n'ont aucune chance de faire vivre un tant soit peu des personnages réduits au rang de rouages. Le plus étrange est que ces rouages appartiennent à une machine dont le fonctionnement, trop simple, sert un but parfaitement obscur.

Toujours est-il que ladite machine atteindra un sommet - un règlement de compte sous le signe d'une indécision empruntant à *L'Homme qui tua Liberty Valance* (ou ne rit pas) - avant de se terminer par un gag curieux. Le fic chargé de l'enquête - il y a eu mort d'homme - se décide tout bonnement à ne pas la résoudre. Comme si Francis Girod, après avoir jeté une jeune fille par la fenêtre au début du film, puis jeté beaucoup d'encre noire pour rendre obscur ce qui n'avait nul besoin de l'être, avait aussi jeté son scénario plutôt que d'affronter les questions qu'il avait eu l'idée, discutable, de poser.

Jean-Michel Frodon

Les meilleures entrées en France

| RANK | FILM | SEMAINES d'exploitation | ENTRÉES | NOMBRE D'ÉCRANS | % d'évolution par rapport à la semaine précédente | TOTAL depuis la sortie |
|------|------------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------|---|------------------------|
| 1 | Le Dîner de cons | 6 | 395 470 | 546 | ▲ +43 % | 4 845 884 |
| 2 | Taxi | 7 | 250 008 (estimation) | 521 | ▲ +39 % | 3 294 629 |
| 3 | Blues Brothers 2000 | 1 | 147 389 | 272 | | 147 389 |
| 4 | Dark City | 1 | 128 655 | 162 | | 128 655 |
| 5 | Ceux qui m'aiment... | 2 | 88 958 | 157 | ▲ +67 % | 166 763 |
| 6 | Titanic | 20 | 86 419 | 343 | ▲ +34 % | 19 788 734 |
| 7 | Paparazzi | 4 | 82 356 | 425 | ▲ +8 % | 721 960 |
| 8 | Primary Colors | 2 | 49 776 | 177 | ▼ -14 % | 120 883 |
| 9 | Aprile | 1 | 49 442 | 88 | | 49 442 |
| 10 | Le Tour du monde en 80 jours | 3 | 48 871 | 157 | ▼ -1 % | 187 887 |

* période du mercredi 2005 au dimanche 2405 inclus

LES NOUVEAUX FILMS

LA POMME

■ Ce premier film d'une toute jeune cinéaste iranienne a été l'une des découvertes les plus heureuses du Festival de Cannes (*Le Monde* des 20 et 21 mai). Tirant parti d'un dispositif minimaliste, un fait-divers découvert au journal télévisé, Samira Makhmalbaf - la fille du grand réalisateur Mohsen Makhmalbaf - en sollicite les protagonistes pour jouer leur propre rôle. Comme ces deux gamines, cloîtrées à la maison depuis leur naissance par deux parents indigents, qu'un appel des voisins a fait dériver par l'assistante sociale. La réalisation construit une fable poétique et politique, une mise en jeu étonnamment légère et complexe, une danse de vie inquiétante et joyeuse.

J.-M. E. film iranien de Samira Makhmalbaf, avec Massoumeh Naderi, Zahra Naderi, Ghorban Ali Naderi, Azizeh Mahamadi, Zahra Saghriz. (1 h 26.)

UN TUEUR POUR CIBLE

■ Le scénario d'un tueur pour cible

représent un schéma usé. Sur le thème du tueur à gages refusant une ultime mission et traqué par ses commanditaires, le réalisateur, spécialiste de clips musicaux et de films publicitaires, a voulu faire un thriller à la John Woo (qui en est le producteur), mais sans arriver à donner un sens à ses trouvailles plastiques et chorégraphiques. Bien servi par l'interprétation d'un Chow Yun-fat pour ainsi dire muet et de Mira Sorvino, le film relève davantage du jeu vidéo. Il procure toutefois au spectateur une jouissance frivole, mais réelle.

Jean-François Ronger film américain d'Antoine Fuqua. Avec Chow Yun-fat, Mira Sorvino, Michael Rooker. (1 h 27.)

DEEP IMPACT

■ Une météorite s'approche de la Terre à vive allure, menaçant d'anéantir la vie sur notre planète. L'idéologie messianique du créateur d'E.T., Steven Spielberg, producteur de ce film, s'y exprime à travers une galerie de personnages caractérisés par une psychologie bon marché. Le scénario

leur permettra de trouver la Vérité et de sauver in extremis l'humanité. Un tel sujet devrait au moins servir de prétexte à une virtuosité sans limite des créateurs d'effets spéciaux. Ce n'est pas le cas ici : les trucages sont étrangement approximatifs pour cette grosse production - avant une autre encore beaucoup plus importante sur le même thème, *Armageddon*, qui entrera dans l'atmosphère au cours de l'été.

Film américain de Mimi Leder. Avec Robert Duvall, Teo Leon, Elijah Wood. (2 h 01.)

LA VIEILLE DAME ET LES FIGEONS

■ Depuis un an, ce dessin animé a raté tous les prix dans de nombreux festivals. C'est une œuvre originale, loin du classique cartoon et du moderne manga. Venu de la bande dessinée, son jeune auteur, Sylvain Chomet, y développe un univers fantastique à la Franju. Le résultat n'est pas d'une modernité affolante, mais on appréciera un goût de la précision, un sens de la narration et l'humour laconique qui s'en dégage.

Dans le Paris des années 50 ou 60, un agent de police malingre tombe sur une vieille dame pal-

sible en train de nourrir abondamment des volatiles. Souffrant apparemment de malnutrition, la chétive hirondelle invente un stratagème pour se faire inviter chez la même prodigue. La suite est à l'avenant, cultivant une fantaisie qui se transforme à l'occasion en effroi.

Jacques Mandelbaum dessin animé de Sylvain Chomet. (0 h 25.) En première partie : *L'Anniversaire de Bob*, d'Alison Snowden et David Fine (0 h 13.)

KUNDUN

Lire page 28.

TERMINALE

Lire ci-contre.

BITCOM

Lire la critique dans *Le Monde* du 21 mai.

ESKYA LE BANDIT

La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition.

FIRELIGHT

La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition.

LA MÉTHODE ZÉRO

La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition.

Une comète va s'écraser sur notre planète. Vous espérez qu'elle tombera dans l'océan ? Vous avez tort.

DEEP IMPACT

AUJOURD'HUI

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.05 Le Doulos** ■ Jean-Pierre Meville (France, 1963, N, 115 min). Festival
- 18.45 Alphaville** ■ Jean-Luc Godard (France, 1965, N, 100 min). Cinéma 2
- 19.30 The Unbelievable Truth** ■ Hal Hartley (Etats-Unis, 1990, N, 90 min). Cinéma 2
- 21.00 Soul Jeuneur** ■ Abel Ferrara (Etats-Unis, 1992, 95 min). Cinéma 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.** Invité: Sylvie Guillem. Canal +
- 20.05 Emission spéciale.** Pour ou contre l'initiative dite « pour la protection génétique »? Invité: Pascal Couchepin. TSR
- 20.10 Strip-tease.** Divertissement. Tictac de l'éclair. RTBF 1
- 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.** Israël et les Arabes, la guerre de cinquante ans (1948-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973). L'OLP indésirable. Arte
- 21.00 Des racines et des ailes.** Les prisonniers de Raboul. Le clown de l'espoir. Ados violents: le combat des familles. Invité: Claude André-Deshays, Jean-Pierre Haigner, Elisabeth Drillon, Céline Jue, Mikou Ouli. France 3
- 21.00 Envoyé spécial.** Les années 90. La loi des armes. La fièvre verte. Le prix du sang. Histoire
- 22.40 1 nuit, 1 heure.** TP 1
- 22.45 La Vie à l'endroit.** Les dessous du Moulin-Rouge. France 2
- 23.00 Le Magazine de l'Histoire.** Spécial mai 68. Invités: Michel Winock, Henri Weber, Danièle Tarantowicz. Histoire
- 23.40 Un siècle d'écritures.** André Suarès, l'insurgé. France 3
- 0.35 Le Canal du savoir.** Paris impossible. Paris Première
- 0.40 Le Cercle du cinéma.** Spécial Cannes. France 2

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Répères.** La culture espagnole. (3 et 48). Mezzo
- 18.30 La Barrière de corail.** Une arche de Noé de deux mille cinq cents kilomètres. Odyssée
- 19.00 Arctique.** (9/13). Odyssée

- 22.10 Australia** ■ Jean-Jacques Andrien (France, Belgique, 1991, 120 min). Cinéma 1
- 22.25 J'accuse, danger immédiat** ■ Sidney J. Furie (Grande-Bretagne, 1965, v.o., 115 min). 13^e Rue
- 22.30 Le Petit Homme** ■ Jodie Foster (Etats-Unis, 1991, 100 min). RTL 9
- 22.50 Dernières heures à Denver** ■ Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, v.o., 109 min). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 19.30 La Conquête spatiale** en Union soviétique. (9/13). Odyssée
- 20.05 Baléares ou tueses?** 20.30 Les Grands Compositeurs. (9/13). Scherzo. Odyssée
- 20.35 Les Nouveaux Explorateurs.** La survie en héralde. Planète
- 20.55 Les Îles Andaman.** Odyssée
- 21.35 Les Frères des frères.** 21.10 Les Ailes capotées. (9/13). Double vertical. Planète
- 22.00 Troma.** (1/2). Combate pour survivre 1948-1973. Histoire
- 22.00 Chés et merveilleux.** Saigon. Téva
- 22.30 Danse.** Jiri Kylian. Mezzo
- 22.30 Jots de vengeance.** dans un océan de pierre. Odyssée
- 23.00 Profil.** Man Ray, prophète de l'avant-garde. Arte
- 23.15 L'Art de construire.** Odyssée
- 23.25 Le Pont de Normandie.** Planète
- 0.00 La Lucarne.** Dao, la tortue mère de l'univers. Les îles néerlandaises de 1912 à 1933. Arte
- 0.05 Edmund Hillary et Tenzin,** la conquête de l'Everest. TSR
- 0.10 Le fond de l'air est rouge.** (9/13). Planète

DANSE

- 17.40 Tennis.** Internationaux de France. Eurosport
- 20.30 Football.** Tournai Hassan II. France - Belgique. TP 1
- 21.00 In the Upper Room.** Balles. Mezzik
- 21.45 Musica.** Leçons de danse: La Désespér du sire Pulcinella. L'histoire. Arte
- 23.35 Danse.** Jiri Kylian. L'histoire du soldat. Mezzo

- 0.30 Les Innocents** ■ Jean-Jacques Andrien (France, Belgique, 1991, 120 min). Cinéma 1
- 1.30 Stranger than Paradise** ■ Jon Jarmusch (Etats-Unis, 1984, N, v.o., 90 min). Arte
- 3.10 Sang pour sang** ■ Joel Cohen (Etats-Unis, 1984, v.o., 95 min). Cinéma Christian

MUSIQUE

- 19.00 Les Quatre Saisons.** de Vivaldi. Enregistré à Venise, en 1994. Mezzik
- 19.45 Le Trio de Tchaïkovski.** Mezzik
- 21.55 Morcheeba en concert.** Paris Première

THÉÂTRE

- 22.45 Duet au café** ■ au puits du ménage. P. Guy de Maupassant. TV 5

TÉLÉFILMS

- 20.55 Puzzle criminel.** Robert A. Ackerman (1 et 22). M 6
- 21.00 Bêlé volé.** F. Strauss. France 2

SÉRIES

- 20.45 Les Cinq Dernières Minutes.** Mezzik
- 21.15 Presque parfait.** Le coupe-coupe (v.o.). Canal Jimmy
- 22.30 Brooklyn South.** Cinnamon Sims (v.o.). Série Club
- 22.45 Spin City.** Gentlemen's Agreement (v.o.). Canal Jimmy
- 23.00 La Loi de Los Angeles.** Les hommes de loi. Téva
- 23.15 Murder One.** L'affaire Banks. Chapitre 10. Série Club
- 23.35 Father Ted.** Kicking Bishop Brennan up the Arse (v.o.). Canal Jimmy
- 0.00 New York Police Blues.** Les contraires de la loi (v.o.). Canal Jimmy
- 2.10 Star Trek.** la nouvelle génération. Premier contact (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **23.00 Téva**
La Loi de Los Angeles
Au début des années 80, avec « Hill Street Blues », Steven Bochco révolutionne le style narratif de la série policière en mettant en scène un groupe d'individus. Écarté à la fin de la cinquième saison, Bochco décide de créer sa propre maison de production et lance une série juridique avec l'aide d'une ancienne avocate. « La Loi de Los Angeles » retrace les activités et la vie privée d'une douzaine de personnages d'un cabinet d'avocats californiens. De 1986 à 1994, le succès est à la fois public et critique (Emmy de la meilleure série dramatique 1987, 1989, 1990). Téva la reprend, du lundi au samedi, dans son intégralité: 170 épisodes, dont les septième et huitième saisons restées inédites en France. — J.-J. S.

● **23.40 France 3**
André Suarès, l'insurgé (1868-1948)
Voilà donc le portrait d'un illustre méconnu: « écrivain pour écrivains », comme il est dit de ceux qui trouvent la reconnaissance de leurs pairs, mais pas leur véritable lectorat, auteur de quatre-vingts ouvrages publiés de son vivant, auxquels s'ajoutent une trentaine d'ouvrages posthumes et quelques milliers de pages inédites. Plume érudite et sophistiquée, intrinsèque et caustique, l'homme à la biographie écorchée fut aussi, hors de tout érudite, un dénonciateur virulent des inégalités sociales et politiques, et un prophète acéré des désastres du siècle. Signé Robert Parnis et Françoise Gallo, ce « Siècle d'écritures » dit bien tout cela, mais sa facture comme sa tonalité, puissamment sophistiques, n'inciteront pas les néophytes à résister derrière le petit écran. — Val. C.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
19.00 Le Biglil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal. Métro.
20.30 Football. France - Belgique.
22.40 1 nuit, 1 heure.
0.00 Minuit sport.
0.35 TF1 nuit. Métro.
- FRANCE 2**
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. Les dessous du Moulin-Rouge.
19.45 et 20.55 Théâtre du Loto.
19.50 Au nom du sport. Métro.
20.00 Journal. Métro.
21.00 Bêlé volé.
Téléfilm. Florence Strauss.
22.45 La Vie à l'endroit. Les dessous du Moulin-Rouge.
0.20 Journal. Métro.
0.35 Côté court 2.
0.40 Le Cercle du cinéma. Spécial Cannes.
- FRANCE 3**
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 15-20 de l'information.
20.00 Métro.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport. Cosmosmag.
21.00 Des racines et des ailes. Les prisonniers de Raboul. Le clown de l'espoir. Ados violents: le combat des familles.
23.40 Médée. Solt 3.
23.45 Un siècle d'écritures. André Suarès, l'insurgé.
0.30 Cinéma étoiles.
0.55 Vivre avec. Les dessous du Moulin-Rouge.
0.55 Vivre avec. Les dessous du Moulin-Rouge.
- CANAL +**
► En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.35 Le Journal du cinéma.
21.00 La Cible III. Film. Pierre Courrière.
22.40 Supplément débranchable. Spécial Festival d'Annecy.
22.50 Dernières heures à Denver. Film. Gary Fleder (v.o.).
0.40 Love Serenade. Film. Shirley Barrett (v.o.).

ARTE

- 19.00 Au nom de la loi.**
19.30 7 1/2. Expulsions, mode d'emploi. Danger foot: les hooligans britanniques.
20.05 Baléares ou tueses?
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Mémoires de l'Histoire. Israël et les Arabes, la guerre de cinquante ans (1948-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973). L'OLP indésirable.
21.35 Les Cent Photos du siècle. Le souvenir d'oppression sur le président Reagan, photo de Ron Edmonds, 1981.
21.45 Musica. Leçons de danse: Le Désespér du sire Pulcinella. L'histoire.
23.00 Profil. Man Ray, prophète de l'avant-garde.
0.00 La Lucarne. Dao, la tortue mère de l'univers. Les îles néerlandaises de 1912 à 1933.

M 6

- 19.00 Lois et Clark.**
19.34 Le Six Minutes. Métro.
20.10 Une nouvelle d'écritures.
20.40 Décrochages info. Éléments Terre.
20.55 Puzzle criminel. Robert A. Ackerman (1 et 22).

RADIO

- FRANCE-CULTURE**
20.00 Les Chemins de la musique. Musiques à la russe au XIX^e siècle. Agnès. Hervé Deshayes et Jean-Paul Brighelli (Le Mont Saint-Michel, Histoire et Imagination).
21.00 Philharmonie.
22.10 Fiction.
23.00 Nuits magnétiques. Les réfugiés politiques. (2/3).
- FRANCE-MUSIQUE**
20.00 Concert. Ivan Galitzine, piano, Max Haimovitz, violoncelle: Chœurs de Bach, Beethoven, Haendel.
22.30 Musique plurielle. Chœur de Kumbur, Lewis.
23.07 Les Grands de la mémoire.
- RADIO-CLASSIQUE**
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les Vieux, les Jeunes, les Enfants de la Musique. Le Chœur de l'Opéra Royal de Covent Garden, dir. Doris, London (Le Hollandais), Rysanek (Senta).
23.10 Les Soirées. (Suite). Hommage à Lucille Rysanek.

FILMS DU JOUR

- 13.35 Un nommé Joe** ■ Victor Fleming (Etats-Unis, 1943, N, v.o., 120 min). Cinéma 2
- 13.55 Bix** ■ Pupi Avati (Italie, 1991, 115 min). Cinéma 2
- 14.00 Antônia et ses filles** ■ Marlene Götts (Pays-Bas, 1996, 100 min). Canal +
- 14.10 Conquêtes d'esprit** ■ Vient aux femmes ■ George Cukor (Etats-Unis, 1950, N, 100 min). Cinéma 2
- 14.10 Chronique**
d'une mort annoncée ■ Francesco Rosi (France - Italie, 1966, 110 min). Cinéma 2
- 15.35 Alphaville** ■ Jean-Luc Godard (France, 1965, N, 100 min). Canal +
- 15.50 Denise au téléphone** ■ Hal Salwen (Etats-Unis, 1995, 80 min). Cinéma 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 22.15 Soirée thématique.** Vos d'été. Invité: Robert McLiam Wilson, écrivain de Belfast. Arte

MAGAZINES

- 17.00 Arrêt sur images.** La Cinquième
- 17.00 Du à l'actualité à l'Histoire.** Le Séne. Alexandre Dupont. Histoire
- 18.00 Stars en stock.** Jack Nicholson. Arte
- 19.00 Le Magazine de l'Histoire.** Mai 68. Invités: Michel Winock, Henri Weber, Danièle Tarantowicz. Histoire
- 19.00 Rive droite, rive gauche.** Paris Première
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.** Pour ou contre l'initiative dite « pour la protection génétique »? Invité: Pascal Couchepin. TSR
- 20.00 30h Paris Première.** Paris Première
- 20.15 Temps présent.** Paysans barbares: l'Europe? Podique agricole commune. Tectoy: trafiquants sans frontières. Le siècle en image: La petite fleur. TSR
- 21.00 Envoyé spécial.** La part de l'ombre. Les simons au pied d'un. Les vœux de Boulogne. France 2
- 21.20 A part ça.** Sophie Marceau. Canal +
- 21.45 Facultaire.** Vous avez dit Europe? France 3
- 22.45 Paroles de femmes.** Invité: Elise Lucet. TMC
- 23.00 Les Dossiers de l'Histoire.** Proles de mai. La révolution introuvable. Histoire
- 23.15 Un monde foot.** Invités: Patrick Batzou, Laurent Blanc, Pierre Sied, Patrick Basso. France 2
- 0.25 Qu'un peu d'été dit, Zazie?** Paris 3
- 0.45 La 2^e heure.** Les Armes de l'esprit. France 2
- 1.20 Saga-Clés.** Un ballon pour le Balais. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.25 Avec Matisse à Tanger.** Odyssée
- 18.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire.** Les Ours. La Cinquième
- 18.20 Hongkong: une subtile trahison.** Odyssée
- 18.30 La Baléine franche.** Odyssée
- 18.45 Oye Bara.** Planète
- 19.00 Voyage au royaume des dieux.** (1/2). Anusim, une mort au 29^e siècle. Odyssée
- 19.15 Underground USA.** (1/2). Odyssée
- 19.15 Les Grands Interprètes.** Wilhelm Kempff. Mezzik
- 19.30 Au cœur des Dolomites.** Odyssée
- 19.45 Le pouvoir est dans la rue.** Planète
- 20.00 Utopie citadine.** L'art de l'écrit. Arte
- 20.20 Virtuoses.** Bryn Terfel. Mezzo
- 20.35 A part ça.** Sophie Marceau. Canal +
- 20.35 Les Chevaliers.** (1/2). Federico da Montefeltro, le conquérant. Planète
- 20.50 Rencontres avec les baléines.** Odyssée
- 20.40 Soirée thématique.** Vos d'été. Arte
- 21.00 Grâce à la musique.** Vivid. Mezzik
- 21.45 Satori stress.** Planète
- 22.15 La Conquête spatiale en Union soviétique.** (9/13). La mission. Odyssée
- 22.55 Les Nouveaux Explorateurs.** La survie en héralde. Planète
- 23.10 Les Îles Andaman.** Odyssée
- 23.35 Les Frères des frères.** Planète
- 0.05 Un arc-en-ciel de pierre.** Odyssée
- 0.35 La Montée au pouvoir des femmes.** (1/2). La révolte des poupées. Téva

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:
► Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
■ Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

SPORTS EN DIRECT

- 14.00 Tennis.** Internationaux de France. France 3
- 14.45 Tennis.** Internationaux de France. France 2
- 15.25 Cyclisme.** Tour d'Italie. 12^e étape: San Marino - Carpi. TSR - Eurosport
- 17.00 Tennis.** Internationaux de France. Eurosport
- 1.35 Hockey NHL.** Buffalo Sabres - Washington Capitals. Canal +

MUSIQUE

- 18.00 Duke Ellington Orchestra.** Mezzik
- 19.35 Médical Dario Mueller.** Mezzik
- 22.50 Virtuoses.** Bryn Terfel. Mezzo
- 23.15 Les Grands Interprètes.** Wilhelm Kempff. Mezzik
- 23.40 Jazz tidis.** Au Théâtrehaus de Stuttgart 1990. Mezzik
- 0.00 Gli Giardini Armonici.** Mezzik

TÉLÉFILMS

- 20.30 La Misère et la Gloire.** Henri Spada (1 et 22). Festival
- 21.30 Les Ailes de la victoire.** Les hommes de loi. Téva
- 22.35 Made in America.** Faute identifiée. O. Larry Cohen. France 1
- 0.05 Une violence acceptable.** John Davies. Arte

SÉRIES

- 17.00 et 23.00 La Loi de Los Angeles.** Les hommes de loi. Téva
- 18.35 Magnum.** Ni une, ni deux. RTBF 1
- 19.25 Chicago Hospital.** la vie à tout prix. Vale Média. RTL 9
- 20.15 Chapeau melon et bottes de cuir.** Le mandataire (v.o.). Le mandataire de secrets (v.o.). 13^e Rue
- 20.35 Les Enquêteurs.** La rampe. Disney Channel
- 20.55 Commissaire Moulin.** TP 1
- 21.30 Code Quantum.** Au bout du rêve. Série Club
- 22.00 Kindred.** le clan des maudits. Pierre titebelle (v.o.). 13^e Rue
- 22.30 Urgences.** Question de doigté. TSR
- 23.10 Total Security.** Who's Poppa (v.o.). Série Club

NOTRE CHOIX

● **17.00 Disney Channel**
Zapping Zone
Apprendre en s'amusant.

DEBORDEMENTS de bonne humeur, fous rires, cris, grimaces... Difficile de ne pas se laisser emporter par l'ambiance vertigineuse de « Zapping Zone ». Servie en direct du lundi au samedi de 17 à 19 heures, cette émission joyeuse et turbulente fait le bonheur des enfants âgés de 8 à 12 ans. Dans un décor ressemblant de très près à une caverne d'Ali Baba, les animateurs alternent pas de danse et chansons. De temps à autre, il n'est pas rare d'apercevoir à l'écran les techniciens qui sont également de la partie. Dessins animés, séries, clips, jeux - dans le Dito di - un télé-spectateur en direct au téléphone doit retrouver la bonne définition d'un mot - s'entraînent à un rythme effréné.

De nombreuses chroniques s'ajoutent à cette programmation résolument hétéroclite. Charlotte, Julie et Claude présentent à tour de rôle des 2/30s sélectionnées dans l'actualité. Les Blouzes, quant à eux, explorent Internet et testent tous les nouveaux jeux vidéo. Sans oublier Irwan, Jean-Philippe et Christophe, qui animent tous les mercredis la séquence cinéma. Les jeunes télé-spectateurs participent également à l'émission. « On veut qu'ils interviennent par n'importe quel moyen, par téléphone, fax, Minitel, Internet, souligne Patrice Blanc-Francart, directeur des programmes de Disney Channel. A tout moment, ils peuvent poser des questions, passer des messages ou prendre part aux jeux. »

Pour éviter toute tendance à la routine, Annie Morillon, la rédactrice en chef de « Zapping Zone », a choisi d'en alterner la présentation. Tout au long de la semaine, trois doses de choc se succèdent. Isabelle, ex-chargée de production, et Jérôme, tout droit venu de la FM, animent les rendez-vous du mardi et du mercredi. Le jeudi et le vendredi, ils passent l'antenne à Mélanie, ex-animatrice de NRJ et de Chérie-FM et à Gérard, venu de RTL 9. Mais le couple le plus piquant et le plus attachant est celui qui réunit, les lundis et samedis, Sylviane et Bonnie, un grand Black bourré d'humour et une petite Hollandaise maligne à croquer.

Karine Nakache

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
13.50 Les Feux de l'Amour.
14.45 Arabesque.
15.35 Dynasty.
16.30 Superstars.
17.30 Beverly Hills.
18.20 et 18.40 CD Tubes.
18.25 Excluse.
19.00 Le Biglil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal. L'histoire de jour.
20.40 Le Républicain des comètes.
20.45 Coupe du monde 1998. Métro.
20.52 Traffic info.
22.35 Commissaire Moulin. O. Le Blen.
23.35 Made in America. Faute identifiée. O. Larry Cohen.
0.15 Les Rendez-vous de l'entrepreneuriat.
- FRANCE 2**
13.50 Le Report.
14.45 Tennis. Internationaux de France.
15.15 Un livre, des livres.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.50 Métro.
20.00 Tennis. Le Monde de la Coupe.
20.40 L'histoire de jour. A cheval.
20.52 Pointe rouge.
21.00 Envoyé spécial.
21.10 Expression directe. CCI.
23.15 Un monde foot.
0.20 Journal. Métro, Côté court.
0.45 La 2^e heure. Les Armes de l'esprit.

FRANCE 3

- 13.00 Tennis.** Internationaux de France.
14.45 Tennis.
14.55 Questions au gouvernement.
16.05 Le Magazine du cheval.
16.40 Les Miniklubs.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 15-20 de l'information. Métro.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport. Côté court.
21.00 Patton II. Film. Franklin J. Schaffner.
23.35 Médée. Solt 3.
0.25 Quel est ce qu'elle dit, Zazie?
1.20 Saga-Clés. Spécial Coupe du monde. Un ballon pour le Balais.

CANAL +

- En clair jusqu'à 23.35
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Le Journal du cinéma.
14.00 Antônia et ses filles ■ Film. Marlene Götts.
15.40 Billard.
16.30 Surprises. Festival d'Annecy.
17.00 Pas si vite. Simone Weil.
17.05 Napokkon en Australie. Film. Mario Andreacchio.
► En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 15-20 de l'information. Métro.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 A part ça. Sophie Marceau.
22.05 Flash info.
22.10 Supplément débranchable. Spécial Festival d'Annecy.
22.25 Déclat. Film. Alain Chabat.
0.10 Photos de l'été sur Minitel. Film. Michael Goldenberg (v.o.).
1.35 Hockey sur glace.

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.15 Le Journal de la santé.**
13.30 Désert des déserts.
14.30 La Chiquienne reconnaît. Jackson et roché. 14.35 A l'abri des chiens. 14.45 A l'abri des chiens. 14.55 A l'abri des chiens. 15.05 A l'abri des chiens. 15.15 A l'abri des chiens. 15.25 A l'abri des chiens. 15.35 A l'abri des chiens. 15.45 A l'abri des chiens. 15.55 A l'abri des chiens. 16.05 A l'abri des chiens. 16.15 A l'abri des chiens. 16.25 A l'abri des chiens. 16.35 A l'abri des chiens. 16.45 A l'abri des chiens. 16.55 A l'abri des chiens. 17.05 A l'abri des chiens. 17.15 A l'abri des chiens. 17.25 A l'abri des chiens. 17.35 A l'abri des chiens. 17.45 A l'abri des chiens. 17.55 A l'abri des chiens. 18.05 A l'abri des chiens. 18.15 A l'abri des chiens. 18.25 A l'abri des chiens. 18.35 A l'abri des chiens. 18.45 A l'abri des chiens. 18.55 A l'abri des chiens. 19.05 A l'abri des chiens. 19.15 A l'abri des chiens. 19.25 A l'abri des chiens. 19.35 A l'abri des chiens. 19.45 A l'abri des chiens. 19.55 A l'abri des chiens. 20.05 A l'abri des chiens. 20.15 A l'abri des chiens. 20.25 A l'abri des chiens. 20.35 A l'abri des chiens. 20.45 A l'abri des chiens. 20.55 A l'abri des chiens. 21.05 A l'abri des chiens. 21.15 A l'abri des chiens. 21.25 A l'abri des chiens. 21.35 A l'abri des chiens. 21.45 A l'abri des chiens. 21.55 A l'abri des chiens. 22.05 A l'abri des chiens. 22.15 A l'abri des chiens. 22.25 A l'abri des chiens. 22.35 A l'abri des chiens. 22.45 A l'abri des chiens. 22.55 A l'abri des chiens. 23.05 A l'abri des chiens. 23.15 A l'abri des chiens. 23.25 A l'abri des chiens. 23.35 A l'abri des chiens. 23.45 A l'abri des chiens. 23.55 A l'abri des chiens. 0.05 A l'abri des chiens. 0.15 A l'abri des chiens. 0.25 A l'abri des chiens. 0.35 A l'abri des chiens. 0.45 A l'abri des chiens. 0.55 A l'abri des chiens. 1.05 A l'abri des chiens. 1.15 A l'abri des chiens. 1.25 A l'abri des chiens. 1.35 A l'abri des chiens. 1.45 A l'abri des chiens. 1.55 A l'abri des chiens. 2.05 A l'abri des chiens. 2.15 A l'abri des chiens. 2.25 A l'abri des chiens. 2.35 A l'abri des chiens. 2.45 A l'abri des chiens. 2.55 A l'

Le revenu moyen des agriculteurs a fortement augmenté depuis trois ans

Viticulteurs, céréaliers et betteraviers ont les exploitations les plus florissantes

LE REVENU moyen des exploitations agricoles a progressé en 1997 de près de 7 % par rapport à 1996. Ce bon résultat fait suite à trois années satisfaisantes, l'amélioration est de 8 % par an, en moyenne, lorsque l'on compare, comme le fait l'Insee, les deux dernières périodes triennales, l'une centrée sur 1993 et l'autre sur 1996. Ces indications devaient être rendues publiques par la Commission des comptes de l'agriculture de la nation mercredi 27 mai. Une réunion qui coïncide avec la rencontre des ministres de l'Agriculture des Quinze, les 26 et 27 mai, toujours très divisés sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). La France (qu'il s'agisse des organisations professionnelles ou du gouvernement) estime en effet les propositions de la Commission inacceptables en l'état, à cause notamment de baisses de prix proposées.

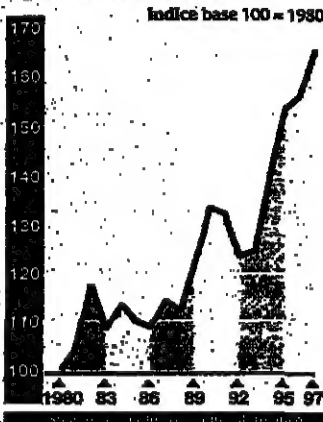
Si 1997 a été une bonne année, c'est parce que les volumes des livraisons ont beaucoup augmenté, les rendements de produits végétaux ont été excellents (pour le maïs par exemple) et une forte demande de vifs (« tré » par des exportations vigoureuses) s'est manifestée. La valeur ajoutée a

fait un saut de 5,1 %, soit la plus forte augmentation depuis 1990. Un résultat d'autant plus remarquable, en termes d'économie productive, que le niveau global des subventions d'exploitation a baissé de 4 milliards de francs et que le revenu des autres agriculteurs en Europe stagne ou baisse.

LA CÔTE-D'OR AU SOMMET

Championnes toutes catégories, la branche des grandes cultures, notamment les producteurs de céréales, betteraves, colza ou pommes de terre, avec une progression des revenus de 12 % et celle des viticulteurs d'appellations contrôlées (+23 %). En bas du tableau se situent en revanche les éleveurs de moutons qui voient leur rémunération chuter de 20 % à cause d'une baisse substantielle des primes de compensation. Les éleveurs « industriels » de porcs, dans l'Ouest surtout, enregistrent (après trois bonnes années) une chute de 2 %. Côté élevage bovin, les performances sont beaucoup plus modérées, mais les paysans spécialisés dans la viande (où les cours se sont nettement redressés) s'en tirent mieux que ceux qui se consacrent surtout au lait.

une hausse continue
REVENU BRUT AGRICOLE MOYEN PAR EXPLOITATION



L'analyse géographique de ces résultats fait apparaître une grande diversité. La hausse des revenus concerne plus des deux tiers des départements et elle dépasse 10 % dans dix d'entre eux. Quant à ceux qui enregistrent une baisse, la grande majorité avait connu une hausse en 1996. Concerné à la fois par la bonne tenue des céréales et du vin, un département comme la Côte-d'Or frise des sommets avec

une hausse de son revenu de 29,7 % l'an dernier. La chute est en revanche générale dans tous les départements de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (-10,1 %). Les départements légumiers bretons, qui ont occupé la chronique en avril à cause de la mévente des choux-fleurs, n'ont pas, si l'on s'en tient aux statistiques brutes, trop à se plaindre. Le revenu moyen de l'ensemble des exploitations du Finistère et des Côtes-d'Armor a soit stagné soit légèrement baissé mais, depuis 1995, la progression est, pour chacun, de +6,3 % par an.

RÉÉQUILIBRAGE « URGENT »

Les disparités géographiques restent fortes. Par rapport à une moyenne 100, les exploitations de Champagne-Ardenne sont à 195 et d'Île-de-France à 172, le Limousin ne dépasse pas 40, la Basse-Normandie 62 et Midi-Pyrénées 76. Le ministre de l'Agriculture, Louis Le Pen, s'est « réjou » de ces évolutions mais ajoute que les disparités restent « urgentes » une politique vigoureuse de rééquilibrage, par exemple à travers la future loi d'orientation.

François Grosrichard

M^{me} Aubry veut harmoniser la prestation de dépendance

Les montants varient fortement selon les départements

UN BILAN établi par la direction de l'action sociale, rendu public mardi 26 mai, met en évidence des inégalités flagrantes entre les départements et une montée en charge très en deçà des prévisions de la prestation spécifique de dépendance (PSD). Lancée il y a un an - elle fit l'objet de l'un des derniers décrets signés par Alain Juppé -, la PSD devait concerner, à terme, entre 200 000 et 300 000 personnes âgées ayant perdu leur autonomie physique. Or, constate la direction de l'action sociale, 36 000 dossiers ont été remis aux services sociaux de soixante et onze départements : 15 000 seulement ont reçu un avis favorable, 8 000 ont été rejetés, provoquant 1 500 recours. « Cela démontre de graves dysfonctionnements », observe-t-on dans l'entourage de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité.

Déjà, en novembre 1997, devant le Comité national de coordination gérontologique, chargé d'en suivre l'application, M^{me} Aubry avait demandé aux conseils généraux de remédier aux fortes disparités et avait annoncé que le gouvernement prendrait « les correctifs nécessaires » si cette demande n'était pas suivie d'effets. Mercredi 20 mai, lors de l'adoption du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre écono-

mique et financier (Ddoef), les députés ont intégré un amendement gouvernemental fixant le principe, au plan national, d'un montant minimum de la prestation. Ce barème, actuellement en discussion avec les différents partenaires, sera publié par un décret qui pourrait être signé d'ici deux mois.

Il visera à atténuer les distorsions constatées. Le montant moyen de la prestation accordée à domicile est de 2 950 francs mensuels, avec une amplitude de 1 000 francs, alors que son seuil maximum est de 5 600 francs. Six départements ne versent toujours pas la PSD en maison de retraite ou d'hébergement. Dans vingt-trois départements, le montant se situe entre 80 et 100 francs par jour, dans trente-six entre 51 et 80 francs, dans onze entre 15 et 50 francs. En écartant les situations extrêmes, les prestations varient ainsi de 1 à 3.

Selon l'Observatoire de l'action sociale décentralisée, les conseils généraux ont dépensé 100 millions de francs pour la PSD en 1997. Mais ils ont économisé, pour la même période, 400 millions de francs sur l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP), que la PSD devait remplacer.

Bruno Caussé

M. Strauss-Kahn se montre optimiste pour la croissance en 1999

LE MINISTRE de l'économie, des finances et de l'industrie a dressé, mardi 26 mai, en présence de ses quatre secrétaires d'Etat (budget, PME, industrie, commerce extérieur), le bilan de sa première année à Bercy. Dominique Strauss-Kahn a confirmé que la croissance - 3 % en 1998, la plus forte des grands pays européens - se poursuivrait en 1999. Un peu plus optimiste que l'OCDE, il a estimé qu'elle sera « probablement meilleure » que prévu (2,8 % actuellement).

M. Strauss-Kahn a profité de cette conférence de presse pour répondre au chef de l'Etat. En visite dans le Maine-et-Loire, Jacques

Chirac avait déclaré, lundi 25 mai, qu'« un bon déficit [public] devrait être de zéro en période de croissance » (Le Monde du 27 mai). « Je trouve le président de la République extrêmement timoré, lui a-t-il répondu. Si la croissance est durable, il n'y a pas de raison de s'inquiéter à 0 %. » Il faut, a-t-il ajouté, « tendre vers le moins de déficit possible, voire un excédent », comme y sont parvenus certains pays industrialisés. M. Strauss-Kahn a confirmé qu'il s'était fixé pour objectif de ramener les déficits publics (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) à 2,3 % en 1999, et sous la barre de 2 % en 2000.

Pour le reste, M. Strauss-Kahn

s'est employé à démontrer que la politique économique et sociale conduite depuis juin 1997 par Lionel Jospin était très différente de celle de ses prédécesseurs. Il a notamment récusé l'analyse de l'opposition selon laquelle la gauche ne fait que récolter les fruits d'une croissance dont les gouvernements de droite auraient semé les graines.

« PETITS GESTES »

Si l'a concédé avoir été aidé par un environnement international plus favorable, et notamment un dollar fort, le ministre a ajouté aussitôt que « rien, dans ce que nous avons trouvé, ne préparait un soutien à la croissance » et le passage à l'euro.

Interrogé sur une baisse du taux normal de la TVA (20,6 %), prévue par la plate-forme du Parti socialiste « sur les produits de première nécessité », M. Strauss-Kahn l'a jugée « souhaitable, mais pas facile ». Le réduire d'un point, c'est amputer de 30 milliards de francs les recettes de l'Etat, a-t-il rappelé, en observant qu'il n'était pas sûr que le consommateur y gagne puisque cette baisse ne sera pas forcément répercutée sur les prix.

Le ministre de l'économie étudie de nouvelles mesures ciblées dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 1999, dont les grandes lignes seront présentées en conseil des ministres le 22 juillet. « Nous avons fait l'an dernier quelques petits gestes en matière de TVA concernant les travaux faits à domicile, a-t-il indiqué. Nous réfléchirons à quelque chose de même nature » pour 1999. Mais ces mesures doivent être soumises à la Commission européenne et un nouveau geste « n'est pas acquis ». M. Strauss-Kahn a précisé que les taux d'intérêt à court terme pourraient augmenter en France et dans la zone euro l'an prochain. « Si un mouvement raisonnable de hausse se déroule fin 1998-début 1999, a-t-il ajouté, il ne sera pas nuisible à la croissance. »

Tout en prenant en compte les attentes de l'opinion, dont la confiance est sapée par la persistance du sous-emploi, M. Strauss-Kahn a reconnu que le taux de chômage ne descendrait sans doute pas en dessous de 11,8 % fin 1998, contre 12,6 % en juin 1997.

Jean-Michel Bezat

Un anniversaire du gouvernement sous contrôle

Dans une note aux différents ministères après la réunion, le 4 mai, des directeurs de cabinet des ministres et des secrétaires d'Etat, le directeur du cabinet du premier ministre, Olivier Schrameck, indique que « le premier ministre n'a pas l'intention d'intervenir à l'occasion du premier anniversaire de la constitution du gouvernement ». Mais, comme la presse ne manquera pas de célébrer l'événement, M. Schrameck invite « les ministres et leurs cabinets » à « se préparer (...) aux différentes sollicitations, notamment médiatiques, dont ils feront certainement l'objet le 1^{er} juin ». Le tout, « en liaison avec le cabinet du premier ministre ».

Robert Hue tente d'embarquer le mouvement social sur la péniche communiste

D'UNE PLAGE à l'autre. Après le sable et les cinéastes cannois, que Robert Hue a rencontrés le week-end dernier « en costume sombre, pas en smoking », la péniche River's King, sur les berges de la Seine, a embarqué, mardi 26 mai, deux cents « jeunes » pour dialoguer avec le secrétaire national du PCF. Un air d'Antilles, entre punch et boudin créole, pour « marquer » l'anniversaire de la gauche plurielle : même si les bouteilles sont là, on préfère ne pas dire « célébrer ».

En première partie de cette croisière, M. Hue a peaufiné un discours « d'épave ». L'après-midi, le secrétaire national a aussi averti François Hollande, au téléphone, des plaques - enrobées de précautions « responsables » et oratoires - qu'il réserve au premier ministre. Pas question, en effet, de dresser « je ne sais quel bilan comptable, de peser en apothicaire les pour et les contre », M. Hue ne

cite ni les 35 heures ni les emplois-jeunes. « L'heure n'est pas tant à dresser un bilan avantageux des pas en avant entrepris dans l'année écoulée qu'à prendre résolument les dispositions pour aller (...) plus vite et plus loin dans le sens des changements. Qu'on se garde de glisser, voire de dériver, vers l'autosatisfaction, le contentement de soi ».

M. Hue a aussi prévenu M. Jospin : il ne réussira pas son rendez-vous présidentiel, en 2002, en laissant de côté, comme « les gouvernements socialistes des années 80 », les « réformes fondamentales ». « J'entends bien la petite musique de ceux qui, à gauche, [disent] : la droite est en crise, son électorat est désorienté. Alors, ne bousculons rien. Nous pouvons gagner les prochaines élections sans avoir à faire ces réformes ». Parmi les invités, Maxime Gremetz applaudit : « J'aurais dit la même chose. Ça fait longtemps qu'il n'avait pas criqué au-

tant les socialistes. C'est bien. » Au micro, face à ses invités, M. Hue ne se prive pas de rappeler que « certains » n'étaient pas à Saint-Berhard, aux côtés des sans-papiers, et que « tous, à gauche » n'étaient pas pour les 35 heures.

Les « jeunes » sont membres des Jeunesses communistes ou de l'UEC, mais il y a aussi la vice-présidente du Centre gay et lesbien de Paris, d'autres « du mouvement des lycées en Seine-Saint-Denis », des associatifs de la Goutte d'Or, des amis des sans-papiers...

Le temps d'une croisière, un vrai beau rêve de secrétaire national. « S'il y a une gauche de la gauche, nous voulons qu'elle soit dans le gouvernement de la France », lance M. Hue. Ou, à tout le moins, sur la péniche communiste.

Ariane Chemin

Fronde centriste à l'UDF contre François Bayrou

LE BRANLE-BAS qui s'est emparé de l'ancienne UDF depuis les élections régionales n'est pas apaisé. Après la création par Alain Madelin d'un nouveau groupe, présidé par José Rossi (Corse-du-Sud), à l'Assemblée nationale, mardi 26 mai, c'est au tour de ses anciens partenaires de s'organiser en vue de participer à la création officielle de l'Alliance, le 2 juin. Ils devaient se réunir, mercredi 27 mai, pour tenter de se mettre d'accord sur une structure qui puisse rassembler aussi bien François Léotard et les libéraux en rupture avec M. Madelin que Force démocrate, les radicaux, Hervé de Charette et les Adhérents directs de l'ancienne confédération.

Le parti de François Bayrou constituera l'essentiel des troupes, mais l'amertume et les rancœurs libérées depuis deux mois n'épargnent pas les rangs centristes. Mardi matin, avant la réunion du groupe UDF, présidé par M. Bayrou, les « refondateurs » qui, depuis deux mois, militent pour l'unité de l'opposition, ont tenté de mettre au point une ultime démarche unitaire au sein de l'UDF. L'idée était de substituer au groupe UDF un nouveau groupe doté, en particulier, d'un nouveau président en lieu et place de M. Bayrou. Or participaient à la réunion pour la première fois deux des quatre secrétaires généraux de Force démocrate, Claude Goasguen et Philippe Douste-Blazy, ainsi que deux barons centristes, Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot.

On ne saurait mieux exprimer sa réprobation à l'égard de la stratégie de l'ancien ministre de l'éducation nationale.

La réunion du groupe qui a suivi a été, selon plusieurs participants, « funèbre » et « attristée ».

M. Bayrou a eu beau jeu de constater que, sans l'aval des membres du groupe de Démocratie libérale, la proposition des refondateurs n'avait aucune chance de refaire l'unité de l'UDF. Quant à abandonner la présidence du groupe, M. Bayrou a répondu qu'il n'aurait « pas vocation à le demeurer éternellement ni à se succéder à lui-même » lorsque, « le moment venu », il choisira de se « consacrer davantage à la création du nouveau parti » qu'il appelle de ses vœux. Si les refondateurs pensaient que le moment était venu, ce n'était pas le cas de M. Bayrou, qui a plutôt en tête l'horizon de la rentrée parlementaire de l'automne.

Les membres du groupe UDF se sont séparés sans avoir rien décidé. Sept d'entre eux sont allés rejoindre le groupe des madelinistes, d'autres, dont Dominique Baudis, se demandant si l'avenir n'est pas aux non-inscrits. M. Barrot se résoud à devoir affronter « encore des moments très difficiles » et M. Goasguen est décidé à ne pas se satisfaire d'une « UDF-canal historique » qui consisterait à « prendre les mêmes, mais en plus petit ». Les plus optimistes espèrent encore obtenir un vote à bulletin secret sur la question du groupe unique lors de la réunion de l'intergroupe de l'opposition, le 3 juin.

Cécile Chambraud

■ ALGÉRIE : huit militaires ont été tués, lundi 25 mai, dans une embuscade tendue par un groupe armé dans la commune de Djebabra, sur les monts surplombant Meftah (25 km au sud-est d'Alger), a annoncé, mercredi, le quotidien El Watan. - (AFP)

Tirage du Monde daté mercredi 27 mai : 497 636 exemplaires

3

Festivals de l'été
Le Monde
daté 30 mai
vendredi 29 mai
Un cahier spécial de 8 pages

LAFARGE
Les matériaux pour
construire le monde